

عندنا من الشهر



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12986 - 4,50 F - Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : André Fontaine - MERCREDI 29 OCTOBRE 1986

Nouveau revers pour Addis-Abeba

Le régime éthiopien vient de connaître un nouveau revers avec la défection, d'autant plus spectaculaire qu'elle n'est annoncée dans les couloirs de l'ONU, de son ministre des affaires étrangères, M. Goshu Wolde. Expliquant les raisons de sa démission, le lundi 27 octobre, ce dernier a affirmé qu'il ne pouvait plus continuer à servir un gouvernement dont les politiques doctrinaires et à court terme conduisent le pays et son peuple à la misère et à la destruction, un gouvernement qui n'a clairement perdu la confiance de son peuple ainsi que le droit moral de diriger le pays.

Ce « modéré » n'a beau avoir défendu pendant des années l'ardent défenseur de la junte militaire d'Addis-Abeba, sa défection contribue à nourrir la polémique suscitée par l'utilisation de l'aide humanitaire, notamment des pays occidentaux, au régime prosoviétique éthiopien. Faut-il continuer d'aider M. Mengistu Haile Mariam, au pouvoir depuis plus de dix ans, quand il semble plus préoccupé de consolider son emprise sur le pays que de porter secours à des populations déshéritées et décimées par la guerre ? En outre, M. Wolde est, en l'espace d'un an, le troisième grand commis de l'Etat - après les deux principaux responsables de l'assistance aux réfugiés - à renoncer à servir un gouvernement d'un régime de « conscience ».

La révolution éthiopienne ne porte pas la responsabilité de la guerre et de la famine en Éthiopie. Elle l'a héritée de l'ancien empire d'Abyssinie. Avant de devenir le dirigeant incontesté du régime, le lieutenant-colonel Mengistu a dû d'abord se débarrasser du dernier négus, ensuite des mouvements révolutionnaires qui ont mis Addis-Abeba à feu et à sang, et, enfin, des troupes somaliennes qui avaient envahi l'Ogaden.

Pour parvenir à ses fins, il a fait appel à des troupes cubaines et à une aide militaire massive de Moscou, les Soviétiques ayant choisi, non sans justesse, d'offrir leur appui à ce militaire trompé dans l'acier plutôt qu'aux idéologues civils qui se réclamaient tout autant du marxisme-léninisme.

Mais, pour avoir su consolider son propre pouvoir, M. Mengistu ne s'est pas, pour autant, montré capable de tirer son pays du cycle infernal insurrection-famine. L'aide militaire soviéto-cubaine ne lui a pas permis, dans le Nord, de triompher des fronts de libération érythréen et tigréen, avec lesquels il refuse toujours de parler. Il prête ainsi davantage le flanc aux accusations de « totalitarisme » et de politique « à courte vue » reprises aujourd'hui par M. Wolde.

Si gênantes soient-elles, surtout à l'égard de l'opinion occidentale, ces défections ne constituent certes pas une vraie menace pour l'assise du régime. Elles soulignent néanmoins à quel point le remplacement sanglant d'une féodalité décadente par une dictature moderne n'a résolu aucun des graves problèmes d'un pays qui domine la corne de l'Afrique. L'Éthiopie a beau être une terre de vieille civilisation, elle n'en reste pas moins promise à la misère.

Tandis que la Communauté européenne ménage la Syrie

M. François Mitterrand se prononce pour « la solidarité contre le crime »

Interrogé, à Francfort, au cours de la conférence de presse clôture du sommet franco-allemand, M. Mitterrand a déclaré, à propos de l'attitude à observer à l'égard de la Syrie : « Les arrangements particuliers doivent toujours céder le pas à la solidarité contre le crime. »

Les partenaires européens de la Grande-Bretagne n'ont pas pu se mettre d'accord, le lundi 27 septembre à Luxembourg, sur des mesures concrètes qui auraient traduit leur solidarité avec Londres dans l'affaire Hindawi. Les ministres des affaires étrangères (ou leurs représentants) - sauf la Grèce - se sont bornés à condamner la participation des services secrets syriens à la tentative de l'attentat.

Si le refus grec de condamner le terrorisme syrien était prévisible, les réticences françaises à aller au-delà d'une « solidarité » verbale avec la Grande-Bretagne étaient également, tant l'embarras de nos dirigeants était visible depuis quelques jours. Il suffit pour s'en convaincre de lire les explications embarrassées fournies par M. Bernard Bosson, le ministre délégué chargé des affaires européennes qui occupait à Luxembourg le fauteuil de M. Jean-Bernard Raimond, retenu à Francfort pour cause de sommet franco-allemand.

Les Britanniques, à tout d'abord, n'ont pas été très clairs. M. Bosson, n'ont pas été très clairs en demandant des sanctions, alors qu'ils n'avaient suggéré vendredi dernier que l'adoption d'un texte approuvant leur action. Pour justifier les prudences du gouvernement français, M. Bosson en a été réduit à renvoyer pratiquement dos à dos Londres et Damas. Nous avons entendu la thèse britannique, a-t-il dit en substance nous devons maintenant écouter la plaidoirie syrienne, puis l'accusé « affirme qu'il n'a pas trempé dans l'affaire, condamne l'attentat et condamne le terrorisme ». L'argument est pour le moins spéculatif. Ne se déclarait-on pas impressionné, dimanche encore, par la solidité des preuves fournies par Londres ?

M. Bosson, en revanche, est plus proche de la réalité lorsqu'il évoque, à l'appui de l'esquisse française, le contingent français de la FINUL et le rôle géopolitique de la Syrie. Encore aurait-il dû citer le sort des sept otages détenus au Liban, comme le font (en privé) certains de ses collègues, même si l'influence française sur les ravisseurs est supérieure à celle de Damas.

En fait, l'affaire de Londres est venue au plus mauvais moment pour les autorités françaises, qui mettent visiblement à profit une trêve dans les attentats parisiens pour tenter, malgré les propos intraspirés tenus en public, de trouver un accommodement. La voie qui y mène, pensent-elles, passe par Damas, avec lequel il est hors de question de rompre, même si, en coulisses, il faut parfois baisser le ton après avoir fait miroiter quelques promesses.

JACQUES AMALRIC.
(Lire nos informations page 3.)

d'accord, le lundi 27 septembre à Luxembourg, sur des mesures concrètes qui auraient traduit leur solidarité avec Londres dans l'affaire Hindawi.

Les ministres des affaires étrangères (ou leurs représentants) - sauf la Grèce - se sont bornés à condamner la participation des services secrets syriens à la tentative de l'attentat.

Si le refus grec de condamner le terrorisme syrien était prévisible, les réticences françaises à aller au-delà d'une « solidarité » verbale avec la Grande-Bretagne étaient également, tant l'embarras de nos dirigeants était visible depuis quelques jours.

Il suffit pour s'en convaincre de lire les explications embarrassées fournies par M. Bernard Bosson, le ministre délégué chargé des affaires européennes qui occupait à Luxembourg le fauteuil de M. Jean-Bernard Raimond, retenu à Francfort pour cause de sommet franco-allemand.

Les Britanniques, à tout d'abord, n'ont pas été très clairs. M. Bosson, n'ont pas été très clairs en demandant des sanctions, alors qu'ils n'avaient suggéré vendredi dernier que l'adoption d'un texte approuvant leur action. Pour justifier les prudences du gouvernement français, M. Bosson en a été réduit à renvoyer pratiquement dos à dos Londres et Damas.

En fait, l'affaire de Londres est venue au plus mauvais moment pour les autorités françaises, qui mettent visiblement à profit une trêve dans les attentats parisiens pour tenter, malgré les propos intraspirés tenus en public, de trouver un accommodement.

La voie qui y mène, pensent-elles, passe par Damas, avec lequel il est hors de question de rompre, même si, en coulisses, il faut parfois baisser le ton après avoir fait miroiter quelques promesses.

JACQUES AMALRIC.
(Lire nos informations page 3.)

Poker autour des Presses de la Cité

La bataille engagée entre M. Jimmy Goldsmith et M. Carlo De Benedetti s'est achevée sur un divorce entre les lieutenants du patron d'Olivetti, M. Alain Minc et M. Claude Pierre-Brossolette.

PAGE 36

La rencontre interreligieuse d'Assise

Une trêve peu respectée mais un grand moment de piété.

PAGE 11

M. Balladur, intendant de la majorité

Les déjeuners de M. Edouard.

PAGE 40

L'alternance en Israël

La droite poursuivra-t-elle la politique d'austérité des travaillistes ?

PAGE 6

Le Monde

DES SCIENCES

- L'ozone joue la fille de l'air... Pages 13 et 14

Le sommaire complet se trouve page 40

Crise financière, inflation, pénuries

L'économie syrienne en panne...

DAMAS
de notre envoyée spéciale

« Le pays va à sa perte. Nous ne cessons de reculer. » Les étagères sont aux trois quarts vides dans ce petit magasin de pièces de rechange de machines-outils, et le propriétaire, qui s'exprime ainsi, ne fait que résumer un sentiment bien général : depuis plusieurs mois, en Syrie, la crise économique n'est plus une idée abstraite. C'est une réalité de tous les jours. Elle touche de plus en plus de monde, provoquant, au-delà de la gêne quotidienne, comme un réflexe de honte. Rien, en effet, ne justifie un tel état de choses : la Syrie est un pays au fort potentiel - agricole et énergétique - et qui a su développer un tissu industriel, avec un remarquable réseau routier, des équipements, l'eau et l'électricité pratiquement partout.

Or aujourd'hui tout semble en panne. La crise financière à l'origine du marasme actuel se lit en quelques chiffres : à peine 100 millions de dollars de réserves, soit quelques semaines d'importations ; une dette extérieure officielle de 3 milliards de dollars en 1985, mais en réalité de 11 milliards si on y inclut la dette militaire à l'égard, principalement, de l'Union soviétique ; des exportations qui ne couvrent pas la moitié des importations, pourtant drastiquement réduites.

La livre syrienne a perdu en un an 50 % de sa valeur par rapport au dollar et cinq taux de change sont aujourd'hui en vigueur qui vont de 3,95 livres syriennes pour un dollar au prix officiel à 24-25 livres au marché noir. Pour mettre fin à cet état de fait, le gouvernement a publié un décret début septembre qui puni de quinze à vingt-cinq ans de prison les trafiquants de devises ou ceux qui ne peuvent en justifier la provenance. Des trafiquants très connus ont ainsi été arrêtés et leurs liquidités confisquées, ce qui a certes pour effet de freiner les ardeurs des plus téméraires, mais aussi de stopper pratiquement toutes les importations. « Il vaut mieux avoir 100 grammes de cocaïne en poche que 100 dollars »,

plaint un commerçant, c'est beaucoup moins dangereux. »

Parallèlement, un taux préférentiel, d'abord de 20 livres syriennes pour 1 dollar, redescendant en quelques semaines à 17 livres, a été instauré pour encourager les possédants à déposer leurs avoirs dans les banques. Le gouvernement a aussi limité à l'équivalent de 1 000 dollars la somme que peut sortir chaque citoyen syrien se rendant à l'étranger, celle-ci tombant à 2 000 livres syriennes pour les voyages en Jordanie ou au Liban. A contrario, chaque étranger se rendant en Syrie doit obligatoirement changer à la frontière l'équivalent de 100 dollars au « taux touristique » de 9,75 livres pour 1 dollar et régler l'essentiel de ses dépenses, hôtel, billets d'avion, etc., en devises.

Cette crise financière sans précédent entraîne des conséquences visibles par tous. On ne compte plus, par exemple, les usines qui sont arrêtées ou qui tournent au ralenti.

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 3.)

La politique sécuritaire du gouvernement

Chronique d'une grâce annoncée

Après avoir annoncé, le lundi 27 octobre, la libération inéluctable de cinq à huit mille détenus, la chancellerie a affirmé ensuite qu'aucune décision n'était prise. La situation carcérale justifie cependant une solution à court terme : il y a près de cinquante mille détenus dans les prisons pour trente-deux mille cinq cents places.

Revenu au gouvernement après une longue carrière de manager, M. Albin Chalandon aime jouer sur deux registres : celui d'un gestionnaire avisé et celui d'un homme politique. Il veut faire mais aussi faire savoir. En attendant les résultats d'une activité multiforme, il fait ainsi beaucoup parler de lui. A peine a-t-il annoncé qu'il fera des prisons privées qu'il lui vient des idées sur la toxicomanie.

Si ses déclarations font des vagues, il prétend qu'elles ont été mal comprises et s'emploie à les corriger. Le résultat est attendu : la garde des sceaux a dit - mais n'a pas dit - que les usagers de la drogue iraient en prison. Il a déclaré - mais n'a pas déclaré -

que les terroristes méritaient la peine capitale.

On ne comprend pas toujours, et c'est probablement le but recherché. Chacun y trouve son compte à un moment donné. M. Chalandon ne recherche-t-il pas le « consensus » ?

Ayant avoué ce dessein, lundi 27 octobre, aux députés, il a fait, le même jour, une nouvelle démonstration de son savoir-faire politique. Invités le matin à la chancellerie à un petit déjeuner où le garde des sceaux n'est pas présent, les journalistes reçoivent une note qui les fait sursauter : « On ne pourra éviter des libérations massives de détenus (5 000 à 8 000) dans les mois à venir. » Pour remédier à l'asphyxie des prisons, M. Chalandon aurait-il décidé de faire mieux que M. Robert Badinter qui, le 14 juillet 1981, obtint du chef de l'Etat la grâce de 4 775 détenus puis, quatre ans plus tard, celle de 2 763 condamnés ?

Ce serait un comble. Le directeur de cabinet de M. Chalandon et son conseiller technique pour les affaires pénitentiaires appartiennent à un syndicat qui avait

vigoureusement condamné la grâce de 1985. Le garde des sceaux peut certes se prévaloir d'exemples illustres (Georges Pompidou le 14 juillet 1972, M. Valéry Giscard d'Estaing en 1980, M. Thatcher en 1984...), mais de là à ruiner une image faite de fermeté et de dénonciation du laxisme passé...

Tout cela va provoquer des remous, en provoque déjà. A la mi-journée, sur Antenne 2, M. Chalandon s'emploie à les apaiser. Cette libération massive n'est qu'une « éventualité (...) détestable », affirme-t-il. Aucune décision n'est prise.

« Inévitable à 9 heures, éventuelle à 13 heures, la libération de milliers de détenus semble problématique à 15 heures dans les couloirs du Palais-Bourbon où M. Chalandon fait distribuer une « mise au point », en retrait sur la note du matin : « La poursuite de l'augmentation du nombre de détenus pose, au ministère de la justice, le problème de plus en plus crucial de la suroccupation des prisons et, par conséquent, celui d'éventuelles mesures de répression massive des détenus. »

BERTRAND LE GENDRE.
(Lire la suite page 10.)

Les expulsions au quotidien

En un mois, mille sept cents immigrants clandestins ont été expulsés, mais on se demande si le nombre des clandestins qui continuent à entrer en France ne reste pas supérieur à celui des étrangers renvoyés chez eux.

Tous les jours, vers 9 h 30, se forme une curieuse procession sur les bords de la Seine, à Paris : des familles africaines, des femmes en foulard islamique, lestées d'enfants, de paquets, de victuailles ou de médicaments serrés dans des sacs de plastique.

Les regards inquiets renvoient furtivement à d'autres scènes, ailleurs, de rassemblements de parents de prisonniers dans d'autres pays moins souriants. Mais non, il y a erreur, abus de souvenirs. Le paysé parisien est bien là, rassurant, et le Conciergerie à deux pas. Tout est normal ; tout est légal. Le bâtiment n'abrite qu'un « centre de rétention » pour immigrants clandestins

en voie de réexpédiation dans leur pays ; les familles, elles, attendent l'heure des visites.

« Centre de rétention » ? L'expression peut ranimer des images préoccupantes. Mais, là non plus, il n'y a pas lieu de s'émouvoir. Des établissements comme celui-ci, il en existe une douzaine en France, institués en 1984 pour désengorger les prisons de ces étrangers condamnés à être reconduits à la frontière.

Certes, c'est seulement depuis l'entrée en vigueur de la loi du 9 septembre 1986 - autorisant les préfets, et non plus seulement la justice, à prononcer des mesures de reconduction à la frontière - que ces centres affichent complet. Il y a longtemps que la lutte est engagée contre l'immigration clandestine. La gauche avait créé les centres. La droite les renouvèle, pourrait-on dire.

CORINE LESNES.
(Lire la suite page 12.)

John McGahern
La caserne
Roman

« Un chef-d'œuvre de style et de sobriété. Un romancier qui peint l'Irlande - et nous tous - comme personne depuis Joyce. »

MICHEL BRAUDEAU
LE MONDE

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir; Tunisie, 625 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pes.; G.-B., 55 p.; Grèce, 120 dr.; Hongrie, 85 p.; Italie, 1 700 L.; Liban, 2 400 L.; Luxembourg, 30 F.; Norvège, 9 kr.; Pays-Bas, 2 g.; Portugal, 110 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 9 kr.; Suisse, 1,80 S.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

UN CONGRÈS SOCIALISTE, POUR QUOI FAIRE ?

Lionel Jospin a annoncé un congrès anticipé du Parti socialiste. Quel doit en être l'objet ? Trois animateurs du groupe des « transcourants » du PS, signent Jean-François Trans ainsi que Jean Vries, s'accordent pour penser qu'il faut dépasser les jeux du pouvoir et mener un débat au fond sur le socialisme de demain, qui doit tourner le dos à la stratégie de la rupture.

La femme de Loth

Comment redonner le désir de perspectives suffisamment crédibles pour mobiliser les électeurs ?

La France n'est pas à droite. La France n'est pas à gauche. Elle est indifférente aux diagnostics des classes politiques, au gré des variations électorales, l'habillent en veuve ou en mariée. Certes, il y a les aspirations sécuritaires (mais sont-elles l'apanage de la seule droite ?), le vieillissement de la population (mais au nom de quelle loi biologique serait-on jeune à gauche et vieux à droite ?), bref tout cela peut conforter une impression générale de conservatisme.

Or la réalité est moins schématisée et heureusement plus contrastée, sauf à faire preuve de daltonisme impitoyable. Pour la première fois, depuis 1958, les Français sont globalement d'accord sur leurs institutions, la nécessité de contre-pouvoirs et la généralisation de structures pluralistes. Ainsi s'explique principalement le succès de la cohabitation. Cet assagissement n'est nullement porteur d'une quelconque dérive droitiste. Bien au contraire, il témoigne d'un indéfectible mépris.

Quant au repli sur la sphère privée, faut-il s'en plaindre ? Ce comportement tend en effet à fixer définitivement les idées de liberté, d'autonomie et d'Etat de droit. Il vise à contraindre l'Etat, pris dans le sens d'une machine anonyme et coercitive, à rester à sa place en respectant tous les domaines relevant de l'activité humaine. Loin de jeter un doute sur la pertinence des valeurs de solidarité et de justice, l'individualisme, un certain social de soi, peut redonner un sens à la vie en société. Ici réside l'interrogation majeure de la gauche : comment réinsuffler le désir, non pas d'un simple retour aux affaires, mais de perspectives nouvelles suffisamment crédibles pour être dignes d'une mobilisation électorale, l'automatisme du vote de certaines couches sociales réputées à gauche ne se vérifiant plus.

La droite, sachons-le, n'échouera ni sur l'emploi ni sur la sécurité, et pour autant le chômage ne cessera de progresser et le délinquance de croître. Dans ces domaines, en effet, le gouvernement a pris des précautions. Chaque semaine le ministre du travail annonce le cap des trois millions de chômeurs, et son collègue de l'intérieur, une reprise du

par J.-F. TRANS (*)

terrorisme. A force de promettre la société du pire, on finit par tenir ses engagements ! C'est donc sur un autre terrain que la droite sera jugée : celui des mœurs. Car cette droite, fut-elle affaiblie des plus beaux atours libéraux, ne change pas : elle reste conservatrice.

Sa politique, depuis six mois, respire cet amour de l'ordre établi : déqualification du patrimoine, taxation de l'union libre, défiance accrue à l'égard des jeunes et des immigrés, mépris à l'égard des actions de prévention, renforcement systématique des hiérarchies et des autorités parentales, patronales, préfectorales et même policières. Et quel symbole de désigner tous les dérogés comme des délinquants en voulant octroyer, dans le même mouvement, de nouveaux privilèges aux bouillottes de cru ! Cette volonté de la « norme » va jusqu'à réduire les prestations pour les handicapés. Ce conservatisme immuable, consubstantiel à la droite française, s'il s'accroît aussi aisément d'une société restant encore fondamentalement antinomique avec les revendications d'autonomie du corps social auquel il ne propose qu'un surcroît d'encadrement et de rigidité. La lutte des classes, c'est eux.

Pour une confédération franco-allemande

Dans ce contexte, le rôle des socialistes est d'interpréter les aspirations des Français et de rédiger les articles d'un nouveau contrat. Tout d'abord à propos du bon degré d'opposition sur l'échelle de la violence est aujourd'hui ambivalente, pire, il est sclérosant. On pourra, non sans légitimité, rappeler les résultats de l'action gouvernementale et affirmer, non sans raison, leur qualité, cet exercice demeurera néanmoins vain : on ne gouvernera pas en 1988 comme en 1986. En deux ans, le paysage, les acteurs, les références auront changé. Ils ont déjà changé ! A trop regarder derrière elle, la gauche est guettée par le sort de la femme de Loth qui, on le sait, devint - pour ne pas s'être affranchie du passé - une statue de sel (Genèse 19, 23).

(*) Pseudonyme de trois animateurs du groupe des « transcourants » au sein du PS, auteurs de *La gauche bouge*.

Quelle place accorder à l'individu dans les vingt prochaines années et dans quels espaces sociaux, géographiques et sensibles évoluera-t-il ? Voilà le seul enjeu. Certaines pistes peuvent et doivent d'ores et déjà être définies. D'abord la réhabilitation de l'individu, tant en France qu'en ce qui concerne de rattraper les modes passés. Cependant, en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne, la gauche reconstruit son intervention autour de la qualité de la vie. La lutte contre les nuisances (Le bruit, la pollution de l'air), la protection des ressources naturelles, le contrôle civil des technologies sont au cœur de ses préoccupations. Il faut s'inscrire dans ce mouvement.

La deuxième piste est plus évidente encore. Il s'agit de l'emploi et du temps de travail. La lutte contre le chômage exige une extension massive du travail à temps partiel. Ce la baisse générale de l'activité n'est ni possible ni efficace. L'organisation de force, consubstantiel à la droite française, s'il s'accroît aussi aisément d'une société restant encore fondamentalement antinomique avec les revendications d'autonomie du corps social auquel il ne propose qu'un surcroît d'encadrement et de rigidité. La lutte des classes, c'est eux.

La troisième, c'est l'Europe. Le crédit de cette idée est aujourd'hui en jeu. Enluminure de discours, paragraphe obligé de motions, exercice rebutant et conventionnel. L'Europe est perçue comme un prétexte politique alors qu'elle doit devenir une réalité politique. Il n'est plus possible d'attendre. Les socialistes doivent reprendre le flambeau et reprendre la tête d'un mouvement majoritaire dans le pays pour la construction de l'Europe unie, en commençant pas rassembler ce qui peut l'être le plus facilement.

Il est temps de s'engager pour la confédération franco-allemande, première pierre d'une grande démocratie européenne.

La France attend d'être convaincue et, pour cela, les idées valent mieux que tout. C'est dans tous les cas notre terrain car la division de la droite ne nous appartient pas et relève de l'Alfa. Quant au charisme de tel ou tel, il n'a de sens que s'il correspond à une dynamique générale.

L'émission inventée, mise au monde par Langlois, avait une fonction essentielle : elle donnait la parole aux myriades de groupes, d'associations, de comités qui, en France, luttent pour les droits de l'homme, une aide intelligente au développement, la fin de la famine, l'autodétermination des peuples, la paix (...).

La France n'est pas tout à fait un pays comme les autres. Elle a un héritage, une mission particulière. D'elle émane une espérance : celle de la défense d'un monde où la liberté, les droits de la personne humaine seraient partout respectés. « Résistances » de Langlois illustre la vocation de cette France que nous aimons. Sa disparition nous remplit de tristesse.

JEAN ZIEGLER, professeur à l'université de Genève.

Maîtriser les irréductibles de la route

Les articles de MM. Tertou, Fabre-Luce et Grimaud (*Le Monde* du 18 octobre) ont surtout l'intérêt

d'avoir rouvert le débat sur les accidents de la route. Ils appellent cependant les remarques suivantes :

- le génocide de la route a ceci de particulier qu'il est toléré par tous les pays du monde (...).

- On met en œuvre les mesures qui ont permis de diminuer le nombre des morts : limitation de la vitesse, port obligatoire du casque, du ceinture de sécurité, contrôle du taux d'alcoolémie. Aucune d'elles n'est réellement appliquée et les forces de police auraient fort à faire si elles s'avisent de dresser les contraventions méritées. Ce ne sont qu'épaves flottantes à moineaux.

- On ne parviendra pas à réduire cette hémorragie si on ne met pas en place des mesures drastiques : confiscation des véhicules, fortes amendes, suppression du permis de conduire et prison ferme pour les assassins, les récidivistes, les conducteurs imprégnés d'alcool ou sans permis (...).

Dr ALBERT LADRET, président de la Fédération française des associations d'occidentaux.

La guerre du « ton » n'aura pas lieu

Le PS doit pratiquer une opposition sélective. S'il se radicalise, il se marginalise

par JEAN VRIES (*)

des jeunes dans la société ; insertion des étrangers dans la communauté nationale ; approfondissement des procédures démocratiques ; solidarité entre générations présentes et futures dans la conduite des politiques de la famille, de la couverture collective des risques et de l'environnement ; réduction de l'insécurité ; sans négliger aucune des composantes de cette action (préventive, répressive, curative), etc.

L'Europe, référence cardinale

Cette recherche de la cohésion trouve son prolongement naturel en politique extérieure : achèvement de la construction européenne ; action plus résolue en

(*) Membre du groupe des experts du PS, qui ses fonctions contraignent à l'anonymat.

favor de la paix, du désarmement et du développement ; défense des droits de l'homme et des valeurs de civilisation dans le monde... L'Europe, surtout, apparaît comme la référence cardinale du combat socialiste pour les années à venir. Désormais, le PS doit proposer au pays non un catalogue de promesses, mais une volonté d'agir dans toutes les directions. Dans ces conditions, le PS ne peut mener, sans se renier et déprécier ses critiques (la mauvaise opposition chassant la bonne), une offensive générale et indiscriminée. Il lui faut pratiquer une opposition sélective : dénoncer ce qui doit l'être (une doctrine ultralibérale qui, appliquée à la lettre, conduirait à la société duale et à l'abandon des grandes ambitions industrielles) ; approuver ce qui le mérite (la relance de la participation, par exemple), quitte à en souligner les insuffisances (même exemple). Le juste ton, en somme.

« UN MINISTRE DU GÉNÉRAL », de Raymond Triboulet

Règlement de comptes...

L'INTÉRÊT des Mémoires, écrits longtemps après l'événement, est que les auteurs n'ont plus à s'embarasser de précautions, à ménager des susceptibilités ou à préserver leur avenir. Lorsque l'auteur a consacré sa vie, sa spontanéité et toute sa... mémoire, le document se transforme en témoignage vivant. C'est le cas pour M. Raymond Triboulet, qui, à quatre-vingts ans, publie le deuxième volume de ses souvenirs. Un ministre du général, après celui qu'il avait consacré à *Un général de la IV^e République* du 18 mai 1985.

Ministre des anciens combattants de 1959 à 1962, puis ministre de la coopération jusqu'en 1966, député du Calvados jusqu'en 1973, M. Triboulet ne mène pas sa vie. Sa place et son rôle dans le gaullisme depuis la Libération lui permettent d'intervenir dans la politique au-delà de ses strictes attributions ministérielles. Il apparaît ainsi par moments plus gaulliste que de Gaulle lui-même.

Il s'efforce donc de déconstruire comment la politique de de Gaulle a été entravée et parfois même sabotée par des soutiens tant pour l'association à une Algérie que pour la coopération avec l'Afrique et que lors de la crise de mai 1968. Il fait ainsi le procès du Chai d'Orsay mais réserve ses jugements les plus sévères pour condamner Georges Pompidou. Il parle ainsi de l'« imposture » du premier ministre lors des élections législatives de 1967 qui faillirent être perdues par la majorité, de son « avènement » en 1968, mesure même celle sur le compte des « drogues éternelles » qu'il absorbait depuis le chef du gouvernement.

Pour M. Triboulet, le deuxième président de la V^e République recueille des « diques innombrables » et il lui reproche notamment sa « haine » pour son premier ministre. M. Triboulet, à n'en pas douter, ouvre son cœur et règle ses comptes.

ANDRÉ PASSERON.
* Plon, 364 pages, 110 F.

Une synthèse entre légitimités

Il serait pourtant fatal au PS de renouer avec une vision de l'action politique et sociale fondée sur l'exaltation de la rupture et de l'affrontement. Comme l'illustrent les évolutions politiques récentes dans toute l'Europe, la radicalisation du principal parti de la gauche entraîne sa marginalisation. A l'inverse, le principal parti de la droite connaît le succès lorsqu'il se montre capable d'opérer la synthèse entre légitimités de sources différentes ; de favoriser les compromis sociaux ; de prévenir les divisions intelles ; d'adhérer, en nom d'impératifs d'intérêt général incontestables, entre les aspirations divergentes ; bref, de sécréter du consensus.

Le resserrement des solidarités est, à démentir, la seule réponse possible aux défis de toutes sortes que devra relever l'humanité en cette fin de siècle. Seul un Parti socialiste « multiclassiste », ayant explicitement repudié les machinismes d'autant et renoncé à offrir un modèle de société « clés en main », pourra à la fois rassembler les suffrages d'un large électorat et, une fois revenus aux affaires, consolider le pacte social, finalité qui constitue, comme l'ont montré l'Action de Mendès France et la trace qu'il a laissée dans les esprits, le vrai moyen de la gauche moderne.

Une telle orientation ne débouche nullement sur un centrisme nébuleux. La recherche de la cohésion sociale ne peut que s'assigner des objectifs à fort contenu mobilisateur (même s'il s'agit d'une mobilisation « contre ») : promotion des travailleurs dans l'entreprise ; coopération entre le monde du travail et le système de formation ; accueil

COURRIER DES LECTEURS

Institutionnaliser la cohabitation ?

De nombreux Français se déclarent satisfaits de la « cohabitation » et souhaitent qu'elle dure. Pourquoi ne pas chercher à l'institutionnaliser ? (...). Pourquoi ne pas donner au candidat malheureux des prochaines présidentielles un rôle, dans la mesure où il serait suffisamment représentatif (par exemple, 40 % des suffrages), en faire un vice-président disposant de certains pouvoirs de discussion et de contestation (...) ou encore en faisant simplement le président du Conseil constitutionnel (...).

HENRI DECONINCK (Strasbourg).

« Résistances » sans Bernard Langlois

Jeu 9 octobre : première émission de « Résistances » sans Bernard Langlois, sans sujet proposé par lui, sans « Homme qui marche » de Giacometti et sans « Journal des droits de l'homme ». Désormais, « Résistances » est normalisée. Un magazine d'information comme les autres.

« Résistances » sans Bernard Langlois

Jeu 9 octobre : première émission de « Résistances » sans Bernard Langlois, sans sujet proposé par lui, sans « Homme qui marche » de Giacometti et sans « Journal des droits de l'homme ». Désormais, « Résistances » est normalisée. Un magazine d'information comme les autres.

« Résistances » sans Bernard Langlois

Jeu 9 octobre : première émission de « Résistances » sans Bernard Langlois, sans sujet proposé par lui, sans « Homme qui marche » de Giacometti et sans « Journal des droits de l'homme ». Désormais, « Résistances » est normalisée. Un magazine d'information comme les autres.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
TÉLÉPHONE MONDOPUB 65072 F
TÉLÉCOPIER : (1) 45-23-86-81
TÉL : (1) 42-47-91-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Boivre-Milly (1946-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Boivre-Milly, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak
Rédacteur en chef : Daniel Vermet
Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde
TELEMATIQUE
Composé 36-15 - Tape LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 788-970 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde s/c Speditions, 48-49, 39th Street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at P.O. 46-48 39th Street, L.C.I., N.Y. 11104.

سكنا من الأهل

GRAND PRIX DE L'HISTOIRE MOÛT • HENNESSY

Un long cri d'amour pour le Roi-Soleil... Le talent, l'érudition universitaire, le sens du détail, l'entrain endiablé de sept détonnantes parcoures au galop, tout cela fait de cette œuvre l'une des meilleures biographies louis-quatorziennes publiées à ce jour.

Emmanuel Le Roy Ladurie, *L'Express*

Le projecteur Bluche illumine le Roi-Soleil... Résultat, une réhabilitation en règle; une biographie monumentale, passionnante.

Arnould de Liedekerke, *Le Figaro Magazine*

Pleins feux sur l'astre solaire... Aucun livre, me semble-t-il, n'a l'importance, la conviction, la force d'argumentation de celui que je viens de lire.

Georges Blond, *Le Figaro*

1040 pages
180 F

LOUIS XIV

François Bluche



FAYARD

Diplomatie

Le sommet franco-allemand

Quand le chancelier Kohl se fait l'amphitryon de la cohabitation à la française

Le 48^e sommet régulier franco-allemand, qui s'était ouvert lundi 27 octobre à Francfort, et dont l'ordre du jour était largement consacré aux échanges culturels entre Paris et Bonn (le Monde des 26-27 et 28 octobre), devait s'achever ce mardi en début d'après-midi par une conférence de presse conjointe. Apparaissant, le chancelier Kohl s'était à nouveau entretenu avec M.M. Mitterrand et Chirac.

Le renouvellement des générations posant des problèmes nouveaux, il appartenait à un septagésime tableau de bord des relations culturelles entre la France et la RFA voyait ses indicateurs passer au rouge les uns après les autres : pour une entreprise dont le succès ne se dément pas - l'Office franco-allemand de la jeunesse, organisateur d'échanges touchant plus de cinq millions de jeunes des deux pays - combien de projets bloqués, de manifestations de désintérêt pour la langue et la culture de l'autre!

son franco-allemande sur l'avenir de l'audiovisuel parviens à des résultats... M. Chirac, pris par l'atmosphère générale ne pouvait faire moins que d'accompagner ce mouvement impulsé d'en haut.

personnel du chancelier dans sa maison de famille d'Oggersheim, le 9 novembre.

Cela dit, pour être principalement culturelle cette rencontre a aussi été, comme on pouvait s'y attendre, l'occasion d'un échange de vues approfondi sur les questions proprement politiques. À commencer, bien entendu, par l'état des relations Est-Ouest au lendemain du sommet de Reykjavik.

A chacun son invitation

Les dirigeants ouest-allemands avaient, en tout cas, fait un pas de géant dans cette question délicate de la cohabitation politique à la française qui les préoccupe sérieusement.

Avec M. Mitterrand, comme avec M. Chirac, le chancelier a longuement évoqué les entretiens qu'il vient d'avoir à Washington avec M. Reagan. Pour lui, la situation créée par Reykjavik est une « chance historique ». M. Kohl est en effet persuadé que, malgré le biocage final, les propositions avancées aussi bien par les Soviétiques que par les Américains ouvrent une ère nouvelle dans les relations Est-Ouest. Du côté français, si M. Mitterrand s'est déclaré favorable dans son principe à l'« option zéro », c'est-à-dire au retrait d'Europe des armements nucléaires à courte et à moyenne portée, il n'en a pas moins réaffirmé que le concept français de dissuasion restait plus que jamais en vigueur.

Les dirigeants ouest-allemands ont en outre insisté sur les dangers qu'il y aurait à négliger les propositions soviétiques. M. Kohl est persuadé, à son retour de Washington, qu'un prochain sommet Reagan-Gorbatchev pourrait se tenir dans un avenir proche avec une nouvelle avancée vers une réduction notable des armes installées en Europe. Dans l'entourage du président français, on se montre plus prudent : « Reykjavik a peut-être marqué le point le plus haut des propositions soviétiques en matière de désarmement », constate un conseiller de M. Mitterrand, « on devrait aller maintenant vers un reflux ».

LUC ROSINZWEIG.

FRANCFORT de notre envoyé spécial

Comment sauver de l'insignifiance un sommet culturel franco-allemand dont les enjeux, importants à long terme, risquent d'être balayés par les urgences du jour : la concertation européenne sur l'attitude à adopter envers la Syrie, et l'évaluation de la situation créée par le sommet Reagan-Gorbatchev de Reykjavik ?

La tentation pourrait être, bien sûr, d'invoquer le cas de force majeure, et de consacrer la rencontre aux sujets brûlants, quitte à renvoyer à des temps plus élastiques les discussions au sommet de l'Olympus culturel. Il n'en a rien été, et ce résultat seul peut être mis au crédit des participants. Chacun, à sa place et dans son rôle, a su pratiquer cette ascèse si peu fréquente chez les hommes politiques qu'elle mérite d'être notée : ne pas se laisser emporter par le tourbillon des événements, et de maintenir le cap sur les sujets dont le « rentabilité » n'est pas évidente : après tout, le chancelier Kohl est en campagne électorale, et M. Chirac n'a que peu de bénéfice personnel et immédiat à attendre de ces rencontres franco-allemandes, celles-ci étant avant tout conçues pour permettre au chancelier ouest-allemand et au président français de se mettre en valeur.

La leçon du vieux sage

La première journée du sommet a été marquée par quelques petites « beuveries », comme l'excursion new-yorkaise de M. François Léotard, passé au sommet culturel - c'est-à-dire, en principe, placé au cœur de ses responsabilités gouvernementales - comme un courant d'air, ou le filbre contenu du texte fourni par les divers ministères français et allemands à la discussion de l'assemblée plénière. M.M. Kohl et Mitterrand se sont déclarés « insatisfaits et déçus » par le texte élaboré par les commissions gouvernementales et ont demandé aux ministres compétents de le revoir « afin de le préciser et de le concrétiser ». Il faut bien constater que c'est une fois de plus, l'alchimie des rapports personnels entre M. François Mitterrand et M. Helmut Kohl qui a fait merveille.

À la veille de ce sommet, en effet, la situation n'était pas brillante; le

chancelier français de rappeler aux jeunes générations allemandes combien le poids de l'Histoire pèse encore sur les relations entre les deux pays. Ce rôle de vieux sage fut tenu de manière remarquable par M. Mitterrand, qui répondit par un discours pétri d'histoire aux hommages du maire de Francfort, ville dont il est maintenant citoyen d'honneur. Il est vrai que le premier magistrat de la ville, M. Wolfram Brück, tout chrétien-démocrate qu'il fit, avait salué en le président français « un homme d'Etat remarquable et un aristocrate de la pensée », sous les applaudissements de l'assistance, dont ceux de M. Chirac et des ministres présents... De son côté, le chancelier Kohl devait souhaiter que M. Mitterrand « puisse exercer encore longtemps à l'amitié franco-allemande et à l'idée européenne ».

La réunion plénière culturelle de lundi après-midi a trouvé dans cet échange de protestations d'amitié un nouveau dynamisme. « On n'était pas allé aussi loin », s'attachèrent à dire aussi bien M. Chirac que M.M. Kohl et Mitterrand. « La culture, c'est le ciment qui permet à tout notre édifice de tenir », disait-on. Malgré un certain scepticisme des ministres techniciens, qui vivent sur le terrain la difficulté de faire passer dans les faits les grandes idées - M. Mosonyi est très sceptique, par exemple, sur le renouveau de l'apprentissage des langues, - la bonne volonté réciproque était manifeste. On changea des mots dans le projet de déclaration commune pour lui donner plus de punch.

« Vous avez raison, monsieur le chancelier, il faut que cette commis-

La Conférence internationale de la Croix-Rouge

Le président du CICR s'inquiète de la violation de leurs engagements par de nombreux États

GENÈVE de notre correspondant

Tous les pays présents à la Conférence internationale de la Croix-Rouge (le Monde des 24 et 28 octobre) se sont engagés à respecter les conventions humanitaires à Genève. Dans son rapport d'activités sur le respect du droit international humanitaire, présenté à la Conférence, lundi 27 octobre, M. Alexandre Hay, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), s'est pourtant montré alarmé de la manière dont bien des États contournent, quand ils ne les violent pas, leurs engagements.

Ainsi, de la troisième Convention, qui a pour but de protéger les prisonniers de guerre : « Trop souvent, dans les conflits contemporains, les prisonniers de guerre deviennent des sortes d'otages, en complète violation du droit humanitaire », a-t-il déclaré, avant d'évoquer les mauvais traitements que des prisonniers

subissent. Pourtant, cette troisième Convention oblige les signataires à permettre aux délégués du CICR de visiter à intervalles réguliers tous les prisonniers de guerre où qu'ils se trouvent. Mais le CICR n'a pu approcher, au cours de ces dernières années, aucun des combattants capturés par les pouvoirs en place en Afghanistan, en Angola, au Cambodge, en Iran, au Mozambique ou dans le nord du Tchad, bien qu'il apporte une assistance matérielle et sanitaire importante aux populations civiles dans la plupart de ces pays.

Des procédés prohibés

Parmi les constatations les plus inquiétantes rappelées par M. Hay, celles de la multiplication et de la prolongation des conflits n'est pas la moindre, d'autant plus que des procédés formellement prohibés par le droit humanitaire sont utilisés de plus en plus fréquemment : prises

d'otages parfois suivies de meurtres, actes de terrorisme, disparitions. Il convient d'ajouter à cela que certains conflits sont considérés comme internationaux par les uns et comme internes par les autres. Les cas de l'Afghanistan et du Liban constituent des exemples de cette complexité. La faculté d'agir du CICR n'est pas forcément facilitée lorsque le conflit est purement international, comme c'est le cas pour la guerre du Golfe, où l'on a constaté l'utilisation d'armes chimiques, des bombardements aveugles de civils et, en ce qui concerne l'Iran, l'endoctrinement et le traitement inhumain des prisonniers irakiens.

Dans les territoires occupés par Israël, le CICR est actif depuis dix-neuf ans, afin de venir en aide aux populations civiles et de visiter les prisonniers. Ainsi, l'an dernier, il n'a non seulement pu avoir près de trois mille entretiens sans témoins avec ces détenus, mais il a pu également s'entretenir avec des prévenus en cours d'interrogatoire. Si, sur ce

plan, la situation est apparemment satisfaisante, le Comité s'inquiète de la fréquence des manifestations de la population, parfois réprimées avec brutalité et suivies de couvre-feu.

Au Liban, le CICR n'a pas été préoccupé uniquement par l'occupation israélienne dans le sud du pays - où il déplore la destruction de maisons, ainsi que de nombreuses arrestations - mais l'a été surtout par la violence qui règne sur l'ensemble du territoire, où « le sort de milliers de personnes disparues depuis le début du conflit demeure inconnu » et où ces civils sont victimes de bombardements et d'explosions de voitures piégées.

Du drame que vit toujours le Cambodge, le CICR retient principalement la tragédie des deux cent vingt mille hommes, femmes et enfants khmers massés à la frontière thaïlandaise dans des zones où prédomine l'insécurité.

ISABELLE VICINIAC.



merci, c'est ce que tout le monde dit.

depuis le 16 mars dernier. Ne voulant pas, comme nous le confiait un proche du chancelier en être « les arbitres involontaires », ils s'en sont fait les amphitryons. M.M. Mitterrand et Chirac, rentrés à Paris avec chacun une invitation en poche : le président de la République est convié à Berlin pour le 75^e anniversaire de la ville, au printemps 1987, et le premier ministre sera l'invité

L'ombre de Luxembourg sur Francfort

La réception offerte par le chancelier Kohl aux participants du sommet culturel franco-allemand, lundi soir 27 octobre, dans le foyer de l'Opéra de Francfort, aurait dû être le lieu d'amiables échanges sur le spectacle qui s'est précédé : Werther, opéra de Jules Massenet. Il n'en fut rien.

Alimentés en informations par d'incessants coups de téléphone en provenance de Luxembourg, M.M. Jean-Bernard Reimond et Hans-Dietrich Genscher, ministres des affaires étrangères de France et de RFA, n'avaient qu'un seul sujet de préoccupation : comment allait-on pouvoir se sortir de la nouvelle épreuve pour la solidarité européenne provoquée par la rupture des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et la Syrie ? « Les Britanniques, nous confie un ministre français, nous ont présenté une déclaration en deux points, dont deux sont pour nous totalement inacceptables : le point 5, demandant aux pays de la CEE de retirer leur ambassadeur à Damas, et le point 6, c'est-à-dire le non-renouvellement du protocole d'accord franco-syrien de la Communauté à la fin de cette année. L'acceptation est simple : accepter, c'est condamner nos otages à mort ».

Du côté ouest-allemand, l'attitude n'est guère différente. Pour Teitelbach, proche conseiller du chancelier Kohl, « sachant la Syrie du jeu diplomatique au Proche-Orient serait répéter l'erreur des États-Unis, dont l'envoyé spécial dans la région, M. Philip Habib, avait échoué parce qu'il était viscéralement anti-syrien ». Bonn est seulement décidé à laisser passer quelque temps avant de remplacer son ambassadeur actuel à Damas, dont la mission arrive justement à échéance.

L. R.

مكتبة الشرق

عقلا من السلام

Proche-Orient

La visite à Paris du patriarche maronite

« Je plaiderai la cause d'un engagement accru en faveur de la paix au Liban »

nous déclare Mgr Sfeir

Mgr Nasrallah Sfeir, le patriarche maronite d'Antioche et de tout l'Orient, est attendu le mercredi 28 octobre à Paris pour une visite officielle, suivie d'une visite pastorale, d'une semaine. Mgr Sfeir sera reçu par le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, puis, jeudi, par M. Jacques Chirac, avant de s'entretenir vendredi avec M. François Mitterrand.

BEYROUTH de notre correspondant

Soixante-seizième patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, qui arrive à Paris mercredi 29 octobre, succède à une lignée d'hommes d'Eglise dont beaucoup ont marqué leur terre et ses habitants de leur empreinte. A ceux qui lui demandent avec surprise, face à la tourmente qui, depuis douze ans, balaise le Liban, « où allons-nous ? », Mgr Sfeir a coutume de répondre, en homme tranquille : « Depuis quinze siècles, nous avons cessé d'avoir des problèmes, nous avons tenu. Nous voici. Ce qui fut sera. »

« Le patriarche maronite est bien entendu, avant tout, un guide spirituel, nous a déclaré Mgr Sfeir à la veille de sa visite en France, mais surtout, dans cet Orient où tout se mêle, le temporel ne saurait être séparé du spirituel. Traditionnellement, parce qu'il est ce qu'il est, là où il est, le patriarche maronite est nécessairement amené à traiter de problèmes politiques. En remplissant ce rôle, je n'envoie pas et ne fais que suivre la trace de mes prédécesseurs, mon rôle est celui d'un rassembleur : les maronites d'abord, les chrétiens ensuite, les Libanais enfin. La confiance de mes compatriotes de tous bords m'encourage à persévérer. Fasse Dieu que je ne déçoive pas leurs espoirs. »

« Dans un contexte chargé pour eux de péral, les chrétiens libanais, et plus généralement les maronites, sont

plus divisés qu'ils ne l'ont jamais été. »

« Inutile de le cacher, c'est un fait. Inutile aussi de taire la responsabilité des Libanais, des chrétiens et des maronites dans le calvaire de leur pays. Mais ils ne sont pas seuls en cause et l'on ne peut ignorer les forces occultes qui ne reculent devant rien pour diviser les Libanais en maintenant leurs divisions et en les exacerbant. Provoquer l'éclatement du Liban profiterait à ceux qui s'acharnent à diviser les Libanais. »

— Israël ? Le Syrie ?
— Des forces régionales et internationales.

— Mais les divisions des chrétiens ? Les récentes guerres après le coup de force avorté du 27 septembre dernier, notamment entre l'armée et les Forces libanaises, ont-elles ajouté aux maux, principalement celles qui tiennent sous la conduite de M. Salim Haddad, à l'écart des maronites du centre, de leur milice et même de leur président.

— Les conflits nouveaux sont d'une certaine façon plus pernicieux que les anciens. Car on avait fini par trouver entre les vieux adversaires des points de rencontre sur certains éléments fondamentaux alors que, plus fraîches, les dernières dissensions sont encore plus néfastes.

— Vous avez publié un communiqué après les événements du 27 septembre et les règlements de comptes interposés qui en ont résulté qui a été, pour le moins, mal accueilli par les Forces libanaises.

— L'œil du patriarche se fait sévère et le ton cassant : le sujet manifestement l'agace. « Nous avons voulu réduire la tension entre l'armée et les Forces libanaises qui s'affrontaient déjà, en dénonçant des pratiques étrangères aux chrétiens que nous sommes. Nous l'avons redit. »

— Qu'est-il advenu du projet chrétien ? Vous semble-t-il susceptible de servir de tremplin à un rassemblement des Libanais ?

« C'est son objectif : rechercher et trouver un consensus en battissant la peur chez les chrétiens et la frustration chez les musulmans. Je n'ai pas eu l'occasion de discuter avec mes interlocuteurs musulmans sur la base du projet chrétien, mais il devrait être possible, en ouvrant à partir de ce projet et d'autres, d'arriver à l'entente souhaitée. »

— Le dialogue dit « de l'hippocrisme » en son du gouvernement ne passait pas en tout cas très prometteur ?

— Hélas ! Les expériences antérieures ne sont guère encourageantes et je crains que ce dialogue comme les précédents n'avorte. Mais je crois — et je suis : mes contacts avec les musulmans du Liban me l'ont confirmé — qu'une entente est possible dès lors qu'aucun musulman ne veut se détacher du Liban. Au contraire, il souhaite le voir recouvrer une vie normale pour y faire montre d'un authentique nationalisme.

— Il existe pourtant au Liban d'authentiques partisans d'une république libanaise ?

— C'est exact. A cela, nous devons ajouter et tout ce que nous sommes pour un Liban dégagé de toute domination religieuse, raciste ou hégémonique.

— La mission vaticane semble s'être perdue dans les sables mouvants libanais ?

— C'est sans doute aussi qu'on lui a prêté dans les médias plus qu'elle ne pouvait donner, à savoir un résultat tangible et immédiat. Que je sache, cette mission continue dans la discrétion. J'en ignore les derniers données.

— Que comptez-vous de votre voyage officiel au Vatican et en France ?

— C'est d'abord une tradition bien établie pour un patriarche maronite de se rendre au Vatican et en France. Les circonstances tragiques que vit mon pays donnent à ma visite une dimension supplémentaire. Sans être porteur de requêtes spécifiques, je plaiderai, ici et là, la cause d'un engagement accru —

alors qu'on peut avoir l'impression qu'il tend à se rétracter — en faveur de la paix dans mon pays. »

L'homme a la ténacité du paysan qu'il fut, dans le village où il a vu le jour en 1920, dans un Liban naissant après des siècles de joug ottoman ; la ténacité qui a caractérisé plus d'un patriarche maronite. Il a de plus, avec la population, la simplicité du contact et une infinie patience pour écouter et répondre, souvent par un bon mot ou une anecdote mais en exprimant finalement sa pensée sans concession. Ses prises de position exprimées malgré l'opposition de la

milice chrétienne, venant après une longue période d'abstention de la part du patriarche au temps de son prédécesseur, témoignent de son tempérament, celui d'un lutteur mais d'un lutteur imprégné de sérénité.

C'est par l'aéroport de Beyrouth, sis en secteur musulman, que le patriarche a quitté le Liban. Autre marque de sa ténacité, de sa volonté de ne pas se résigner à l'éclatement de son pays.

LUCIEN GEORGE.

L'empire du milliard

Populations et société en Chine

Pierre Trollet et Jean-Philippe Béjo

Une vision concrète et approfondie de ce milliard de chinois, de cette société devenue un peu moins opaque, mais qui ne cesse de fasciner l'Occident.

106 F

ARMAND COLIN

100, bd Saint-Michel 75005 Paris

HAN SUYIN

S'il n'y a que l'amour

Tout les sépare. Le malheur les rapproche.

79F 204 p

Stock

MICROAGE.

QUAND LA MICRO-INFORMATIQUE DEVIENT UNE AFFAIRE DE PROFESSIONNELS.

MicroAge est déjà l'une des plus importantes chaînes mondiales de magasins spécialisés dans l'équipement des entreprises en micro-informatique.

Son succès est fondé sur l'apport d'un service global : fournir des systèmes complets, procéder avant implantation à une expertise technique, aboutir à un choix adéquat de produits parmi des marques leaders.

Mais la spécificité de MicroAge repose sur sa fonction de consultant auprès des petites et des moyennes entreprises et sur la priorité donnée par MicroAge à l'analyse en profondeur de leurs besoins particuliers.

Ensuite, et ensuite seulement, MicroAge préconise et fournit des solutions opérationnelles : matériels micro-informatique, formation professionnelle, logiciels, éléments périphériques et de liaison répondant aux besoins immédiats et futurs de chaque secteur d'activité de l'entreprise.

Vous pouvez déjà profiter du service complet MicroAge à :

PARIS 2 ^e 9-11 rue du Mail Tél : 16 (1) 42 96 15 62	PARIS 4 ^e 14, rue Malher Tél : 16 (1) 42 72 63 01	MONACO 2 Bd Rainier III Tél : 16 (93) 25 67 67
--	--	--

Pour connaître la liste des autres centres MicroAge, téléphonez au 16 (1) 47 23 72 26.

MicroAge®



Proche-Orient

ISRAËL : une économie convalescente

La droite poursuivra-t-elle la politique d'austérité des travaillistes ?

JÉRUSALEM de notre correspondant

En prenant les rênes du gouvernement, le nouveau premier ministre, M. Itzhak Shamir, a promis aux Israéliens de forger une « économie sioniste ». Cette formule attrape-tout laisse songeur. Le sionisme étant par définition chose banale en Israël, on voit mal en quoi, dans le domaine économique, celui du Likoud se singulariserait, sauf à le réduire à l'unique souci de développer les implantations juives dans les territoires occupés. De plus, aucun discours ronflant ne fera oublier le passé récent : c'est la droite qui, seule au pouvoir, plongea le pays, à force de laxisme et de démagogie, dans la tourmente dont il sort aujourd'hui meurtri.

Une première chose est sûre : s'agissant d'économie, le Likoud tient le haut du pavé. Ses hommes occupent la plupart des ministères-clés : finances, industrie et commerce, agriculture, logement, transports, science, tourisme, emploi et affaires sociales. Seules l'énergie et la planification leur échappent. Il leur incombe donc, au premier chef, de poursuivre le spectaculaire assai-

nissement entrepris par le gouvernement Pérés et de conserver la confiance du public. Selon un sondage réalisé à la veille de l'alternance, 73 % des Israéliens approuvent la politique de rigueur mise en œuvre.

Sionistes ou pas, les trois priorités de M. Shamir ont la bénédiction des travaillistes : vaincre l'inflation, réduire les dépenses publiques, réduire l'intervention de l'Etat. Sur le premier chapitre, le bilan de M. Pérés ressemble à un bulletin de victoire. Pendant l'année ayant précédé le lancement du plan de stabilisation (1^{er} juillet 1985), l'inflation avait atteint 380 %. L'année suivante, elle « plongea » au-dessous de 60 %. On prévoit pour 1986 un taux de 16 %. Les étiquettes ont cessé leur valse folle et les prix, qui n'étaient même plus affichés, lui ont été remis. Victoire impressionnante mais fragile. D'abord parce que les prix grimpent encore cinq fois plus vite au moins que chez les principaux partenaires commerciaux d'Israël. Ensuite parce que la « désinflation » a résulté d'un contrat politique et social, non d'une baisse des coûts de production, demeurés excessifs.

Autre casse-tête : comment comprimer les dépenses publiques ? Jusque-là, le gouvernement n'a pu que les stabiliser. Seule la création de nouvelles taxes a permis de réduire le déficit budgétaire. L'objectif est bien connu : tout programme sérieux d'allègement des dépenses publiques suppose des coupes claires dans le budget de la défense. Elles sont d'autant moins probables qu'Israël s'est mis sur le pied de guerre militaire : la fabrication en grande série du Lavi, l'aviation de chasse qui équipera son armée de l'air dans les années 90.

Un étatsisme pesant

En outre, une double et douloureuse équilibre se profile à l'horizon : le remboursement des valeurs bancaires transformées en obligations après le krach boursier de 1983. A moins qu'il n'échappe à une sorte de moratoire, l'Etat devra déboursier 1,5 milliard de dollars en octobre 1987, 3,5 milliards un an plus tard.

Troisième ligne de conduite : limiter le rôle de l'Etat. Sur ce point, le Likoud et la gauche ont rapproché leurs points de vue. Conscient des

défauts d'un étatsisme pesant, les travaillistes ont favorisé un renversement de tendance en profitant des exigences de l'austérité pour supprimer de nombreuses subventions. Les avocats d'une privatisation ont le vent en poupe. Ils suggèrent de commencer par les secteurs de l'économie où l'Etat ne joue aucun rôle social : énergie, transports, télécommunications. L'objet de ce débat est de savoir si Israël se dotera d'une véritable économie mixte, moderne, compétitive et délestée de ses lourdeurs « étatsocratiques ».

Parallèlement, on exige de mener à bien deux réformes structurelles, celles de la fiscalité et des marchés financiers. Véritables serpents de mer resurgissant de temps à autre, ces réformes sont maintenant au programme des deux grands partis. Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a qui elles tiennent particulièrement à cœur, a demandé qu'on passe aux actes. En Israël, tout le monde le dit : il faut réduire les impôts (qui équivalent presque à 60 % du PIB), se consacrer à encourager les candidats à l'immigration. Mais ces sages résolutions sont pour l'instant restées lettre morte.

Les démons du populisme

En attendant ces changements, nécessaires autant qu'incertaines, la conjoncture est bien plus délicate. La balance commerciale demeure largement défavorable, mais l'aide américaine, heureusement stable (3 milliards de dollars), éponge le déficit de la balance des paiements. La monnaie nationale se porte bien. Les réserves en devises sont en hausse (3 milliards de dollars). Le chômage, en fin de compte, s'est assez peu aggravé : 7,8 % de la force de travail. Cette dégradation est surtout due à une poussée de la demande d'emplois féminins.

Seize mois après le lancement du plan de stabilisation, Israël reste pourtant en convalescence. Le plafonnement de l'inflation a un piètre effet sur l'activité économique. Le pire est fait craindre une rechute. La croissance, dans un mois, de deux ans, le pays se retrouvera en campagne électorale. Le pire serait que le Likoud, oublieux des erreurs passées, cède une nouvelle fois aux démons du populisme et joue, avec l'économie, aux apprentis sorciers.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

M. Moubarak adresse ses vœux de réussite à M. Shamir. Le président égyptien, dans un message adressé au nouveau premier ministre israélien, exprime notamment le souhait que les deux pays avancent sur la voie de la paix au Proche-Orient, a-t-on annoncé lundi 27 octobre à Tel-Aviv. (Reuters.)

Les mystères de Dimona

M. Vanunu détenu au secret ?

Mordekhai Vanunu, le technicien israélien réfugié à l'étranger il y a quelques semaines après avoir fourni à la presse des détails sur l'arsenal nucléaire dont dispose son pays, est à nouveau en Israël — en prison. C'est du moins ce qu'affirme un de ses amis, le pasteur anglican australien John McKnight, qui s'est rendu cette semaine à Jérusalem afin d'acquiescer sur la sorte de M. Vanunu. Ce dernier a été vu pour la dernière fois le 30 septembre à Londres, at Scotland Yard affirme, depuis, ne plus avoir aucune nouvelle.

Pour le pasteur, qui refuse de donner ses sources, aucun doute n'est permis : l'ingénieur, a-t-il dit lors d'une conférence de presse, a été capturé puis présenté, il y a une semaine, devant un juge de Jérusalem qui a engagé une procédure judiciaire à son encontre et ordonné son maintien en prison pour une durée de quinze jours. Les autorités israéliennes se sont refusées à tout commentaire, imposant à la presse une stricte censure sur toute nouvelle concernant cette affaire.

Il y a quelques semaines, l'hebdomadaire britannique The Sun-

day Times avait publié une série de ratatouilles révélations faites par Mordekhai Vanunu. Ce dernier, ancien ingénieur au centre nucléaire de Dimona (dans le Negev), assurait, nombreux documents à l'appui, que cet établissement comportait plusieurs étages souterrains dans lesquels Israël aurait mis au point près d'une centaine d'ogives nucléaires. Peu avant que l'hebdomadaire ne diffuse ces informations, M. Vanunu (un juif d'origine marocaine âgé de trente et un ans) s'était rendu en Australie — où il se serait converti à la religion anglicane après avoir fait la connaissance du pasteur McKnight — puis à Londres.

Dénoûment à la James Bond. Selon certaines sources, notamment citées dans la presse britannique, le pasteur aurait retrouvé la trace du jeune ingénieur du fait d'une bévue d'un greffier du tribunal de Jérusalem. Celui-ci aurait malencontreusement mentionné le nom de M. Vanunu parmi les personnes

dont le maintien en détention avait été décidé lors des audiences de lundi dernier... Reste à savoir — si cette rocambolesque histoire est confirmée — comment les autorités israéliennes ont pu mettre la main sur l'ancien ingénieur de Dimona. Se dit-il que ce dernier a été surpris dans les lieux internationaux. Dénoûment à la James Bond, mais qui aurait le mérite de permettre aux autorités israéliennes de se retrancher derrière le fait que M. Vanunu n'a pas été enlevé par le Mossad en territoire étranger — en l'occurrence, en Grande-Bretagne — mais dans un périmètre échappant à la souveraineté d'un Etat.

Al. Fr.

IRAN : l'« affaire Montazeri »

L'imam Khomeiny autorise son ministre des renseignements à poursuivre les proches de son successeur désigné

L'« affaire Montazeri » qui, jusqu'à maintenant, avait été ignorée par les organes officiels de la République islamique, a été, pour la première fois, évoquée à la radio iranienne, le lundi 27 octobre.

La radio de Téhéran a, en effet, donné lecture de messages échangés entre l'hojatoleslam Mohammad Reza Khatami, le ministre des renseignements, et l'imam Khomeiny au sujet des arrestations intervenues récemment dans l'entourage immédiat de l'ayatollah Montazeri, le successeur désigné de l'imam au poste de Guide de la Révolution (le Monde du 25 octobre).

Dans son message à l'imam Khomeiny, le ministre des renseignements affirme que depuis ces arrestations, « certains partisans de ce groupe ont tenté de semer la division et le trouble dans le pays ». En conséquence, il demande à l'imam de clarifier les prérogatives de son ministère sur cette affaire. M. Reza Khatami accuse les personnes arrêtées — appartenant pour la plupart au

bureau d'aide aux mouvements de libération islamiques, dirigé par M. Mehdi Hachemi, le frère du genre de l'ayatollah Montazeri — de « mener des activités de soutien à la révolution d'inspiration, de déclarations d'Etat, de fabrication de faux papiers, d'opérations clandestines et de tentatives de semer la division dans le pays ». M. Mehdi Hachemi et certains de ses amis sont également accusés d'avoir travaillé pour la SAVAK.

Dans sa réponse, l'imam Khomeiny précise que les « suspicions » qui ont abouti à l'arrestation de M. Hachemi et de son groupe sont « justifiées » et ont été depuis renforcées par le climat d'intoxication créé par des « éléments contre-révolutionnaires » liés à ce groupe dans le but de « détourner la République islamique de la voie de la révolution et de l'islam ». Il ajoute qu'il donne à son ministre des renseignements « pleins pouvoirs » pour

poursuivre « tous ceux qui sont arrêtés et pourrissent arrêtés dans cette affaire, afin de préserver la sécurité du pays et de l'islam ». Ce qui laisse prévoir de nouvelles arrestations dans les milieux proches de l'ayatollah Montazeri.

Le nom de ce dernier n'a pas été prononcé au cours de cet échange de messages qui constitue un véritable réquisitoire contre son entourage. Ce mardi, M. Mossavi, se présentant comme le porte-parole de l'ayatollah Montazeri, a déclaré que le dauphin de l'imam n'avait pas démissionné. On sait cependant, de source sûre, qu'il s'est proclamé solidaire de l'action de ses amis et a présenté sa démission du poste de successeur désigné. Conformément au désir exprimé par l'imam Khomeiny, la décision d'accepter ou de rejeter cette démission appartient en dernier ressort à l'Assemblée des experts, chargée d'assurer la succession de l'imam, qui ne se réunit qu'épisodiquement.

JEAN GUEYRAS.

Reprise des pourparlers sur le contentieux financier entre Paris et Téhéran

Les négociations entamées il y a six mois entre la France et l'Iran pour dénouer le contentieux financier les opposant ont repris lundi 27 octobre, à Paris, et devaient se poursuivre ce mardi. Une nouvelle fois, la délégation française, que conduit M. Jean-Claude Trichet, directeur de cabinet du ministre de l'économie et des finances, retrouve celle de l'Iran, dirigée par M. Mehdi Navab, vice-ministre de l'économie, pour tenter de se mettre d'accord sur les modalités du remboursement par la France du prêt de 1 milliard de dollars consenti par

Téhéran au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) en 1974.

Les pourparlers se font sur la base de l'arrangement que les deux parties avaient conclu en juillet dernier mais que les autorités iraniennes se sont finalement refusées à signer : la France consentait à un premier remboursement — de 300 à 350 millions de dollars ; en contrepartie, l'Iran s'engageait, d'une part, à user de son « influence » pour faciliter la libération des otages français du Liban et, d'autre part, prenait en compte le dossier des entreprises françaises

dont les contrats en Iran ont été unilatéralement rompus au lendemain de la révolution islamique.

Cette double exigence française, que le Parlement iranien aurait refusé d'accepter, serait aujourd'hui abandonnée par Paris, au moins momentanément. Les deux délégations doivent donc à nouveau suggérer un projet de remboursement partiel, prélué à une normalisation des relations entre Paris et Téhéran. Aucune limite n'a été fixée au séjour de la délégation iranienne en France.

Afrique

MOZAMBIQUE : l'accident d'avion qui a coûté la vie à Samora Machel

Un survivant accuse la police sud-africaine d'avoir tardé à secourir les blessés

MAPUTO de notre envoyé spécial

« Samora mourut. Samora est mort, mais il y a un pays à construire, un projet à continuer, un rêve à concrétiser. » La disparition de celui qui était l'incarnation d'une nation ne doit pas désespérer le peuple du Mozambique. Le quotidien Noticias, sous le titre « Nous vaincrons », s'y emploie, en tentant de rassurer les rangs d'un pays dont l'avenir n'a jamais été aussi incertain. Pour ce journal pro-gouvernemental, il n'y a qu'une chose à faire : suivre l'exemple donné par son président.

Lundi 27 octobre : la vie continue, mais Maputo, en cette veille d'obsèques nationales, s'est assoupie. De nombreuses boutiques sont fermées. Les deux seuls centres animés sont l'aéroport, où les délégations officielles se succèdent dans un ballet de Mercedes en provenance directe du sommet des non-alignés à Harare, et l'hôtel de ville, une magnifique bâtisse coloniale blanche juchée à l'extrémité de l'avenue Samora-Machel et au bord de la place de l'Indépendance, comme il se doit.

Une polémique loin d'être close

C'est là qu'est exposé dans un cercueil de bois de deux tonnes la dépouille du « héros de la révolution ». Le bâtiment municipal est noyé sous la lumière et enveloppé de musique classique. Une foule immense fait la queue pour rendre un dernier hommage au père de la nation, dont une gigantesque photo couvre l'édifice.

Le lendemain, les habitants de Maputo, les « travailleurs internationalistes » du bloc communiste, crépe noir à la boutonnière, défilent dans la salle de réceptions, guidés par un service d'ordre orchestrant le volet funéraire. Celui-ci s'interrompt de temps à autre pour l'arrivée d'une personnalité. M. Denis Sazon Ngwenya, président en exercice de l'OUA, s'avance, suivi d'une importante délégation, et précédé de porteurs de gerbes qui s'accablent sur un parterre impressionnant.

Au pied du cercueil, deux roses blanches, sans doute déposées par sa femme Graca, les médailles et, reposant sur un coussin rouge, la casquette cubaine du combattant du FRELIMO. L'opposant de l'ancien régime, le fait laisser la place au suivant et redescendre l'escalier parmi les pleurs étouffés et les visages graves.

Samora Machel devait, ce mardi 28 octobre, rejoindre dans le cimetière des héros ceux qui sont tombés

dans la lutte contre les Portugais, notamment Eduardo Mondlane, qui fut son premier compagnon de lutte.

La polémique autour de sa mort est loin d'être close. Si on semble admettre qu'il s'agit d'un accident, beaucoup ici, à Maputo, estiment qu'il a pu être provoqué par « le vol des radars ». Deux survivants de la catastrophe ont été présentés lundi soir à la presse, Daniel Samuel Cuza, membre du service de sécurité Noticias, sous le titre « Nous vaincrons », s'y emploie, en tentant de rassurer les rangs d'un pays dont l'avenir n'a jamais été aussi incertain. Pour ce journal pro-gouvernemental, il n'y a qu'une chose à faire : suivre l'exemple donné par son président.

Enfin, Sergio Ferreira, directeur des services météorologiques, raconte cartes à l'appui, que le temps n'était pas aussi mauvais qu'on a bien voulu le dire, et Carlos Cardoso, directeur de l'agence AIM, ajoute que le pilote soviétique n'avait rien d'un débutant.

Alex, il faudra attendre pour savoir pourquoi Samora Machel est mort dans un accident d'avion, qui demeure largement un mystère et qui prive un pays de son leader à un moment où il n'en avait jamais eu tant besoin.

MICHEL BOLE-RICHARD.

« L'URSS réclame la boîte noire de l'avion. — L'URSS a demandé à l'Afrique du Sud de lui envoyer, pour décodage, la boîte noire de l'avion soviétique dans l'accident duquel le président mozambicain Samora Machel a été tué il y a huit jours, a annoncé lundi soir à Pretoria le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Roelf « Pik » Botha. L'Afrique du Sud a, sur ce point, malgré la présence d'experts internationaux lorsque la boîte serait ouverte, refusé à l'URSS.

Salon de l'Europe — a été informé que la boîte noire ne pouvait être décodée qu'à Moscou, pour des raisons techniques. A l'URSS, qui a précisé que l'URSS avait invité des experts sud-africains à être présents lors du décodage. La commission sud-africaine d'enquête sur l'accident a insisté pour sa part pour que les experts internationaux soient également présents, a-t-il dit. La boîte noire avait été soignée par les autorités sud-africaines en présence de responsables mozambicains la semaine dernière. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Equateur

Un dirigeant de la guérilla tué par la police

Quito. — Arturo Jarrin, chef du mouvement rebelle Alfaro Vive, a été tué dimanche à Guano par la police, a indiqué lundi 27 octobre, un porte-parole du gouvernement. Le corps de Jarrin a été découvert à bord d'une camionnette qui avait tenté de forcer un barrage, et sur lequel la police avait ouvert le feu. Il a été identifié grâce à ses empreintes digitales. Il portait de faux papiers d'identité au nom de Milton Corvantes Suarez. Sa tête avait été mise à prix pour la somme de 53 000 dollars par le gouvernement Fabra Cordero. On le croyait réfugié au Panama, à Miami ou en Europe, selon diverses versions présentées par des guérilleros récemment arrêtés. Le mouvement Alfaro Vive, responsable de plusieurs hold-up de banques et d'enlèvements en Equateur, entretient des relations avec le M-19 colombien. — (Reuters.)

Japon

Premières grandes manœuvres avec les Etats-Unis

Les forces japonaises ont entamé, le lundi 27 octobre, leurs premières grandes manœuvres inter-armées avec les Etats-Unis, prévues pendant cinq jours dans le Hokkaido, poste avancé face à l'URSS. Quelques six mille hommes des trois armées y participent aux côtés de sept mille Américains. Une cinquantaine d'avions, dont pour la première fois des chasseurs américains A-10 basés en Co-

ré du Sud, et une dizaine de bateaux sont engagés. Il s'agit d'une nouvelle étape dans l'accroissement de la coopération militaire entre Washington et Tokyo. — (AFP.)

Pérou

Mort de l'amiral Cafferata, blessé dans un attentat

Le président de la Banque industrielle du Pérou, l'amiral Gerónimo Cafferata, grièvement blessé par balles à Lima lors d'un attentat du Sentier lumineux, est décédé dans un hôpital de Baltimore, aux Etats-Unis, où il avait été transporté, a-t-on appris de source militaire à Lima, le lundi 27 octobre. L'amiral, ancien membre du commandement conjoint des forces armées et ancien commandant de la marine, avait été l'un des responsables de la lutte antiterroriste au début des années 80. — (AFP.)

Roumanie

Prochain référendum sur le budget militaire

Bucarest. — Les électeurs roumains vont participer le 23 novembre prochain à un référendum sur un projet de loi militaire, qui prévoit une réduction des dépenses militaires. Le référendum national — le premier dans l'histoire du régime communiste — vise à faire réfléchir par les électeurs roumains sur la réduction de 5 % des dépenses d'armement, déjà approuvée par l'Assemblée nationale.

Le Parlement a approuvé jeudi 23 octobre une modification de la Constitution permettant d'organiser cette consultation.

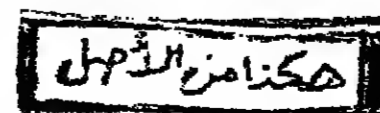
M. Ion Salejan, président du comité parlementaire sur les affaires constitutionnelles et juridiques, cité par Radio-Bucarest, a déclaré que l'introduction de référendum « fonctionnerait la démocratie socialiste révolutionnaire qui assure la participation effective du peuple aux décisions majeures ».

Le vote du Parlement est la suite logique d'un plan annoncé le 9 septembre dernier par le président Ceausescu visant à faire pression sur les superpuissances pour obtenir des réductions d'armement.

Turquie

La loi martiale restera en vigueur dans les provinces de l'Est

Istanbul. — Le Conseil de sécurité a décidé, le lundi 27 octobre, de recommander au conseil des ministres la prolongation pour quatre mois de la loi martiale dans les cinq provinces où elle est encore en vigueur. Ces provinces, frontalières avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, et théâtre de l'action des rebelles séparatistes kurdes, sont soumises à la loi martiale depuis 1978, deux ans avant le coup d'Etat militaire. L'état d'urgence reste en vigueur dans huit provinces, dont Istanbul, sur les soixante-sept qui comptent le pays. Il a été levé, en revanche, dans la capitale, Ankara, ainsi qu'à Izmir, troisième ville du pays, et dans la province orientale de Kara. — (Corresp.)



عقدنا من الشهر

rique

Mexico : 4900 F avec Jumbo Charter Seuls les oiseaux paient moins cher



70 destinations ! Et de nombreuses autres en prévision. Des vols directs de Paris, sans détour par Bruxelles ou Amsterdam ! Des billets en vente dans toutes les agences de voyages agréées ! La sécurité et le confort des vols de Jumbo Charter. Minutés 3617 Jumbo Charter Paris 01 45 00 72 78 42 80 77 77 Marseille 01 42 52 52 56 52 48 96 / Direct 80 80 77 80 Paris



Europe

« Vaste convergence sur les questions communautaires »

Les problèmes économiques ont dominé le sommet hispano-portugais de Guimarães

GUIMARAES de notre correspondant

Pour la première fois depuis l'entrée de leur pays dans la CEE, le 1^{er} janvier dernier, les chefs de gouvernement espagnol et portugais, MM. Felipe Gonzales et Amalio Cavaco Silva, se sont rencontrés ce week-end à Guimarães dans le nord du Portugal pour un sommet hispano-portugais « du la concorde ».

Malgré plusieurs points de divergence, notamment au plan économique, les deux « petits derniers » de la CEE se sont entendus et ont dégagé « une vaste convergence sur les questions communautaires », notamment pour prôner d'importantes réformes au sein des Communautés européennes.

Les conversations sur les questions économiques ont été dominées par la situation des échanges entre l'Espagne et le Portugal, très nettement défavorables à l'Espagne. Le Portugal a importé de l'Espagne plus de double que ce qu'il y a exporté : 78 milliards d'escudos contre 37. Les deux parties ont affiché leur volonté de rééquilibrer leurs échanges. On peut cependant douter que l'Espagne accepte de grand cœur d'augmenter ses quotas d'importations de produits textiles et

sidérurgiques portugais, alors qu'elle-même même à grand peine et à un coût social élevé une douloureuse reconversion de ces secteurs.

Les deux capitales sont d'accord lorsqu'il s'agit de réclamer que la manne bruxelloise tombe un peu plus dru sur les régions les plus défavorisées, mais elles ne se sont apparemment plus quant à la méthode à adopter.

Madrid souhaite un front uni, tandis que Lisbonne paraît préférer le cavalier seul. En cas de conflit, les Espagnols préparent le dialogue avec leurs voisins, tandis que les Portugais paraissent plus enclins à porter le différend devant les instances communautaires.

L'été dernier, le Portugal avait ainsi introduit à Bruxelles une demande visant à réduire de moitié (de 60 % à 30 %) le « taux de TVA (de 60 % à 30 %) » à des produits ibériques ajoutés à des produits purement portugais et des produits fabriqués par des sociétés étrangères installées au Portugal. La grogne espagnole a commencé en juin lorsque des téléviseurs coréens sans marque en Portugal sont apparus sur le marché espagnol. L'apport portugais a consisté à fournir... le carton d'emballage, ont affirmé les professionnels espagnols qui ont mis en

garde contre ce « tour de passe-passe économique-douanier », qui risque d'inonder l'Espagne de produits industriels coréens, de Hongkong, de Taïwan, et aussi d'Europe via le Portugal.

Compréhension mutuelle

MM. Gonzalez et Cavaco Silva semblent en tout cas avoir fait preuve de compréhension mutuelle. Des accords de coopération agricole doivent être signés prochainement et un délégué portugais a annoncé que le vieux contentieux bilatéral sur la pêche était « pratiquement résolu ».

Ce sommet est également le premier depuis l'annonce définitive de l'Espagne dans l'alliance atlantique après le référendum du 12 mars. Une divergence de plus qui saute, alors que dans le passé les deux capitales ne se prévalaient pas de stigmatiser le « trop grand atlantisme d'un chef (pour Lisbonne) et l'ambiguïté à l'heure de la participation à la défense de l'Europe (pour Madrid) ».

MM. Gonzalez et Cavaco Silva ont, d'autre part, décidé l'ouverture en 1987 d'un centre culturel espagnol à Lisbonne et d'un centre culturel portugais à Madrid, centres qui n'existent pas jusqu'ici. Incroyable, mais vrai !

(Interim.)

YOUGO-SLAVIE

Conflit aigu entre le pouvoir et l'Académie des sciences de Serbie

BELGRADE de notre correspondant

Depuis plusieurs années, les rapports entre le régime et l'Académie des sciences et des arts de Serbie n'ont cessé de se détériorer. Et depuis une quinzaine de jours, c'est la rupture totale, lourde de conséquences pour l'Académie et surtout pour certains de ses membres. Les raisons en sont multiples et, comme dans la plupart des conflits yougoslaves, compliquées.

Pour l'essentiel, l'Académie était parvenue progressivement à s'organiser dans une autonomie relative, allant jusqu'à prendre par moments des positions non conformes à celles du parti. Elle a notamment introduit le scrutin direct et secret pour régler ses principaux problèmes, et les résultats ont suscité à plus d'une reprise le mécontentement du régime. C'est ainsi que plusieurs intellectuels, officiellement très cotés, ne furent jamais élus académiciens alors que d'autres, connus pour leurs débordements de la part, le furent sans trop de difficultés.

En outre, nombre d'« immortels » témoignent leur sympathie au mouvement de contestation et réclament pas à pas de dénoncer publiquement la responsabilité des dirigeants dans les « manifestations négatives » de la vie politique, sociale, économique et culturelle. La récente pétition du comité de défense de la liberté d'expression a, par exemple, réclamé le « rétablissement du régime du droit » en Yougoslavie (le Monde du 9 octobre). L'Académie a également créé une commission chargée d'élaborer un « mémorandum » proposant des solutions

pour sortir la Yougoslavie de la crise dans laquelle elle se débat. Une trentaine d'académiciens devaient s'acquitter de cette tâche sous la direction de MM. Dusan Kanazir, président de l'Académie et éminent savant en biologie moléculaire, et Antonija Isakovic, son vice-président, communiste et vieille date, combattant pendant la guerre de l'une des plus célèbres unités du mouvement partisan.

Les travaux de la commission se déroulaient à huis clos et le public ignorait ce qui s'y passait. Or, fin septembre, un quotidien publia de larges extraits du mémorandum et ce fut la tempête. Le comité du parti de Belgrade le qualifia d'« inacceptable et calomnieux » et des journaux affirmèrent qu'il constituait une preuve que l'Académie « politisait » la science et faisait de l'histoire du parti un « roman policier ».

« Réexaminer l'œuvre de Tito »

Le mémorandum critique notamment Tito et son principal collaborateur Kardelj et suggère que leur œuvre soit « réexaminée » de la même manière que Russes et Chinois l'ont fait pour Staline et Mao. Tito étant considéré et Kardelj slovène, ils ont défendu, relève le mémorandum, les intérêts de leurs Républiques respectives, au détriment des Serbes qui, pourtant, au cours des deux guerres mondiales, avaient consenti les plus grands sacrifices pour la création de la Yougoslavie. Conséquence de leur politique : le peuple serbe a été dispersé dans la quasi-totalité des Républi-

ques et régions autonomes et se trouve aujourd'hui encore « désintégré » nationalement, politiquement et culturellement. Le mémorandum passe aussi au crible le comportement du parti yougoslave et du parti serbe fait de « servilité » à l'égard de Staline et du Kominform et conteste la légitimité des décisions fondatrices prises par le mouvement partisan pendant la guerre et de toutes les Constitutions adoptées depuis 1945, y compris celle de 1974 dont l'application à l'heure actuelle est à l'origine d'innombrables conflits qui menacent la Yougoslavie de « désintégration ».

La présidence de l'Académie vient de déclarer dans un communiqué que le texte divulgué n'était qu'un document de travail, qu'il n'avait obtenu le visa d'aucun organisme de l'Académie, et qu'il avait été « soustrait illégalement », sous-entendu volé. Mais, étant données les circonstances, l'Académie a décidé d'« interrompre » son travail. Elle réaffirme cependant la nécessité du maintien d'un débat « scientifique et critique sur des problèmes fondamentaux de notre société » et ne fait nullement son mea culpa, comme on le lui avait suggéré.

Le conflit entre l'Académie et le régime fait tache d'huile, les comités du parti organisant des réunions dans les entreprises, au cours desquelles des sanctions sont exigées contre les auteurs du mémorandum, et notamment le limogeage de M. Isakovic. Pour le moment cependant, tous les dirigeants de l'Académie sont en place et on a l'impression qu'ils sont prêts à résister aux pressions.

PAUL YANKOVITCH.

Amériques

ARGENTINE : le procès du général Camps

Graciela hantée par les « monstres »

Ouvert le 25 septembre, le procès du général Camps et des principaux responsables de la répression à Buenos-Aires entre 1976 et 1979 se poursuit dans la capitale argentine. L'un des témoins cités par l'accusation, Graciela Gribó, raconte ici ce qu'a été pour elle le drame humain vécu sous la dictature militaire.

BUENOS-AIRES de notre correspondant

Graciela Gribó n'est pas un cas exceptionnel. Comme des milliers de ses compatriotes, elle a passé des années de sa vie dans les prisons de la dictature. Elle est l'archétype de ces Argentines qui, souvent sans s'en rendre compte, se sont retrouvées embarquées dans une aventure dont le plupart ne sont pas revenus.

Ceux qui en ont réchappé souffrent tous des mêmes symptômes. D'une maladie qui s'étend avec le temps mais qui ne guérit jamais. La maladie de la mort. Le mal de ceux qui sont revenus de l'enfer et se demandent comment vivre sur terre.

Graciela a vingt-neuf ans. Quand elle a été arrêtée, elle ne parlait pas espagnol. Elle est née à Buenos-Aires, dans le quartier de la Boca, dans un appartement de l'amie chez qui elle se trouvait ce soir-là.

Il lui ont attaché les mains derrière le dos, barrant les yeux. Ils l'ont jetée dans le coffre d'une Ford, direction la brigade de San Justo où elle a disparu pendant cinq mois. Sa famille aura beau la chercher dans tous les commissariats et centres de détention possibles, elle ne trouvera aucune trace d'elle.

Elle ne réapparaîtra qu'en mai 1978, comme « prisonnière » officielle cette fois, dans un autre

centre de détention. Entre le statut de disparu et celui de prisonnier, des mois de tortures. Physiques et morales. Jusqu'à ce qu'un tribunal la juge et ordonne sa libération « faute de preuves ».

De quelles preuves aurais-je pu m'agir ? Elle ne le saura jamais. « Je militais à l'université, j'étais péroniste de cœur, mais pas membre d'une organisation. Je suis aussi la fille d'un socialiste. »

Elle a donné les noms de ses compagnons de prison. Mais seulement les surnoms de ses tortionnaires : « le Colonel », « le Vipère », « le Requin », le Turc », etc.

« Comment aviez-vous pu supporter vos codétenus pendant toute votre vie ? » lui a demandé le tribunal. « J'attendais les cris sans arrêt. Me calmaient les cris sans arrêt. Je n'ai jamais vu de visage de torturé. Et puis, sous la porte en fer, il y avait un interstice. En se penchant à plat ventre, on pouvait apercevoir ceux qui en revenaient. Selon qu'ils pouvaient marcher ou que les gardes les entraînaient par les pieds, on devinait l'intensité de la séance. »

En sortant du tribunal, devant une « masse de café, elle raconte, aujourd'hui. Mélanges amers tout le monde : elle m'a demandé de me servir. Peur d'être suivie : elle regarde automatiquement les plaques minéralogiques des voitures qui passent dans le rue, « parce que les flics ont des numéros reconnaissables. »

Plus terrible que la « picana »

Et puis se stupéfie, l'autre jour, quand elle a soudain reconnu le visage d'un de ses tortionnaires, « et l'horreur ». (le requin), à la télévision pendant les informations. Il se faisait interviewer sur un vol de matériel dans une commune de la grande banlieue de Buenos-Aires, où il est aujourd'hui sous commissariat de police. « J'étais comme folle », se souvient-elle. Elle a couru au tribunal déposer une plainte.

Elle n'est pas sûre que ce requin l'ait torturé. Physique-

ment en tout cas. Car pendant les « séances » elle avait toujours les yeux bandés. Mais il la terrorisait encore plus que la « picana » (générateur électrique).

Elle le revit : « Il devait avoir à l'époque trente ans environ. Brun, mince, les yeux blancs, les dents très longues. Un type normal, pas mal métré. Mais, dès qu'il voyait sa proie devant lui, il se transformait. Presque rien, un geste, un regard, une attitude, inacceptable. Il devenait un monstre. Maintenant, je sais que l'homme est capable de ça. Que derrière le docteur Jekyll il peut y avoir Mr Hyde. »

Elle ne crève pas vengeance. Elle veut « que justice se fasse. Pour ceux d'avoir peur, pour ceux qui ont peur d'avoir peur, pour ceux qui ont peur d'avoir peur. »

En 1978, sous le gouvernement d'Isabel Peron, son fiancé avait été arrêté pour raisons politiques. Pour pouvoir le rendre visite en prison, Graciela l'y avait épousé. Après le coup d'Etat militaire du 24 mars 1976, les visites ont été interdites. Puis elle a été elle-même arrêtée. Elle ne l'a jamais revu. Il a été exécuté avec l'Australie, son pays d'origine, qu'il avait quitté à l'âge de deux ans.

« Moi, j'ai dû rester sept mois à Buenos-Aires, en « Ertari » surveillée. J'ai essayé de me réinventer, j'ai repris mes études d'institutrice. Après, je n'ai pu me résigner à partir. Lui ne voulait pas revenir. Depuis, il a refait sa vie. Lui, moi, pas. »

Graciela suit une psychothérapie : « Ce m'a beaucoup aidé. Il y a seulement un an, je n'aurais pas pu parler de tout ce sans pleurer. Ce qui se passe, ce n'est pas évident. C'est arriver à vivre avec. Vivre avec le souvenir de la torture, des cris de douleur des autres détenus. Avec cette sensation d'avoir vécu parmi des fous qui avaient tous les droits sur moi. « Je suis arrivée à dire : tu n'as rien fait de mal, c'est toi qui m'as fait souffrir. C'est toi qui m'as fait souffrir. »

CATHERINE DERIVERY.

Les scandales politico-financiers se succèdent

BUENOS-AIRES de notre correspondant

Un nouveau scandale politico-financier vient d'éclater à Buenos-Aires après les accusations portées, ces jours derniers, par M. Molinas, procureur du tribunal national des enquêtes administratives, contre d'anciens dirigeants de la Banque centrale. Ceux-ci ont été accusés de fraude, de détournement de leur devoir de fonctionnaires publics et d'abus d'autorité dans un affaire remontant à quatre ans et dans laquelle était impliquée la Banque Buen Ayre.

Ces révélations font suite aux accusations de la Banque Aitas, accusée d'une escroquerie de 110 millions de dollars au détriment de la Banque centrale et d'une autre affaire dans laquelle est mêlé un quadrilatère financier, la Banque Pringles.

Selon M. Molinas, les anciens dirigeants de la Banque centrale se sont rendus complices de l'escroquerie de la Banque Buen Ayre (5 millions de dollars) dans la mesure où ils n'ont pas fait justice qu'en mars dernier alors qu'ils étaient au courant depuis plus de deux ans.

En déclarant que le gouvernement avait « la confiance la plus absolue » dans l'« intégrité morale et éthique » des fonctionnaires mis en cause, le secrétaire général de la présidence, M. Baccar, a provoqué la colère du vieux procureur qui a l'intention de démissionner. En l'absence du président Alfonsín, en voyage à l'étranger, il a nommé le vice-président, M. Victor Martínez de « ratifier ou rectifier » les propos du secrétaire général. En le prévenant que, dans le premier cas, il demanderait au Parlement la constitution d'un tribunal d'honneur.

Dans les rangs du Parti radical, la formation de M. Alfonsín, cette affaire irrite. Certains ne se font pas

fante de remarquer que le procureur Molinas était moins tailleur sous la dictature.

On s'interroge aussi sur l'origine de ces scandales. Ce sont en effet deux jeunes loups du Parti radical, le nouveau président de la Banque centrale, M. José Luis Machina (trente-huit ans), et le vice-président, M. Marcelo Kignel (trente-quatre ans), qui, à peine entrés dans leurs nouvelles fonctions, avaient demandé, le 2 septembre dernier, à une commission d'enquête de tirer au clair la situation de la Banque.

Zile, d'un procureur soudain saisi par un soir de justice, manœuvres internes au Parti radical ou tout simplement signe que la démocratie argentine fonctionne sans entrave politique ? Le fait est que ces scandales tendent à conforter l'opinion publique argentine dans l'idée qu'il n'y a pas de politiciens honnêtes.

C. D.

Asie

CHINE

Abus en tous genres...

PÉKIN de notre correspondant

Il s'appelle Li Jun. Envoyé au Yunnan pour y travailler aux champs au début de la révolution culturelle, en 1966, il voulait rentrer dans son Pékin natal. Il trouva ainsi une usine de matériel de construction qui accepta de l'embaucher. Malheureusement, un cadre qui ne l'aimait pas, non seulement refusa d'envoyer son dossier personnel, indispensable au transfert, mais il le détruisit. Li Jun, furieux, se disputa avec lui, sur quoi le cadre écrivit au bureau de la sécurité publique de Pékin pour dire qu'il était accusé de meurtre. Bien entendu, l'usine annula le contrat du malheureux. Elle n'a pu accepter de revenir sur sa décision, malgré les demandes répétées des autorités qui avaient donné raison à Li Jun, motif invoqué : « Il n'a pas de dossier, qui peut nous prouver que ce n'est pas un voyou ? »

En dépit de la propagande quotidienne en faveur du respect du système légal, les vieilles habitudes ont le vie dure et le « lao pai xing » (« le petit peuple ») demeure sous la coupe de nombreux cadres aux méthodes arbitraires contre lesquelles il n'y a pas grand-chose à faire. Ainsi, le Journal du droit a récemment indiqué que la détention illégale de citoyens constituait une augmentation préoccupante. La raison en est que nombre de cadres, inquiets des enquêtes ouvertes sur leurs agissements, tentent de mettre les témoins hors d'état de nuire.

Au cours du premier semestre, ces détentions ont doublé pour passer à 949. 140 personnes ont été molestées, voire torturées. Parmi elles, six enfants de moins de douze ans, interpellés et battus par la vigile d'une usine de Mandchourie qui les accusait faussement d'avoir dérobé du bois. Les parents doivent payer une amende pour

obtenir leur libération. Au Shanxi, le secrétaire du parti d'un village a fait détenir soixante-douze paysans accusés d'avoir volé une pièce de la sonnette de son vélo. Dix-sept d'entre eux furent torturés et vingt-huit autres durent payer plus de 2 000 F d'amende — une fortune pour un paysan — pour frais de détention. Dans la même province, un universitaire membre d'une assemblée locale a été interpellé à un barrage routier par des fonctionnaires locaux qui ne l'aimaient pas...

Ces abus sont pour la plupart commis aux échelons inférieurs du parti. Mais ils ne s'arrêtent pas là. Selon la presse de Hongkong, « justice a été faite » à l'égard du gouverneur de la province de Jiangxi, M. Ni Xian, nommé à ce poste il y a un an, et convaincu de corruption. La peine habituelle dans ce cas est la mort. Egalement condamné à mort pour corruption, un cadre du parti de la province de Guengxi : le jugement a été

retransmis par la télévision. Condamné à mort avec sursis pour pots-de-vin, un fonctionnaire de la zone économique spéciale de Shenzhen, près de Hongkong, a été arrêté et condamné à l'expulsion, l'ancien sous-directeur du bureau des affaires générales du PC de Shanghai pour détournement de fonds. Même condamnation pour un directeur de banque qui spéculait sur des plantes rares. Punis d'une lourde peine, ce cadre qui avait intrigué pour obtenir un poste important pour son fils. Licenciés, ces cadres qui, en voyage d'étude aux Etats-Unis, avaient joué au casino de Las Vegas et d'Atlantic City et étaient friands de cassettes vidéo pornographiques... La liste est longue dans les journaux néo-chinois.

La lutte contre la criminalité

Mais les autorités ne se contentent plus de sanctionner ceux qui

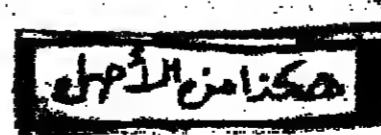
se rendent coupables de méfaits. L'incompétence peut aussi coûter cher. Trois dirigeants d'une centrale d'achat de Manchourie ont été limogés pour « maladresse administrative » : ils s'étaient fait rouler de 4,6 millions de yuans (neuf millions de francs) par négligence lors de l'achat de canons. Cinq cadres d'usine et du parti du Shanxi ont été emprisonnés pour avoir manqué de soin dans la protection d'un matériel minier importé et qui a été détruit par un incendie.

En même temps, la lutte se poursuit contre la criminalité. Cent trente « gangs » ont été démantelés récemment à Pékin, où la criminalité est en hausse par rapport à l'année dernière, en particulier avec le retour de camps de travail d'anciens détenus qui cherchent à se venger, selon un responsable de la police. A Guiyang, dans le sud du pays, vingt personnes ont trouvé la mort et un millier ont été intoxiqués par de l'alcool frelaté.

Le maire de la ville est intervenu à la télévision pour mettre ses administrés en garde contre le poison vendu en bouteille sans étiquette et qui contient trois cent fois la dose autorisée de méthanol... Des centaines de litres d'alcool industriel ont été saisis. Ils n'auraient pu être mis ainsi sur le marché sans des complications, sans doute parmi des cadres.

Il ne faudrait pas en déduire un peu rapidement que la Chine est à l'état de guerre dans la vie de tous les jours et dans les rues est bien différente. Mais, avec un certain développement économique et l'attrait de plus en plus grand du profit, de tels phénomènes sont inévitables. Les autorités ne cherchent plus à nier, comme jadis, le problème et n'hésitent plus à autoriser la presse à en faire état, une fois la sentence rendue. Et puis, il faut admettre que bien des lecteurs de journaux sont friands de ce genre d'affaires...

PATRICE DE BEER.



سنة ١٩٨٦

Politique

... Le Monde • Mercredi 29 octobre 1986 9

Le débat au PS

M. Lionel Jospin met en garde M. Michel Rocard

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, interrogé, le lundi 27 octobre, lors de l'émission de « France-Inter face au public » sur une éventuelle candidature, un délégué du PS, de M. Michel Rocard à l'élection présidentielle, a notamment affirmé que quelque

« venant des rangs socialistes, voudrait être candidat sans l'appui du PS ou en ayant contre lui un candidat désigné normalement dans un congrès n'aurait aucune chance de gagner l'élection présidentielle ». « Si tout le monde réfléchit à cette simple formulation, a continué

M. Jospin, cela devrait régler le problème pour toujours. » Le premier secrétaire a estimé que « tout candidat socialiste soutenu par le PS aura une chance de gagner », et que M. Mitterrand, s'il se représente, aura « le rassemblement de l'ensemble du PS et de bien

d'autres forces derrière lui ». Au cas où M. François Mitterrand ne se représenterait pas, le premier secrétaire du PS a jugé qu'« un certain nombre de personnalités du PS sont déjà suffisamment connues pour qu'il ne leur soit pas difficile, dans des temps normaux, de faire campagne ». « Elles n'ont pas besoin (...) pour gagner, a ajouté M. Jospin, de se déclarer un an et demi à l'avance. » Le premier secrétaire du PS a encore invité M. Rocard à « la patience et [au] calme » et lui a recommandé de se défier de « la tentation du syndrome des années 1980-1981. »

A propos du PS, M. Jospin a jugé que son parti doit remplir « pleinement » son rôle d'opposant. Le nouveau député de Haute-Garonne pense que l'opinion peut se rendre compte que les socialistes sont en train de passer une vitesse supérieure. Il a remarqué que l'opinion manifeste des sentiments « froids » à l'égard du gouvernement et a redouté que cela n'aboutisse à laisser « l'option débauchée ». Pour lui, « le pays ne peut se rassembler derrière un gouvernement qui sacrifie l'avenir », mais les Français croient encore qu'ils doivent faire des sacrifices sur le terrain social pour obtenir l'efficacité économique.

Interrogé sur le problème posé par le centre, M. Jospin a estimé que, au cas où des possibilités de « recomposition » existaient, elles pourraient se concrétiser après l'élection présidentielle.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

En Picardie et en Franche-Comté

Le Front national met la majorité... en minorité

Lors de la réunion du conseil régional de Franche-Comté, le lundi 27 octobre, deux des quatre élus régionaux du Front national se sont associés aux vingt conseillers régionaux de gauche (2 PC, 16 PS et app., 1 divers gauche et 1 MRG) pour demander le report du vote sur le programme régional d'équipement sportif présenté par M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports.

M. Edgar Faure, président (UDF-rad.) du conseil régional, et les dix-huit élus UDF-RPR ont été mis en minorité.

Selon M. Faure, qui a été élu à la présidence en bénéficiant des suffrages du Front national, il ne s'agit là que de la manifestation d'un groupe minoritaire, au demeurant divisé, désireux d'affirmer son existence à la faveur d'un débat purement technique. Mais il n'est pas sûr que la volonté de M. Edgar Faure de ne pas dramatiser cet incident empêche une nouvelle mobilisation des élus du FN lors du vote du budget régional. M. Jean-Marie Le Pen avait, en effet, annoncé, le 12 octobre, lors de la fête des « Bleu-Blanc-Rouge » que les élus régionaux avaient reçu consigne de « s'opposer partout à la progression des budgets régionaux ».

En Picardie, les quatre conseillers régionaux du Front national ont respecté cette consigne. Lors du vote des orientations budgétaires pour 1987, le 24 octobre, M. Charles Baur, président (UDF-PSD) du conseil régional, a été mis

en minorité, les quatre élus du FN ne participant pas au scrutin. Le conseil régional compte vingt-six élus de gauche (8 PC et 18 PS), vingt-cinq élus de droite (12 UDF, 9 RPR et 2 CNIP) et quatre élus du FN. « Nous ne serons jamais des avalistes », a affirmé M. Hubert Potel, conseiller régional (FN) de l'Aisne. « Nous avons prouvé notre loyauté en participant à tous les votes », estime-t-il. Mais « nous avons décidé de ne pas être présents pour ne pas partir dans des mascarades », a-t-il ajouté en se déclarant inquiet de la « précipitation » avec laquelle M. Baur a voulu faire adopter les orientations budgétaires.

Se lier ou « trahir »

OFFIS de sa récente visite dans le Nord-Pas-de-Calais, M. Michel Rocard a franchi, par petites phrases, une nouvelle étape dans la progression qui rythme sa pré-campagne présidentielle : tout en se refusant, et pour cause, à dissiper les ambiguïtés que lui reprochent ses « camarades » socialistes, il a rappelé qu'on peut quitter un parti politique quand on n'est plus d'accord avec ses « règles du jeu ». Cette leçon, tournée de sous-entendus, n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd : M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS a, lui aussi, lundi 27 octobre, à France-Inter, franchi un degré dans l'escalade des mises en garde.

Alors que le plupart des dirigeants socialistes ne prennent guère au sérieux les déclarations de candidature tous azimuts de l'ancien ministre, M. Jospin avait fait remarquer à M. Rocard qu'il pourrait difficilement solliciter les suffrages des militants tout en prétendant qu'il avait voté ailleurs si on lui présentait un autre candidat. Le premier secrétaire du PS en vient maintenant, comme s'il finissait par croire aux intentions sacrées de M. Rocard, à rappeler qu'un can-

didat de gauche hors du PS n'aurait aucune chance. Le député des Yvelines est, bien évidemment, convaincu du contraire. Jusqu'au 16 mars, M. Jospin devait à préserver la cohésion du PS : schématiquement, les autres facteurs entraînent en jeu cette situation imposent un rapprochement objectif — sinon vécu comme tel par les deux parties — des deux hommes. La « gestion » du cas Rocard prend aujourd'hui une autre tournure : « l'axe » Jospin-Rocard arrive en bout de course.

Trapèze

L'ancien ministre de l'Agriculture est bien conscient de la difficulté : s'il veut être crédible, M. Rocard ne peut laisser aucun doute à l'opinion publique sur ses intentions, ce qui, du même coup, le met en situation délicate vis-à-vis de M. Jospin et l'oblige à un numéro de trapèze sans filet dont le tourné dans le Nord-Pas-de-Calais n'a probablement donné qu'un avant-goût.

A l'inverse des autres socialistes, les analystes de l'écurie Rocard croient — ou veulent croire — qu'il y a très peu de chances pour que M. Mitterrand ne se représente. Pourtant, M. Rocard ne peut attendre sereinement que, selon cette analyse, une voie s'ouvre devant lui, quelques mois avant l'échéance.

Si l'ancien ministre semble penser qu'il sera peu question de l'élection présidentielle lors du congrès de printemps du PS (qui n'aura pas à désigner le candidat socialiste), M. Roland Dumas a déjà rappelé que le déroulement de ce congrès passera sur la désignation du président socialiste. Et certains responsables du PS, à l'intérieur du courant (mittraudiste), envisagent d'aujourd'hui que la motion majoritaire comporte une phrase qui ait valeur d'engagement à respecter la discipline et les statuts du parti. M. Rocard, dans cette hypothèse, serait le choix entre la peste et le choléra : soit signer et se « figer », soit ne pas signer et endosser, dès lors, l'étiquette de celui qui se prépare à « trahir » le parti.

En Nouvelle-Calédonie

Le RPCR de M. Lafleur se réorganise

NOUMÉA de notre correspondant

Le RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) fait peau neuve pour préparer « l'après Lafleur ». Si la succession n'est pas encore ouverte, le mouvement chirurgical, réuni en convention le samedi 25 octobre à Dumbéa (région Sud) n'en a pas moins amorcé une phase de transition, menée par le secrétaire général de M. Jacques Lafleur des plus hautes responsabilités. Le député RPR de Nouvelle-Calédonie, reconduit à la présidence du parti, sera désormais mieux entouré, en particulier pour les tâches d'organisation. Pour l'épauler, il a été décidé — nouveauté depuis la création du RPCR en 1978 — la mise sur pied d'un secrétariat général à la tête duquel on trouve un lieutenant de toujours, fidèle entre les fidèles : M. Pierre Marsca.

Ce pied-noir de quarante-cinq ans, ancien inspecteur de police, fondateur en 1975 des Jeunes Giscardiens sur le territoire et aujourd'hui membre du bureau politique du Parti républicain, fait partie de la génération montante qui a effectué, ces dernières années, un parcours remarquable au sein de l'état-major du RPCR. Discrète, fanalier des colonnes, Pierre Marsca devient, avec ce poste stratégique de secrétaire général, l'homme fort de l'appareil du parti. Dans le même temps, le mouvement se dote d'un nouvel encadrement — une quarantaine de secrétaires territoriaux et une dizaine de délégués régionaux — qui se voit confier la mission de « faire vivre le parti ». Cette restructuration, souligne-t-on à la direction du RPCR, s'imposait en raison du nouveau climat politique : les « pleins pouvoirs » accordés à Jacques Lafleur, en 1984, dans un contexte de crise, n'avaient plus de raison d'être dans l'actuelle période de retour à la normale. Il est évident, cependant, que l'état de santé du député — son alerte cardiaque en juin dernier — a très sérieusement

pesé lourd dans ces nouvelles options. Dans l'immédiat, l'objectif recherché de cette grande toilette est de redorer le blason du RPCR. Si le parti — porté par le vote utile anti-FLNKS — n'a aucune difficulté à faire le plein des voix anti-indépendantistes à chaque scrutin, son état-major souffre d'une bien piètre réputation chez les Caldoches de brousse et les « durs » de Nouméa. Absence de terrain, liaison trop intime avec les milieux d'affaires, la politique de « compromis » du gouvernement et du haut-commissariat : autant de griefs qui donnent un certain écho à la grogne exprimée par des groupes d'extrême droite comme le Front national, le Front calédonien, et le Comité d'action patriotique. Au point que M. Jacques Lafleur, dans son discours de clôture, a dû se livrer à un fangeux rappel à l'ordre : « Il est faux et dangereux de dire que les choses n'ont pas changé. »

Il reste qu'à long terme, et c'est le sens de cette restructuration — le RPCR cherche à assurer la relève. Et c'est aussi mettre à l'épreuve les candidats à la succession. Avec M. Pierre Marsca, un autre « jeune Turc » semble en bonne posture pour assumer l'héritage : M. Pierre Frogier, président de la région Sud et expert économique du parti. S'il a toutes les faveurs de M. Lafleur, il lui reste un lourd handicap à surmonter : sa faible popularité. En cas d'impass, le recours à des personnalités « historiques » est toujours possible : le sénateur RPR, M. Dick Ukaïwi, mais à la condition qu'il soit solidement entouré, ou le maire de Nouméa, M. Jean Lévesque, figure modérée et peu contestée. « Le problème numéro un du RPCR », observait un délégué — c'est « l'absence de personnalités de renouveau. Nous sommes en train de payer le pouvoir personnel de Jacques Lafleur. »

FRÉDÉRIC BOBIN.

M. Léotard à New-York pour le centenaire de la statue de la Liberté

Trois mois et demi après les festivités consacrées à la statue de la Liberté, les Etats-Unis célèbrent, cette semaine, le véritable centenaire de l'œuvre d'Auguste Bartholdi. La statue avait, en effet, été dévoilée à New-York le 28 octobre 1886. La France est représentée à ces cérémonies par M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication.

M. Léotard devait prononcer mardi une allocution au cours d'une manifestation officielle au pied de la statue, en présence de MM. James Baker, secrétaire au Trésor, et Donald Hodel, secrétaire à l'Inté-

rieur. Dans la soirée, il devait présider un dîner avec M. Lee Iacocca, président de la Fondation américaine de la statue de la Liberté.

Au cours de son séjour américain, le ministre de la culture devrait être reçu, le 6 novembre, à la Maison Blanche par le président Reagan, auquel il remettra un film sur New-York tourné par Louis Lumière en 1895. Il doit aussi rencontrer diverses personnalités politiques et culturelles américaines, notamment M. Koch, maire de New-York, et M. Mario Cuomo, gouverneur de l'Etat de New-York.

Depuis trois siècles ce pur chef-d'œuvre fait frémir ses lecteurs. Aujourd'hui il est considéré comme le premier des romans modernes.

Jean de Bonnot publie en édition d'art ce grand « poème de l'absolu » et offre à ses clients au prix exceptionnel.

C'est en 1678 que Marie-Madeleine de La Fayette publia « la Princesse de Clèves ». Rarement livre fait autant de bruit. Madame de Sévigné, Fontenelle, La Rochefoucauld et les bons esprits du temps clament leur enthousiasme. C'est que ce roman-passion, par sa forme comme par sa profondeur psychologique, tranche sur les écrits en vogue à l'époque. Tout annonce ici le roman tel que nous le connaissons aujourd'hui : l'efficacité du style, l'intensité dramatique de l'action, le réalisme des passions...

Un livre anonyme. La première édition ne porta pas de nom d'auteur. C'est dire que les langues allèrent bon train. On attribua le roman à Segrais et à La Rochefoucauld et, peut-être, partici-



Madame de La Fayette

Cette femme aussi belle qu'intelligente devint célèbre en quelques mois par son roman :

La Princesse de Clèves

Jamais on aurait pu soupçonner les passions que ce livre suscita. Fai tenu à présenter aux bibliophiles ce roman dans une édition d'art, éditée comme autrefois.

Jean de Bonnot



Format grand in-octavo 14 x 21 cm

Rien n'est trop beau pour un livre de Jean de Bonnot.

Chacun de mes livres est conçu et fabriqué avec le plus grand soin. Je prends du vrai cuir de mouton pour mes reliures, a habillé le plus souvent les livres parvenus jusqu'à nous à travers les siècles et leurs tragédies.

Mon papier chiffon est fait à la forme ronde comme autrefois et l'or de mes débors et des tranches supérieures est d'un véritable bleu à 22 carats. Les cahiers de mes livres sont cousus au fil fort. Les tranche-filés et les signets sont tressés. Le reste est à l'avenant.

Savez-vous que je suis un des derniers éditeurs au monde à faire tous mes livres avec les soins et l'amour qu'on leur portait encore au XVIII^e siècle?

Je ma promettais depuis longtemps d'imprimer ce chef-d'œuvre des chefs-d'œuvre et de le relier comme du temps de son charmant auteur, la comtesse de La Fayette. C'est fait. Ma « Princesse de Clèves » est sortie des presses et je suis fier du travail de mes compagnons.

Garantie à vie. Quand on travaille comme je le fais, on peut se permettre d'offrir à ses lecteurs une « garantie à vie ». Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût, goûter du texte, goûter de la belle impression, goûter de la reliure. C'est alors que le livre prend sa vraie signification, car les livres doivent provoquer des émotions de beauté et par leur contenu et par leur présentation.

Mes livres prennent de la valeur d'année en année, car en vieillissant, le cuir et l'or véritables prennent une patine inimitable.

C'est pour cela que, sans aucune crainte, je me suis toujours engagé, et je m'engage encore formellement, à racheter mes ouvrages aux souscripteurs pour la même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

N.B. La prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de ne pas excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

BON PRIVILEGIÉ avec garantie de rachat 1

à adresser à JEAN DE BONNOT,
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Vous m'envoyez un exemplaire relié plein cuir de l'ouvrage « La Princesse de Clèves » de Madame de La Fayette, en un fort volume in-octavo (14 x 21 cm), décoré à l'or fin 22 carats.

Je joins mon règlement soit 152 F (+ 14,60 F de participation aux frais d'envoi).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine et je serai aussitôt remboursé.

Important : le prix indiqué est valable trois mois. Après ce délai il pourra être modifié en fonction des cours des métaux précieux et des papiers de luxe.

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

Code Postal.....

Commune.....

Signature.....

Politique

L'Assemblée nationale a adopté le budget de la justice

L'opposition dénonce le « tout carcéral » du garde des sceaux

Les députés ont adopté, le mardi 27 octobre, les crédits du ministère de la justice par 287 voix (RPR et UDF) contre 275 (PS, PC et FN).

L'opposition, de l'extrême droite comme de gauche, a jugé insuffisant un budget pourtant en sensible augmentation d'un montant de 13.350,9 millions de francs, il progresse de 10 points par

L'état des lieux a été signé par toutes les parties en cause : la justice est trop lente et son engagement risque d'aboutir à un « déni de justice », pour reprendre l'expression du garde des sceaux lui-même; ce budget fait un effort considérable, dont chacun se félicite, la droite en remarquant que seul l'outre-mer voit ses crédits augmenter plus fortement, la gauche en soulignant qu'elle avait commencé à revulgariser les moyens de la justice. M. Raymond Marcellin (UDF, Morbihan), rapporteur de la commission des finances, reconnaît cette insuffisance en souhaitant un plan pluri-annuel d'embauche de magistrats « dont le nombre n'a pas augmenté depuis le dix-neuvième siècle »; M. Albin Chalandon est d'accord. M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine) trouve que les bonnes intentions ne suffisent pas : « Vous auriez dû obtenir un loi de programmation comme M. Pierre Joxe pour la police », M. Georges-Paul Wagner (FN, Yvelines) rétorque : « Si la justice privée devient un mal nécessaire, vous en serez le responsable ».

Sur les causes, le consensus vole en éclats. Nul ne suit M. Pierre Pasquini (RPR, Haute-Corse), rapporteur de la commission des lois, quand il met en cause « le laxisme généralisé de la société », si ce n'est le ministre lui-même qui se plaint de la disparition, dans les valeurs communément admises, des notions de « permis et d'interdit ». Mais les divergences sont encore plus lourdes de conséquences sur les remèdes à apporter à ce mal.

Améliorer le « management » de la justice est la règle de base de M. Chalandon. A gauche comme à l'extrême droite, on y voit une logique de chef d'entreprise. Or, dit M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), « la justice ne se gère pas comme une grande entreprise péroratoire ». M. Pierre Sirgue (FN, Girondé) fait la même analyse : « La justice ne se rend pas comme on fabrique des autoroutes. Ne transformez pas les palais de justice en chalandonnettes ». Même si M. Pasquini se félicite que le ministre prouve que la justice a besoin de « moins de théorie que de gestion », M. Chalandon doit se défendre du procès que lui vaut son original : « Je ne confonds pas le management dans la justice avec la productivité

dans l'industrie; pour la justice, le management vise à réaliser l'objectif fixé, en l'occurrence une bonne décision de justice ».

Les moyens pour y parvenir ne trouvent pas grâce aux yeux de M. Michel. L'acceptation par le ministre de la proposition de loi de MM. Mazeaud et Toubon remontrant à soixante-huit ans le départ à la retraite des magistrats du conseil d'Etat, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes « ne servira à rien, car c'est à la base et non au sommet que l'on a besoin de magistrats supplémentaires »; le redoublement des effectifs par la création de magistrats, le rappel de magistrats partis en retraite, le renouveau des juges de paix, le retour des « médiateurs » et des « conciliateurs », toutes choses souhaitées par la majorité et promises par le ministre, sont aussi contestés par l'orateur socialiste, qui y voit, quoi qu'en promette M. Chalandon, une mise en cause du statut des magistrats, « qui existe dans l'intérêt des justiciables ».

« Réhétériser » le secteur privé

Les conditions de la lutte contre la drogue sont, elles aussi, durement critiquées par la gauche. Mme Paulette Nevoux (PS, Val-de-Marne) ne manque pas de souligner les critiques émises au sein même de la majorité. Sans le dire clairement, M. Marcellin ne paraît pas non plus avoir la même conception que le garde des sceaux : « Le problème à régler n'est pas celui des drogués occasionnels », dit-il. Le ministre, lui, « reconnaît volontiers que l'effet dissuasif de la loi ne joue pas à l'égard du drogué dépendant; je pense, en revanche, qu'il peut opérer avant ce stade », donc, l'occasionnel, dit-il. Pour justifier sa position, il traite de « dogmatiques » ses opposants, dont le docteur Francis Curtet, soulignant « l'échec » des politiques qu'il ne met pas en cause, mais qu'il estime, selon lui, à l'étranger. Et s'il insiste sur la « prévention » rendue possible par la levée « du silence » sur le sujet, c'est surtout sur la prévention par peur de la prison. Et quand M. Nevoux lui demande si « l'enfermement généralisé sera réellement dissuasif pour

rapport à 1986, et représente 1,15 % de l'ensemble des crédits de l'Etat (le Monde du 26 septembre). Socialistes et communistes ont surtout contesté la politique du ministre de la justice, ses moyens étant malgré tout insuffisants pour faire face à ses besoins, a souhaité que soit confiée à des entreprises privées la construction et la gestion de prisons.

les jeunes », il lui répond : « Quand vous refusez l'enfermement, faut-il en conclure que vous préférez un drogué mort plutôt qu'en prison ? »

« Le tout carcéral » : c'est bien ainsi que les socialistes résumant la politique du ministre de la justice, qu'ils refusent. M. Gilbert Bonnemaison (PS, Seine-Saint-Denis) voit la preuve de cette volonté dans le blocage des crédits de l'éducation surveillée et du soutien aux peines « en milieu ouvert ». M. Chalandon rétorque « le procès d'intention » qui lui est ainsi fait : « Je souhaite l'accroissement des peines de substitution », dit-il, et pour l'éducation surveillée il ne s'agit que d'une « pause » en attendant de « réhétériser » un secteur livré à l'« autogestion » et qui dans le passé avait reçu beaucoup d'argent.

L'accroissement de la population carcérale est pourtant, pour le ministre, une obligation. Là encore il se réfère aux situations étrangères : en France elle n'est que de 80,7 pour 100 000 habitants, contre 92,2 en Allemagne fédérale, 96 au Portugal et 215 aux Etats-Unis. L'argument de M. Bonnemaison, qui fait remarquer qu'outre-Atlantique le taux moyen de récidive est de 60 % et que « la criminalité violente y est bien supérieure à celle de la France », ne l'émeut pas. Aussi, pour l'ancien vice-président du conseil de prévoyance, le garde des sceaux propose un modèle de société « triste, triste, triste, repliée sur elle-même ».

L'augmentation du nombre des détenus dans telle évidence pour M. Chalandon qu'elle justifie à elle seule le recours au secteur privé pour construire et gérer les prisons, puisqu'il reconnaît que le budget de l'Etat ne peut faire face à la demande : « Au rythme de 1987, déjà accéléré, il faudrait vingt ans pour répondre à nos besoins ». Ce qui fait dire à M. Sapin ce que c'est qu'un « expédient ». Un « expédient » dont M. Marcellin reconnaît qu'il « soulève de délicats problèmes juridiques ». Le ministre ne le croit pas puisqu'il assure que l'Etat surveillera de près cette expérience et pourra « passer à tout faux pas ». S'il reçoit le soutien de M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), celui de M. Albert Mammy (UDF, Tarn) est plus original : par le non-respect des « droits de l'homme » des détenus, du fait de

leur vétusté, trop de nos prisons actuelles sont « anticarcérales », c'est l'appel au privé qui permettra de respecter la règle : « La peine oui, mais la peine seulement ». La gauche, bien entendu, ne partage pas cette analyse. M. François Asselineau (PC, Seine-Saint-Denis) l'a dit clairement : « Est-il normal que l'Etat assure un profit à des entreprises privées sur un droit qui lui revient par excellence, celui de surveiller la liberté ? », alors qu'il faudrait accentuer les tâches « de prévention et de réinsertion ». Le désaccord est total. M. Chalandon déclare : « Il faut muscler les deux bras de la justice, celui de la prévention et celui de la répression ». Mais M. Sapin constate que le budget n'accroît les moyens que de la répression.

Une divergence qui n'est que l'émergence d'une opposition plus fondamentale, traditionnelle celle-ci. Pour nous, l'homme ou le maître, l'Etat humain est responsable. (...) Si l'homme est libre, alors il est responsable de ses actes et doit être sanctionné. S'il est en revanche conditionné par le milieu, (...) c'est la société qui est responsable », affirme le ministre de la justice. Pour lui, et pour la majorité, le choix, à l'évidence, est fait. Il a fini par convenir qu'il ne pouvait y avoir d'accord sur sa politique avec la gauche.

M. Chalandon lève le doute

La période probatoire de M. Albin Chalandon est terminée. Et après avoir hérité, les socialistes ont décidé de le renvoyer. Il fut l'un des ministres à bénéficier d'une modification de leurs critiques; les débats sur ses projets de loi « sécuritaires », au printemps, l'avaient bien montré. Les députés du PS n'avaient pas su comment s'opposer à des textes dont ils savaient qu'ils répondaient à une attente de la majorité de l'opinion. Surtout, ils comptaient sur le ministre de la justice pour préserver l'essentiel des acquis de M. Robert Badinter, face à une droite menée par M. Alain Peyrache, qui ne rêvait que de renverser le garde des sceaux ne préférait-il pas vouloir se situer à mi-chemin de ses deux prédécesseurs ?

Le doute aujourd'hui a disparu. Une fois encore, la discussion budgétaire a servi de révélateur. Bien qu'il dise vouloir équilibrer répression et prévention, le ministre de la justice

n'a accu que les crédits destinés à soutenir le premier de deux rôles de son ministère. L'action de M. Badinter étant attaquée à la base, ses amis ne pouvaient difficilement rester l'arme au pied.

Ils ont chargé avec d'autant plus de fougue qu'une partie de la droite, elle-même — M. Barzuch s'en est fait l'écho — est gênée par certains des projets de M. Chalandon, et par la philosophie générale qu'ils soutiennent. Les programmes de lutte contre le toxicomanie et d'appel aux entreprises privées pour la construction et la gestion de prisons ont, là aussi, servis de révélateurs. Le ministre de la justice ne préservait plus l'héritage, la gauche n'avait aucun raison de le protéger, au moment où certains de ses propres amis ne sont pas convaincus par toutes ses décisions.

THIERRY BRÉHER.

Chronique d'une grâce annoncée

(Suite de la première page.)

« Aucune mesure n'est actuellement à l'étude à cet égard », il est, par conséquent, prématuré d'évoquer aussi bien des chiffres éventuels que la forme choisie et, à plus forte raison, des délais de mise en œuvre de telles mesures », poursuivant cette « mise au point ».

Faussement naïf, M. Chalandon s'étonnera un peu plus tard, dans les mêmes couloirs, de la surprise que la chancellerie a provoquée le matin : « Les journalistes ont soudain découvert le compte rendu d'une déclaration que j'ai faite la semaine dernière devant la commission des lois ».

Les journalistes auraient-ils mal lu ? Et de se reporter au communiqué officiel de ladite commission (21 octobre) où l'on lit : « Récusant tout système où les juges ajusteraient leur décision à la capacité du système pénitentiaire, M. Albin Chalandon a estimé préférable d'avoir recours à des finances extrobudgétaires dans ce domaine plutôt que de procéder à des grâces collectives ou de laisser les parquets classer sans suite ». Si c'est là l'annonce d'une grâce collective...

A force d'explications, de mises au point et d'interviews, M. Chalandon paraissait très tendu en fin de journée. S'était-il fait rappeler à l'ordre par l'Hôtel Matignon ? S'est-il rendu compte lui-même qu'il était allé trop loin ? A-t-il lâché un ballon d'essai ? Ces hypothèses ne s'excluent pas.

Pour les socialistes un « chantage » ?

L'opération n'est pas négative pour autant, car le message — est passé : si je n'obtiens pas rapidement les moyens de construire de nouvelles prisons, je libère des criminels. C'est ce que M. Jean-Pierre Michel (PS) a qualifié, lundi, lors de la discussion du budget, de « chantage ». Chantage d'autant plus redoutable que le garde des sceaux menace, en laissant ses conseillers parler de

« grâce collective », de s'allier avec le diable : une telle mesure est en effet du ressort du président de la République.

Recommander la fermeté

Trop d'habiletés politiques finiront cependant par nuire à la réputation de gestionnaire du garde des sceaux. C'est lui qui a recommandé, il y a six mois, aux parquets de faire preuve de fermeté. C'est lui aussi qui menace d'envoyer les toxicomanes en prison. Du coup, il doit avouer aujourd'hui qu'il n'a pas les moyens de sa politique, car les établissements pénitentiaires sont pleins à craquer. Coûtable erreur de prévisions.

Le manager est pris en défaut. Le politique aussi, à force d'habiletés. Car il faut aussi parler vrai. Or on ne connaît pas le fin mot des manœuvres de lundi. Un conseiller influent de M. Chalandon assure que des libérations « massives » de détenus auront lieu bientôt. Un autre conseiller, tout aussi influent, jure que non. Le garde des sceaux déclare officiellement : « Je n'en sais rien ». Alors, qui saura ?

BERTRAND LE GENDRE.

RÉACTIONS

● M. Jospin (PS) : un tête-à-tête politique. — M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a estimé, le lundi 27 octobre à France-Inter, que le gouvernement effectuait là « un tête-à-tête politique » et « se prend les pieds dans ses propres effets d'annonces ». « Il fait, juge M. Jospin, une politique du mensonge, et puis, tout à coup, il se fait aussi des croche-pieds ».

● M. Doleph (FASP) : incompréhensible. — « Après le discours sécuritaire prononcé par le gouvernement, voilà que l'activité des policiers sera déglacée. Ceci n'est pas concevable et pas compréhensible », déclare M. Bernard Doleph, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police.

POINT DE VUE

La défense, pierre d'achoppement pour la cohabitation ?

par Raphaël Hadas-Label maître des requêtes au Conseil d'Etat professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

La défense nationale deviendrait-elle une pierre d'achoppement pour la cohabitation ? Au-delà des divergences sur la conception de la défense, ce qui est en cause, c'est la répartition des compétences entre le président de la République et le premier ministre au ministère de la défense. Au camp de Caylus, le président a souligné à plusieurs reprises qu'il s'agissait là de son « domaine de responsabilité ». Sur la définition des priorités en matière de programme nucléaire, il ajoutait même : « J'espère que cela est bien compris. C'est un point sur lequel l'angoisse l'autorité que requiert ma fonction ».

Mais le premier ministre, de son côté, avait affirmé dans une vigoureuse déclaration, son camp de Sausses, le 10 juillet dernier : « Premier ministre, et en tant que tel responsable de la défense nationale, j'entends, dans ce domaine comme dans les autres, exercer pleinement le rôle qui est le mien ».

Camp de Caylus contre camp de Sausses : la juxtaposition de ces deux déclarations résume parfaitement la portée de ce débat institutionnel. Il est clair que depuis 1958 le chef de l'Etat est bien, ainsi que l'a voulu le général de Gaulle, la clé de voûte du système de défense nationale. Mais, tant la Constitution que les textes fondamentaux sur l'organisation de la défense nationale, notamment l'ordonnance du 7 janvier 1959, organisent une profonde imbrication des compétences du président de la République et du premier ministre. Le chef de l'Etat, « garant de l'indépendance nationale (et) de l'intégrité du territoire » (art. 5), est chef des armées » (art. 15), et est chef des

comités supérieurs de la défense nationale » (art. 15). Cependant le premier ministre, qui « dispose de la force armée » (art. 20), « est responsable de la direction militaire et supplée le cas échéant le chef de l'Etat dans la présidence de ces comités » (art. 21). Mieux conjonction de décisions pour la nomination des fonctionnaires militaires.

Si un principe de la politique de défense est défini en conseil des ministres, c'est en fait en conseil de défense, sous la présidence du chef de l'Etat, que sont arrêtées et les décisions en matière de direction générale de la défense » (art. 7 de l'ordonnance du 7 janvier 1959). Mais le rôle du président s'est trouvé considérablement renforcé par l'apparition du fait nucléaire, puisque en vertu de l'article 5 du décret n° 84-46 du 19 janvier 1984 « le commandant des forces aériennes stratégiques est chargé des opérations de ces forces sur l'ordre d'engagement donné par le président de la République, président du conseil de défense et chef des armées ». Sur la base de ce simple décret, un dispositif sophistiqué a été mis en place autour du PC Jupiter de l'Elyse, en liaison permanente avec le centre d'opération des FAS à Taverny. Nul ne conteste que le pouvoir d'engagement des forces nucléaires, reconnu par le décret pour les seules forces aériennes, s'applique également aux autres composantes des forces stratégiques, mais aussi aux forces nucléaires tactiques (missiles Pluton). François Mitterrand ne démentira certes pas son prédécesseur qui affirmait : « L'engagement des forces nucléaires ne peut reposer que sur la décision d'un seul ». Bien outillé, l'article 35 de la Constitution, aux termes duquel « la déclaration de guerre est autorisée par le Parle-

ment », mais, parallèlement, le premier ministre est doté aussi de compétences importantes. L'ordonnance de 1959 lui confère la direction générale et la direction militaire de la défense » (art. 9) ainsi que « la coordination en matière de défense des départements ministériels ». Quant au ministre de la défense, c'est « sous l'autorité du premier ministre » qu'il est responsable de l'exécution de la politique militaire » (art. 16). De fait, l'intervention du premier ministre est pleinement logique dès lors que la politique de défense met en cause l'ensemble de la politique gouvernementale, notamment sur les plans économique, budgétaire, industriel et scientifique.

Face à une telle imbrication des responsabilités, une conclusion s'impose. Une politique de défense, qui implique à tous les stades une parfaite unité de commandement, ne peut être efficacement définie et mise en œuvre que s'il y a une large concordance de vues entre les diverses autorités responsables de cette politique. On devine sans peine la parti qu'un pays adverse pourrait tirer, notamment en période de crise, de dissensions intenses à la tête de l'Etat.

Il reste que, dans un système de cohabitation plus ou moins conflictuelle, chaque acteur a tendance à vouloir marquer, voire arroger son « territoire », quitte à se livrer parfois à une guerre de positions. Il est remarquable que, deux semaines après le conseil de défense du 24 juin, le premier ministre ait tenu à marquer son rôle en président lui-même à Sausses un « conseil ministériel » sur la défense. Par sa déclaration du Caylus, le président de la République a sans doute voulu, de son côté, rappeler à la cantonade les compétences que lui confère la Constitution. A la différence de nombreux sujets (privatisation, retour sur

scrutin majoritaire, politique économique et budgétaire), sur lesquels il a, après quelques péripéties variées, « laissé faire » le gouvernement, la stratégie de défense est un domaine où il estime avoir constitutionnellement le droit d'orienter de façon décisive la politique du pays. Mais si son pouvoir en la matière est — comme on dit — incontournable, il ne peut vraiment s'exercer qu'avec un minimum d'accord du premier ministre et du gouvernement. C'est à ce titre que la controverse encore fournie qui se profile sur les dossiers de la défense est un « cas d'école » exemplaire sur le fonctionnement de la pratique institutionnelle en vigueur depuis le 16 mars.

Créée par l'un des principaux responsables du groupe Express

La Fondation de la liberté entre en action

La Fondation de la liberté, créée avant l'été par M. René de Laportière pour promouvoir un « lobby de la société civile » ouvert à tous ceux qui « refusent le bon vouloir de monopoles protégés par des bureaucrates », entre en action.

Cette fondation est en fait une société anonyme au capital de 700 000 francs. Ce capital, en cours de répartition, sera détenu par des associés (6 000 parts de 100 francs au total) et par des particuliers (1 000 parts). M. de Laportière, qui est d'autre part administrateur-directeur général du groupe Express, assume la présidence du conseil de surveillance de cette société (après avoir animé avant le 16 mars le club d'opposition Printemps 86). Il est assisté dans cette tâche par M. Michel Masselet,

conseiller d'Etat. L'économiste Florin Affolter et M. Louis Pauwels, directeur du Figaro Magazine et du Figaro Littéraire, sont un membre des membres de ce conseil de surveillance. Le président du directeur de la Fondation de la liberté est M. Dominique du Fontenay.

Pour apporter « assistance stratégique, juridique, politique et médiatique » à ceux qu'elle nomme les « entrepreneurs de la liberté », la Fondation va souscrire une action de chacune des sociétés actuellement nationalisées qui seront prochainement privatisées, pour exercer « la totalité des droits reconnus par la loi aux actionnaires » et influencer ses propres membres de leurs droits et des initiatives qu'ils peuvent prendre.

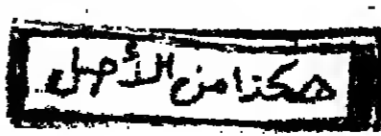
Autre préoccupation de la Fondation de la liberté : la diffusion des

éléments de jurisprudence du droit européen plus propices à ses thèses ultra-libérales que le droit français. Un « prix européen » sera du reste bientôt créé par la Fondation pour récompenser l'auteur « d'un ouvrage mettant en relief le rôle du droit européen dans le développement des libertés ».

Enfin, la Fondation de la liberté va créer un « observatoire » afin de collecter et de diffuser périodiquement sous forme de classement les données relatives à ce que la Fondation de la liberté soupçonne être une « socialisation » larvée de la France, par le biais de la protection sociale et des collectivités locales.

M. K.

* Fondation de la liberté, 212, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 42-60-64-81.



La rencontre interreligieuse d'Assise

Une trêve profanée

Sanct en Amérique centrale, l'appel du pape à une trêve de vingt-quatre heures, le lundi 27 octobre, n'a guère eu d'influence sur les principaux théâtres de conflits.

Un arc-en-ciel sur les collines

bonnes intentions donnaient une touche de jeunesse légèreté; quelques heures encadrées par le tintement allégre des cloches de toute la ville, avec, en contrepoint, le bourdon plus profond de Saint-François; et, en toile de fond à toutes les cérémonies, la bouleversante beauté de la cité du «poverello».

La fumée des calumets

On jugea un peu sévèrement, ici et là, le fait que Jean-Paul II avait «tiré la couverture» du côté des catholiques, ne serait-ce qu'en prononçant les trois grands discours de la journée.

«La paix attend ses prophètes» déclare Jean-Paul II

Sur la place Saint-François, tirant les conclusions de la rencontre d'Assise, Jean-Paul II a déclaré: «Le défi de la paix, tel qu'il se présente actuellement à toute conscience humaine, transcende les différences religieuses.»

Lourdes-en-Ombrie

Pyénées, ils avaient prié en silence pendant près de deux heures à la basilique du Rosaire. Pour repartir, ils avaient eu du pain, de l'eau et un peu de riz.

Le chanoine Guibertean serait nommé recteur de la «catho» de Paris

Le chanoine Paul Guibertean va quitter les fonctions de secrétaire général de l'enseignement catholique qu'il occupait depuis septembre 1981. Il devrait être prochainement nommé recteur de l'Institut catholique de Paris, succédant ainsi à Mgr Pierre Ley, nommé archevêque coadjuteur de Bordeaux.

A la séance mensuelle du Conseil de Paris

L'escamotage des questions d'urgence

Faut-il fermer la salle du Conseil de Paris? Cette question impérieuse a été posée par M. Georges Sarre, président des élus socialistes, dans une lettre adressée à M. Jacques Chirac, le 22 octobre. Elle a pris toute sa signification lundi 27 octobre lors de la séance mensuelle du Conseil.

POLICE

Suspendu par le ministère de l'intérieur

Un policier pas comme les autres. Une demi-douzaine de vigiles appartenant à une société de gardiennage privée ont été interpellés, dans la nuit du 22 au 23 octobre, par la sûreté urbaine de Lyon, alors qu'ils effectuaient une patrouille aux alentours de l'usine métallurgique Paris-Rhône qui connaît actuellement une vive tension sociale.

De Nouméa à Vélizy

Le rapatriement précipité de la CRS 14

Téléviseurs dérobés, vandalisme, lignes téléphoniques détournées, non-respect du code de la route et incidents multiples avec la population: ces griefs seraient parmi les moins graves de ceux qui ont motivé le retour en métropole, samedi 25 octobre, d'une centaine de gardiens et gradés de la CRS 14 envoyée en mission en Nouvelle-Calédonie.

Un intérêt en baisse

Mais lorsque les élus de l'opposition en sont venus aux sollicités de la candidature aux JO, M. Roger Romani (RPR), questionné au Conseil, a invoqué le règlement pour interrompre la discussion qui s'ensuivit.

Un intérêt en baisse

Ces différents incidents ont permis à M. Sarre de rappeler les termes de sa lettre à M. Chirac. «Les séances du Conseil de Paris, depuis quelques mois, voient leur intérêt baisser et leur ordre du jour s'appauvrir, écrit-il. Les seuls à ne pouvoir étudier sérieusement les dossiers des projets d'urbanisme parisiens, donner leur avis, amender, proposer, choisir, sont les conseillers de Paris.»

MARC ANDRÉ ROUEN.

GEORGES MARION.

G. M.

1986

Le Monde SCIENCES

L'ozone joue la fille de l'air...

La vie sur la Terre tient à un équilibre subtil et fragile que l'activité humaine menace par son action sur le cycle du gaz carbonique et sur l'ozone de la haute atmosphère.

CO₂ x 2

Le cycle du gaz carbonique est capital pour toute la vie sur la Terre. On sait qu'il conditionne l'évolution des climats, mais ses processus sont encore très mal connus. Le carbone est un élément essentiel pour notre planète. D'une part, toute la matière vivante contient du carbone (1) ; d'autre part, il n'est pas du tout sur la Terre. D'autre part, le gaz carbonique (CO₂), par sa capacité à absorber le rayonnement infrarouge émis par la Terre, réchauffe la basse atmosphère et la sol ; c'est ce qu'on appelle l'effet de serre. Sans gaz carbonique dans l'atmosphère, la température moyenne de notre planète serait de l'ordre de moins 25 °C.

L'effet de serre est donc indispensable à l'équilibre climatique. D'ailleurs, l'analyse de l'air inclus dans les glaces de l'Antarctique a montré que, au moment du maximum de la dernière période glaciaire (il y a environ dix-huit mille ans), la teneur de l'air en CO₂ était de 180 à 200 parties par million (ppm), soit 180 à 200 litres par million de litres de cet air, alors que vers 1880, au début de l'ère industrielle, la teneur en CO₂ était de 275 ppm, et qu'elle est actuellement de 345 ppm. De nos jours, elle augmente en effet de 0,5 % par an. Ces variations de la teneur de l'air en CO₂ peuvent sembler minimes, puisque celle-ci s'exprime en ppm. Elles sont, en fait, très importantes : les calculs ont montré que si la teneur en CO₂ doublait, la température moyenne augmenterait de 2 °C à 5 °C. Mais cette augmentation globale serait inégalement répartie : presque nulle dans la zone intertropicale, elle serait de l'ordre de 10 °C dans les régions polaires.

La banquise fondrait

Ces nouvelles conditions climatiques auraient des conséquences redoutables. La banquise (glace de mer) qui recouvre l'océan Arctique d'une couche épaisse de quelques mètres fondrait, modifiant complètement les échanges d'énergie entre l'océan et l'atmosphère, l'air et la terre. La circulation atmosphérique et la circulation océanique, moteurs de la répartition des climats sur la planète, seraient entièrement bouleversées. Des zones arides pourraient devenir humides et réciproquement. La productivité des océans serait fondamentalement perturbée. Et pourtant, un doublement du taux de CO₂ est une des prévisions les plus modestes qui soient faites pour le milieu du prochain siècle.

Il y a, sur la Terre, deux réservoirs essentiels de carbone : l'ensemble de la biomasse continentale et la surface des océans. Le CO₂, en effet, est soluble dans l'eau et d'autant plus que l'eau est froide. Mais l'eau de mer contient des carbonates et des bicarbonates, et selon que l'eau superficielle est saturée ou non, par rapport au gaz carbonique de l'atmosphère, en carbonate et bicarbonates, elle émet ou absorbe du CO₂. Etant donné que la circulation océanique se fait aussi bien horizontalement que verticalement, il est difficile de dresser un bilan précis du flux naturel de CO₂ émis par l'océan mondial. Mais ce flux est estimé en général à quelque 400 milliards de tonnes par an dans chaque sens.

L'incertitude règne aussi dans l'évaluation de la quantité de car-

bone échangée avec la biomasse continentale. Mais on estime que la flux air-biomasse est comparable au flux atmosphère-océan. Il est sûr que la déforestation croissante et les nouvelles pratiques agricoles modifient le cycle du carbone, mais on ne peut pas chiffrer les conséquences de celles-ci.

L'activité humaine est souvent désignée comme étant la responsable de l'augmentation du taux de CO₂. L'usage croissant des combustibles fossiles et les rejets dans l'air des cimenteries toujours plus nombreuses étant les principaux accusés. Certes, les activités industrielles émettent, par un accroissement, une vingtaine de milliards de tonnes de CO₂ (soit 5 % du flux naturel sortant des océans). Mais on a calculé que, avec tout le CO₂ émis par les industries depuis cent ans, la teneur de l'air en gaz carbonique aurait dû augmenter deux fois plus qu'elle ne l'a fait. Or est donc passé ce CO₂ manquant ? Il n'a probablement pas été absorbé dans la biomasse, puisque celle-ci a sans doute diminué en raison des déforestations massives des dernières décennies. La dissolution dans l'océan est donc la seule explication possible.

L'augmentation du gaz carbonique, avons-nous dit, est un des plus importants problèmes qui se posent pour l'avenir de l'humanité. Il est urgent d'en comprendre les mécanismes — on ne connaît pas les causes des variations passées de la teneur en CO₂ — pour arriver à en faire le bilan exact et, éventuellement, pour prendre les mesures propres à ralentir ou même à stopper l'augmentation du taux de CO₂.

L'Organisation météorologique mondiale et la plupart des États travaillent sur le cycle du gaz carbonique dans le cadre de grands programmes qui sont, forcément, pluridisciplinaires. Depuis quelques mois, la France a mis spécialement sur pied un groupement de recherches coopératives (GRECO) pour étudier le cycle du carbone. Y participent le laboratoire de glaciologie du CNRS (Grenoble), le centre des faibles radioactivités (CNRS et Commissariat à l'énergie atomique, Gif-sur-Yvette), le laboratoire d'océanographie dynamique et de climatologie (Paris-VI), le laboratoire d'écologie végétale (Orsay).

La France bénéficie d'un atout appréciable : elle a la meilleure station du monde (pour les mesures de CO₂) à l'île d'Amsterdam, dans la sud de l'océan Indien. Cette petite île, en effet, n'a pas de volcan actif (2), est très éloignée de toute activité industrielle et des routes maritimes, et la végétation y est rare. Les mesures de CO₂ que l'on y fait sont donc bien représentatives des variations de la teneur globale de l'atmosphère en gaz carbonique.

On comprend donc pourquoi le Programme interdisciplinaire de recherche sur l'environnement (PIREN) a choisi le cycle du gaz carbonique comme un des deux thèmes (le second concerne les grands fleuves, leur évolution et leur gestion) de ses premières Journées de l'environnement qui se tiennent à Paris les 23 et 29 octobre.

Y. R.

(1) Dans un poids donné de CO₂, le carbone intervient pour 27,3 %.
(2) Les volcans émettent du CO₂ : l'Etna, par exemple, en rejette quelque 30 000 tonnes par jour.

La quantité d'ozone (une molécule faite de trois atomes d'oxygène) présente dans la haute atmosphère diminue beaucoup et très rapidement en-dessous de cinquante kilomètres pendant chaque mois d'octobre, c'est-à-dire au moment où le soleil réapparaît après les très longues nuits d'hiver austral). En outre, à l'échelle de l'année, elle a tendance à diminuer régulièrement depuis 1979 (toujours en-dessous de l'Antarctique).

Certes, l'ozone n'est qu'une très petite composante de l'atmosphère terrestre. Toute l'atmosphère, ramenée à des conditions « normales » de température (23 °C) et de pression (1 atmosphère) entourerait notre planète d'une couche épaisse de 8 kilomètres. L'ozone n'était, jusqu'en 1979, qu'une « lamelle » de 3 millimètres. Mais l'ozone, qui est particulièrement concentré vers vingt ou vingt-cinq kilomètres d'altitude, joue un rôle essentiel de bouclier : c'est lui qui absorbe une bonne partie du rayonnement ultraviolet. Or cette fraction de l'énergie solaire a la propriété de désorganiser les structures de la matière vivante qu'elle atteint.

L'ozone joue aussi un autre rôle. L'absorption du rayonnement ultra-violet par les molécules d'ozone s'accompagne de dégagement de chaleur, ce qui explique que la température augmente dans la haute atmosphère (entre 6 et 40 kilomètres au-dessus des pôles ; entre 17 et 60 kilomètres au-dessus de l'équateur). Or la haute et la basse atmosphères ne sont pas indépendantes l'une de l'autre. Tout changement des conditions thermiques dans la haute atmosphère retentit forcément sur celles de la basse atmosphère et a donc des répercussions sur les échanges d'énergie entre notre planète et son atmosphère qui sont les moteurs de notre climat.

Le comportement bizarre de la couche d'ozone présente au-dessus de l'Antarctique a été remarqué en premier par les Britanniques grâce aux mesures régulières faites à la station de Halley Bay, donc par ce dessous. Du coup, les Américains ont déployé les mesures prises par leurs satellites Nimbus (donc par en dessus) et les Japonais ont envoyé des sondes de leur base Showa.

La photochimie ou la dynamique ?

Toutes les données concordent. En octobre, au-dessus de l'Antarctique, la « lamelle » d'ozone diminue de 0,5 % par jour, et se réduit ainsi à la fin du mois à 1,5 millimètre en moyenne, les variations quotidiennes étant importantes. Dès le mois de décembre, compte tenu de la diminution régulière observée depuis 1979, elle revient à sa valeur normale : une « lamelle » de 2,8 millimètres en moyenne actuellement (1).

Il y a donc bien diminution saisonnière et diminution régulière de l'ozone au-dessus de l'Antarctique. Mais les mécanismes de ces variations ne sont pas encore connus. C'est pourquoi, les Américains ont commencé en septembre dernier, au pôle Sud et à leur base McMurdo, une campagne de recherches comprenant des mesures de l'ozone depuis le sol et par ballons ainsi que les mesures des composés azotés et chlorés.

Deux sortes d'explications, en effet, sont proposées : celles qui relèvent de théories photochimiques et celles qui découlent de théories dynamiques.

On sait que les monoxydes de chlore ont la propriété de détruire l'ozone. Or l'activité humaine libère de plus en plus de chlorofluorométhanes, notamment pour la réfrigération et le conditionnement d'air, les bombes à aérosols, les mousses isolantes, le nettoyage à sec. Inertes au niveau du sol, les chlorofluoromé-

thanes montent peu à peu dans la haute atmosphère où ils sont dissociés par le rayonnement solaire. Ils réagissent et interagissent alors avec les éléments présents là-haut et produisent des monoxydes de chlore (2).

La forte diminution de l'ozone au-dessus de l'Antarctique suppose la présence d'une quantité de monoxydes de chlore plus grande que celle qui existe au-dessus des latitudes moyennes. Pour expliquer cette abondance de monoxydes de chlore, on pense à un mécanisme particulier à l'Antarctique.

D'une part, les aérosols venus de toutes les régions du globe se concentrent au-dessus de l'Antarctique. D'autre part, les

très basses températures (-90 °C à 20 kilomètres d'altitude) permettraient la formation de nuages de glace. Ces innombrables particules entreraient dans des processus chimiques propres à l'Antarctique et favoriseraient la libération de monoxydes de chlore.

Les théories dynamiques sont fondées sur plusieurs faits. L'Antarctique est un continent entouré d'océans (contrairement à l'Arctique qui est un océan entouré de continents). La circulation atmosphérique s'y fait sous forme d'un anneau où l'air tourne très vite (100 kilomètres à l'heure entre 7 et 30 kilomètres d'altitude) d'est en ouest. Ce qui isole le centre de ce tourbillon. Très froids pendant l'hiver, le conti-

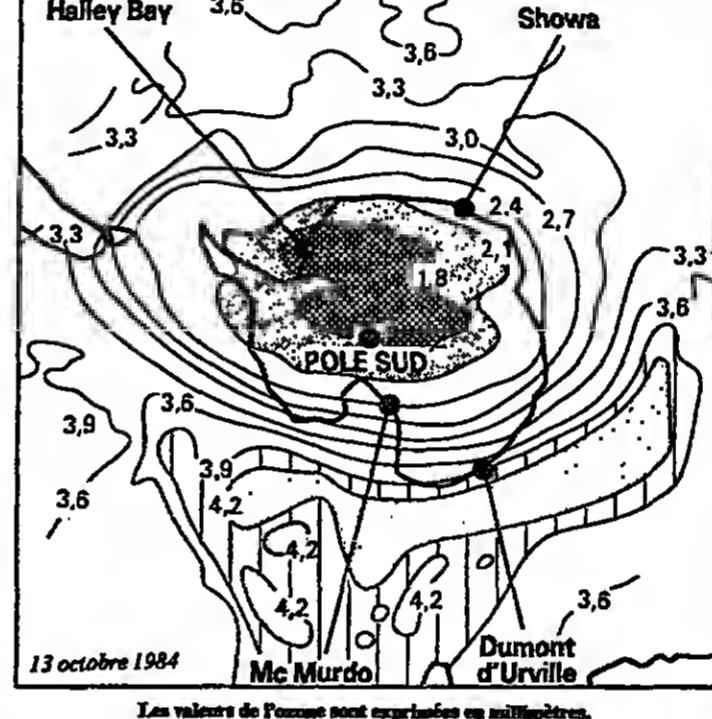
nent et l'air qui le surmonte se réchauffent rapidement avec la réapparition du soleil au début du printemps austral.

Un déséquilibre thermique se produit, qui crée un mouvement ascendant de l'air au centre de l'anneau et un mouvement descendant sur les bords. L'air proche du sol est pauvre en ozone, d'où la forte diminution de l'ozone en octobre, alors que la haute atmosphère est riche en ozone, d'où les grandes quantités d'ozone mesurées à la même époque sur la périphérie de l'anneau.

Selon les premiers résultats de la campagne américaine en cours, le Conseil international des unions scientifiques (ICSU) envisage d'organiser un programme international de recherches sur l'ozone antarctique. La France serait bien placée pour y prendre part : le service d'aéronomie du CNRS (qui a mis au point des appareils et des méthodes très performants de mesures de l'ozone), l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA), le Météorologie nationale et le laboratoire de physique et de chimie de l'environnement du CNRS (Orléans) travaillent tous sur l'ozone depuis de nombreuses années. En outre, la France a, en Antarctique, la base Dumont-d'Urville.

YVONNE REBEYROL.

(1) La situation de l'ozone au-dessus de l'Arctique est très mal connue. Les mesures n'ont donné, jusqu'à présent, aucun résultat significatif sur une éventuelle diminution de l'ozone au cours du mois d'avril. De même, on ne sait pas encore si l'ozone diminue lentement sur le reste de la planète. La diminution, prévue par les calculs, pourrait être de l'ordre de 0,2 % à 0,3 % par an.
(2) Les oxydes d'azote, eux aussi, détruisent l'ozone. Ils sont issus des processus d'ozone libérés par les activités industrielles et agricoles.



Les valeurs de l'ozone sont exprimées en millibars. (Document publié dans Nature du 25 août 1986).

BIBLIOGRAPHIE

Des astres au désastre

« **A** INSI, toutes ces combinaisons infiniment fertiles de la matière, cette activité nucléaire des étoiles, ce bourdonnement électromagnétique des nébuleuses interstellaires, cette fièvre biochimique exubérante de l'océan primitif, tout n'aurait d'autre sens que de préparer l'holocauste nucléaire ? » Voici, résumés en quelques phrases l'essentiel du propos du dernier ouvrage de l'astrophysicien Hubert Reeves.

Car plus qu'un nouvel essai de vulgarisation scientifique, ce livre tente d'expliquer comment nous avons pu en arriver là, nous, « les enfants d'un cosmos qui nous a donné naissance après une croissance de quinze milliards d'années ». A ces hommes frères « des pierres et des étoiles », il propose aussi une morale et les invite à « redonner un sens à la réalité, à assurer la victoire de la « pulsion de vie » sur la « pulsion de mort ».

Pour remonter aux sources de ces deux pulsions, dont la conflictualité était potentiellement inscrite dans les temps les plus lointains, Hubert Reeves entreprend de relier l'histoire de l'histoire de l'univers ». Délaissant l'explication descriptive des phénomènes

physiques qui ont présidé à la naissance des étoiles, des galaxies ou de molécules biologiques, il tente de dégager ici les principes fondamentaux qui ont mené la « pure primitive » à produire les formes de l'intelligence et de la conscience que nous connaissons aujourd'hui.

Complexité et efficacité

« L'univers, écrit Hubert Reeves, engendre la complexité. La complexité engendre l'efficacité. Mais l'efficacité n'engendre pas nécessairement le sens. Elle peut aussi engendrer le non-sens. » Pour éviter cet écueil, il faut, dit-il, « un élément nouveau, arbitraire : une décision, consciente et active ». Si nous avons un rôle à jouer c'est, selon lui, celui d'aider la nature à accoucher d'elle-même. C'est aussi d'intégrer les acquis de la science moderne afin d'assurer « la survie de l'Être humain », objectif que l'astrophysicien situe au rang de « code moral ».

Dans son souci de dégager les principales forces régissant l'univers, de suivre « les agissements du trio cadavre » — information, organisation, entropie — pour

expliquer pourquoi le monde est tel qu'il est, H. Reeves est remarquable par sa clarté, sa vivacité, son enthousiasme. D'autant qu'il mène aux lecteurs diverses pistes permettant aux plus pressés d'entre eux ou à ceux qui rebutteraient des considérations scientifiques détaillées de parcourir le livre sans en perdre le fil. Il serait pourtant fort dommage de se laisser aller à cette facilité. C'est en effet dans les chapitres, fort lisibles au demeurant, qu'il nous propose de sauter, que réside toute l'originalité de l'ouvrage et que sont soulevées les questions essentielles.

Les dernières pages paraissent en revanche bien en deca des ambitions de l'auteur. Car, que l'on salue ou non l'astrophysicien lorsqu'il prend position sur la peine de mort, l'énergie nucléaire ou le droit de l'animal, on ne peut que constater qu'il traite de ces problèmes de façon pour le moins hâtive. Il n'empêche, Hubert Reeves aura posé les jalons essentiels d'une réflexion qu'il revient à chacun de poursuivre à sa guise.

ELISABETH GORDON.
* L'Heure de s'entrevoir — l'univers a-t-il un sens ? de Hubert Reeves. Editions du Seuil, 280 p., 89 F.

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier
ANTWERP NEW YORK
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR
Pour toutes informations : Belgapex 117 - 2018 Antwerp Tel. : 03/222.07.88 - Belgique

Je fais mes courses d'un coup de baguette.
Faites vos courses de votre fauteuil.
Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE
LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

Les reliefs du plat

Grâce au microscope à effet tunnel qui vient de valoir à ses inventeurs le prix Nobel de physique, on peut faire apparaître à l'échelle de l'atome la géographie des matériaux : des collines, des vallées, des lacs, des plateaux.

MARCEL DASSAULT avait comme de dire qu'un bel avion est un bon avion. Cet aphorisme pourrait s'appliquer à bien des disciplines, particulièrement en sciences où les solutions élégantes donnent souvent lieu à des réalisations remarquables. Le microscope à effet tunnel que les membres de l'Académie des sciences de Suède viennent de retenir pour l'attribution du prix Nobel de physique 1986 (le Monde du 16 octobre) est de cette veine.

Voilà un appareil qui tient dans la main tout en offrant des performances aussi bonnes, sinon meilleures, que celles des microscopes les plus sophistiqués actuellement disponibles. Quand on sait les dimensions d'un microscope électronique — plusieurs mètres de haut et des centaines de kilos, — quand on sait la machinerie nécessaire à son fonctionnement, on mesure mieux le bond que les deux Nobel de physique de cette année, Gerd Binnig et Heinrich Rohrer, chercheurs au laboratoire de recherche européen d'IBM à Zurich (Suisse), ont fait accomplir à la microscopie.

Pourtant, ce microscope à effet tunnel a quelque chose de décevant quand on le voit pour la première fois. C'est une sorte de mille-feuille de métal et de caoutchouc de quelques dizaines de centimètres de côté, sur lequel est fixé ou miouseule porte-échantillon placé en regard d'une aiguille, fine sans plus, tenue à un trépied de céramiques piézoélectriques blanches; quelques fils électriques cuivrés de la taille d'un cheveu. Voilà la merveille.

Difficile alors de croire que cet appareil permet de travailler à l'échelle atomique, dans un domaine où les distances se comptent en angströms (dix millièmes de millimètre), voire en fractions d'angström. Difficile de croire qu'il grossit « ce qu'il voit » cent millions de fois, au point de distinguer les atomes les uns des autres à la surface d'un échantillon de matière. Difficile enfin pour le profane d'imaginer qu'il s'agit d'un microscope sans source de lumière, sans photons, sans faisceau d'électrons, sans lentilles optiques ou magnétiques, sans miroirs. Juste une aiguille, un peu de physique quantique (effet tunnel), et beaucoup de soin et d'astuces.

Et pourtant, c'est certainement avec ce matériel-là que les spécialistes de la physique du solide, les chimistes et les biologistes vont pouvoir progresser dans leurs recherches en étudiant dans le détail la surface des échantillons qu'ils auront à analyser : composants électroniques, interface métal - semi-conducteur, matériaux biologiques, etc.

Jamais encore, les microscopes disponibles sur le marché n'avaient permis de tracer à l'échelle atomique de telles cartes d'état-major de la surface des matériaux « avec, comme le disent Frank Salvan et Alain Humbert, du laboratoire de physique des états condensés de la faculté des sciences de Luminy (Bouches-du-Rhône), des collines et des vallées, des lacs et des plateaux, des marches et des replis ». C'est à proprement parler stupéfiant que de voir la

manière dont les atomes s'arrangent en structures losangées à la surface d'un échantillon de silicium recuit à 1 000 degrés ou de suivre le relief peu marqué des terrasses d'un échantillon d'or.

Avant le microscope à effet tunnel, ce type de recherche n'était pas possible car, comme le fait remarquer Frank Salvan, « les sondes usuelles d'analyse présentaient l'inconvénient de donner une information moyenne sur un très grand nombre d'atomes ». Il en va autrement avec l'appareil de Binnig et Rohrer, qui permet de travailler pas à pas, atome par atome, avec même dans certains cas la possibilité de déterminer leur nature par spectroscopie locale. C'est là le grand intérêt de ce nouveau matériel qui a en plus le mérite de pouvoir fonctionner aussi bien dans l'ultravide que dans l'air ou en milieu liquide.

Le laboratoire de Luminy

Faculté qui devrait séduire au plus haut point les biologistes, soucieux d'observer dans des conditions aussi naturelles que possible leurs échantillons biologiques. Or, si le microscope électronique a permis de grands progrès, il nécessite un prétraitement des échantillons qui les altère un peu. Rien de tel en principe avec l'appareil des chercheurs d'IBM, qui ont d'ores et déjà obtenu des résultats en analysant une molécule d'acide désoxyribonucléique (ADN) et en étudiant, en association avec une équipe de l'université de Madrid, la tête d'un virus baptisé « phi 29 ».

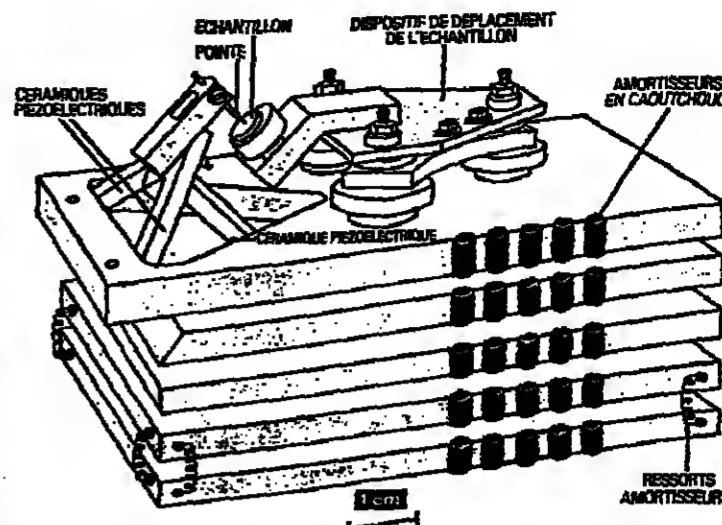
Aussi ne faut-il guère s'étonner que la petite équipe de six personnes de la faculté de Luminy à Marseille ait été contactée par Roussel-Uclaf pour des études sur les globules rouges, en vue de définir ce qui peut être fait dans le domaine de la biologie et de la pharmacologie avec cet outil. Il ne faut guère s'étonner non plus qu'elle soit, depuis l'attribution du prix Nobel de physique, très sollicitée au téléphone. Car, pour

l'heure, il n'existe en France que deux microscopes à effet tunnel en fonctionnement. Celui de Marseille et un autre à Paris. Un troisième est en cours de montage à Lyon.

Cette petite avance, l'équipe de Marseille la doit aux contacts qu'elle a noués très tôt avec les deux prix Nobel. « En 1981, raconte Frank Salvan, il était apparu lors d'un colloque scientifique tenu à Strasbourg qu'il manquait pour étudier les surfaces des matériaux un outil nouveau, une sonde locale. A l'époque, on ne savait rien des travaux de Binnig et Rohrer, et ce n'est qu'à la fin de 1982, en lisant un petit article dans la revue la Recherche, que j'ai eu vent de l'existence d'un nouveau microscope construit à Zurich. Or, avant même d'avoir eu le temps de contacter les deux chercheurs d'IBM, ceux-ci nous ont invités à venir les voir. Je m'y suis rendu. D'emblée j'ai été séduit par la beauté des images qu'ils m'ont montrées, et l'enthousiasme a fait le reste. »

De cette relation est donc née la décision de construire un laboratoire de microscopie à effet tunnel à Luminy. « C'était un gros pari, dit Alain Humbert, mais on nous a donnés les moyens de le réussir. » Un microscope de quatrième génération et une partie de l'équipement informatique qui l'accompagne furent alors fournis par IBM aux deux chercheurs qui, en 1984, bénéficièrent d'une aide financière de la région (700 000 F), via l'ANVAR, et d'une autre (350 000 F) des militaires, via la Direction des recherches et des études techniques (DRET). Mais ce n'est qu'après publication de la première image obtenue à la fin de 1985 que le Centre national de la recherche scientifique, auquel leur unité est associée, leur accorda 200 000 F supplémentaires.

Est-ce suffisant? Sans doute pas. Car, pour rester en pointe, il faudrait que « le labo s'équipe d'un système propre de traitement de l'image, de manière à



Sur le microscope à effet tunnel, l'approche de la pointe s'effectue en deux étapes : un système grossier permet d'amener le porte-échantillon à un millième de millimètre de la pointe qui, à son tour, se rapproche sous l'action des céramiques piézoélectriques. A la fin, cinquante millièmes de millimètre seulement séparent la pointe de l'échantillon à observer.

Dans ces conditions, l'application d'une tension électrique de quelques millivolts entre la pointe et l'échantillon permet d'observer un courant de quelques milliardièmes d'ampère dû à un phénomène de la physique quantique connu sous le nom d'effet tunnel. Il suffit alors de balayer la surface de l'échantillon en gardant constante la valeur de ce courant, ce qui revient à maintenir également constante la distance pointe-échantillon. La surface des matériaux étudiés n'étant pas lisse à l'échelle atomique, cela induit donc des mouvements de la pointe qui, après traitement informatique, permettent de déduire le relief à l'échelle atomique avec des résolutions verticales d'un vingtième d'angström et latérales de moins d'un angström.

savoir si l'expérience menée a réussi et si les résultats obtenus sont exploitables ». Au-delà, disent les chercheurs marseillais, il faudra s'appuyer sur d'autres structures aptes à traiter ce type de problème, comme par exemple — peut-être — les centres de traitement d'images des astronomes. Une solution pourrait voir le jour grâce à la DRET, qui suit de près ces recherches.

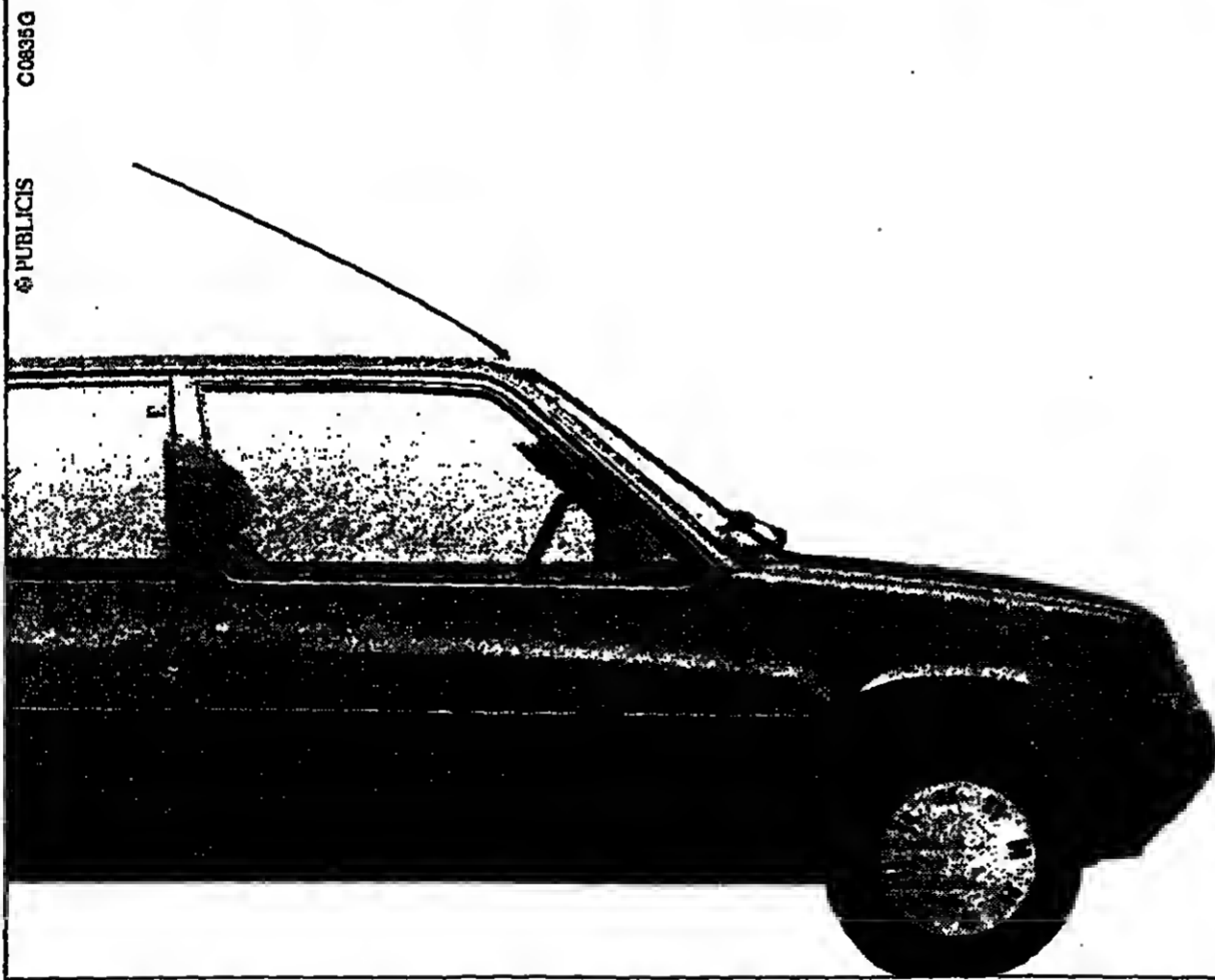
Rien d'étonnant à cela. Les militaires sont gros consommateurs de composants électroniques sophistiqués et ont à cœur de mieux comprendre, par exemple, les interactions à l'échelle atomique entre deux surfaces de matériaux. Sont donc vus par ces recherches tous les travaux sur les phénomènes de corrosion et de passivation, de catalyse, de rugosité d'une surface pour fiabiliser

un composant en améliorant la transmission du signal à la jonction métal-semi-conducteurs, etc.

Les militaires ne sont pas les seuls à suivre les progrès de ce type de microscopie. Le Centre national d'études des télécommunications de Grenoble est aussi sur les rangs, tout comme le Centre de croissance cristalline de Marseille, le Leti ou l'université d'Aix-la-Chapelle. Ce n'est sans doute qu'un début pour l'équipe de Luminy qui ne veut cependant pas trop se disperser, mais réticent déjà à des systèmes pouvant fonctionner à basse température et à d'autres, plus futuristes, où l'on pourrait suivre la manière dont les molécules d'un corps étranger se placent sur un substrat, ce qui offrirait des perspectives considérables aux physiciens du solide et aux chimistes.

JEAN-FRANÇOIS AUGÉRAU.

1.000.000 DE SUPERCINQ, LA VIE



Déjà 1 000 000 de Supercinq dans les rues du monde entier ! Voiture la plus vendue en France depuis un an, la Supercinq est toujours plus proche de nous, sa cote d'amour est un triomphe. Autour d'elle, tout bouge, les mots s'inventent et nous interpellent. Tour à tour séductrice, "Viens faire de la Supercinq", élégante, "C'est un amour d'automatique", pratique, "Ma diesel, c'est Supercinq", ou

هكنا من الأمل

CINÉMA

« Double messieurs » de Jean-François Stevénil

Le rire oublié

Dans son deuxième film, Jean-François Stevénil dispose, sur un jeu de piste la tendresse, le burlesque et la mélancolie.

Deux copains d'enfance se retrouvent par hasard. Tout naturellement, ils vont vouloir revivre le temps de cette enfance des mauvaises blagues de colo en vacances. Forcément, ils vont se cogner au présent, et ça va faire mal.

Jean-François Stevénil (François) est le genre de cadre que l'on rencontre dans les TGV et les avions d'Air Inter, avec une moussoute dans son attaché-case, pour faire jeune et battant dans les conseils d'administration. Yves Alfonso (Léo) est caecard. Il double Belmondo et vit avec un doux dementeur, Jean-Pierre Bonnaire, ambulancier aux portes du Zenith.

Quand François et Léo étaient gosses ils s'aimaient bien. Ils avaient eu un souffre-douleur, qui, depuis, est devenu riche et habite Grenoble.

Ils vont le voir pour une dernière blague et revoir leur ancienne colo. Mais à la place ils trouvent une maison de retraite, et leur copain n'est pas là. Sa maison est un pavillon modeste - de luxe. Il a une femme, Hélène - de luxe également. - Carole Bouquet. Le copain ou ne le verra pas. On entendra parfois son chuchotement d'absent au répondeur téléphonique. Il n'existe plus que dans les souvenirs, Jean-François Stevénil a dédié son film à Jean-Paul Rassin.

Une maison isolée, une femme en fourrure, très belle et effrayée, et son valet de chambre équivoque, deux hommes déboussolés qui friment, jouent aux gangsters. Les éléments sont là d'un suspense de « Série bleue ». Dans ce pavillon labyrinthique tout en trompe l'œil, plein de secrets et de gestes furtifs, il y a quelque chose de redoutable, un fantôme à fuir. La mémoire se perd, dérape, la raison saute à cloche-pied, patine, comme patine François dans son costume trois

pièces et ses chaussettes de ville sur la route empiéçée, comme l'histoire qui glisse d'un sentiment à l'autre, de la comédie à la mélancolie, du délire absurde à la détresse, sans se laisser jamais piéger par l'amer-tume. Chaque scène est un plaisir d'acteurs. Les personnages courent à la recherche d'un rire oublié. L'insouciance les a quittés, il ne leur reste plus que la dérision, la maladresse burlesque, la fantaisie des incertitudes. Ils gardent leurs secrets, mais ils nous sont proches, parce qu'on les aime tout de suite. Ils voudraient parler, ils brodent pour eux-mêmes. Les conversations se croisent, se déchinent en lambeaux et pourtant déversent des torrents de tendresse incontrôlée.

La manière dont Jean-François Stevénil traite le son, la sonorité étouffée des paroles, en contraste avec la grandiose netteté des montages, est fantastique. C'est comme un éclairage indirect et d'autant plus révélateur sur le désarroi des pauvres héros, sur leur mal et irrépressible désir d'amour. Rien n'est direct d'ailleurs, et surtout pas les images, toujours vues en reflets, par ricochet, de biais, comme à travers le regard en dessous d'un enfant apeuré mais curieux.

Le récit brinquebale avec une belle désinvolture, mais c'est encore un trompe-l'œil. La vraie histoire, celle d'un retour raté à l'amitié enfantine, ne se perd pas en chemin. Au bout du chemin, il y a séparation, la conscience de la solitude. Léo se retrouve tout seul dans le train, et il n'a pas honte de pleurer. François partage dans la neige à la poursuite d'Hélène. Ils jouent à la manière des gosses, avec la lourdeur empêtrée des adultes. Il n'y a pas un mot, juste un appel et des grognements essouffés. Il y a des étreintes gauches, et pour finir, après le générique, les rails d'un travelling abandonnés qui s'embrassent le vide, face à la montagne inaccessible.

Le film de Jean-François Stevénil est beau, il est râpé et drôle, tendre et bouleversant comme une chanson de Brel.

C. G.

COLETTE GODARD.

THÉÂTRE

« La Savetière prodigieuse », de Federico Garcia Lorca

Beau mais agaçant

La pièce est admirable, exposé simplissime des tourments d'une très jeune femme qui se débat entre l'illusion de son amour perdu et les affres d'une réalité faite de pauvreté, sinon de misère. Une fois de plus, Alain Chambon a composé un décor d'une beauté soiflante pour faire exister l'échoppe de la jeune savetière, bordée d'une immense étendue de sable au-delà d'un mur de fond traité comme un écran de cinéma. Une fois encore, Jacques Niehet, ex-directeur du Théâtre de l'Aquarium et nouvellement nommé directeur du Centre dramatique Languedoc-Roussillon, nous propose une vision très élaborée, au risque d'un certain didactisme, d'une œuvre qui fait la part égale à la poésie et au divertissement, avec tout le sérieux, le travail, l'intelligence dont il est capable.

Pourtant, cette nouvelle version de la pièce écrite à la fin des années 20 par Garcia Lorca nous laisse un petit goût de déception. Est-ce en raison de son interprétation ? Si les seconds rôles sont tenus avec conviction, ce n'est pas agacé par le jeu de la savetière (Isabelle Candelier) et par celui du savetier (Olivier Perrier).

La responsabilité en incombe manifestement à Jacques Niehet lui-même, qui leur impose un jeu « saeculé-distancié » qui nous paraît sans grand rapport avec le parti de farce et de guignol qu'avait si bien pris l'auteur lui-même. Ni les belles lumières de Marie Nicolas ni les quatre chanteurs magnifiquement dirigés par Laurent Caillou ne permettent d'effacer cet agacement.

O. S.

* En tournée à Béziers, Rouanne, Clermont-Ferrand, Albi, Strasbourg, Sélestat, Nîmes, Carcassonne et Toulouse d'ici au 2 décembre. Renseignements au (16) 67-64-14-42.

MUSIQUE

« La Gioconda » à Montpellier

Redécouverte d'une passion

L'Opéra de Montpellier présente

une belle production

de la « Gioconda »

qui réhabilite son auteur,

Amilcare Ponchielli.

Sous l'impulsion d'Henri Maier et Cyril Diederich, l'Opéra de Montpellier est devenu un des lieux les plus intéressants de l'art lyrique. Après une excellente *Luisa Miller* en juin, c'est une manière de coup d'audace que de nous révéler la *Gioconda* d'Amilcare Ponchielli, car cette œuvre n'a guère franchi les Alpes... que par la Côte d'Azur ! Représentée à Nice (de 1886) et à Marseille, elle n'est jamais montée jusqu'au palais Garnier.

Il y a certes des raisons historiques : créée en 1876, elle prend place entre *Aida* et *Otello*, alors que le génie de Verdi occupe tout le terrain ; puis, censée annoncer le verisme, elle est dépassée en violence par les opéras de Leoncavallo, Mascagni et bientôt Puccini. Mort à cinquante-deux ans, Ponchielli disparaît dans une période trop riche en parotins lyriques pour qu'on s'inquiète de son absence, au moins en France.

Ajoutons que, chez nous, son seul titre de gloire était *La Dame des heures*, ballet cinquantième par un galop à l'Offenbach, dont les aotruches, les hippopotames et les alligators de *Fantasia* ont vite fait de nous dégoûter.

La belle production de Montpellier réhabilite Ponchielli et la *Gioconda*, qui n'est ni banale ni vulgaire, comme on l'a dit. Ce « grand opéra » historique à la mode du dix-neuvième siècle, plus ou moins dérivé d'*Angelo* de Victor Hugo, raconte l'histoire d'une chanteuse de ballades qui se sacrifie pour l'homme qu'elle aime, le noble génois Enzo, et sa rivale, Laura, parce que celle-ci a sauvé sa mère de l'Inquisition ; elle se donnera la mort plutôt que de tomber entre les mains

de l'espion qui l'a accusée au malheur.

Ce sombre drame vénitien, riche en passions, jalousies et haines tumultueuses, mais fortement charpenté par Arrigo Boito, Ponchielli l'a empoigné à pleines mains, avec un sérieux imperturbable, et sa musique pantelante d'émotion nous prend à la gorge presque de bout en bout ; les airs s'élancent avec force, soutenus par un orchestre pathétique ; même si les courbes mélodiques atteignent rarement à la perfection d'un Verdi, elles gardent une tout autre noblesse que chez les véristes de la génération suivante.

Un chef « à l'italienne »

Dans une mise en scène très brillante de Nicolas Joël, qui, comme les décors et costumes d'Hubert Mamloup, évoque parfois les Carpaccio de Venise, l'Opéra de Montpellier a réuni les six puissants chanteurs que cette œuvre nécessite (chiffre qui peut expliquer la rareté de ses représentations) : en dehors de Gianfranco Cecchele, qui est un peu une caricature de ténor trépanant au jeu convenu, Mirna Pecile (Laura), Steila Nadler (la mère), Luigi Romi (le chef de l'Inquisition), donnent un grand caractère à leurs rôles, tandis que Vicente Sardinero fait de l'espion Barabas un terrible précurseur de Iago, la palme revenant à Galina Savova, étonnante Gioconda au soprano large, vibrant et sauvage.

Comme dans *Luisa Miller*, Cyril Diederich montre ses grandes qualités de chef « à l'italienne » alliant précision et clarté avec un lyrisme frémissant, qui galvanise son orchestre plein d'ardeur, un peu bruyant parfois, et des chanteurs en progrès constants.

JACQUES LONGCHAMPT.

* Prochaines représentations les 29, 31 octobre et 2 novembre.

« Clins d'œil sur un adieu » de Bill Sherwood

Demain sera un autre jour

Clins d'œil sur un adieu (*Parting Glances*), de Bill Sherwood, voilà un film présenté à Deauville, américain donc, mais fauché et hors standard. Un film plein de fraîcheur, bien qu'il se passe dans les milieux branchés-cinglés de New-York - on en a vu déjà plusieurs - ce n'est plus tout à fait de l'exotisme. Il y a de la drague, une party sinistre et dérivante, de l'alcool, de la coke, du jogging dans les squares, de la macrobiotique, du rock et du Mozart, des problèmes de couple, homosexuels bien entendus. Et le Sida.

Tout est dans la sensibilité de Bill Sherwood, dans la finesse des détails, la manière dont il pose les personnages et leur histoire, dont il utilise la spontanéité de comédiens qui ne sont pas tous professionnels et leur authenticité. Michael (Richard Ganong) vit depuis quelques mois avec une sorte de « médecin sans

frontières » (John Bolger) qui part pour l'Afrique, et il continue à s'occuper d'un ancien amant, un jeune rocker (Steve Buscemi) : c'est lui qui a le Sida. Autour de lui, de sa frimousse de gamin amaigri, s'enroule le film. Autour de la peur, sa peur à lui et celle des autres dont il joue d'ailleurs, comme de leur culpabilité, de leur gêne.

Ce qui les déstabilise, lui et les autres, n'est pas tellement cette maladie dont on ne sait à peu près rien, c'est justement qu'on ne sait pas. Sa présence accablante la conscience de la mort, les complexés se séparent, chacun veut se fuir ou se retrouver soi-même avant de retrouver l'autre. Faux semblant encore, ou vérité... demain sera un autre jour.

C. G.

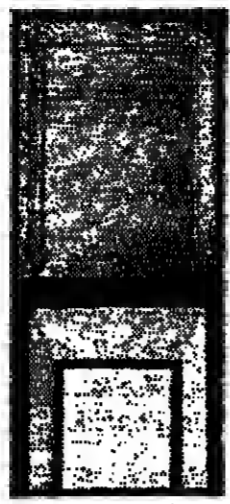
COLETTE GODARD.

ÇA ROULE EN SUPERCINQ



sportive, "J'aime ta carrure GT Turbo", elle vibre avec la mode et la musique, et nous fait un show, "NRJ, la plus allumée des Supercinq". La vie ça roule en Supercinq et moi, et moi, et moi... Modèle présenté: Renault Supercinq GTL 3 portes. Prix clés en main au 10.09.86: 56.300 F. Millésime 87. RENAULT préconise elf





Marie Bourget: « Clés », 1985

Le dernier Gasiorowski

Ce qui devait annoncer le début d'une nouvelle ère s'est changé en hommage funèbre...

comme une expression abstraite. Des bruns, des gris et des noirs composent sur le blanc une chorégraphie enchaînée...

denil interdit sans doute de se laisser sans réserve emporter par la « dame » de Gasiorowski...

Les nectarines de Donald Sultan

Un jeune peintre qui représente des citrons, des pommes et même, comble de raffinement anachronique, des nectarines...

abstraite, compose large et clair, par masses monumentales et hors échelle, et n'a de la couleur qu'avec précaution...

quo passage Vivienne et rue Mazarine, donne envie d'en voir bien davantage. Il se pourrait qu'il y ait là les symptômes d'une œuvre de grande qualité.

Le cadre dans le cadre

Marie Bourget: du cadre et du cadre dans le cadre. La réflexion n'est pas absolument nouvelle, mais a toujours son actualité.

Avec Marie Bourget, Claire Burrus (E 31) a accoché des artistes qu'on dit difficiles, conceptuels ou néo-conceptuels...

NOTES

L'Espagne réclame « ses » Picasso

L'inauguration à Madrid, le samedi 25 octobre, d'une exposition d'œuvres de Picasso appartenant à son épouse Jacqueline...

Señor M. Anacleto Torrente, le directeur du Musée d'art contemporain de Madrid (MEAC), Jacqueline Picasso, la veille de sa mort...

De son côté, le ministre espagnol de la Culture, M. Javier Solana, présent au vernissage a annoncé que « nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que ce legs demeure en Espagne conformément aux dernières volontés verbales de la veuve ».

Lone Justice au Bataclan

L'année dernière, Lone Justice, mené par Maria McKee, une chanteuse à poigne format baby-doll...

Un rock largement teinté country et speedé à l'adrénaline pour revitaliser les racines. Amoureux débat. Les compositions avaient de l'allure et la chanteuse du panache.

Il n'est pas interdit de constater. Un second album, (Shelter), a suivi, produit par le tandem Irvine/Van Zandt...

Un rock largement teinté country et speedé à l'adrénaline pour revitaliser les racines. Amoureux débat. Les compositions avaient de l'allure et la chanteuse du panache.

Il n'est pas interdit de constater. Un second album, (Shelter), a suivi, produit par le tandem Irvine/Van Zandt...

Un rock largement teinté country et speedé à l'adrénaline pour revitaliser les racines. Amoureux débat. Les compositions avaient de l'allure et la chanteuse du panache.

Il n'est pas interdit de constater. Un second album, (Shelter), a suivi, produit par le tandem Irvine/Van Zandt...

Suicide à l'Elysée-Montmartre

Alan Vega et Martin Rev reformant Suicide, on ne saurait dire si c'est pour la beauté du geste ou la mémoire de la récidive. Eux ne le disent pas, en tout cas, comme ils n'ont rien dit en se séparant.

Le premier à poursuivre seul, enregistré grâce à la bienveillance de Ric Ocasek, l'heureux leader du groupe pop américain the Cars...

Dans les clubs de jazz

Festival oblige, les clubs affichent de grands noms pour attirer les amateurs qui, après les concerts, espèrent d'improbables rencontres au sommet...

Un rock largement teinté country et speedé à l'adrénaline pour revitaliser les racines. Amoureux débat. Les compositions avaient de l'allure et la chanteuse du panache.

Il n'est pas interdit de constater. Un second album, (Shelter), a suivi, produit par le tandem Irvine/Van Zandt...

Un rock largement teinté country et speedé à l'adrénaline pour revitaliser les racines. Amoureux débat. Les compositions avaient de l'allure et la chanteuse du panache.

Il n'est pas interdit de constater. Un second album, (Shelter), a suivi, produit par le tandem Irvine/Van Zandt...

Un rock largement teinté country et speedé à l'adrénaline pour revitaliser les racines. Amoureux débat. Les compositions avaient de l'allure et la chanteuse du panache.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

LES SOLISTES de l'Opéra Musiques pour l'alto TELERANG, HOFFMEISTER, LECLAIR, STAMITZ, MOZART

théâtre de gennevilliers STEVE LACY, ELSA WOLLASTON, DOUGLAS DUNN, KENNETH NOLAN, ROBERT CREELEY

FUTURITES 28, 29 et 31 octobre 47 93 26 30

SALLE PLEYEL ALBERT SARFATI

ORCHESTRE NDR DE HAMBOURG Direction: LORIN MAAZEL

JEROME DESCHAMPS Au FESTIVAL D'AUTOMNE THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD

CRETEIL présente DU 10 AU 30 OCTOBRE L'OISEAU VERT

Concerts Radio France

28 OCTOBRE, 4, 18 NOVEMBRE, 18 H 30, 20 H 30, 22 H 30. RADIO FRANCE (GRATUIT) MUSIQUES TRADITIONNELLES

ORCHESTRE NATIONAL D'ILE-DE-FRANCE Orchestre Symphonique Régional subventionné par le Ministère de la Culture et la Région Ile-de-France

Ensemble InterContemporain eio Peter EÖTVÖS, Zygmunt KRAUZE, György KURTAG

مكتبة الأمل

سنة من العمل

Culture

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Belle-maman a bien raison !

1 Retour à Bafoulabé

Ma belle-mère qui a des idées, m'en veut un peu de moins m'en prendre au gouvernement...

Qu'est-ce que j'ai depuis trois semaines à m'arrêter la voix sur des écrivains ? Claude Mauriac, George Sand, Kéler Heudenne...

J'aime beaucoup le seizième arrondissement, il y a là-bas des rues douces à mon cœur. Sans avoir encore entrepris avec l'aide des instituteurs de sondage des études vraiment sérieuses sur mon lectorat...

Si n'y avait eu que ma belle-mère, j'en aurais pris mon parti, cherchant dans Feydeau quelques répliques vengeresses, mais, déjeunant l'autre jour au Vert Galant...

On peut même les énumérer à la queue lèu :

a) Bernard Stasi décarté de la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée. - La majorité aurait pu, à la rigueur, lui pardonner d'être un Français aux racines à fleur de terre...

b) L'expulsion de cant un Malien. - « La loi, c'est la loi », ce n'était pas mal non plus. Ce vieux Soudan de notre enfance, avec son millet et son coton, qui revenait subitement à la surface...

c) La jeune fille de Grenoble, morte à dix-neuf ans sous l'effet d'une cigarette trop sensible. - Que voulez-vous, ce gouvernement ne cesse de dégainer à l'Assemblée...

son 49-3 pour faire taire l'opposition, et c'est une réussite ! Devant de tels exemples, avec leurs mignons petits brownings à eux de zélés fonctionnaires...

2 Questions

Je me demande si la popularité en flèche de Mitterrand et de Chirac ne vient pas de ce que, dans cette cohabitation, nos compatriotes, qu'ils aient connus ou pas, retrouvent une situation historique dont ils ont la nostalgie...

Notre histoire est un tissu d'équivoques, de journées de dupes, de trahisons, balayé par quelques grands mouvements d'enthousiasme collectif soigneusement mis en épingle pour la galerie...

Ces cotes presque jamais atteintes dans les sondages de Mitterrand et de Chirac vient également de ce que le pays refait son souffle, apprécie en amateur cette première partie du match. Ces deux-là, se dit-il, que l'on voit sur la devanture de la scène, qui s'opposent, ce serait une injustice, un manque de fair-play...

S'il se présente à nouveau, il a des chances plus que raisonnables d'être réélu. Battu, il n'aura fait que son devoir, puisque, à l'heure actuelle, le président reste le meilleur candidat de la gauche. Tout en étant déjà candidat, Chirac, lui, doit aussi gouverner...

Mais comment gagner lorsqu'on se trouve coincé entre une gauche qui a perdu des élections, mais pas l'élection - et ce roc qui offre peut-être à cette dernière le temps, la chance de l'emporter de nouveau...

Mais ce gouvernement qui agit ou s'agit beaucoup semble frappé d'irrésistibilité. L'Assemblée nationale est parfaite. Par fidélité ou par calcul, elle vote sans broncher, au pas de charge, une multitude de lois...

3 Une divine surprise

Dans ce grand mouvement « à droite, droite toute », les éditeurs font ce qu'ils peuvent pour satisfaire le chaland. Ce n'est que Taine par-ci, Barrès par-là. Et c'est fort bien ainsi. Ces superbes rééditions permettent à Louis Pauwels de compléter sa culture...

Mon père a passé l'Occupation à la faire : les Allemands lui laissaient ses loisirs. Je vous parlerai de tout cela. Mais aujourd'hui, plutôt que Barrès, je vous invite à lire Mathilde et ses mémoires, de Tristan Bernard (édition de l'instant, collection « Roger Martin », 59 F) : quel charme, quel humour !

Christian Bourgois devrait faire un effort, et dans sa collection « Fin de siècle » en 10-18, rééditer l'ouvrage de Tristan Bernard. Barrès, c'est parfait, mais ça n'intéresse que les écrivains. Il faut penser aux gens qui lisent ! Ce délicat Paris de 1911, avec ses cochers, ses taxis, Belleville, le boulevard de Courcelles, le Neuilly d'alors...

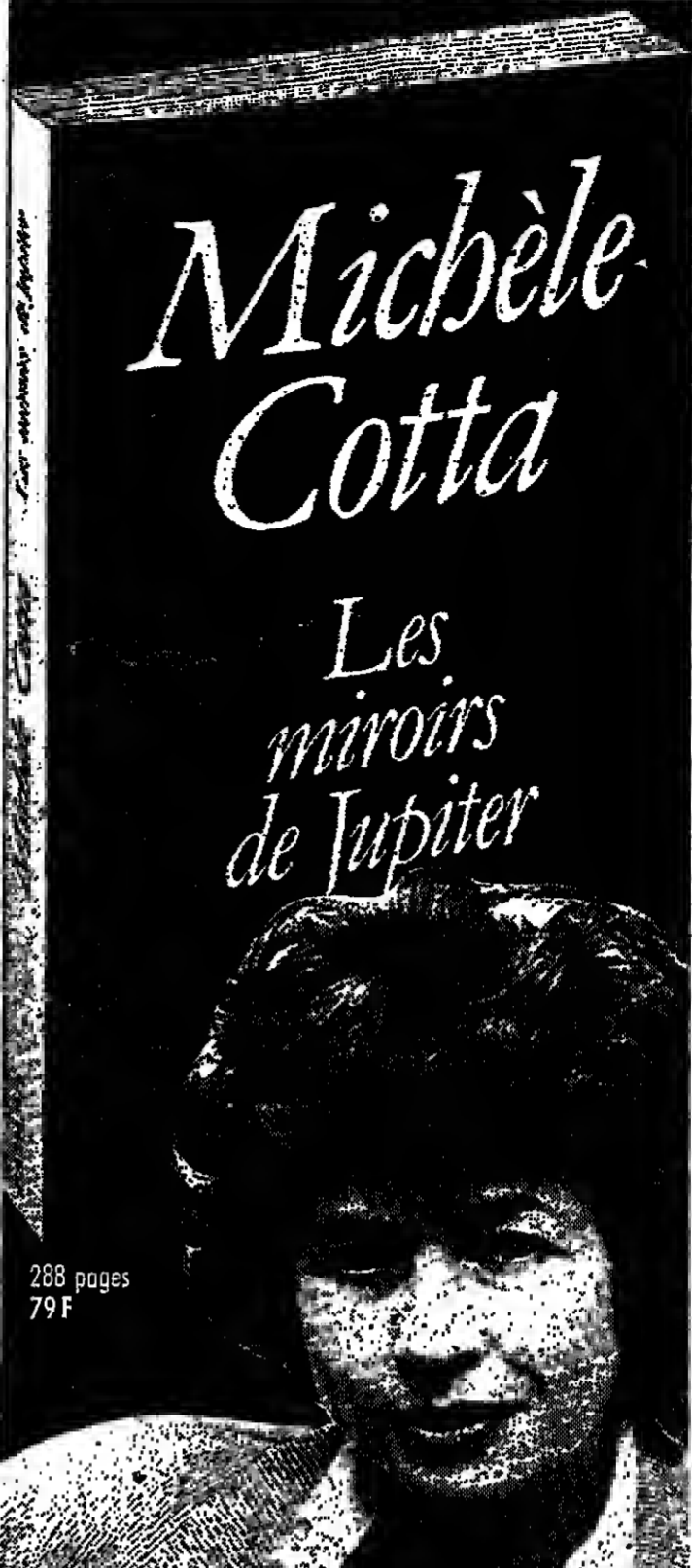
Mort de Roland Pietri. - Le metteur en scène Roland Pietri est mort le 27 octobre en Savoie où il s'était retiré dans une maison de retraite. Il était âgé de soixante-seize ans. Directeur de la Comédie des Champs-Élysées de 1944 et 1948, animateur du Centre dramatique de l'Est, Roland Pietri a mis en scène la plupart des œuvres de Jean Anouilh avec qui il a partagé en 1959 le Prix Dominique pour Beckett. Leur dernière collaboration date de 1981 : c'était le Nombril à l'Atelier.

MARDI 28 OCTOBRE 1986 - 21 H 00 A MONTMARTRE (PARVIS DU SACRÉ-CŒUR). PHILIPPE LAVIL CONCERT GRATUIT. ILLUMINATION DU VIEUX MONTMARTRE AVEC DES MILLIERS DE BOUGIES - FLAMMES DE LA LIBERTÉ.

CONNAISSANCE DU MONDE. SALLES PLEYEL : les 3 NOVEMBRE 1986 (18 h 30), mardi 4 (18 h 30 et 21 h), mercredi 5 (18 h 30), jeudi 6 (18 h 30 et 21 h), vendredi 7 (14 h 30). L'ÉGYPTE. Film de Mohamed HANNOU.

LES VOISINS de Michel Vinaver mise en scène Alain Francon avec Charles Berling Anouk Grinberg Raymond Jourdan Robert Rimbaud THEATRE OUVERT/JARDIN D'HIVER - LOC. 42 62 59 49

BALLET ANTONIO GADES 23 OCT.-9 NOV. 86 LOCATION PAR TELEPHONE : 78 62 79 40 Carmen AUDITORIUM MAURICE RAVEL - LYON



On espérait un livre plein de confidences, de surprises, de révélations. Le lecteur ne sera pas déçu... Michèle Cotta trace des portraits savoureux qui valent mieux que mille explications sur les mécanismes à la télévision.

Dans un livre rapide, brillant et mélancolique, elle dénonce cette comédie sans hargne mais sans pitié, avec une verve constante et une sorte d'indulgence attristée envers le personnel politique.

Un livre-explication, une foule d'anecdotes et de portraits parfois sévères. Avec cette madame Madame de Staël, c'est de l'autre côté du miroir que nous voulons aller.

Un livre qui passionnera tous ceux qui s'intéressent à la transformation du paysage audiovisuel.

"Les miroirs de Jupiter" font œuvre de salubrité pour souligner notre extraordinaire retard dans la liberté des images.

Les heurts et les malheurs de la Haute Autorité... Portraits tendres et choleureux, acérés ou venimeux.

Un beau travail de journaliste et de diplomate. Un livre-témoignage qui fascineront tous ceux qui s'intéressent au "pouvoir de l'image".

FAYARD

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA TEMPÊTE, Ambroise, Théâtre de la Comédie (48-34-67-67), 20 h 30.

LILA, Iry, Théâtre (46-77-37-43), 20 h.

LES CLIENTS, Édouard VII (47-42-57-49), 20 h 30.

LES GOUTTES, Grégoire Montparnasse (43-27-58-61), 21 h.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), 18 h 30 : Don Carlos.

SALLE FAVART (42-96-06-11), 20 h 30 : Ariane à Naxos.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : Bérénice.

CHAILLOT (47-27-81-15), Théâtre Grégoire, 20 h 30 : Les mariages de Xénocrite.

PETIT OPÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : Eschylus, le livre de ma mère et autres textes, G.A. Cohen.

TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : Possibilité pourpre, de Sean O'Casey.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (43-31-28-34), 20 h 30 : La Tour de Nesle, d'Alexandre Dumas.

Les autres salles

AMANDIENS DE PARIS (43-66-42-17), 20 h 30 : La République.

ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23), 20 h 30 : Les Éclaireurs, Ariane et l'Égée d'Éric-Emmanuel Schmitt.

ASTELLE-THÉÂTRE (42-38-35-53), 20 h 30 : Entre chien et loup.

ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Adrien Mont.

ATHÈNE (47-42-47-27), 19 h : Elysée Jovet, 20 h 30 : La Chèvre, 18 h 30 : Prométhée.

BASTILLE (43-57-42-14), 19 h 30 : Les Éclaireurs de Paris, 21 h : Le Malheur.

BATACLAN (47-00-30-12), 21 h : W.I.L.M.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), 21 h : Le Nègre.

CARTOUCHE, Agnès (43-74-72-74), 20 h 30 : Héloïse et Abélard.

CITÉ UNIVERSITAIRE (45-89-38-69), 22 h : Perceval-Lartière, 20 h 30 : Voltaire.

CITHEA (43-57-99-26), 20 h 30 : Severus faire cuire un œuf - S. Sylphide.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24), 20 h 45 : Clémentine.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-11), 21 h : Revue de la semaine.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : Orléans Financé.

COMÉDIE DE PARIS (43-81-00-11), 21 h : Paul de Carotte.

CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (47-00-19-31), 20 h 30 : Phidre, dern.

DAUNOU (42-42-69-14), 20 h 30 : Y a-t-il un œuf dans l'immatérialité ?

DECHARGEURS (42-36-00-02), 20 h : Baby sitting.

DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 30 : Les Chaussons de Madame Guillot.

EDOUARD VII (47-42-57-49), 20 h 30 : Les Clients.

ESPACE GAITÉ (43-27-95-40), 20 h 30 : Micro'images, 20 h 45 : Identité minute.

ESPACE KIRON (43-73-50-25), 20 h 30 : Pedro Parana.

ESPACE MARIAS (42-71-10-19), 20 h 30 : Stefano.

ESSAIEN (42-78-46-42), 20 h 30 : Aux arènes citoyennes.

FONTAINE (48-74-74-04), 20 h 30 : Vingt ans de journal d'un fou.

GRAND HALL MONTORQUEUIL (42-86-04-06), 20 h 45 : Mère contre Mère.

GUCHEIT MONTPARNASSE (43-27-83-61), 19 h : Un drôle de petit vieillard ; 21 h : Les Gouttes.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : Le Dragon ; 22 h : Le Mariage usé à un par ses célébrataires, inédit.

JARDIN D'HIVER (42-62-59-49), 21 h : Le Vieillard.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : La Loge ; 21 h 30 : On ne meurt pas à 34.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 21 h : Le Système Ribaudo.

LÉONARD-THÉÂTRE MARIAS PLUS (42-72-73-52), 20 h 45 : Rodéo.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), I : 21 h 15 ; Faccenda II ; II : 19 h 45 : Arlette serviteur de deux maîtres.

MADELEINE (42-65-07-09), 21 h : Le Silence défilé.

MARIAS (42-78-03-53), 20 h 30 : Le Comédien sans titre.

MARIGNY (42-66-20-75), 21 h : Les Brumes de Manchester ; Pétite salle (42-25-20-74), 21 h : l'Homme qui rit.

MATEURINS (42-65-90-00), 20 h 45 : Les Petits Citoyens.

MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Fyjam sur scène.

MOGADOR (42-85-28-80), 20 h 30 : L'Avare.

MODERNE (48-74-10-75), 21 h : l'Entrée de M. Descazes avec M. Pascal le Jeune.

MONTPARNASSE (43-22-77-74), Grande salle, 20 h 45 : La Maison du lac.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99), 20 h 45 : Le mal court, dern. le 26.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Œuvre (48-74-42-52), 20 h 45 : l'Écaillier, dern. le 25.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), Grande salle, 20 h 30 : F. Chopin ; 22 h 15 : M. Serrant ; Petite salle, 21 h : Un amour de pont.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : l'Amour-Grognon.

PLAINIE (42-30-15-65), 20 h 30 : Un bain de ménage - M. Lémieux.

POCHÉ (45-48-92-97), 21 h : Amélie en comment s'en débarrasser.

PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : B. 29.

POTINIERE (42-61-44-16), 21 h : Chat en poche.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-72-23-41), 19 h, les jours impairs : J'ai tout mon temps, 20 h 30 : Histoire de la culture ; 20 h 45 : Histoire de la culture, le boucher.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47), 18 h 30 : Les Myrthes de Paris ; 20 h 45 : Les Myrthes de Paris ; 20 h 45 : Les Myrthes de Paris.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (42-78-20-79), I : 20 h 30 : Antigone ; II : 20 h 30 : Huis clos.

RENAISSANCE (42-08-18-50), 21 h : La Maison des Jeunes et de la culture.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Le Cocktail de Sergio.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-33-35-10), 21 h : Tel quel.

THÉÂTRE D'ÉDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : Les Balais cadras ; 22 h : Nous en fait on nous dit de faire.

TR. 13 (45-48-16-30), 20 h 30 : Conversation chez les Saints sur Monsieur de Goethe absent.

TR. DES 14 (45-45-49-77), 20 h 30 : Événements regrettables.

TR. DES 50 (43-55-33-88), 20 h 30 : L'Épave.

THÉÂTRE DU TEMPS (43-50-10-88), 20 h 30 : Antigone.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, 20 h 30 : Théâtre de la Ville.

TINTAMARRE (48-87-33-82), 20 h 15 : A Star is born ; 21 h 30 : Les Chiens de pierre.

TOURTOUR (48-87-83-48), 20 h 30 : Le Petit prince ; 22 h 30 : La Nuit des morts de film.

TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 21 h : American Buffalo.

VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 30 : Le Tombeur.

Les cafés-théâtres

AU REC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : l'Orchestre ; 22 h : De Belleville à Byzance.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I : 20 h 15 : Arah - MC2 ; 21 h 30 : Les Éclaireurs de Paris ; 22 h 30 : l'Étoffe des héros ; II : 20 h 15 : Les Sacrés Moustres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Last Latch - Dernier Service.

LE BOURVIL (43-73-47-84), 20 h 15 : Pas de chat comme elle ; 22 h : Tu ai aimé comme tout le monde.

CAFÉ D'ÉDGAR (43-20-85-11), I : 20 h 15 : Tires, voilà deux bouffins ; 21 h 30 : Manges-tu d'hommes ; 22 h 30 : Ordes de secours - II ; 21 h 30 : Le Chronomètre chatoillonneux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes - III ; 20 h 15 : Pierre Salvaud.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h 15 : Flicelles ; 22 h : La Mort, le Moi, le Nœud.

CLOS CIBABANAIS (42-61-69-20), 21 h 30 : Le Journal d'un fou.

LE GRENIER (43-80-68-01), 22 h : Nos, je n'ai pas disparu.

PETIT CASINO (42-78-36-10), 21 h : Les yeux sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on stème.

POINT-VERGUE (42-78-67-03), 20 h 15 : D. and J. Memorias ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre ; 22 h 30 : Flics détachés.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Ton Novembre.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-52), 21 h : l'Accroissement.

DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : Après la rose, c'est le bouquet.

Music-hall

A DEJAZET (42-74-20-80), 20 h 30 : Léo Ferré.

CIRQUE D'HIVER (48-06-02-02), 20 h 30 : G. Boles.

GYMNASÉ (42-46-79-79), 20 h 45 : F. Perrin.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), 18 h : K. Trow.

OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 30 : E. Pabo.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : F. Chopin.

TEL GRÉVIN (42-46-84-47), 20 h 30 : F. Desproges.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 28 octobre

Opérettes, comédies musicales

CASINO DE PARIS (42-80-20-89), 20 h 30 : La Vallée en carton.

Danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-37), 20 h 30 : Avec Rainier Maria Rilke.

THÉÂTRE DE PARIS (43-59-39-39), 20 h 30 : Danse et musiques de Ball.

Les concerts

Radio-France, 18 h 30 : E. Balmas, B. Paquiere, J.-F. Heister (Mastou, Stravinsky) ; 20 h 30 : Ensemble Jean Altimoz, M. Piquemal (Mikhailov, Zimsky, Stravinsky) ; 22 h 30 : K. Szusterman (Rachmaninov).

Salle Gaveau, 20 h 30 : Orchestre Chamber Orchestra (Rozmit, Haydn, Mozart) ; 21 h 30 : Orchestre de la Ville de Paris ; 22 h 30 : Orchestre de la Ville de Paris ; 22 h 30 : Orchestre de la Ville de Paris.

Grand amphithéâtre des Arts et Métiers, 21 h : Chœur national, dir. : J. Grimbort, Ensemble baroque de Nice (Campra).

Centre Beaudouin, 20 h 30 : N. Beranger (Bach, Mozart, Chopin) ; 21 h 30 : N. Beranger (Bach, Mozart, Chopin) ; 22 h 30 : N. Beranger (Bach, Mozart, Chopin).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : A. Jordan (Rachmaninov, Beethoven).

TH. DES 50 (43-55-33-88), 20 h 30 : L'Épave.

THÉÂTRE DU TEMPS (43-50-10-88), 20 h 30 : Antigone.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, 20 h 30 : Théâtre de la Ville.

TINTAMARRE (48-87-33-82), 20 h 15 : A Star is born ; 21 h 30 : Les Chiens de pierre.

TOURTOUR (48-87-83-48), 20 h 30 : Le Petit prince ; 22 h 30 : La Nuit des morts de film.

TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 21 h : American Buffalo.

VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 30 : Le Tombeur.

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALÉ (42-33-37-71), 21 h : Secret Talk.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-60-70), 21 h 30 : Old School Band.

CITHEA (43-57-99-26), 19 h : Bobby Few ; 20 h 30 : Bobby Few ; 21 h 30 : Bobby Few ; 22 h 30 : Bobby Few ; 23 h 30 : Bobby Few ; 24 h 30 : Bobby Few ; 25 h 30 : Bobby Few ; 26 h 30 : Bobby Few ; 27 h 30 : Bobby Few ; 28 h 30 : Bobby Few ; 29 h 30 : Bobby Few ; 30 h 30 : Bobby Few ; 31 h 30 : Bobby Few ; 32 h 30 : Bobby Few ; 33 h 30 : Bobby Few ; 34 h 30 : Bobby Few ; 35 h 30 : Bobby Few ; 36 h 30 : Bobby Few ; 37 h 30 : Bobby Few ; 38 h 30 : Bobby Few ; 39 h 30 : Bobby Few ; 40 h 30 : Bobby Few ; 41 h 30 : Bobby Few ; 42 h 30 : Bobby Few ; 43 h 30 : Bobby Few ; 44 h 30 : Bobby Few ; 45 h 30 : Bobby Few ; 46 h 30 : Bobby Few ; 47 h 30 : Bobby Few ; 48 h 30 : Bobby Few ; 49 h 30 : Bobby Few ; 50 h 30 : Bobby Few ; 51 h 30 : Bobby Few ; 52 h 30 : Bobby Few ; 53 h 30 : Bobby Few ; 54 h 30 : Bobby Few ; 55 h 30 : Bobby Few ; 56 h 30 : Bobby Few ; 57 h 30 : Bobby Few ; 58 h 30 : Bobby Few ; 59 h 30 : Bobby Few ; 60 h 30 : Bobby Few ; 61 h 30 : Bobby Few ; 62 h 30 : Bobby Few ; 63 h 30 : Bobby Few ; 64 h 30 : Bobby Few ; 65 h 30 : Bobby Few ; 66 h 30 : Bobby Few ; 67 h 30 : Bobby Few ; 68 h 30 : Bobby Few ; 69 h 30 : Bobby Few ; 70 h 30 : Bobby Few ; 71 h 30 : Bobby Few ; 72 h 30 : Bobby Few ; 73 h 30 : Bobby Few ; 74 h 30 : Bobby Few ; 75 h 30 : Bobby Few ; 76 h 30 : Bobby Few ; 77 h 30 : Bobby Few ; 78 h 30 : Bobby Few ; 79 h 30 : Bobby Few ; 80 h 30 : Bobby Few ; 81 h 30 : Bobby Few ; 82 h 30 : Bobby Few ; 83 h 30 : Bobby Few ; 84 h 30 : Bobby Few ; 85 h 30 : Bobby Few ; 86 h 30 : Bobby Few ; 87 h 30 : Bobby Few ; 88 h 30 : Bobby Few ; 89 h 30 : Bobby Few ; 90 h 30 : Bobby Few ; 91 h 30 : Bobby Few ; 92 h 30 : Bobby Few ; 93 h 30 : Bobby Few ; 94 h 30 : Bobby Few ; 95 h 30 : Bobby Few ; 96 h 30 : Bobby Few ; 97 h 30 : Bobby Few ; 98 h 30 : Bobby Few ; 99 h 30 : Bobby Few ; 100 h 30 : Bobby Few ; 101 h 30 : Bobby Few ; 102 h 30 : Bobby Few ; 103 h 30 : Bobby Few ; 104 h 30 : Bobby Few ; 105 h 30 : Bobby Few ; 106 h 30 : Bobby Few ; 107 h 30 : Bobby Few ; 108 h 30 : Bobby Few ; 109 h 30 : Bobby Few ; 110 h 30 : Bobby Few ; 111 h 30 : Bobby Few ; 112 h 30 : Bobby Few ; 113 h 30 : Bobby Few ; 114 h 30 : Bobby Few ; 115 h 30 : Bobby Few ; 116 h 30 : Bobby Few ; 117 h 30 : Bobby Few ; 118 h 30 : Bobby Few ; 119 h 30 : Bobby Few ; 120 h 30 : Bobby Few ; 121 h 30 : Bobby Few ; 122 h 30 : Bobby Few ; 123 h 30 : Bobby Few ; 124 h 30 : Bobby Few ; 125 h 30 : Bobby Few ; 126 h 30 : Bobby Few ; 127 h 30 : Bobby Few ; 128 h 30 : Bobby Few ; 129 h 30 : Bobby Few ; 130 h 30 : Bobby Few ; 131 h 30 : Bobby Few ; 132 h 30 : Bobby Few ; 133 h 30 : Bobby Few ; 134 h 30 : Bobby Few ; 135 h 30 : Bobby Few ; 136 h 30 : Bobby Few ; 137 h 30 : Bobby Few ; 138 h 30 : Bobby Few ; 139 h 30 : Bobby Few ; 140 h 30 : Bobby Few ; 141 h 30 : Bobby Few ; 142 h 30 : Bobby Few ; 143 h 30 : Bobby Few ; 144 h 30 : Bobby Few ; 145 h 30 : Bobby Few ; 146 h 30 : Bobby Few ; 147 h 30 : Bobby Few ; 148 h 30 : Bobby Few ; 149 h 30 : Bobby Few ; 150 h 30 : Bobby Few ; 151 h 30 : Bobby Few ; 152 h 30 : Bobby Few ; 153 h 30 : Bobby Few ; 154 h 30 : Bobby Few ; 155 h 30 : Bobby Few ; 156 h 30 : Bobby Few ; 157 h 30 : Bobby Few ; 158 h 30 : Bobby Few ; 159 h 30 : Bobby Few ; 160 h 30 : Bobby Few ; 161 h 30 : Bobby Few ; 162 h 30 : Bobby Few ; 163 h 30 : Bobby Few ; 164 h 30 : Bobby Few ; 165 h 30 : Bobby Few ; 166 h 30 : Bobby Few ; 167 h 30 : Bobby Few ; 168 h 30 : Bobby Few ; 169 h 30 : Bobby Few ; 170 h 30 : Bobby Few ; 171 h 30 : Bobby Few ; 172 h 30 : Bobby Few ; 173 h 30 : Bobby Few ; 174 h 30 : Bobby Few ; 175 h 30 : Bobby Few ; 176 h 30 : Bobby Few ; 177 h 30 : Bobby Few ; 178 h 30 : Bobby Few ; 179 h 30 : Bobby Few ; 180 h 30 : Bobby Few ; 181 h 30 : Bobby Few ; 182 h 30 : Bobby Few ; 183 h 30 : Bobby Few ; 184 h 30 : Bobby Few ; 185 h 30 : Bobby Few ; 186 h 30 : Bobby Few ; 187 h 30 : Bobby Few ; 188 h 30 : Bobby Few ; 189 h 30 : Bobby Few ; 190 h 30 : Bobby Few ; 191 h 30 : Bobby Few ; 192 h 30 : Bobby Few ; 193 h 30 : Bobby Few ; 194 h 30 : Bobby Few ; 195 h 30 : Bobby Few ; 196 h 30 : Bobby Few ; 197 h 30 : Bobby Few ; 198 h 30 : Bobby Few ; 199 h 30 : Bobby Few ; 200 h 30 : Bobby Few ; 201 h 30 : Bobby Few ; 202 h 30 : Bobby Few ; 203 h 30 : Bobby Few ; 204 h 30 : Bobby Few ; 205 h 30 : Bobby Few ; 206 h 30 : Bobby Few ; 207 h 30 : Bobby Few ; 208 h 30 : Bobby Few ; 209 h 30 : Bobby Few ; 210 h 30 : Bobby Few ; 211 h 30 : Bobby Few ; 212 h 30 : Bobby Few ; 213 h 30 : Bobby Few ; 214 h 30 : Bobby Few ; 215 h 30 : Bobby Few ; 216 h 30 : Bobby Few ; 217 h 30 : Bobby Few ; 218 h 30 : Bobby Few ; 219 h 30 : Bobby Few ; 220 h 30 : Bobby Few ; 221 h 30 : Bobby Few ; 222 h 30 : Bobby Few ; 223 h 30 : Bobby Few ; 224 h 30 : Bobby Few ; 225 h 30 : Bobby Few ; 226 h 30 : Bobby Few ; 227 h 30 : Bobby Few ; 228 h 30 : Bobby Few ; 229 h 30 : Bobby Few ; 230 h 30 : Bobby Few ; 231 h 30 : Bobby Few ; 232 h 30 : Bobby Few ; 233 h 30 : Bobby Few ; 234 h 30 : Bobby Few ; 235 h 30 : Bobby Few ; 236 h 30 : Bobby Few ; 237 h 30 : Bobby Few ; 238 h 30 : Bobby Few ; 239 h 30 : Bobby Few ; 240 h 30 : Bobby Few ; 241 h 30 : Bobby Few ; 242 h 30 : Bobby Few ; 243 h 30 : Bobby Few ; 244 h 30 : Bobby Few ; 245 h 30 : Bobby Few ; 246 h 30 : Bobby Few ; 247 h 30 : Bobby Few ; 248 h 30 : Bobby Few ; 249 h 30 : Bobby Few ; 250 h 30 : Bobby Few ; 251 h 30 : Bobby Few ; 252 h 30 : Bobby Few ; 253 h 30 : Bobby Few ; 254 h 30 : Bobby Few ; 255 h 30 : Bobby Few ; 256 h 30 : Bobby Few ; 257 h 30 : Bobby Few ; 258 h 30 : Bobby Few ; 259 h 30 : Bobby Few ; 260 h 30 : Bobby Few ; 261 h 30 : Bobby Few ; 262 h 30 : Bobby Few ; 263 h 30 : Bobby Few ; 264 h 30 : Bobby Few ; 265 h 30 : Bobby Few ; 266 h 30 : Bobby Few ; 267 h 30 : Bobby Few ; 268 h 30 : Bobby Few ; 269 h 30 : Bobby Few ; 270 h 30 : Bobby Few ; 271 h 30 : Bobby Few ; 272 h 30 : Bobby Few ; 273 h 30 : Bobby Few ; 274 h 30 : Bobby Few ; 275 h 30 : Bobby Few ; 276 h 30 : Bobby Few ; 277 h 30 : Bobby Few ; 278 h 30 : Bobby Few ; 279 h 30 : Bobby Few ; 280 h 30 : Bobby Few ; 281 h 30 : Bobby Few ; 282 h 30 : Bobby Few ; 283 h 30 : Bobby Few ; 284 h 30 : Bobby Few ; 285 h 30 : Bobby Few ; 286 h 30 : Bobby Few ; 287 h 30 : Bobby Few ; 288 h 30 : Bobby Few ; 289 h 30 : Bobby Few ; 290 h 30 : Bobby Few ; 291 h 30 : Bobby Few ; 292 h 30 : Bobby Few ; 293 h 30 : Bobby Few ; 294 h 30 : Bobby Few ; 295 h 30 : Bobby Few ; 296 h 30 : Bobby Few ; 297 h 30 : Bobby Few ; 298 h 30 : Bobby Few ; 299 h 30 : Bobby Few ; 300 h 30 : Bobby Few ; 301 h 30 : Bobby Few ; 302 h 30 : Bobby Few ; 303 h 30 : Bobby Few ; 304 h 30 : Bobby Few ; 305 h 30 : Bobby Few ; 306 h 30 : Bobby Few ; 307 h 30 : Bobby Few ; 308 h 30 : Bobby Few ; 309 h 30 : Bobby Few ; 310 h 30 : Bobby Few ; 311 h 30 : Bobby Few ; 312 h 30 : Bobby Few ; 313 h 30 : Bobby Few ; 314 h 30 : Bobby Few ; 315 h 30 : Bobby Few ; 316 h 30 : Bobby Few ; 317 h 30 : Bobby Few ; 318 h 30 : Bobby Few ; 319 h 30 : Bobby Few ; 320 h 30 : Bobby Few ; 321 h 30 : Bobby Few ; 322 h 30 : Bobby Few ; 323 h 30 : Bobby Few ; 324 h 30 : Bobby Few ; 325 h 30 : Bobby Few ; 326 h 30 : Bobby Few ; 327 h 30 : Bobby Few ; 328 h 30 : Bobby Few ; 329 h 30 : Bobby Few ; 330 h 30 : Bobby Few ; 331 h 30 : Bobby Few ; 332 h 30 : Bobby Few ; 333 h 30 : Bobby Few ; 334 h 30 : Bobby Few ; 335 h 30 : Bobby Few ; 336 h 30 : Bobby Few ; 337 h 30 : Bobby Few ; 338 h 30 : Bobby Few ; 339 h 30 : Bobby Few ; 340 h 30 : Bobby Few ; 341 h 30 : Bobby Few ; 342 h 30 : Bobby Few ; 343 h 30 : Bobby Few ; 344 h 30 : Bobby Few ; 345 h 30 : Bobby Few ; 346 h 30 : Bobby Few ; 347 h 30 : Bobby Few ; 348 h 30 : Bobby Few ; 349 h 30 : Bobby Few ; 350 h 30 : Bobby Few ; 351 h 30 : Bobby Few ; 352 h 30 : Bobby Few ; 353 h 30 : Bobby Few ; 354 h 30 : Bobby Few ; 355 h 30 : Bobby Few ; 356 h 30 : Bobby Few ; 357 h 30 : Bobby Few ; 358 h 30 : Bobby Few ; 359 h 30 : Bobby Few ; 360 h 30 : Bobby Few ; 361 h 30 : Bobby Few ; 362 h 30 : Bobby Few ; 363 h 30 : Bobby Few ; 364 h 30 : Bobby Few ; 365 h 30 : Bobby Few ; 366 h 30 : Bobby Few ; 367 h 30 : Bobby Few ; 368 h 30 : Bobby Few ; 369 h 30 : Bobby Few ; 370 h 30 : Bobby Few ; 371 h 30 : Bobby Few ; 372 h 30 : Bobby Few ; 373 h 30 : Bobby Few ; 374 h 30 : Bobby Few ; 375 h 30 : Bobby Few ; 376 h 30 : Bobby Few ; 377 h 30 : Bobby Few ; 378 h 30 : Bobby Few ; 379 h 30 : Bobby Few ; 380 h 30 : Bobby Few ; 381 h 30 : Bobby Few ; 382 h 30 : Bobby Few ; 383 h 30 : Bobby Few ; 384 h 30 : Bobby Few ; 385 h 30 : Bobby Few ; 386 h 30 : Bobby Few ; 387 h 30 : Bobby Few ; 388 h 30 : Bobby Few ; 389 h 30 : Bobby Few ; 390 h 30 : Bobby Few ; 391 h 30 : Bobby Few ; 392 h 30 : Bobby Few ; 393 h 30 : Bobby Few ; 394 h 30 : Bobby Few ; 395 h 30 : Bobby Few ; 396 h 30 : Bobby Few ; 397 h 30 : Bobby Few ; 398 h 30 : Bobby Few ; 399 h 30 : Bobby Few ; 400 h 30 : Bobby Few ; 401 h 30 : Bobby Few ; 402 h 30 : Bobby Few ; 403 h 30 : Bobby Few ; 404 h 30 : Bobby Few ;

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 28 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Série** : La véto. De Daniel Goldenberg. Suite des mésaventures de notre vétérinaire au cœur tendre.
- 21 h 30 **Musique** : Huit de garçons. Émission présentée par Eric Lippmann. Invité : Edgar Faure. Hommage au pianiste soviétique Emilie Gilels, disparu voici un an. Au programme : Feux d'artifice, de Debussy, par Samson François ; Concerto n° 1 de Tchaïkovski, par Emilie Gilels, avec l'Orchestre national de l'ORTF, dir. A. Chytrý ; Réve d'amour, de Liszt, par Jorge Bolet ; Sarabande de la suite anglaise de Bach, par Ivo Pogorelich ; Nocturne en mi bémol majeur de Chopin, par Angela Elvén ; Prélude pour la main gauche de Scriabine, par Tatiana Nicolova ; Interview de Leonard Bernstein : jazz avec Oscar Peterson. Avec Emilie Naoumoff et Mikhaïl Rudy, pianistes.
- 23 h **Journal**.
- 23 h 15 **C'est à lire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 **Cinéma** : Le thé à la menthe. ■ Film français d'Abdelkader Bakhoul (1984), avec Abdel Kechiche, Chafiq Bouder, Krime Bougetou...
- 22 h 5 **Journal**.
- 22 h 20 **Tennis** : Open de Paris à Bercy.
- 0 h 35 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 30 **D'accord, pas d'accord**.



- 20 h 35 **Cinéma** : Tony Rome est dangereux. ■
- 22 h 30 **Journal**.

CANAL PLUS

- 20 h 36, Les trépassés ; 20 h 35, Cinéma : Liberté, Égalité, Chocrosta. ■ Film français de Jean YVES (1985) avec

- Jean Peiret, Michel Serrault, Jean YVES, Ursula Andress ; 23 h 25, Films d'informations ; 22 h 35, Cinéma : Babalouze.
- Film dramatique américain de Stuart Rosenberg (1980), avec Robert Redford, Yaphet Kotto, Tim McIntire ; 0 h 46, Cinéma : Les casse-pieds. ■ Film français de Jean Dréville (1948), avec Noël-Noël, Marguerite Deval, Jean Tissier, Bernard Blier ; 1 h 50 Les superstars du catch.

LA 5

- 20 h 30 : Les grands films du petit écran « Reine d'un soir » ; 22 h 10, Kojak ; 23 h, Supercopter ; 23 h 50, Barrettes « Le sacre de Terry Lake » ; 0 h 40, Kojak ; 1 h 30, Supercopter.

TV 6

- 19 h 30, Série : Max la menace ; 20 h 10, Cinéma : La grande leçon. ■■ ; 20 h 6, Tonic.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 **Le Journal du corps**. Dossier : Le handicap (2^e partie).
- 21 h 30 **Musique** : Diagonales. Actualité de la chanson bretonne.
- 22 h 30 **Nuits magiques**.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Musique** - Ensembles. Les amours de Rossini, pour cinq voix et petit orchestre, op. 132 de Milhaud ; Deux Liéber, op. 13, de Zemlinski ; Trois poèmes de la hyrique japonaise, de Stravinski ; Symphonie de chambre n° 4, de Schmitt, par l'ensemble Alterna. L'ensemble 2e2m et l'ensemble vocal Michel Fiquenat, dir. Luca Pfaff et Paul Mefano, chef des chœurs Michel Fiquenat, soliste Evelyn Razimovsky, soprano.
- 22 h 30 **Récital**. Récital de variations sur un thème de Corelli, op. 42 ; Sonate n° 2 en si bémol majeur op. 36 ; Quatre transcriptions de romances ; Etude-tableaux ; valse en mi bémol mineur, par Elitserina Sarantseva, piano.
- 24 h **Les soirées de France-Musique**. Poissons d'or : Ramoncho Mata, Tom Van der Geld.

Mercredi 29 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 13 h 50 **Vitamine**. Jean-Pierre Mader et les Mini-star.
- 16 h 30 **Série** : Miss (rediff.).
- 17 h 25 **Série** : Madame SOS (rediff.).
- 18 h 25 **Mini-journal**, pour les jeunes. De Patrick Drevet.
- 18 h 40 **La vie des Botes**.
- 19 h 10 **Faust** : Santa Barbara.
- 19 h 40 **Cocoricocoboy**.
- 19 h 55 **Tirage du Tao-O-Tao**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 30 **Tirage du Loto**.
- 20 h 35 **Série noire** : Le grand mémo. D'après le roman d'A.D.G., réal. Jacques Erland. Avec Jacques Denis, Paul Leski, Alexandra Louka, Ginetta Garcin, Jean Benguigui. (Rediff.). Un étrange voyageur, qui ressemble une petite fille rassemblée d'un accident, trois loubards qui jouent du flingue ; deux tueurs qui mettent la région à feu et à sang ; un journaliste qui se lance dans l'aventure, tels sont les principaux acteurs de cette histoire violente et folle, conduite à un rythme haletant.
- 22 h 20 **Documentaire** : Voyage au bout de la vie. Tristesse partie : Notre à la mort. Avec la participation de docteur Elisabeth Kubler-Ross et du docteur Bernard Fonty, psychologue ostéopathe. Doctoresse suisse installée aux Etats-Unis, Elisabeth Kubler-Ross est l'une des femmes qui ont le plus fait, par les écrits et la pratique, pour soulager les malades dans leur agonie. Ce troisième volet de la remarquable enquête de Marc Horvitz et Bernard Martino propose de regarder la mort non comme une fin, mais comme un commencement, une nouvelle naissance.
- 23 h **Journal**.
- 23 h 15 **C'est à lire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 13 h 50 **Cinéma** d'animation : La septième cité. ■ Film français de Jean Image (1983). Le savant Sirius envole son cousin, le baron de Munehausen, et ses fidèles compagnons, à la découverte des habitants de la Lune. Mission : rapporter le secret de l'immortalité.
- 15 h 15 **Récré A 2** mercredi. Les Schtroumpfs ; Ty Uan ; Silas ; Flip Botz ; Cosmo-cats.
- 17 h 30 **Tennis** : Open de Paris à Bercy.
- 19 h 30 **D'accord, pas d'accord**.
- 19 h 40 **Le nouveau théâtre de Boulevard**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Téléfilm** : Vous êtes avec moi Victoria. Scénario : Claude Barma et Jacques Robert ; réalisation : Claude Barma. Avec László Mikóczy, Jean Sorel, Jean-François Cassel, Estérelle Agesta, Monique Chammouta, Jean Topart. Une maison isolée sur une île, un soir d'orage. Un collectionneur fêlé le retour de son tableau préféré, qui lui avait été volé. Mais cette toile va provoquer de terribles drames. Victoria, l'épouse du collectionneur, va tenter de lutter contre l'envoûtement. Cosme-cats et méli-fins. Un film au climat fantastique.
- 22 h 50 **Journal**.
- 23 h 05 **Tennis** : Open de Paris à Bercy.
- 0 h 40 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14 h **Documentaire** : Splendeur sauvage.
- 14 h 30 **Série** : Erreurs judiciaires.
- 14 h 55 **Questions au gouvernement**, à l'Assemblée nationale.

- 17 h 2 **Faust** : Davy Crockett.
- 17 h 20 **Série** : Huckleberry Finn et Toni Sawyer.
- 17 h 55 **Croquet**.
- 19 h **Le 19-20 de l'information**.
- 19 h 15 **Actualités régionales**.
- 19 h 55 **Dessins animés** : Les entrechats.
- 20 h 4 **Les jeux à l'antenne**.
- 20 h 35 **Variétés** : Show MTV Vidéo Music Award. A l'amphithéâtre Universel de Los Angeles et au Palladium de New-York. Avec Tina Turner, Whitney Houston, Mr Mister, Dire Straits, Robert Palmer, David Bowie, Mick Jagger, Prince...
- 21 h 55 **Magazine** : Thalassa. 25 ans à l'assaut de l'Atlantique.
- 22 h 45 **Journal**.
- 23 h 15 **Magazine** : Paris-choc.
- 23 h 40 **Préluce à la nuit**. Concert UNESCO. Saïta populaire espagnole de Manuel de Falla.

CANAL PLUS

- 14 h (et 17 h 50) Cabou Culin ; 14 h 20, téléfilm : Good bye, New York ; 15 h 55, téléfilm : Il était une fois un paillard ; 17 h 35, série : Flash Gordon à la conquête de l'espace ; 18 h, flash d'informations ; 18 h 5, dessins animés ; 18 h 15, jeu : Les affaires sont les affaires ; 18 h 45, Top 50 ; 19 h 15 : Zénith ; 19 h 55, flash d'informations ; 20 h 5, Séances ; 20 h 58 : les Trépassés ; 21 h, cinéma : Vesta ■, film dramatique britannique de Peter Haggard (1981) avec Klaus Kinski, Oliver Reed, Nicol Williamson, Sarah Miles ; 22 h 25, flash d'informations ; 22 h 40, cinéma : Pour une poignée de dollars ■, western italo-allemand de Bob Robertson (1964), avec Clint Eastwood, Marianne Koch, Joe Eggler, Wolfgang Lutsky ; 0 h 10, cinéma : Liste noire ■, film policier d'Alain Bonnot (1984) avec Annie Girardot, François Marthouret, Bernard Blier ; 1 h 40, série : Rawhide ; 2 h 30, téléfilm.

LA 5

- 13 h 15, Supercopter ; 14 h 5, Barrettes ; 14 h 55, Kojak ; 15 h 50, Tomerose mécanique ; 16 h 18, les Schtroumpfs ; 17 h 30, Shérif fait-moi peur ; 18 h 20, K 2000 ; 19 h 10, Happy days ; 19 h 35, Star Trek ; 20 h 30, Les grands films du petit écran : « Chroniques policières », 1^{re} partie ; 22 h 10, Inspecteur Derrick ; 23 h 15, Supercopter ; 0 h 5, Chroniques policières, 1^{re} partie ; 1 h 50, Inspecteur Derrick.

TV 6

- 14 h, 6 Tonic ; 17 h, Système 6 ; 18 h 30, NEJ 6 ; 19 h 20, Fantômes : Le temps des copains ; 19 h 30, série : Max la menace ; 20 h 10, Scales, émission de Gérard Jourdan sur les années 60.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 **Austropeaks** : Le III^e Festival de la francophonie à Linz.
- 21 h 30 **Musique** : Paléontologie. Kirchgard et la musique, avec la participation de Jacques Colette, philosophe.
- 22 h 30 **Nuits magiques**. La nuit et le moment, chroniques et entretiens avec Jean-François Bory ; Sur le vil : le dernier des peuples oubliés, les Assyro-Chaldéens.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Concert** (donné au Centre des congrès de Budapest) en hommage à Franz Liszt. Concerto pour piano et orchestre, de Donati ; Danse Symphonie, de Liszt, par les chœurs et l'orchestre de la Radio-Télévision hongroise, dir. Antal Dorati ; chef des chœurs : Ferenc Szepes ; soliste : Leo von Alpenheim, piano.
- 23 h **Les soirées de France-Musique**. A 23.08, Jazz-Club en direct du Petit Opéra à Paris.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 28 octobre à 0 heure et le mercredi 29 octobre à 24 heures.

Après le passage d'une perturbation sur la France mercredi, le rétablissement de hautes pressions sur notre pays épargnera une partie de celui-ci du courant perturbé atlantique.

Mardi 28 octobre le ciel sera très nuageux au nord d'une ligne Bordeaux-Lyon. Sur l'Alsace et la Franche-Comté, ces nuages seront accompagnés de faibles pluies en début de matinée.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4344

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Reprise économique dans le vêtement. - II. Blague à part. Proposition. - III. Moteur d'éolienne. Associé au fric dans une histoire de fonds. - IV. Dame oiseau. Certain fut célèbre par son marché aux lentilles. - V. Cruche sans fond. Rivaux des Médiéus. - VI. Huiles raffinées. - VII. Ses meubles ne font pas partie du mobilier. Tête de liste. Copulative. - VIII. Éléments masculin. Jupiter, Mars ou Neptune. - IX. « Le » castellan. Dieu phrygien. - X. Soulèvement intérieur. Participe passé. - XI. Fut « général » en « chef » pendant la Grande guerre. Des gens de la campagne face à Jean sans Terre.

VERTICALEMENT
I. Agrès le corps ou charme l'esprit. - 2. Fait une ouverture pour qu'on se mette à table. N'a rien d'un bec fin. - 3. A l'orgueil de son mérite et l'ignorance de sa sottise. Note. - 4. Les beaux tout école. Point particulièrement fumant des sites japonais. - 5. Note. Célèbre adepte de l'hygiène manuelle. - 6. Mise sur les vestes et, plus précisément, sur les revers. - 7. Maître de cérémonie. Més en question. - 8. Sort de la normale. Éléments de gréement. - 9. Qui jouit d'une situation intéressante. Note.

Solution du problème n° 4343
Horizontalement
I. Aviateurs. - II. Cariers. - III. Allié. Pu. - IV. Désosée. - V. Et. Rhésus. - VI. Ni. - VII. Intercalé. - VIII. Rythme. - IX. III. Epée. - X. Encre. - XI. Narcisses.
Verticalement
1. Académicien. - 2. Valet. - 3. Iris. Trier. - 4. Attorney. Ne. - 5. Tee-shirt. Cl. - 6. Er. Se. Chers. - 7. Us. Estampes. - 8. Pcu. Lec. - 9. Sou. Stère.

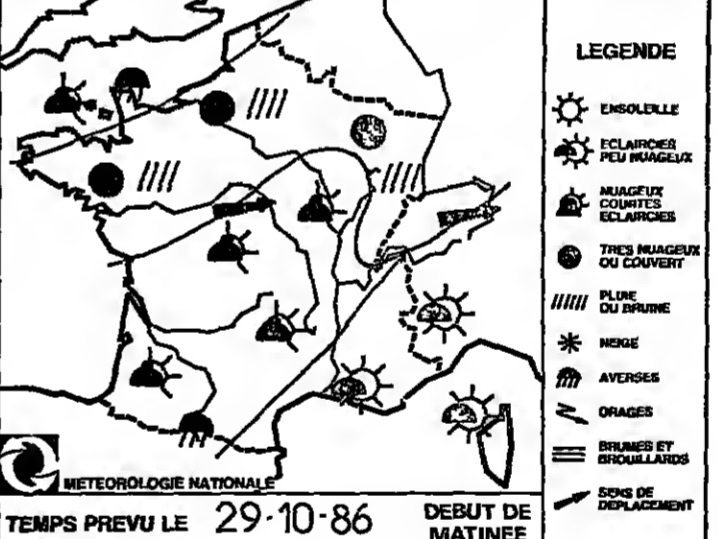
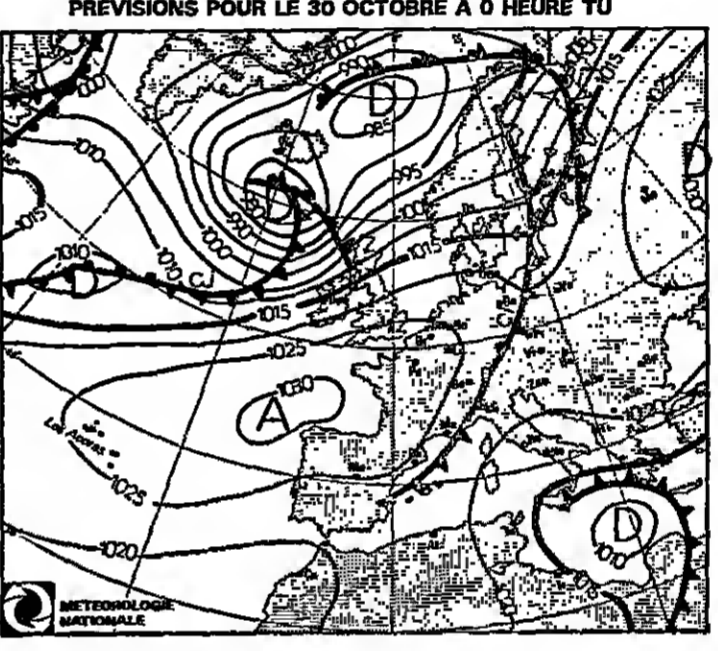
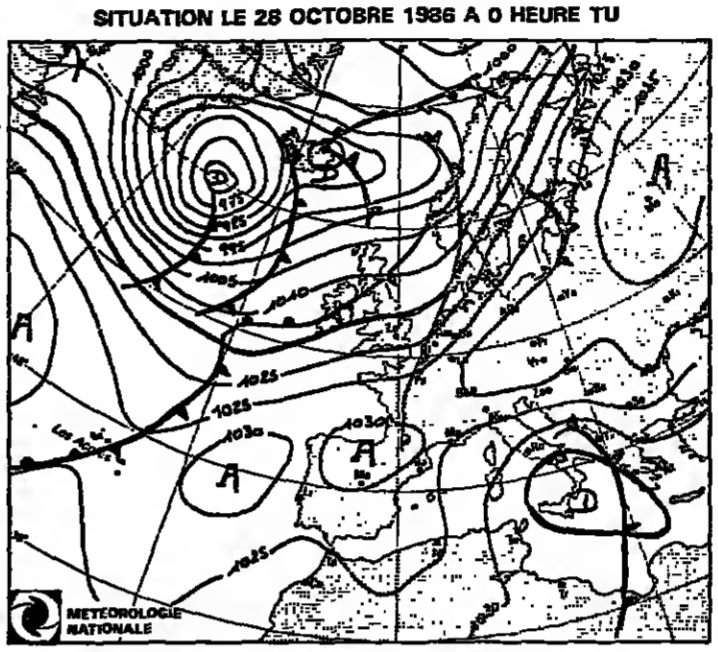
JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundis 27 et mardi 28 octobre 1986 :

DES ARRÊTÉS
● Du 9 octobre 1986 fixant la limite pour l'étranger jusqu'à laquelle les fournisseurs sont dispensés de produire des mémoires ou factures.
● Du 20 octobre 1986 modifiant l'arrêté du 17 mars 1978 relatif au financement propre minimal demandé pour l'octroi d'un prêt locatif aidé par le Crédit foncier de France.

DES LISTES
● Par ordre alphabétique des candidats admis à subir les épreuves orales du premier concours d'accès à l'École nationale de la magistrature.
● Complémentaire d'admission à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 1986.

Les températures minimales seront fraîches dans le Lyonnais et le Sud-Est où elles seront comprises entre 3 et 5 degrés avec des gelées locales. Sur le reste du pays, il fera plus doux, entre 8 et 12 degrés. Les températures maximales iront de 11 à 13 degrés sur la moitié nord, de 14 à 16 degrés sur la moitié sud, de 17 à 19 degrés près de la Méditerranée.



FRANCE		TOUTS		LOS ANGELES		LONDRES	
AMARCO	11 5 D	11 10 P	11 10 P	21 15 C	21 15 C	21 15 C	21 15 C
BARCELONE	17 13 C	16 10 P	16 10 P	9 5 C	9 5 C	9 5 C	9 5 C
BELLEVILLE	16 11 C	16 10 P	16 10 P	20 5 D	20 5 D	20 5 D	20 5 D
BREITENBURG	13 9 P	16 10 P	16 10 P	20 12 D	20 12 D	20 12 D	20 12 D
BREITENBURG	15 14 P	16 10 P	16 10 P	25 11 B	25 11 B	25 11 B	25 11 B
CARL	13 13 C	16 10 P	16 10 P	18 1 D	18 1 D	18 1 D	18 1 D
CHERBOURG	14 14 P	16 10 P	16 10 P	12 4 B	12 4 B	12 4 B	12 4 B
CLEMONTE	12 3 C	16 10 P	16 10 P	7 -3 B	7 -3 B	7 -3 B	7 -3 B
COCHIN	12 3 C	16 10 P	16 10 P	28 16 C	28 16 C	28 16 C	28 16 C
COCHIN	12 3 C	16 10 P	16 10 P	13 10 C	13 10 C	13 10 C	13 10 C
COCHIN	13 0 D	16 10 P	16 10 P	9 8 P	9 8 P	9 8 P	9 8 P
COCHIN	12 10 P	16 10 P	16 10 P	21 7 P	21 7 P	21 7 P	21 7 P
COCHIN	12 6 C	16 10 P	16 10 P	18 11 D	18 11 D	18 11 D	18 11 D
COCHIN	11 11 N	16 10 P	16 10 P	10 1 D	10 1 D	10 1 D	10 1 D
COCHIN	16 3 D	16 10 P	16 10 P	24 19 D	24 19 D	24 19 D	24 19 D
COCHIN	12 4 P	16 10 P	16 10 P	18 11 D	18 11 D	18 11 D	18 11 D
COCHIN	13 13 P	16 10 P	16 10 P	31 24 O	31 24 O	31 24 O	31 24 O
COCHIN	19 9 D	16 10 P	16 10 P	9 6 P	9 6 P	9 6 P	9 6 P
COCHIN	12 10 B	16 10 P	16 10 P	17 13 C	17 13 C	17 13 C	17 13 C
COCHIN	18 14 C	16 10 P	16 10 P	20 11 O	20 11 O	20 11 O	20 11 O
COCHIN	13 13 C	16 10 P	16 10 P	9 4 C	9 4 C	9 4 C	9 4 C
COCHIN	10 2 N	16 10 P	16 10 P	14 6 D	14 6 D	14 6 D	14 6 D
COCHIN	12 0 C	16 10 P	16 10 P	8 4 D	8 4 D	8 4 D	8 4 D

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Communication

La réforme de l'audiovisuel

La bataille de la production

Comment redonner à la création française sa vitalité face à l'hégémonie des programmes américains ? Chânes de télévision, producteurs et pouvoirs publics négocient pour définir de nouvelles règles du marché.

Après la mise en chantier de la privatisation de TF1, les pouvoirs publics ont une nouvelle étape moins spectaculaire mais tout aussi décisive de la réforme de l'audiovisuel, celle de la libéralisation de la production. Qu'importe, en effet, pour le téléspectateur qu'une chaîne soit publique ou privée : il attend avant tout du nouveau paysage télévisuel une plus grande diversité de la programmation et un renouveau de la création originale. Or le système de production français donne depuis plusieurs années d'inquiétants signes de faiblesse. Pour tenter de sortir de l'impasse, le ministère de la culture et de la communication consulte depuis un mois responsables des chaînes, producteurs publics et privés. Il s'agit de définir les nouvelles règles du marché à travers les futurs cahiers des charges des télévisions.

Le mal est profond et ancien. Malgré les réformes successives, la production télévisuelle n'a toujours vécu dans le vase clos du monopole public. Les chaînes produisent elles-mêmes leurs programmes ou en confient la réalisation à la Société française de production (SFP), liée à elles par un système de commandes obligatoires. Une intégration verticale fort inquiétante lorsqu'on songe que toutes les autres industries culturelles (édition, cinéma, disques) multiplient à l'inverse les sources de production concurrentes pour mieux assurer la vitalité de la création. Une intégration tenace puisque l'arrivée de Canal+, de la « 5 » et de TV 6, hélas fort peu portées sur la production, n'a pas réussi à la remettre en cause.

Mais dans les dix dernières années les effets pervers de ce système paradoxal ont commencé à se faire sentir. Voyant leurs ressources stagner ou diminuer, les chaînes ont fait largement appel aux séries américaines dont le coût, à l'achat, est dix fois moins élevé que celui d'une production française équivalente. Par voie de conséquence, le déficit

de la SFP, tributaire à 95 % des commandes des chaînes, s'est accru. Parallèlement, la hausse rapide des coûts de production a interdit l'amortissement des programmes sur le seul marché national. Or la production française, trop repliée sur elle-même, se vend mal à l'étranger : manque de créativité, inadéquation aux besoins du marché international, commercialisation coûteuse et inefficace.

Résultat inévitable : la production nationale, surtout dans le domaine coûteux de la fiction, s'effondre. Pour M. Roland Gritti, responsable du syndicat de la production audiovisuelle, la reconquête du marché exige des mesures radicales : « Il faut laisser aux entreprises privées le soin de remplir un vrai rôle de producteur. Celui qui consiste à prospecter le marché international, financer en amont les projets et les scénarios, sélectionner les talents. Les chaînes ne peuvent pas l'assumer car elles ont la nez collé sur leur programmation nationale. La SFP n'en a pas les moyens, parce qu'elle doit avant tout assurer le plein emploi de ses techniciens ».

Comment investir dans la production

Mais les quelques producteurs privés français qui ont réussi à survivre en marge du monopole, ont du mal à remplir ce rôle. Contraints par les chaînes à travailler avec la SFP, ils voient la gestion de la production leur échapper. De plus, les télévisions qui, en échange de leur financement, gardent des droits de producteurs prévalent leur part sur les ventes des programmes à l'étranger. Comment, dans ces conditions, dégager une marge suffisante pour investir dans la création ?

En annonçant la privatisation de la SFP et la fin des commandes obligatoires, la nouvelle loi sur l'audiovisuel paraît enfin trancher dans le vif de toutes ses contradictions. Mais elle le fait par paliers, pour éviter de mettre en péril l'équilibre de la SFP et le sort de ses deux mille cinq cents employés. L'emmi, c'est que la loi de 1974 avait déjà prévu la disparition progressive des commandes obligatoires, sans aucun résultat ! « Nous ne voulons pas la mort de la SFP qui, dans certains domaines,

est un outil technique remarquable, affirme M. Gritti. Mais nous demandons des mesures immédiates qui rendent la situation irréversible ».

La discussion avec les pouvoirs publics porte sur trois points essentiels. Tout d'abord rétablir la concurrence totale entre producteurs privés et publics dans un délai de trois ans. Dès 1987, la SFP ne conserverait plus comme chiffre d'affaires assuré contractuellement par les chaînes, que la moitié du marché de la fiction, estimé à environ 1,6 milliard de francs. Ce chiffre d'affaires garanti serait réparti par tiers les deux années suivantes. La SFP devrait alors séparer nettement ses secteurs de production et de prestation technique et procéder aux restructurations imposées par le marché.

La deuxième exigence concerne les chaînes de télévision publiques ou privées à qui l'on interdirait de cumuler les rôles de producteur et de diffuseur, sauf dérogations accordées par la Commission nationale de la communication et des libertés. Cette séparation des fonctions, en vigueur depuis des dizaines d'années aux Etats-Unis, permettrait aux producteurs de reprendre l'initiative du montage et de la commercialisation des programmes avec une dynamique plus internationale.

Enfin les producteurs souhaitent que les chaînes soient obligées de consacrer 10 à 15 % de leurs ressources à la production originale française. Une mesure peu libérale, mais, sans cette contrainte, les diffuseurs auraient tout intérêt à préférer l'achat de séries étrangères à l'effort de production nationale.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Dans une lettre au président de la SACEM

M. Chirac se prononce contre le maintien de TV 6

Dans une lettre adressée au premier ministre à la mi-octobre, M. Jean-Loup Tournier, président de la Société de musique (SACEM) et éditeur de musique (BLIM), s'inquiétait d'une éventuelle disparition de TV 6. Se faisant l'écho de toute une profession, M. Tournier estimait que la chaîne musicale « pourrait devenir une vitrine de la production française et contribuerait efficacement à sa prospérité » (Le Monde du 17 octobre).

Peine perdue. M. Jacques Chirac ne l'entend pas, lui, de cette oreille. « Tout en remarquant qu'il appartient à la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) de se prononcer », le premier ministre estime dans sa réponse qu'« il n'existe pas un assez grand nombre de fréquences pour faire des télévisions régionales sans utiliser le réseau actuellement affecté à TV 6 ».

Mais, pour désamorcer l'inquiétude des professionnels, il ajoute que « le concept de télévision régionale n'est nullement exclusif de chaîne musicale, sachant qu'on trouvera vraisemblablement, dans les grilles des chaînes régionales en syndication, des plages horaires qui seront affectées à des programmes musicaux ».

Par cette première prise de position officielle sur le sujet, M. Chirac régit-il un vieux compte ? Dès novembre 1985, le maire de Paris avait réclamé que la fréquence parisienne 33 soit attribuée à une chaîne de télévision régionale. Le gouvernement socialiste d'alors avait préféré l'accorder à TV 6.

● Epilogue dans l'affaire des radios arabes. — Le chef du bureau de presse du frère du président syrien a confirmé le lundi 27 octobre au juge des référés du tribunal de grande instance de Paris qu'il se désistait de sa plainte contre Radio-Orient (Le Monde du 21 et du 24 octobre). Le président de cette station privée non autorisée ayant finalement accepté ce désistement, le juge n'est contenté d'appliquer la loi, et a condamné aux dépens le plaignant qui paiera donc les frais de justice. On indique, en outre, dans les milieux informés français, qu'il y a fort peu de chances que la demande d'émittance à Paris, formulée par les deux nouveaux du président Assad, reçoive une réponse favorable.

Le Carnet du Monde

Décès

— M. et M^{me} Jean Faure, Olivier et Philippe Faure, Toute la famille, Et ses nombreux amis,

ont le douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M^{me} Isabelle FAURE,

décédée le 26 octobre 1986, à l'âge de vingt-trois ans, en son domicile, 9, boulevard Morland, à Paris-4.

On se réunira soit à l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, à Paris-4, le jeudi 30 octobre, à 13 h 45, soit à l'église de Tourneville (Aude), le vendredi 31 octobre, à 10 h 15.

— M^{me} Michèle Feron, Ses enfants et petits-enfants, M^{me} Jacques Feron, sa mère, Et toute la famille,

ont le douleur de faire part du décès de

M. Michel FERON,

décédé accidentellement le 24 octobre 1986.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale en l'église de Morières-les-Avignon, le mercredi 29 octobre, à 16 heures.

Le Grand-Pré, 34310 Morières-les-Avignon.

— M^{me} Robert Fromont, son épouse, M^{me} Marie-Cristine Fromont, M. Philippe Fromont, M. et M^{me} Bruno Castellan, M. et M^{me} Alain Fromont, Ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute la famille,

ont le douleur de faire part du décès de

M. Robert FROMONT,

chevalier de l'Ordre national du Mérite, vice-président délégué honoraire de FILCORSAC,

le 24 octobre 1986, dans sa soixante-septième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques et l'inhumation auront lieu à Navarreux (64), le 28 octobre, à 15 heures.

Une messe sera dite en l'église Notre-Dame-de-Lys, 7, rue Blumet, à Paris-15^e, le vendredi 31 octobre, à 11 heures.

— M^{me} Robert Fromont, 30, rue Montrosier, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Les Petits Frères des pauvres

ont le douleur de faire part du décès de leur ami, le

prince Nicolas Nicolaïevitch GAGARINE,

rappelé à Dieu, le 25 octobre 1986, à quatre-vingt-deux ans, à Commailles-en-France.

L'obsèques religieuses sera célébrée le mercredi 29 octobre, à 10 h 30, en l'église.

Obsèques officielles de l'ancien ambassadeur du Japon à Paris

Selon la coutume japonaise, les obsèques d'Hideko Kitahara ont eu lieu le vendredi 24 octobre à Tokyo, presque trois semaines après sa mort (Le Monde du 2 octobre).

Les amis français de l'ancien ambassadeur du Japon à Paris (de 1975 à 1979) auront appris avec beaucoup de tristesse la disparition de cet ami qui, après son départ de France, était devenu comme un ambassadeur bénoïte de son pays dans sa patrie. On ne pouvait rencontrer un japonais que lui. Sa haute stature, son allure altière faisaient que, en parlant de lui, on lui appliquait souvent le qualificatif de samouraï, évocation facile mais qui dans son cas s'appliquait fort bien. Mais un samouraï qui aurait fait ses études à Sciences-Po et savait, quand l'occasion s'en présentait, parler du Japon à la télévision française sur un ton qui touchait ses auditeurs.

Il était, disait-on, le plus parisien des ambassadeurs, ce qui avait fini par le plus surprendre, tant sa présence était familière et ses propos justes. Il était familier des milieux politiques et connaissait mieux que personne les vins de Bordeaux. Si, à Tokyo, on lui disait qu'on était amateur de cuisine japonaise, il insistait pour aller dans un restaurant français.

[Né en 1914, Hideo Kitahara avait été conseiller, puis conseiller ministre à l'ambassade de Paris au début des années 60. Il avait occupé des fonctions importantes au ministère des affaires étrangères de Tokyo, avant de revenir, en 1970, comme ambassadeur à Genève auprès des organisations internationales. Il avait joué un rôle de premier plan au GATT. Spécialiste des questions économiques, il s'était, le retour venu, consacré à la tâche de développer les relations commerciales franco-japonaises et cela bien au-delà des responsabilités qu'il avait eu tant que représentant de plusieurs maisons françaises à Tokyo.]

l'église orthodoxe russe, 12, rue Daru, à Paris-9^e.

L'inhumation aura lieu dans l'après-midi du 29 octobre, au cimetière russe de Sainte-Genève-des-Bois.

33, avenue Foch, 75011 Paris.

— Le docteur et M^{me} Henri Rozantowski et leurs enfants, M. et M^{me} Victor Chomantowski et leurs enfants,

ont le douleur de faire part du décès de leur mère,

M^{me} Fanielle GARFINKIEL,

née Gluck,

le 27 octobre 1986. Les obsèques auront lieu le jeudi 30 octobre, au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira, à 10 h 30, devant la porte principale. Ni fleurs ni couronnes. Ils rappellent la mémoire du peintre

David GARFINKIEL,

son épouse, décédé le 24 octobre 1970.

— Françoise, Mathieu, Jean Davignand, Christine, Anne, Elsa, Pierre Maréchal,

ont le tristesse de faire part du décès de

Louis HASCOËT,

professeur honoraire, dans sa quatre-vingt-dixième année.

35, rue de la Pléiade, 75100 Paris.

— M. et M^{me} N. Marier, M. et M^{me} R. Leibovitz, M. et M^{me} C. Fournet, M. et M^{me} F. Loch,

ont la profonde douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M^{me} Edmonde MARDER,

née Pattegay, survenue le 23 octobre 1986.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, le mercredi 29 octobre, à 14 h 30.

42, rue Langier, 75017 Paris.

— M. et M^{me} Dominique Reyre, M. et M^{me} Bernard Ranaud, M. et M^{me} Bruno Reyre, M. et M^{me} François Reyre, M. et M^{me} Vincent Reyre, M. et M^{me} Claude Brusseaux, Le docteur Pascal Reyre, Le professeur et M^{me} Daniel Laureat, M. et M^{me} Patrice Reyre, Leurs enfants, petits-enfants, Et toute sa famille,

ont le douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacques REYRE,

née Suzanne Rochon-Durignand, oblate de l'Ordre de Saint-Benoît, endormie dans la paix du Seigneur, dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 26 octobre 1986.

L'obsèques religieuses sera célébrée le vendredi 31 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, à Paris-1^{er}.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

1, rue de Marées, 92410 Ville-d'Avray.

— Nous avons appris le décès, le dimanche 26 octobre 1986, de

Jean ROUSSEAU,

conseiller général et maire (div. d.) de Glandage (Lotre-Atlantique), qui avait été victime, le 13 septembre dernier, d'une attaque d'hémiplegie. Il était âgé de soixante-neuf ans.

[Né en 1917 à Glandage (Lotre-Atlantique), M. Rousseau était entrepreneur en bâtiment. Conseiller municipal de sa ville natale en 1963, il en fut le maire depuis 1973. Il était élu conseiller général de Glandage en 1982, succédant ainsi à M. Olivier Gaudin, président UPRU du conseil régional des Pays de la Loire, qui ne se représentait pas.]

— Sey-Chazelles, Paris, Tragny.

M^{me} Angéline Scheffknecht, née Anna Goldner, ses époux, M^{me} Joseph et M^{me} Miroche Scheffknecht, Jacques et Geneviève Tailla, ses enfants, Xavier et Lucienne Tailla, Hervé Tailla, ses petits-enfants,

font part du retour dans la paix de Dieu de

M. Antoine SCHEFFKNECHT, instituteur honoraire, chevalier des Palmes académiques,

le 25 octobre 1986 à Metz, dans sa quatre-vingt-septième année.

Nous offrons nos condoléances le mercredi 29 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Rémy de Sey-Chazelles.

Cet avis tient lieu de faire-part. 90, rue de la Liberté, Sey-Chazelles, 57160 Montigny-les-Metz.

— Le recteur de l'Académie, chancelier des Universités.

Le président et les personnels de l'université des sciences humaines de Strasbourg,

ont le profond regret de faire part du décès de

professeur Marcel SIMON, membre de l'Institut, doyen honoraire de la faculté des lettres de Strasbourg, décédé le 26 octobre 1986.

— M^{me} Pierre Aubert, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Michèle Puzos, ses filles et petits-fils, M^{me} Yvonne de Vriber de Stroel, ses enfants et petits-fils, M. et M^{me} Jean-Claude Loyal et leurs enfants,

ont le douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne Pierre de VIVIER de STREEL, née Suzanne Frensch,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, sœur et tante, survenue le 26 octobre 1986.

Les obsèques religieuses sera célébrée le jeudi 30 octobre, à 16 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, à Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Félix de La Rocheville, le vendredi 31 octobre, à 17 heures.

Communications diverses

— En raison des familles du président de Mozambique, M. Samora Machel, auxquelles Son Excellence M. Hâ Van Lan, ambassadeur du Vietnam, assiste, sa communication prévue à l'Académie diplomatique internationale, le mardi 28 octobre, est reportée au mardi 25 novembre, à 18 heures, 4 bis, avenue Hoche, à Paris-8^e.

— Une cérémonie aura lieu le mercredi 29 octobre, à 12 heures, sur l'île aux Cygnes pour célébrer les fêtes du centenaire de la statue de la Liberté, en présence de Son Excellence Joe M. Rodgers, ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique. De nombreuses associations représentatives de l'amitié franco-américaine y participeront. Cette manifestation est placée sous le patronage de Son Excellence F. de Laboulaye, ambassadeur de France et président du Comité officiel franco-américain pour la célébration du centenaire de la statue de la Liberté.

CARNET DU MONDE
Tarif H.T.
Toutes rubriques 60 F
Abonnements 50 F
Propositions diverses 65 F
Renseignements 42-47-95-83

annonces associations

Appel
THÉÂTRE
« Scène expérimentale » etc. même pour projet sérieux et intéressant. Ecr. au 20, r. Chateaubriand, 93600 Paris, Tél. : 49-44-04-82 entre 18 h et 19 h.

Stages
ITALIEN : Cours et stages d'italien (cours d'espagnol). Enseignement langue maternelle. Méthodologie expérimentale. Association Trilingue, 10, Voltaire, 11^e. T. : 43-07-83-36.

VICTOIRE SUR LE TABAC
En 4 semaines, gratuitement, vous pouvez essayer de fumer. Une nouvelle méthode éprouvée et reconnue vous permettra progressivement et confortablement de vous libérer du tabac. Mérite si vous avez tout essayé. Informez-vous : Victoire sur le Tabac, Tél. : 43-01-15-13.

LES UNIVERSITÉS DE QUARTIER DE PARIS : 12^e, 13^e, 14^e ARRET regroupent leurs activités : anglais, allemand, espagnol, breton, dactylo, plomberie, informatique, etc. Renseignements : 14^e arr. : 43-43-01-11 (22, rue Chateaubriand) 13^e arr. : 43-60-06-17 12^e arr. : 43-87-28-42

Sessions et stages

STAGE RÉMUNÉRÉ
700 heures à partir 12-11-86 PRODUCTION D'ASSURANCES Demandeur d'emploi plus d'un an, plus de 25 ans. Journalisme d'information et de presse, 27 et 30 octobre. Tél. 43-26-44-85 ou 44-83.

LE CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION EUROPÉENNE organise séminaire jeunes 18/30 ans à Marly, près Paris, du 18 au 19 novembre sur le thème « La condition féminine en Europe ». Séjour gratuit, repas, 70 % frais de voyage, droit d'inscription 300 F. Paris, Inver. : C.I.F.E., bd Carnot, 92000 Nanterre. Tél. : 93-95-88-87.

● Prix de la ligne 30 F TTC (22 lignes, lettre ou espagnol).
● Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
● Calques livrés à l'ordre de Météo-Presses LMA et à adresser à Météo-Presses LMA, 7, rue de Montcaumon, 75007 PARIS.

Pour séminaires, séminaires, conférences ou réunions d'organismes sociaux, GESTION COMPTABLE, FISCALE ET JURIDIQUE D'ASSOCIATIONS. Enseignement le Nouveau Plan comptable. Les 12-13/03 et 8-9/04/87. Renseignements à M^{me} C. 23, rue Balbu, 75008 PARIS. Tél. : 43-26-44-83.

ANGLAIS-FRANÇAIS-ALLEMAND-RUSSE. Apprentissage efficace, joyeux, rapide par la suggestion à la source française. Tél. : 43-26-44-83.

LE CLUB ALPIN FRANÇAIS organise actuellement des randonnées-campings pour le plus grand plaisir de participants jeunes et adultes. Campement-tourisme du CAZ : à vos tentes ! Paris, 1^{er} CAEP, 7, rue La Boétie, 75008 Paris. T. : 47-42-36-77.

CARI
Culture, Arts, Recherches, Information
STAGE : Programmation de logiciel de gestion sur micro et compatible 8 mois 120 h, Paris : 15000 F 5 jours 40 h, 07, après, 20000 F.

GRAND PUBLIC Intégration à l'information 3 mois 20 h, 8 heures : 100 F. Aussi : cours de japonais, de coréen, de calligraphie.

EDPOS ET COLLOQUES Novembre 87 : Robots et cultures ou « l'art de l'Inventif ». Paris (Inv. 88, Tokyo). Mars-mai 88 : 100 Meur's Land - Marques de H0 et H5 - Hôtel de Saxe, Paris.

Nous sommes habilités à recevoir les 2^e des entreprises.
FAX (33-1) 47-34-73-04
Tél. (33-1) 43-06-01-80.

DU SOCIAL A L'ECONOMIQUE
L'insertion par l'économique. Comment concevoir projet social et entreprises. Formation d'une semaine du 11 au 12 décembre 1986. Programme détaillé sur simple demande.
BOUTIQUE DE GESTION DE PARIS 95, bd Voltaire, 75011 PARIS. Tél. : 43-85-08-48.

RESULTATS COMPLETS N° 62

LOTO SPORTIF

NOMBRE DE JEUX GAGNANTS	RAPPORT PAR JEU GAGNANT (hors IS)
16 bons résultats	—
15 bons résultats	—
14 bons résultats	5 1 269 805,00 F
13 bons résultats	111 32 065,00 F
8 bons résultats aux "7 Numéros de la Chance"	766 2 156,00 F

Tirage des "7 Numéros de la Chance"
Dimanche 26 Oct. 1986 : 2 3 5 9 10 14 15

SUPER PACTOLE 8.000.000 F
PROCHAIN **LOTO SPORTIF**

دكان من الأمل

سوق من السكن

Le Monde HABITAT

LOGER L'ENTREPRISE

L'accordéon du marché parisien

L ACCORDÉON et le pendule constituent de bons symboles du marché des bureaux. La France, comme les Etats-Unis, connaît ainsi une succession de périodes de pénurie — où les loyers sont chers — et de frénésie de construction, caractérisée *in fine* par l'existence de stocks importants d'immeubles vides qui ne trouvent pas preneurs.

La libéralisation, en janvier 1985, des procédures d'agrément jusqu'à l'extension de locaux professionnels, a mis l'agglomération parisienne en situation de connaître une ruée vers la construction de bureaux. On s'attend, en 1986, à la mise sur le marché de 250 000 à 300 000 m² de bureaux neufs, et 400 000 les années suivantes. Cette liberté est totale pour les bureaux « en blanc », c'est-à-dire construits par un promoteur et destinés à la vente ou à la location, et relative lorsque les locaux sont déjà « affectés » (liberté au-dessus d'un seuil de 2 000 m², agrément nécessaire au-delà, qu'il s'agisse de création ou d'extension). En fait, cette liberté toute neuve, longtemps réclamée sur tous les tons, inquiète. Promoteurs et investisseurs vont quitter le cocon si décrié du dirigisme pour affronter sans protection la concurrence, qui n'est jamais si belle que lorsqu'elle est lointaine. Il faudra être prudent pour lancer de nou-

veaux programmes et vigilant sur les sites choisis : trop éloigné de moyens de transport commodes, difficile à trouver pour les clients de l'entreprise qui pourrait s'y installer, insuffisamment entouré d'activités complémentaires, un immeuble peut fort bien ne trouver ni locataires ni acquéreurs. De plus, son coût de construction et son coût d'entretien pour un équipement optimal doivent être soigneusement calculés, la concurrence — c'est bien connu — faisant baisser les prix. Enfin, les investisseurs vont devoir reconsidérer d'un œil nouveau leur patrimoine anciens : faut-il conserver des immeubles mal situés, mal équipés, d'un entretien coûteux et que leurs locataires finiront bien par désertier, pour peu qu'on leur offre bientôt mieux et moins cher... En fait, cette crainte d'une surproduction et d'un effondrement des loyers peut ne pas se concrétiser tout à fait si promoteurs et investisseurs ne se lancent pas à l'aveuglette.

Depuis 1983, les stocks ont décliné en Ile-de-France jusqu'à 750 000 m² (dont seulement 150 000 à Paris). Pour retrouver un marché équilibré, il faudrait qu'ils atteignent 1,5 à 1,8 million de mètres carrés, soit 5 à 6 % d'un parc global de 30 millions de mètres carrés (dont la moitié à Paris même).

JOSÉE DOYÈRE.
(Lire la suite page 22.)

Un autre métier : conseils en immobilier

L ES conseils en immobilier d'entreprise constituent une espèce à part dans l'univers composite des agents immobiliers. Le grand public ne connaît guère que ces derniers, qui affichent dans leurs boutiques, sur des panneaux plus ou moins luxueux, plus ou moins sophistiqués, les caractéristiques des affaires qu'ils proposent :

appartements, maisons individuelles, résidences secondaires, à vendre le plus souvent, et, parfois à louer. Usagers permanents des petites annonces des quotidiens et des magazines, pages dont ils sont fournisseurs et locuteurs, ils sont très nombreux sur le territoire national. La seule FNAIM (Fédération nationale des agents immo-

biiliers) en regroupe environ six mille, soit plus de la moitié de la totalité des troupes.

Les spécialistes de l'immobilier d'entreprise sont beaucoup moins nombreux et exercent un tout autre métier : la section spécialisée de la FNAIM en compte trente-quatre en région parisienne et dix-neuf en province, dont huit sociétés parisiennes. En tout, 80 % des cabinets spécialisés. Ils sont, pour le cadre bâti de l'activité économique, l'interlocuteur privilégié des entreprises et des investisseurs. Certains de ces cabinets sont des filiales de promoteurs (comme COMADIM, pour Meunier Promtion, lui-même filiale de la BNP) ou de sociétés immobilières très diversifiées (comme FEAU). D'autres sont filiales de groupes étrangers (comme le britannique Innes-Lang Wootton). D'autres sont des groupes indépendants, comme Bourdais ou Auguste Thouard, qui s'est beaucoup développé en province où il a cinq filiales régionales.

Les spécialistes de l'immobilier d'entreprise ont, cependant, des tâches multiples : chercher des locataires pour un promoteur qui a construit ou un investisseur qui a acheté un ensemble de bureaux ; chercher des bureaux pour une entreprise qui veut déménager, qu'elle veuille acheter ou louer, en tenant compte de ses impératifs (localisation, surface, équipements, standing) ; chercher un acquéreur pour des locaux qu'une entreprise ou un investisseur veut vendre, libres ou occupés, etc.

J. D.
(Lire la suite page 22.)

Les prix à Paris

(Prix en francs au m² hors taxes et hors charges)

Quartier	Prix de location		Prix de vente
	Ancien en l'état	Neuf ou récent en bon état	
Butte, Montaigne-Champs-Élysées	1 200-1 600	1 600-2 400	13 000-36 000
Opéra-Vendôme (1 ^{er} , 2 ^e)	1 000-1 500	1 500-2 000	12 000-26 000
Invalides-Champ-de-Mars	1 200-1 500	1 300-1 700	12 000-25 000
Montparnasse	900-1 500	1 200-1 800	10 000-22 000
La Défense (Courbevoie-Puteaux)	900-1 400	1 200-1 800	13 000-25 000
Paris Centre (3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e)	700-1 200	900-1 600	8 000-23 000
Paris Nord-Est	500- 800	600-1 100	5 000-12 000
Paris Sud-Est	600- 800	800-1 300	5 000-17 000
Proche banlieue Ouest	—	600-1 000	7 000-16 000
Proche banlieue Sud	—	600- 900	6 000-12 000
Proche banlieue Nord	—	400- 600	4 000- 7 500
Proche banlieue Est	—	400- 750	4 000- 8 000
Grande banlieue Ouest	—	500- 900	4 500- 9 500
Grande banlieue Sud	—	500- 750	4 500- 8 500
Grande banlieue Nord	—	400- 550	3 200- 6 000
Grande banlieue Est	—	500- 800	4 500- 8 500
Saint-Quentin-en-Yvelines	—	600- 850	5 500-10 500
Evry	—	350- 750	4 000- 8 000
Marne-la-Vallée	—	450- 700	4 500- 9 000
Cergy	—	350- 700	4 000- 9 000

Source : Bourdais, Auguste Thouard, Arthur Lloyd.

IMMEUBLES DE BUREAUX 1 MILLION DE M² D'EXPERIENCE

Depuis plus de 20 ans, COGEDIM en immobilier de bureaux a construit pour les sociétés les plus prestigieuses : les AGF, les AGP, la CAISSE DES DEPOTS, le CRÉDIT FONCIER DE FRANCE, le CRÉDIT AGRICOLE, le CRÉDIT LYONNAIS, l'ÉLECTRICITÉ DE FRANCE, le GROUPE HACHETTE, IBM, MATRA, PARIBAS, THOMSON CSF, l'UAP etc.

Au total, plus d'un million de m² de bureaux implantés dans les sites les plus remarquables, les mieux desservis et constituant surtout un point stratégique réunissant un maximum d'atouts pour l'activité des entreprises. Tournee vers le futur, travaillant sans cesse sur de nouvelles réalisations, COGEDIM va construire la dernière tour de bureaux du Front de Seine dans le XV^e arrondissement, face au pont de Grenelle et plus de 250.000 m² de bureaux dans la couronne Ouest de la capitale, notamment à la Défense, Sèvres, Suresnes, Levallois, Boulogne, Rueil-Malmaison, etc. Pour COGEDIM, spécialiste de l'immobilier de bureaux, l'avenir se construit sur l'expérience.

COGEDIM
Le spécialiste de l'immobilier de bureaux.
21, rue d'Astorg - Paris 8^e - Tél. 42 66 34 56

LEPHIL LAMBERT

L'accordéon du marché parisien

(Suite de la page 21.)

Dans le même temps, les prix s'élevaient (voir tableau page 21), variables d'un quartier à l'autre, d'une rue à l'autre, avec, comme toujours, des transactions exceptionnelles, comme celle réalisée par Jones Lang Wootton sur l'immeuble Cook de la place de la Madeleine (1 160 m²), vendu en juin dernier sur la base de 100 000 F le mètre carré à Valen Pierre, une filiale du groupe Paribas. Le loyer annuel global est de 6 millions de francs.

Il s'agit là de « valeurs de convenue », comme les appelle M. Jean-Claude Bourdais. Certaines sociétés sont prêtes à payer n'importe quel prix pour pouvoir imprimer une « belle adresse » sur leur papier à lettres. Ce n'est pas pour rien que les professionnels ont baptisé « triangle d'or » ce quartier du VIII^e arrondissement délimité par l'avenue des Champs-Élysées, l'avenue Montaigne, l'avenue Marceau. Une parcelle de terrain nu, 800 m² de terrain à bâtir, rarissime dans le

quartier, n'a-t-elle pas été vendue (avec l'aide de Jean Thouard) la bagatelle de 100 000 F le mètre carré ? Combien coûteront à la location les quatre niveaux de bureaux qui s'élèvent au-dessus du magasin Vuitton (acquièreur du terrain avec une filiale de Bouygues) ?

Sans atteindre des sommes aussi démesurées, le marché parisien a connu une réelle flambée des prix qui s'est par contagion étendue à la proche banlieue. Certains locaux se sont ainsi trouvés artificiellement surévalués. On constate déjà, dans un premier temps, qu'une logique du marché est en train de s'installer, le prix restant élevé mais la hausse se ralentissant considérablement. On peut s'attendre, avec l'arrivée sur le marché des immeubles actuellement en construction, à une nouvelle distribution des cartes, les entreprises prêtes à s'y installer ayant des possibilités de choix plus grandes mais aussi le loisir de comparer les prestations fournies.

JOSÉE DOYÈRE.

Les conseils en immobilier d'entreprise

(Suite de la page 21.)

L'agent immobilier conseille sur le prix les uns et les autres, aide à la rédaction des contrats, visite, fait visiter, etc. Ses honoraires s'élèvent généralement à 15 % du loyer annuel en cas de location et, en cas de vente, à un pourcentage (de 1,5 % à 5 %) du

montant de la vente, d'autant plus faible que l'affaire est importante.

La recherche de clients est une part essentielle de l'activité. La plupart des cabinets importants éditent des brochures où l'on trouve un descriptif assez précis des surfaces à louer ou à vendre. Seul y manque le prix, celui-ci

étant toujours « à débattre », et la négociation dans les entreprises étant une seconde nature, elle est souvent dure. Mais la prospection se fait pratiquement uniquement par relations, par contacts personnels. Pour réussir à prévoir les besoins éventuels de tel ou tel, et ainsi être en situation de devancer ses concurrents, il convient de se tenir à l'affût des moindres indices qui révèlent des changements possibles de locaux : restructurations, diversifications, développement d'activités, difficultés diverses des entreprises, suscitent conversations, échos dans la presse spécialisée, et il ne faut rien négliger. On est parfois obligé de travailler avec un concurrent à qui, par exemple, le propriétaire aura confié la commercialisation de locaux. Si le partage des honoraires se fait souvent à parts égales pour la vente d'un immeuble, il est communément de 70 % pour l'un, et de 30 % pour l'autre des deux coagents d'une

location, celui qui « fait visiter » se taillant la part du lion.

Il existe enfin une tâche d'évaluation de la solvabilité du locataire. Il ne s'agit pas de faire entrer dans des locaux qu'on vous a chargés de louer une entreprise à la veille de faire faillite. Il est d'usage de demander son bilan au futur locataire. On prend, de plus, des renseignements bancaires. On s'adresse à des cabinets de renseignements sur les entreprises. Toutes ces précautions sont inapplicables aux sociétés qui se créent. Sans références, celles-ci ont beaucoup de difficultés à trouver un local, d'autant qu'ayant besoin de petites surfaces elles constituent, pour un cabinet, une clientèle peu rentable et à risques élevés. Leur seule chance est de jouer de senties personnelles ou familiales importantes. C'est cela aussi, le jeu du marché.

J. D.

Les prix en province

Villes	Location (en francs)	Valeur de vente (en francs)
Lyon	400 - 1 100	3 000 - 8 500
Nîmes	500 - 850	5 000 - 10 000
Marseille	450 - 800	4 500 - 10 000
Bordeaux	500 - 650	3 000 - 8 000
Nantes	500 - 800	3 000 - 8 000
Toulouse	400 - 700	3 500 - 8 000
Strasbourg	450 - 600	4 500 - 6 500
Montpellier	400 - 600	4 000 - 5 500
Lille	400 - 550	4 000 - 6 000
Nancy	350 - 600	4 000 - 5 000

MEUNIER CONSTRUIT POUR LES ENTREPRISES.

Gras Savoye

De la P.M.E. à la Multinationale, toutes les entreprises ont des ambitions et des besoins immobiliers.

Meunier Promotion y répond en adaptant avec précision financement, choix du terrain, plans et techniques de construction...

MEUNIER PROMOTION
GROUPE BNP

Meunier Promotion, c'est l'immobilier d'entreprise sur mesure.

10, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.96.15.63

« Go east ! »

L'équilibre entre l'est et l'ouest de Paris est une vieille réalité, sorte de fatalité qui toucherait d'ailleurs toutes les métropoles européennes : le « clan » à gauche de la carte, la fumée à droite. Les municipalités et les responsables locaux cherchent, pour la plupart, à limiter le phénomène. Déjà, le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), approuvé en mars 1977, marquait une volonté de rééquilibrage vers l'est. Une sorte de go east généralisé.

Le plan-programme de l'est de Paris voté par le conseil municipal du 28 novembre 1983, véritable charte d'actions concrètes engageant le municipalité, décrivait à la fois les actions possibles, celles qu'il était souhaitable d'entreprendre ainsi que celles qu'il fallait achever. A la mi-mendature (deuxième trimestre 1985), MM. Jacques Chirac et Jean Tiberi faisaient le point de l'avancement du plan. Les 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements, qui représentent 45 % de la surface de Paris et 48 % de sa population, font l'objet d'un programme ambitieux de trois cents chantiers de nature différents : construction de logements neufs ou réhabilitation, réalisation de locaux industriels, de bureaux, aménagements d'espaces verts et de nouvelles places, etc.

Un rêve inaccessible

En 1985, les prévisions budgétaires de la Ville font apparaître une progression de 15 % en faveur de l'est alors que le budget global n'augmente que de 9,7 % ; 850 millions de francs sont prévus pour ces sept arrondissements, soit 53,8 % de l'ensemble du budget d'investissement.

Ce rééquilibrage n'est pas simple à réaliser. La mixité urbaine, puisqu'on appelle ainsi la coexistence harmonieuse des activités industrielles, artisanales, tertiaires, commerciales, avec les zones d'habitation, semble un rêve inaccessible.

Pour l'Atelier parisien d'urbanisme, le grand problème, c'est de trouver des zones homogènes pour ne pas bouleverser les activités économiques existantes, tout en implantant malgré tout des pôles d'emploi. Cela conduit à des interventions ponctuelles, sur des terrains publics, ou bien lors de grandes opérations complexes comme la basin de La Villette.

Il est certain que la Ville n'a ni la possibilité ni la vocation d'aider directement les entreprises parisiennes à créer des emplois. En revanche, il lui revient de tout mettre en œuvre pour que les règlements d'urbanisme ne viennent pas freiner les possibilités d'implantation et de développement de ces activités. Il lui faut aussi faciliter le réajustement d'entreprises dont le déplacement est rendu inévitable par les opérations d'aménagement public. La Ville intervient également — financièrement parfois — afin que la charge foncière soit nulle pour l'opérateur et que les loyers des locaux industriels restent abordables. Finalement, elle maîtrise ces opérations par l'exigence architecturale, la localisation et les moyens financiers.

Outre les dispositions en faveur des activités industrielles et artisanales, la Ville a prévu la construction de bureaux dans la plupart des nouvelles zones d'aménagement, en prenant en considération à la fois la priorité donnée à l'est de la capitale, la proximité des principaux nœuds de transports en commun, et la répartition dans les différents quartiers de programmes moyens d'une surface de 10 000 à 40 000 m². Au total, un peu plus de 200 000 m² de surfaces tertiaires.

La phase ardue des procédures arrive à son terme et c'est, bien sûr, seulement dans quelques années que l'on pourra dresser un véritable bilan des résultats obtenus. Les efforts municipaux seront-ils suffisants pour lutter efficacement contre l'impérieux tropisme du soleil couchant ?

YOLANDE BRAULT.

GROUPE I.S.M.

LE GROUPE I.S.M. DÉVELOPPE SON ACTIVITÉ DANS LE DOMAINE DE L'IMMOBILIER INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

IL ACHÈTE des immeubles industriels ou commerciaux destinés à la location. Il réunit pour cela les capitaux :
— d'investisseurs institutionnels français et étrangers
— et d'épargnants regroupés notamment dans les Sociétés Civiles de Placement Immobilier SELECTINVEST.

IL FINANCE EN CRÉDIT BAIL l'acquisition par des entreprises de toutes dimensions et de tous secteurs d'activités, des immeubles indispensables à leur vie. Il intervient par l'intermédiaire des Sociétés BAIL INVESTISSEMENT, CODETOUR, L.C.C. et de la Sofergie BAIL ÉCONOMIE.

IL GÈRE ce patrimoine immobilier de bureaux, entrepôts, magasins, supermarchés, parkings, hôtels, cliniques, casinos, résidences de vacances, etc., représentant une valeur de 14 milliards en octobre 1986. Pour le montage et la gestion de ses opérations, il dispose de deux sociétés-outils : ARIC et SELECTIMO.

IL EXPLOITE directement certains investissements immobiliers spécifiques : des parkings publics à Paris et sur la Côte d'Azur, ainsi que la Chaîne des Résidences Locatives ORION.

Les principaux actionnaires du GROUPE I.S.M. sont le Groupe Victoire, les A.G.F., les A.G.P., l'U.A.P., le M.G.F., le Groupe Drouot, le G.A.N., la Compagnie Financière de SUEZ et la Compagnie LA HENIN, ainsi que diverses Caisses de Retraite françaises et étrangères.

GROUPE I.S.M.
37, rue de Surène - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42-86-33-28 - Télex : NINVEA 650133 F

SECTEURS DE POINTE

ÉQUIPEMENT

Les ordinateurs entrent au supermarché

Lancé en 1981 aux États-Unis, l'ordinateur personnel d'IBM arrivait en France, en 1983, à 40 000 francs. Aujourd'hui, des copies du PC IBM sont disponibles à moins de 5 000 francs.

DESTINÉ à un usage professionnel, le premier ordinateur personnel d'IBM allait créer un standard (autour d'un microprocesseur et d'un système d'exploitation) acheté à d'autres compagnies) adopté dans le monde entier.

Depuis, l'évolution du marché (400 000 ordinateurs IBM et compatibles installés en France) a été caractérisée par une baisse des prix et une érosion constante de l'influence d'IBM.

D'autres fabricants se sont progressivement accrochés à la locomotive IBM en produisant des « compatibles », c'est-à-dire des imitations du modèle IBM pouvant utiliser les mêmes programmes. Actuellement, IBM détient environ 25 % du marché français des ordinateurs mono-postes, devant Apple 20 %, puis Bull avec 10 %.

Bien qu'attaqués de toutes parts sur la production du matériel, IBM et les constructeurs de micro-ordinateurs professionnels de marque (comme Hewlett-Packard, Bull ou Olivetti) étaient restés relativement maîtres des circuits de distribution. L'importance de l'investissement et la difficulté d'emploi des logiciels de la première génération nécessitaient l'intervention d'un personnel relativement qualifié. Cette époque est co-passée d'être révolue. Actuellement, de 20 à 25 % des ordinateurs professionnels servent uniquement au traitement de texte : le faible coût du matériel et les progrès considérables faits dans l'érgonomie des logiciels de base (traitement de texte, tableaux, gestion de fichiers) permettent d'envisager une distribution de l'informatique profession-

nelle dans un cadre beaucoup plus large.

De fait, la chaîne d'hypermarchés Auchan commercialisera à partir du mois de novembre une copie IBM sous sa propre marque (Hyper-PC), destinée à toucher une clientèle professionnelle d'artisans et de commerçants. Selon Michel Abitbol, responsable des produits informatiques à Auchan : « La solution informatique qui sera bientôt disponible dans nos 586 points de vente devrait être entre 50 % et 60 % moins chère que celles proposées par les grands fabricants. Nous avons prévu l'organisation d'un réseau de maintenance sur site et de contrats de garantie et d'assistance, ainsi que des stages de formation à des prix très compétitifs. »

Face à cette offensive en règle, la direction d'IBM entend se placer comme fournisseur de micro-informatique professionnelle haut de gamme, à partir d'un réseau de distribution étroitement contrôlé et offrant une assistance et un service digne du numéro un. Selon René Le Goff, directeur d'IBM France Diffusion, « la micro-informatique professionnelle, c'est avant tout de l'informatique : ça ne s'improvise pas. Fournir une solution adaptée au client exige l'assistance permanente d'un réseau à forte valeur ajoutée. Le client d'IBM achète, en plus d'un matériel, le sérieux et l'efficacité d'une force de distribution qui a fait ses preuves. »

Du côté des grandes chaînes de distribution de matériels IBM et compatibles, on n'est pas moins sceptique sur les chances de réussite d'une commercialisation en hypermarché. Alain Rouvier, directeur général du groupe Silicom-Ordiland (100 millions de chiffre d'affaires en 1985 dans la distribution de micro IBM et compatibles), rejette catégoriquement cette possibilité. « Un micro-ordinateur ne reste jamais longtemps isolé dans une entreprise : très vite, la connexion en réseau, ou avec un système central, s'avère nécessaire. Ce type

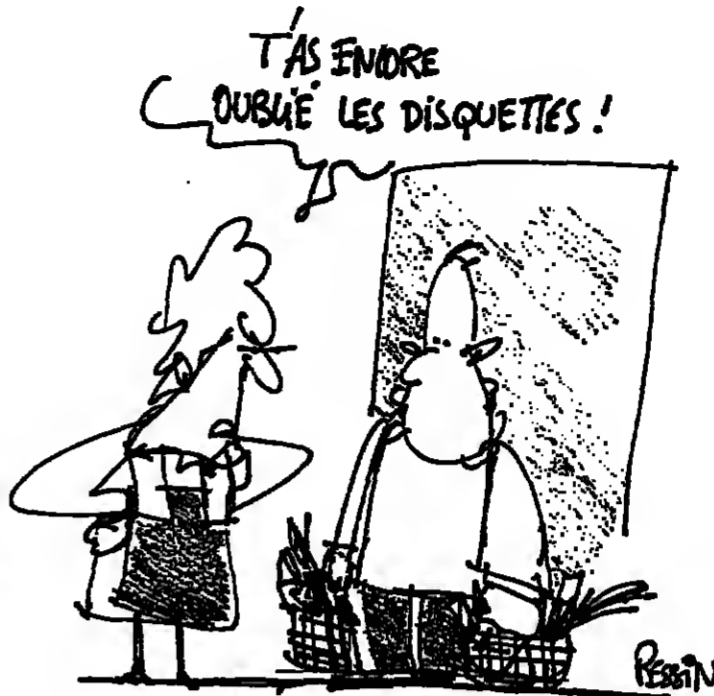
de réalisation est exclu pour des amateurs ayant acheté leur matériel dans une grande surface. Ensuite, la compréhension des véritables besoins de l'entreprise qui précède l'achat d'un matériel nécessite un investissement en formation qui n'est pas à la portée des hypermarchés. »

Reste que ce genre de propos sous forme d'avertissement au consommateur a déjà été de faible portée aux États-Unis, où c'est désormais une chaîne de grands magasins (Sears and Roebuck) qui est le premier distributeur de micro-informatique. Par ailleurs, les deux principales chaînes de distribution spécialisées dans le matériel IBM (Business et Com-

puterland) ont décidé il y a trois mois de commercialiser leur propre marque de « clones » fabriqués en Asie du Sud-Est.

Certes, IBM est à l'abri de cette mésaventure en Europe, où ses distributeurs sont liés par une clause d'exclusivité : si l'un d'eux se lançait dans la distribution d'une copie sous son propre label, il se verrait aussitôt interdire la vente de matériels IBM. Mais ces précautions juridiques et le lamento des gardiens du temple sur la compétence suffisent-ils à dissuader la clientèle de s'orienter vers des produits deux à trois fois moins chers ?

OLIVIER LANGUEPIN.



FORMATIONS D'AVENIR

Consultants « en franchise »

De plus en plus d'entreprises développent leurs réseaux de distribution — on même de fabrication — en passant par la « franchise ». Mais cette technique en vogue manque encore de matière grise.

QUEL rapport entre les jolies Pingouin, les restaurants Free Time, les pull-overs Benetton ou les cosmétiques Yves Rocher ? Toutes ces marques ont adopté la franchise et lui doivent une bonne part de leur expansion. La formule a connu un développement rapide puisqu'on estime que les vingt-cinq mille franchisés regroupés dans trois cents à cinq cents chaînes représentent aujourd'hui 3 % à 5 % du commerce de détail.

Principe du système : le franchisé est une entreprise qui a fait ses preuves, qui définit un procédé, un service ou un produit. Plutôt que de créer lui-même une série de magasins ou de succursales, il transmet son expérience, son enseignement et ses produits, contre redevance, à des commerçants indépendants. Ceux-ci s'engagent à respecter ses normes, notamment, et bien sûr, à diffuser exclusivement ses produits. Mariage de raison : le commerçant bénéficie de la notoriété d'une marque, l'entreprise « mère » évite d'investir elle-même dans la création d'un réseau de boutiques.

Spécialistes souhaités

Mais derrière son apparente simplicité, la formule se révèle à l'expérience fragile et complexe — la déconfection rapide de chaînes trop vite montées en témoignage. Complexité qui explique l'apparition de spécialistes pour aider de jeunes marques dans leurs premiers pas vers la franchise. « En plus, beaucoup d'entreprises qui diffusent des

produits haut de gamme ne souhaitent ouvrir qu'une trentaine de boutiques. Elles font appel au consultant pour le montage du réseau, et n'embaucheront un cadre qu'après sa mise en place, pour animer la chaîne », explique Régis Macquet, consultant pour trois marques de prêt-à-porter.

La spécialisation par secteur d'activité semble même s'imposer pour ces consultants. « Je pourrais éventuellement utiliser le savoir-faire acquis dans le textile pour créer une franchise de maroquinerie ou de parfumerie... Sûrement pas pour monter un réseau de garages ou d'usines agro-alimentaires », poursuit Régis Macquet. A chaque fois, en effet, c'est tout un métier à définir, des compétences à vérifier chez les franchisés, des normes précises à fixer.

Première étape du conseil : diagnostiquer la « faisabilité » du réseau. Tous les services, tous les produits ne sont pas franchisables, toutes les entreprises ne sont pas capables d'offrir un véritable service à leurs franchisés. Charles Sérourd, consultant réputé, affirme refuser trois candidats franchisés sur cinq. Scrupules que ne partagent pas tous les conseils. « Beaucoup sont de simples VRP », se plaint Jacques Bardon, créateur de la chaîne de magasins La Taste. « Ils confortent les illusions du futur franchisé qui pense s'offrir une distribution à bon compte, sans investir. Ils vous proposent d'établir des normes et de recruter vos candidats pour 100 000 francs. Ce n'est pas sérieux ! »

Seconde étape d'une consultation : mettre en place chez le franchisé les structures et les services qui le rendront crédible auprès des candidats franchisés. « Car trop de jeunes franchisés croient encore que tout est simple parce qu'ils vont travailler avec l'argent des autres », souligne Olivier Gast, avocat spécialisé dans la franchise. « Mais les

autres, justement, vont être très exigeants. C'est leur argent qui est en cause. »

Avant d'aliéner des commerçants à son enseigne, une entreprise doit donc préparer le terrain. Exemple : monter au moins deux boutiques « pilotes » qui fassent la preuve que le produit se vend, prévoient un service de « merchandising » (présentation des marchandises), monter un dispositif de formation pour les commerçants, souvent inexpérimentés, qui vont adopter l'enseigne, s'assurer de capacités d'approvisionnement et de livraison performantes, etc. Tout un esprit à inculquer à l'entreprise : lui faire prendre conscience qu'au bon réseau de franchise se mérite, qu'il implique un investissement. Cette « mise en condition » peut demander jusqu'à un an de travail.

Prix cassés

Phase finale : prospecter et sélectionner les franchisés, par l'approche directe, lors de salons, ou dans le fichier clients de l'entreprise. Outil de cette prospection : la « bible », brochure qui présente la marque, le contrat type, les performances des magasins pilotes, la politique de création, de marketing et de communication du franchiseur, les normes exigées du franchisé, etc. C'est l'étape décisive, celle où le consultant doit réellement faire la preuve d'une expertise. Il devra en effet déterminer sans marge d'erreur sur quel trottoir de quelle rue de Vesoul ou Lyon il faut installer telle boutique « jeune branchée » ou tel magasin « bon chic bon genre ». Et, alors que les réseaux de franchise s'internationalisent de plus en plus, la crédibilité d'un consultant se mesure aussi à sa capacité à choisir le bon emplacement à Séoul ou à Boston...

Comment se paie une telle expérience ? En l'état, c'est l'anarchie des honoraires. La

matière grise s'évalue mal, et seule une solide réputation permet de « fixer son prix » rationnellement. « J'ai été en concurrence vis-à-vis d'un grand groupe industriel avec un autre consultant, raconte Charles Sérourd. Mon devis s'élevait à 1,2 million de francs. Le sien à 200 000 francs... Mais faisons-nous le même métier ? » Observation confirmée par Régis Macquet, qui souligne : « Dans mon secteur, les consultants qui « cassent les prix » ont assez vite disparu. Parce que, explique-t-il, une réputation se construit d'abord sur le développement des réseaux que vous avez montés. Et ceux qui travaillent à l'économie ne se donnent pas les moyens de faire leurs preuves. »

Priorité au professionnalisme et à la technicité, donc. Jusqu'à présent, les consultants n'avaient pas suivi de formations spécialisées : issus des services commerciaux ou de marketing des entreprises, ils s'installaient en libéral après avoir animé et géré un réseau de franchise. Mais les besoins du secteur ont généré la mise en place de cycles d'études spécialisées.

Toutes les grandes écoles de commerce abordent la franchise dans leurs cours sur la distribution. Mieux : Sup de Co Paris a mis en place dans son option Entreprendre un sous-option franchise, essai et diversification. Enfin, l'Institut de promotion du commerce de Colmar a créé une Université européenne de la franchise — cercle de réflexion sur les besoins et de développement de la formule — et, surtout, un Institut de promotion de la franchise (1). Établissement privé, l'IPF dispense en huit mois une formation de créateur et de gestionnaire de réseaux de franchise. Elle reçoit des candidats titulaires d'un diplôme de premier cycle (DEUG, DUT, BTS) du secteur juridique ou commercial, dont la plupart ont déjà une expérience co-entreprise.

Difficile pour l'instant d'évaluer l'efficacité de ses formations. Certitude : elles ne dispenseront pas d'une longue expérience pratique avant de se lancer dans le conseil. Elles ont néanmoins le mérite d'exister, alors que la profession commence à s'organiser.

Une association internationale des consultants en franchise est en effet en cours de création. Elle compterait potentiellement une cinquantaine de membres. A l'heure où la franchise connaît un tel développement, on imagine mal cette poignée de spécialistes répondre à la demande à venir.

BENOIT GRANGER et DELPHINE PINEL (ZELIG).

(1) Institut de promotion de la franchise, 2, avenue De Luttre-de-Tassigny, 68000 Colmar - Wintzenheim. Tél. : 89-27-06-91. Ecole supérieure de commerce de Paris, 79, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : 43-55-39-08.

Demain

Innovation technologique et innovation sociale

Plus encore que les innovations technologiques passées, celles de l'ère informatique ne peuvent produire les bénéfices que l'on attend d'elles sans l'action positive d'un personnel sécurisé dans son emploi, notamment par l'accès aux formations nécessaires à la maîtrise de ces technologies. Comme on peut le constater quotidiennement, mais aussi comme le montrent de nombreuses enquêtes, un parc d'ordinateurs ou de machines à traitement de textes ne constitue pas en soi un critère et une garantie de performance ou de modernité.

Pour que la modernisation ne signifie pas gaspillage humain ou technique, elle doit aujourd'hui nécessairement passer par une intégration entre innovation technologique et innovation sociale.

Or, trop souvent encore, les institutions chargées de la promotion des innovations technologiques perçoivent comme des contraintes, éventuellement à contourner, les quelques obligations qui leur sont parfois imposées, visant par exemple à vérifier l'existence d'un plan de formation dans une entreprise sollicitant un aide de l'Etat ; dans le même temps, les institutions dites sociales s'efforcent à tenter de corriger les erreurs commises dans des actions de modernisation antérieures et rencontrent beaucoup de difficultés à promouvoir des innovations exclusivement sociales parfois trop déconnectées des innovations technologiques. (Extrait du projet d'avis présenté au nom de la section du tra-

vail du Conseil économique et social par Françoise Flotot, après son rapport sur « Le contenu du travail et les aides publiques à l'innovation ».)

1987 : première expérimentation de la téléimpression

La poste va expérimenter, au début de 1987, un réseau de téléimpression.

La téléimpression est une technique susceptible de modifier profondément le traitement du courrier d'ici à la fin du siècle. Elle s'applique au courrier préparé sur ordinateurs dans les entreprises pour diffusion individuelle à une clientèle nombreuse.

Le principe est de demander à ces entreprises de ne pas imprimer ce courrier et de le livrer sous forme de fichiers informatiques à la poste. La poste se charge ensuite de l'acheminement par un réseau de télécommunications puis de l'impression et de la mise sous enveloppe au plus près du destinataire, pour intégration dans le circuit de distribution normal. On économise ainsi l'acheminement physique des piles et une grande partie du tri.

Le système rend les délais d'acheminement indépendants de la distance et procure aux entreprises, tout en maintenant la sécurité et la confidentialité de l'information, d'importantes économies d'exploitation.

Le courrier qui pourrait être ainsi traité représente actuellement 10 % du total.

LES NOUVEAUX ORGANISATEURS

CYCLE D'ÉTUDES DISCONTINUES
1 semaine par mois pendant 2 ans
DÉBUT DE LA SESSION : 2 MARS 1987

l'enseignement

20 semaines de 30 heures à raison d'une semaine par mois, pendant 2 ans, suivies d'une application (stage) en vraie grandeur.

Ce stage dans le lieu de la rédaction d'un mémoire auquel vient s'ajouter une note technique en vue d'une soutenance devant un jury de diplômés.

L'enseignement est dispensé par des praticiens provenant d'entreprises ou de cabinets d'organisation.

critères d'admission

En raison du niveau de l'enseignement, l'ISTO s'adresse :

- aux cadres justifiant d'une expérience minimum de cinq années dans une entreprise ;
- aux diplômés de l'enseignement supérieur (grandes écoles, doctorat, DEA, maîtrise).

diplôme d'Etat

homologué au plus haut niveau de l'enseignement supérieur technique.

à l'ISTO
282, rue Saint-Martin, 75141 PARIS Cedex 03 - Tél. : 42-71-24-14, postes 508, 509

E.I.S.M.

NOUVEAUX MÉTIERS

SECTEURS DE POINTE

DE L'INDUSTRIE

Cette banque industrielle est pionnière dans l'ingénierie financière où elle traite des opérations sophistiquées au niveau international. Une taille humaine et une tradition motivante induisent auprès de ses cadres un véritable esprit d'entreprise. Son département informatique, qui constitue pour cette banque un partenaire d'aide au développement commercial, recherche son

Responsable sectoriel nouveaux produits financiers

Interlocuteur privilégié des directions des Services Financiers, il assume la responsabilité du secteur dédié aux nouveaux produits financiers, billets de trésorerie, MATIF... Mis en situation de devenir, à terme, l'expert fonctionnel de son champ d'intervention, il gère

- sa participation aux études de conception générale couvrant plusieurs grandes fonctions de la banque,
- la conduite de projets nécessitant l'encadrement de petites équipes de concepteurs,
- les applications déjà existantes et leurs évolutions fonctionnelles.

Le candidat âgé d'au moins 28 ans est issu d'un cycle de formation supérieure. Il a déjà conduit avec succès des missions de conception et réalisation de systèmes de gestion pour un établissement financier. Il possède une réelle pratique des environnements grands systèmes temps réel dans un cadre Merise.

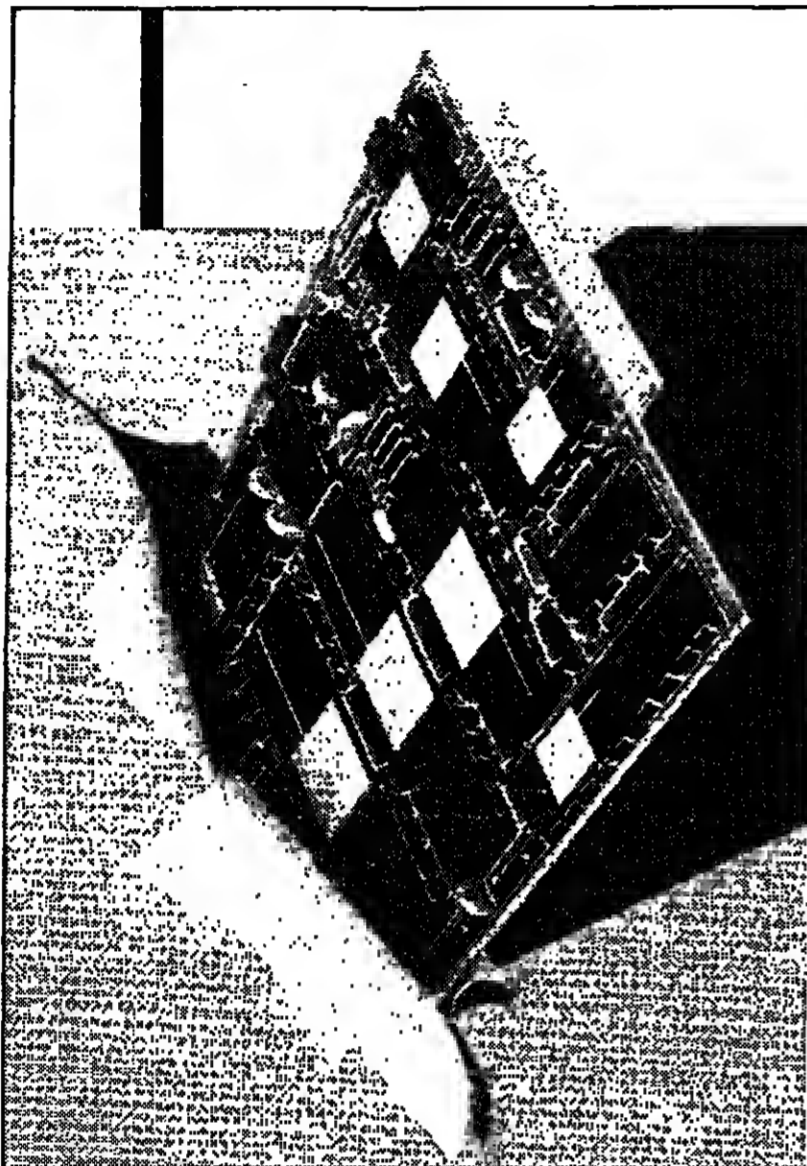
Enfin, cette banque sait assurer aux candidats de valeur une évolution de carrière tant au sein de sa direction Informatique et organisation que des services utilisateurs.

Michel DEEUR étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8610.40 au Cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Plain Champ

M.D.A.



L'INDUSTRIE A BESOIN DE NUMÉRO 1

Les plus grandes sociétés françaises et internationales recherchent nos conseils dans la protection de leurs équipements industriels ou informatiques. Permettre la poursuite de l'activité et donc sauvegarder l'emploi, telle est notre mission à laquelle Ingénieurs et Commerciaux nous vous invitons à participer.

UAP, Direction du Personnel, Service Recrutement Cadres (réf. MON/17) TOUR ASSUR, 82083 Paris-La Défense.

UAP

Placez votre réussite en 1er. Numéro 1 oblige.

EI L'Entreprise Industrielle

Le groupe de l'EI (9000 personnes, 3 milliards de CA, 5 Directions Régionales et 80 Centres de travaux en France) se caractérise par la diversité et la complémentarité de ses domaines d'intervention :

Travaux Électriques (3^{ème} groupe en France) Génie Civil, Bâtiment, Génie Climatique.

INGENIEURS DEBUTANTS

Nous vous offrons une carrière d'ingénieur d'Affaires avec la responsabilité technique, commerciale, financière et humaine des marchés qui vous seront confiés.

Formation à dominante électrotechnique : ENSIEG, HEI, INSA/G. électrique, ETP/ME, ESME... ou formation généraliste ENSAM, ECAM, IDN...
Pour nos services : Installations Électriques Industrielles, Automatismes.

Formation à dominante BTP : ETP/TP/B, INSA/GC, ENSI...
Pour nos services : Génie Civil, Bâtiment, Assainissement, Etanchéité, Electrification Rurale, Vidéo Communications.

Postes : Région Parisienne et Province.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE - Modane JEUNOT 29, rue de Rome - 75008 PARIS.

DANS UN GROUPE QUI MONTE VITE, VOTRE CARRIERE SE CONSTRUIT PLUS VITE.

ANALYSTES, CHEFS DE PROJETS

Vous avez déjà fait vos preuves et aspirez à intégrer une Entreprise qui vous donnera plus d'autonomie et de responsabilités. Au groupe SEGIN, nous sommes 800, nous connaissons 50 % de croissance annuelle avec trois activités, la Monétique, la Télématique et l'Ingénierie Informatique et si nous sommes devenus l'une des toutes premières SSII françaises, c'est aussi parce que chez nous on apprécie l'envie de progresser.

DATAFORCE, notre unité ingénierie informatique, recherche actuellement l'encadrement de ses équipes de conception, d'études et de programmation sur Paris La Défense. Un bon diplôme (Ecole d'ingénieur ou universitaire), une expérience réussie en conduite, développement et réalisation d'applications informatiques sur grands systèmes IBM ou BULL et le désir d'élargir votre champ d'expérience en participant à des projets valorisants (SCBD, réseaux...), tels sont vos atouts pour nous rejoindre.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M 816 à Jean-Paul FRAY, Directeur des Ressources Humaines - 11, rue Saint-Florentin - 75008 PARIS. Pour informations sur Minitel, composez le 3614 code SEGIN*SEGL.

DATAFORCE



CHIFFRE SEGL

Banque **BNL I** Nicolet Lafanechère et de l'Isère

Banque grenobloise (400 p.) au dynamisme reconnu, nous renforçons notre direction du système d'information et cherchons

le chef de notre service informatique, (réf. 3820 LM)

pour coordonner les services développement (10 p.) et technique (11 p.), développer notre réseau (150 terminaux/ CICS reliés à notre 4381/DOS-VSE/VM) et intégrer les nouvelles applications prévues par notre plan informatique.

Technicien solide, animateur, homme de relations, ayant une formation supérieure et des responsabilités comparables en milieu tertiaire, venez élargir vite votre champ d'action. La maîtrise de notre informatique n'est que la première étape de votre parcours chez nous.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire.



ALEXANDRE TIC SA
6, RUE BILLEREY - 38000 GRENOBLE
PARIS - LYON - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

A.I.D.

Société d'Etudes et de réalisations informatiques spécialisée dans l'information STATISTIQUE

RECRUTE A VERSAILLES

UN(E) STATISTICIEN(NE) RESPONSABLE DE CLIENTELE

3 à 5 ans d'expérience dans un service ou une société d'études de marché. NIVEAU ISUP, ENSAE. Connaissances du FORTRAN et de l'analyse des données.

UN(E) ANALYSTE PROGRAMMEUR

2 à 5 ans d'expérience. Connaissances approfondies des langages FORTRAN et C pour réalisations sur MICROSOFT et PRIME. Connaissances en statistiques.

UNE ASSISTANTE COMMERCIALE

2 à 5 ans d'expérience. Pour l'organisation de salons, la gestion de mailing prospects et le suivi commercial.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : A.I.D. - 27 ter, rue Saint-André, 78000 VERSAILLES.

Jeune Ingénieur Export

Nous accueillerons, dans le cadre de notre expansion, un candidat possédant éventuellement des connaissances en électronique et voulant valoriser par une action à l'export un acquis technique qui sera adapté à la spécificité de nos produits à l'aide d'une très solide formation complémentaire. Il pourra venir d'un BE, d'une unité de fabrication ou d'un SAV de biens d'équipements industriels. Sa mission sera d'intervenir comme appui technique, commercial et relationnel auprès des unités de vente du Groupe, ce qui implique de nombreux déplacements à l'étranger. Il s'agit d'une opportunité exceptionnelle de carrière pour un candidat ambitieux voulant s'ouvrir au monde extérieur tout en développant sa technicité de base. La langue allemande est nécessaire pour son affectation majeure vers les pays germanophones. Les entretiens auront lieu à LYON et à PARIS.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barême 69006 LYON, sous référence 530/LM

Cabinet GATIER



Goodyear FRANCE

DIVISION CHIMIE

Notre Centre Technique Européen situé à ORSAY (25 km Sud de Paris) recherche

INGENIEUR PLASTIQUE

Pour renforcer notre position de leader comme fournisseur de polymères pour la modification des Thermo-plastiques. Niveau universitaire requis : Ecole d'ingénieur/CNAM - transformation des matières plastiques avec une expérience pratique industrielle de plusieurs années dans la mise en œuvre des plastiques (PVC). Age 30 ans environ.

INGENIEUR CAOUTCHOUC

Responsable du développement de notre gamme de caoutchoucs nitriles. Niveau universitaire requis : IFC, IFCCA, Ecole d'ingénieur Chimie avec quelques années d'expérience pratique. Les deux candidats seront responsables dans leur domaine respectif des travaux de développement et d'applications de nos produits et assisteront nos clients dans leurs utilisations. Ces postes demandent une motivation personnelle, des facultés de créativité, des déplacements à l'étranger et une aptitude à communiquer. Anglais indispensables.

Ecrire avec C.V. au Directeur du Centre Technique GOODYEAR FRANCE - B.P. 31 - 91941 LES ULIS Cedex

Handwritten note in Arabic script: "مكتبة المجلد"

NOUVEAUX MÉTIERS

SECTEURS DE POINTE

DE L'INDUSTRIE

Directeur filiale

400.000 F +

Electronique - Un important groupe international spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de micro-systèmes modulaires, recherche le directeur de sa filiale française de distribution implantée en proche région parisienne...

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Carrières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Organisateur dans l'industrie

Un puissant groupe industriel (CA : 2 Milliards F) leader dans son domaine, recherche pour sa direction des systèmes d'information un INGENIEUR ORGANISATION

Responsable des projets d'organisation pour un ensemble d'établissements, votre mission s'étendra de la conception et de l'analyse fonctionnelle à la mise en place des procédures. Les applications concernent principalement la gestion de production.

Ingenieur de formation (Centrale, AM, INSA...) vous avez acquis une expérience de 5 ans dans une entreprise du secteur mécanique de préférence, soit dans l'installation de logiciels de gestion de production, soit comme chef de projet d'informatisation en usine.

Vous êtes un homme de contact, attentif aux besoins des opérationnels, doué d'un solide sens pédagogique.

Nous vous offrons d'intéressantes perspectives d'évolution.

Poste basé à Paris Ouest.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 609 299 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BK C BERNARD KRIEF CONSULTANTS 115, rue du Bac - 75007 Paris

BERTIN & Cie

Société de Recherche Appliquée et d'Innovation Industrielle recrute pour sa Division OPTO-ELECTRONIQUE située à AIX EN PROVENCE

UN INGENIEUR OPTICIEN

Diplômé d'une grande école ou docteur 3ème cycle, il devra avoir une expérience en Recherche Industrielle ou Universitaire dans le domaine des LASERS.

Appelé à seconder le chef du département "LASER" de la division, il devra, en plus de ses activités de Recherche et Développement, négocier avec nos clients et gérer le budget de ses affaires.

Merci d'écrire en précisant les prétentions, sous référence CG/3-1, à C. GUERMONT - BERTIN & Cie BP 3 - 78373 PLAISIR Cedex.

COTIBA INTERNATIONAL

a acquis une réputation de leader dans la gestion de projets Bâtiment, mais aussi dans les secteurs Industriel, Informatique et Bancaire.

Nous participons, par exemple, aux projets : - groupement du système Interbancaire de Télécompensation ; - table de change B.N.P. ; - groupement Carte Bleue ; Carte Verte ; - réseaux Transcam Crédit Agricole ; - usine de retraitement de LA HAGUE ; - centrale nucléaire de COREE.

Nous avons créé un nouveau métier et avons mis en place une méthodologie et des outils de management de projets les plus performants du marché.

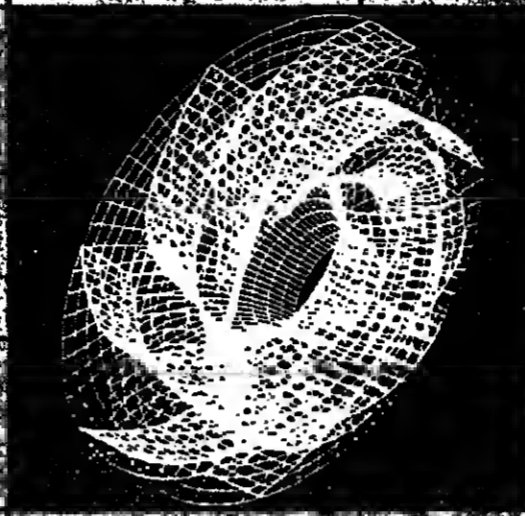
Devant le développement de notre activité dans le secteur Industriel, Informatique et Bancaire, nous recherchons un

DIRECTEUR DE PROJET diplômé d'une Grande Ecole

Après une formation interne, si accordé à un poste d'initiatives et de responsabilités, avec un plan de carrière très intéressant.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo, et prétentions sous double enveloppe avec la mention confidentielle à COTIBA INTERNATIONAL, Direction générale, 92-98, bd Victor Hugo, 92115 CLICHY.

PARTICIPEZ A NOTRE DEVELOPPEMENT



POMPES GUINARD

VENEZ REJOINDRE NOS EQUIPES, VOUS REJOINDREZ LE GROUPE N° 1 MONDIAL

Nos projets de développement nous conduisent à renforcer nos structures.

EN FRANCE : - dans nos usines de Lille, Annecy, Châteauroux, Neuvy-Saint-Sépulchre, Rosny-Sous-Bois... - dans nos agences commerciales et dans nos ateliers de service.

A L'ETRANGER : - dans nos implantations commerciales et industrielles.

NOTRE METIER : La fabrication de pompes et leur commercialisation dans tous les domaines d'application : « Habitat » « Traitement des eaux » « Assainissement » « Industrie » « Irrigation » « Nucléaire » « Pétrole » « Pétrochimie » « Chimie » « Parachimie » « Agro-alimentaire ».

VOTRE FORMATION : Quel que soit votre niveau d'études (Grandes Ecoles d'ingénieurs, BTS-OUT), vous exercerez vos compétences dans les secteurs

d'application suivants : hydraulique, électricité, fabrication mécanique, traitement des eaux, assainissement...

En outre, à votre connaissance technique de la pompe et de ses applications, vous alliez une maîtrise parfaite d'une langue étrangère ainsi que des notions d'organisation et de gestion.

VOS MISSIONS : Nous vous proposons des missions variées en rapport avec vos qualifications et vos compétences. Commerciaux, Technico-Commerciaux, Responsables de Zone, Hommes d'Etudes et de Développement, Organiseurs et Gestionnaires en usine. En rejoignant le N° 1 mondial, vous évoluerez à un haut niveau d'encadrement dans des structures autonomes et un contexte international qui vous ouvriront de larges perspectives de carrière.

Pour prendre contact avec nous, adressez votre dossier de candidature à Annick FONTAINE - Directeur des Affaires Sociales - Etablissements POMPES GUINARD - 178, bd Saint-Denis - 92400 COURBEVOIE.

Encore plus loin avec les plastiques et composites.

Notre groupe de dimension internationale connaît une forte avance technologique dans laquelle les plastiques et composites jouent un rôle important. Dans ce créneau d'avenir, nous cherchons aujourd'hui à renforcer notre Direction des technologies de production et d'industrialisation.

BUREAU D'ETUDES

Ingenieurs

(diplômés ou première expérience)

Centrale, ENSAM, ESPCL, UTC. Votre spécialité matériaux particulièrement dans les plastiques-composites vous est nécessaire pour réaliser de nouvelles conceptions de pièces. Réf. BE.

TRANSFORMATION, MISE EN FORME

Ingenieur

(diplômé)

Centrale, ENSAM, UTC (spécialisation matériaux). Vous assurerez la transformation des plastiques (moulage, intrusion). Réf. TR.DES.

Ingenieur

(5 ans d'expérience)

Centrale, ESPCL. Grâce à vos connaissances tant économiques que techniques dans la transformation des plastiques, vous participerez à la définition de la politique d'intégration industrielle dans le groupe. Réf. TR.ACH.

LABORATOIRE

Ingenieur

(expérimenté)

ESPCL, EAHR, Doctorat universitaire. Une expérience d'environ 5 ans en caractérisation physico-chimique des polymères vous permet l'étude des matériaux nouveaux dans le domaine du développement industriel. Réf. LAB.

Ingenieur

(expérimenté)

Centrale, ESPCL 5 à 10 ans d'expérience en Développement ou Méthodes injection thermoplastiques feront de vous l'un des maîtres-d'œuvre de la mise au point industrielle. Réf. TR.IND.

REALISATION

Chefs de projets

(expérimentés)

Ingenieur Grande Ecole, formation de base mécanique ou physico-chimie. Vous aurez à conduire un projet industriel de l'« avant-projet » à la réalisation. Réf. REA.

Ces postes situés en proche banlieue parisienne sont ouverts à des ingénieurs motivés par le produit automobile d'avenir et parlant anglais. Ils offrent de réelles possibilités d'évolution dans un grand groupe doté de moyens puissants. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) à l'Agence Anipe Perru Conseil, 3, rue de Liège 75009 Paris qui assurera la transmission de votre dossier. Indiquer la réf. du poste choisi sur l'enveloppe.

NOUVEAUX MÉTIERS

SECTEURS DE POINTE

DE L'INDUSTRIE



recrute pour son SERVICE CENTRAL D'AUDIT INTERNE

LA FONCTION
• Contrôler l'organisation et les systèmes de gestion des Sociétés du Groupe et proposer les moyens nécessaires à l'amélioration de leur compétitivité.
• Évaluer les différentes fonctions de l'Entreprise avec la méthodologie rigoureuse de l'Audit et le comportement du Manager.
Les postes sont basés à Paris, avec des déplacements à prévoir en France et à l'étranger. Une formation aux méthodes d'audit et aux techniques de gestion pratiquées dans le Groupe est assurée.
La fonction devra déboucher sur d'importantes responsabilités au sein de Pechiney (holding et filiales).
Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 610 à :

BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

VOTRE CARRIÈRE ET LA BANQUE CREDIT DU NORD

Soyons clairs.

Au Crédit du Nord, l'informatique joue un rôle essentiel

Le Crédit du Nord, côté informatique, c'est : UNE ARCHITECTURE PUISSANTE, SOUPLE ET DÉCENTRALISÉE :
3000 MICRO-ORDINATEURS MULTIFONCTIONS - soit près d'un micro-ordinateur pour 3 collaborateurs - reliés à un système central. Ils servent aussi bien au traitement des transactions avec la clientèle qu'au soutien à la vente ou aux diverses opérations de gestion.

POUR LES SECTEURS D'ACTIVITÉS SUIVANTES :
gestion des opérations bancaires, gestion du système central et des réseaux locaux.

MOYENS :
Nos équipes travaillent dans un environnement IBM et mettent en place des produits de pointe (systèmes experts, réseaux locaux, bases de données...).

Le développement de ce plan ambitieux donne à nos ingénieurs-informaticiens, la responsabilité directe des projets conçus.

Les perspectives de carrière sont très ouvertes dans l'ensemble du groupe où les candidats devront, à terme, évoluer pour participer directement aux activités bancaires.

Le Crédit du Nord propose de participer à ce plan en tant que

Ingénieurs Informaticiens

CONFIRMÉS :
Grandes Ecoles + 2 à 5 ans d'expérience.
DÉBUTANTS :
Formation Grande Ecole d'Ingénieurs : X, Centrale, Supélec, Mines, Ponts, Télécom...

Entre sous réf. LM 28 à Direction du Personnel 6/8, Boulevard Haussmann 75009 Paris.

Crédit du Nord



Rowntree Mackintosh

ROWNTREE MACKINTOSH Leader du Chocolat en France recherche
• Pour son usine de DIJON (500 personnes) où sont fabriqués : Quality Street, Les Rochers Réve, les Escargots de Bourgogne, Larvin...

INGÉNIEUR QUALITÉ
Rattaché à notre Direction « Produits », vous serez l'animateur qualifié de l'usine et serez complètement intégré au management de la production.
A la tête du laboratoire, composé de 5 techniciens, vous assurerez les contrôles ainsi que l'analyse de leurs résultats.
Avec une première expérience significative en IAA et un diplôme type ENSIAA, ENSAIA, votre anglais est courant.
Ecrire en précisant la réf. à ROWNTREE MACKINTOSH S.A., rue de Cluj, Z.I. Nord-Est, 21019 DIJON Cedex.

INGÉNIEUR PROJETS INDUSTRIELS
Rattaché au Directeur de l'usine, vous intégrerez une équipe de 4 autres chefs de projets.
Responsable de vos dossiers de A à Z (investissements industriels, travaux neufs...) vous disposez de la rigueur, du pragmatisme et du sens du dialogue que nécessite toute réalisation pluridisciplinaire.
Un diplôme type AM, de bonnes connaissances en anglais et une expérience de 3 ans environ sont requis pour une intégration rapidement opérationnelle.
Merci d'écrire en précisant la réf. à ROWNTREE MACKINTOSH S.A., Direction du Personnel, Noisiel, 77422 MARNE LA VALLÉE Cedex 2.

Directeur de projet télématique

Nous sommes l'une des toutes premières entreprises françaises spécialisées dans le traitement d'informations financières.
Nous disposons de puissants moyens informatiques : Parc de 120 mini-ordinateurs, 15.000 terminaux...
Nous mettons en place un vaste « Plan Télématique » pour lequel nous créons un nouveau poste.
Votre mission :
Rattaché au Directeur informatique, vous êtes le maître d'œuvre du développement d'une application transactionnelle VIDEOTEK d'avant-garde.
Véritable conseiller, vous avez aussi un regard technique et marketing sur le « marché » pour nous permettre de

prendre en compte les évolutions technologiques permanentes dans ce domaine.
Parallèlement, vous vous intéressez à la transmission d'images par satellite et par câble.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur possédant une expérience réussie d'au moins 5 ans dans la Télématique (conception, conduite de projets importants...).
Vous avez évolué soit dans une SSII, soit dans un important groupe de la distribution (VPC) et/ou dans la Banque.
Vos qualités d'innovation technologique et marketing sont les meilleurs atouts pour réussir dans ce poste.



Si cette opportunité vous intéresse, merci d'écrire à notre Conseil Informama, 7, rue Pasquier, 75008 Paris sous référence 1505.

LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

SIEMENS

L'un des leaders mondiaux en micro-électronique, télécommunications, produits, informatique, technique médicale, électrochimie... 348 000 personnes, C.A. 175 milliards de Fr dont 10 milliards investis en R et D.

Siemens dans le cadre de son expansion recherche pour la France de nouveaux collaborateurs débutants et confirmés,
• Ingénieurs grandes écoles (Électronique, Microtechnique...)
• Universitaires (MST, E.E.A., DESS, DEA...)
• Techniciens (DUT, BTS) Électronique/Informatique/Automatique.

atirés par les fonctions de :
ingénieur commercial
ingénieur technico-commercial
ingénieur d'application (réalisation de Projets)
ingénieur/technicien de maintenance

Pour les activités suivantes en FRANCE :
- COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES (MIL, CIB) et COMPOSANTS ÉLECTROMÉCANIQUES (MIL, CIB)
- AUTOMATISATION/PRODUCTIQUE/INFORMATIQUE INDUSTRIELLE/CAO (MIL, ISM)
- INSTRUMENTATION/CONTROLE DE PROCESSUS/CHROMATOGRAPHIE et ANALYSE DE GAZ (MIL, ISM)
- TECHNIQUE MÉDICALE (MIL, Med) - ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES ARTS GRAPHIQUES (MIL, MELL)
- TERMINAUX DE COMMUNICATION et IMPRIMANTES (MIL, COM, MICRO-INFORMATIQUE (MIL, PC)
- CIBAO, CARTOGRAPHIE, PC MULTIPOSTES, TÉLÉMATIQUE, INFORMATIQUE DE GESTION (MIL, ISM).

Nous vous proposons des postes ouverts à l'initiative, formateurs avec d'indéfinissables perspectives d'évolution. Des possibilités d'emploi sont également offertes dans nos établissements en I.F.E.A.
Pour l'ensemble de ces postes, la connaissance de l'allemand serait appréciée.
*Pour les références (ES, IS, PC) des stages de formation étant prévus en RFA, l'allemand est nécessaire.
Nous remercions les candidats d'adresser leur dossier de candidature en précisant la fonction et la référence d'activité choisie à : Département du Personnel B.L.R. 122 - 93204 SAINT-DENIS cedex 01.
Votre contact : M. DUCOUDERCO, téléphone (1) 49.22.35.80

Siemens S.A. / Siemens Data S.A.

Le Laboratoire Européen des Produits SCOTCH BRIT INDUSTRIEL recherche pour assurer le développement et le lancement de produits destinés au traitement de surfaces et définir de nouvelles applications un

Jeune ingénieur chimiste

INSA Lyon, Rouen, ENSC Paris, Lille, Lyon...

Vous réaliserez des analyses comparatives de produits et aurez un rôle d'assistance à la production dans la formulation des produits.
La parfaite connaissance de la langue anglaise est indispensable. De courts déplacements auprès de la clientèle tant en France qu'en Europe sont à prévoir ponctuellement.
Dans un premier temps vous serez basé à Beauchamp (95) puis à Rueil (92) en 1987.
Adressez CV et photo, préférences sous réf. 72 MIVG à Monique Germond, 3M France, Division des Ressources Humaines, 95005 Cergy-Pontoise Cedex.



Centre National d'Études des Télécommunications

(MINISTÈRE des POSTES et TÉLÉCOMMUNICATIONS) à ISSY LES MOULINEAUX

un ingénieur (Grandes Ecoles, X, ENST, SUP. ELEC, CENTRALE, etc. ou Universitaire)

pour ses études de codeurs d'images numériques, destinés à des applications de visioconférence et de visiofonie (simulation d'algorithmes sur calculateurs).
Adressez les candidatures avec C.V. détaillé, téléphone et préférences à : Département TRACPI - Centre PARIS A CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS 3840, rue du Général Leclerc - 92131 ISSY LES MOULINEAUX



EN ORGANISATION

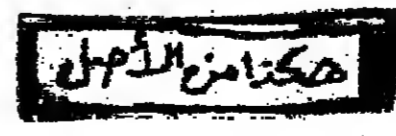
MISSION
- Conception et suivi de projets informatiques en collaboration avec les informaticiens des entreprises clientes.
- Étude des circuits et du traitement de l'information.
- Audit informatique.
PROFIL
- Formation de type MIAGE, école... d'ingénieur ou équivalent.
- Expérience de 3 à 5 ans.

Pour participer à ce recrutement, merci d'adresser votre candidature, lettre, CV, photo et préférences, en précisant sur l'enveloppe la réf. 7565, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

INSTITUT MAX VON LAUE PAUL LANGEVIN (ILL) GRENOBLE, FRANCE

L'ILL est un institut de RECHERCHE NEUTRONIQUE ayant un effectif de 600 agents environ. Il est financé par la FRANCE (CEA et CNRS), l'ALLEMAGNE FÉDÉRALE et la GRANDE BRETAGNE. L'institut exploite un réacteur de recherche à haut flux de neutrons auprès duquel sont effectuées des expériences dans plusieurs disciplines : physique nucléaire, physique des particules élémentaires, structure et dynamique de la matière condensée, etc., en utilisant une trentaine de dispositifs expérimentaux (diffractomètres, spectromètres, etc.). L'ILL est conçu comme un institut de service dont les expériences sont effectuées par des chercheurs invités. Nous offrons à un

scientifique ayant soutenu sa thèse de doctorat ou ayant une formation équivalente, avec plusieurs années d'expérience en recherche scientifique et si possible une pratique de la recherche neutronique, un contrat permanent. Les candidatures avec C.V., copie des diplômes et références, doivent être adressées d'ici fin décembre 1986 au Directeur de L'ILL à l'adresse suivante : Institut Laue - Langevin - 156 X - 38042 Grenoble cedex.



INGENIEURS GRANDES ECOLES

Captez notre énergie créative

Votre site est bien fait, et vous avez de l'énergie à revendre, vous voulez apprendre, créer.

CGI : UN RYTHME DE DEVELOPPEMENT DE PLUS DE 85% PAR AN, atteint grâce à l'initiative, l'autonomie et les responsabilités auxquelles nous vous donnons rapidement accès.

CGI : UN ENVIRONNEMENT HUMAIN GÉNÉRATEUR D'ÉNERGIE Une formation à nos méthodes, permettant l'éveil de votre potentiel.

CGI : UN ÉVENTAIL DE CARRIÈRES Des opportunités pour des métiers variés dans des secteurs d'activités différents.

CGI : UN RAYONNEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL Angers, Barcelone, Bordeaux, Bruxelles, Chicago, Dallas, Genève, Lille, Lyon, Madrid, Marseille, Milan, Montréal, Nantes, New York, Orléans, Paris, Reims, Toulouse, Tours, Turin, Washington.

Quelle que soit votre date de disponibilité, adressez votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous référence DJI 410 à

Madame Janet
Compagnie Générale d'Informatique
84 rue de Grenelle 75007 Paris



JEUNES DIPLOMÉS

PRODUCTION: SACILOR

Je ne m'y attendais pas

Avant que j'entre à SOLLAC, la production était pour moi un concept : aujourd'hui la maîtrise du fonctionnement automatisé d'outils de production très complexes est une réalité que je vis quotidiennement.

Tout ceci c'est de l'informatique, mais c'est aussi l'occasion d'apprendre à travailler dans une petite équipe très qualifiée, très concernée par la qualité et par les résultats de son action.

SOLLAC dispose à la fois de la maîtrise des outils industriels les plus modernes et d'un savoir-faire permettant les plus hauts niveaux de qualité dans l'élaboration de produits plats destinés à la fabrication de biens de consommation durables et qui sont exportés à 50 %, tôles minces, à haute limite élastique, tôles spéciales, tôles électrozinguées.

Les différentes sociétés de SACILOR : UNIMETAL, SOLLAC, UGINE, IMPHY, ASCOMETAL offrent aux jeunes ingénieurs et cadres diplômés de l'enseignement supérieur, des opportunités de carrière dans un Groupe d'implantation nationale et de taille internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : Département Gestion des Ingénieurs et Cadres, Cédex 34, 92072 Paris-La Défense.



SACILOR VOUS ATTEND LÀ OÙ VOUS NE L'ATTENDEZ PAS.

Jeunes ingénieurs pour une informatique de pointe



LES LABORATOIRES D'ÉLECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUÉS collaborent avec l'ensemble des laboratoires de recherche de Philips dans le monde. 370 personnes y effectuent des études dans les domaines de la microélectronique, de la physique de l'état solide et du vide, des systèmes électroniques et de l'informatique.

INGENIEURS OPTION INFORMATIQUE

Vous souhaitez travailler dans un environnement hautement performant et vous intéressez à nos équipes intervenant depuis la conception de VLSI jusqu'au logiciel de base. Nous vous proposons de participer à des études en architecture de microprocesseurs, en implémentation de langages symboliques ou en génie logiciel.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et préférences sous réf. LM 01 au LEP M. Cléris, Service Descriptions 94451 Linval-Boisvieux Cédex.

Philips France, c'est 19 milliards de C.F., 2000 bureaux et usines qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'ensemble des secteurs. Philips France possède une structure qui vous offre une variété de postes de l'enseignement supérieur, de la physique aux sciences de l'ingénieur, de l'électronique à l'informatique.



PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

LA CHIMIE DE RHÔNE-POULENC

JEUNES INGÉNIEURS AUTOMATISME, INFORMATIQUE

REGIONS Rhône-Alpes Alsace Ouest de la France

Vous souhaitez travailler dans un environnement hautement performant et vous intéressez à nos équipes intervenant depuis la conception de VLSI jusqu'au logiciel de base. Nous vous proposons de participer à des études en architecture de microprocesseurs, en implémentation de langages symboliques ou en génie logiciel.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et préférences sous réf. LM 01 au LEP M. Cléris, Service Descriptions 94451 Linval-Boisvieux Cédex.

IMPLANTER LA NOUVELLE GPAO DE THOMSON LCC

Implantée tant en France qu'à l'étranger, THOMSON LCC, filiale de THOMSON COMPOSANTS, avec un CA. d'1 milliard de Francs (dont 50% à l'export) compte parmi les leaders mondiaux dans le domaine des composants passifs.

Un effectif total de 3.000 personnes, 7 unités autonomes intégrant chacune bureaux d'études et services de fabrication, un environnement de haute technologie ainsi qu'une politique d'investissements soutenue, nous rendent particulièrement adaptables aux besoins du marché.

Afin de conforter nos équipes, nous souhaitons intégrer pour l'une de nos principales unités, un

INGÉNIEUR MÉTHODES

Au sein d'un Service Méthodes, vous aurez en charge l'amélioration de la productivité, l'établissement et l'analyse du suivi des coûts de fabrication, les études d'organisation optimale du travail sur certaines lignes de production, la mise en place d'une gestion automatisée requérant l'utilisation de micro-systèmes.

Vous participerez dans le cadre d'une nouvelle unité moderne de production à la constitution et à la gestion de groupes opérationnels.

Vos relations seront permanentes avec les différents secteurs de production, le Bureau d'Études, le Service Recherche et Développement.

Outre des qualités de contact, de rigueur, vous devrez posséder de bonnes connaissances en informatique et une pratique suffisante de l'Anglais.

Pour ce poste, une formation d'ingénieur Grande Ecole et une expérience industrielle de 2 à 3 ans au sein d'un Service Méthodes sont nécessaires.

Réf. 91351/LM

Ces postes sont basés à Dijon.

ADJOINT AU GROUPE GPAO

Rattaché au Chef du Service Méthodes Industrielles, vous serez chargé de participer à la mise en place de la GPAO sur les différentes lignes de fabrication.

Vous effectuerez l'analyse fonctionnelle des besoins des utilisateurs et aiderez à la recherche de solutions adaptées. Vous serez le coordinateur entre ces utilisateurs et le projet informatique établi sur HP 3000. Vous en assurerez le suivi.

Vous aurez la charge d'informer et de former les utilisateurs.

Cette fonction requiert une formation technique supérieure, de bonnes connaissances informatiques et une expérience préalable d'un secteur de production. Une première approche de la GPAO serait appréciée.

Réf. 91352/LM



Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi, à Jean-Claude LELEU - Responsable des Affaires Sociales - THOMSON LCC - 6, avenue du Colonel-Prat, 21850 SAINT-APPOLINAIRE.

ingénieur conception et études d'antennes



ALCATEL ESPACE, entreprise leader dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS SPATIALES, recherche un INGENIEUR pour diriger le Service ANTENNES.

Electronique de systèmes d'ANTENNES de détail. Pour chaque PROJET, on assure l'étude et l'analyse en collaboration avec d'autres ingénieurs du Service. Il apportera une connaissance de l'état de l'art dans le domaine des ANTENNES (France et Etranger).

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, un CV bien détaillé, (une photo) + votre souhait, sous référence M 6112, à M. F. LAUTREC LEPY

marie-francoise lautrec lepy
Conseiller d'entreprise - Toulouse

Jeune ingénieur

Electronique et automatismes industriels

Cette importante société industrielle de l'Est de la France prépare les structures industrielles des prochaines années et réalise des investissements de premier plan. Participer à ces ambitieux projets, voilà ce qu'elle vous propose.

- **Votre mission** - Mettre en place de nouvelles technologies, préparer l'avenir, assurer une qualité toujours plus performante du produit...
- **Votre fonction** - Au sein de la direction industrielle, vous participerez à la définition, la mise au point, l'implantation de matériels nouveaux et assurerez la mise en œuvre et la maintenance d'automatismes industriels. Une carrière évolutive suivra.
- **Votre origine** - Débutants ou diplômés d'une première expérience, les ingénieurs retenus seront diplômés des grandes écoles (Centrale - Sup'Elec - ISEP - ISEN - Arts et Métiers - IEG - INSEELHT - ENSEM - IDN...) avec options relatives à l'électronique ou l'automatisme.

Vous êtes-vous intéressé ? Alors, adressez votre candidature en précisant la référence A/2803M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graines - 92511 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Réseaux de communications informatiques

Leaders, par l'étendue de nos compétences, sur le marché des réseaux et de la connectique (conseil, vente, installation) et en forte croissance, nous recherchons :

INGÉNIEUR MARKETING PRODUIT "RÉSEAUX LOCAUX"
INGÉNIEUR MARKETING PRODUIT "TELECOM"

Marseille

Leur compétence sera double :

- Une compétence support produit auprès des ingénieurs commerciaux : diffusion de l'information technique, formation aux nouveaux produits, et assistance technique à la vente.
- Une compétence marketing, incluant la recherche et l'évaluation de nouveaux produits, leur introduction et positionnement sur le marché, le suivi et l'animation des ventes.

Les candidats devront, en priorité, justifier d'une expérience de haut niveau dans le domaine.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX RÉSEAUX

Paris - Marseille - Lyon

Chargés du développement de leur clientèle en totale autonomie de stratégie et de gestion, ils proposent des solutions techniques et en pilotent, eux-mêmes, les implantations avec leur équipe de techniciens, dans un esprit de qualité et d'efficacité.

De formation BAC+4 minimum à prédominance scientifique, sans exclusion, et d'une expérience de 0 à 3 ans, les candidats devront faire preuve d'une sensibilité commerciale et d'une volonté d'accompagner le développement de technologies en pleine expansion.

De larges perspectives d'évolution sont envisageables rapidement.

ORGANIMAR
l'union informatique solide

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V., photo et présentations à : Eric J. Margnat, ORGANIMAR, 1A rue Congé 13015 MARSEILLE.

Important Groupe Français, présent dans les domaines Industriel, Distribution et Diffusion de produits de luxe recherche un :

Responsable de département informatique

Basé à Lille, il aura la responsabilité complète d'un centre de développement et de traitement gérant des systèmes de gestion pour l'ensemble du groupe et de ses filiales. Dans le cadre d'une évolution vers une plus grande décentralisation, il aura pour principale mission de diriger le changement tant au niveau des hommes qu'au niveau technique. Favoriser l'ouverture et la formation des équipes Etudes, Systèmes et Exploitation (50 personnes) aux méthodes nouvelles, organiser le transfert de BULL vers IBM seront des missions exigeantes.

Pour y répondre, nous cherchons à recruter un informaticien de talent qui aura valorisé son diplôme d'ingénieur au travers d'une expérience polyvalente : études, direction d'équipes, mais aussi acquis technique en système et en exploitation. Il sera avant tout un « opérationnel », intéressé par le marché d'une unité et son évolution au sein d'un groupe de première importance. Si vous êtes de ceux là, merci d'envoyer rapidement votre dossier de candidature sous réf. FB/1 M à notre conseil, INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC

INFRAPLAN Paris/Barcelone

UN RÉALISATEUR ATTIRÉ PAR L'INNOVATION

Avec les marques MAZDA et WONDER, CIPEL est l'un des leaders européens de la Pile. Nous souhaitons intégrer à notre Centre de Recherche basé à CAUDEBEC-LES-ELBEUF et qui travaille en relation avec nos trois unités industrielles en France, un

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

disposant d'au moins 5 ans d'expérience en études et mise en forme des matériaux, maîtrisant l'Anglais et ayant, si possible, des connaissances en physico-chimie et informatique.

Au sein d'une équipe conduisant des projets très innovateurs, il sera particulièrement chargé de la réalisation et du développement de prototypes, en liaison avec les Unités d'Industrialisation et de Fabrication. Des perspectives d'évolution vers de plus larges responsabilités seront ouvertes à un candidat attiré par la recherche appliquée et la mise en œuvre industrielle.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 5264, à :

CIPEL Direction des Affaires Sociales,
125, rue du Président-Wilson, 92302 LEVALLOIS-PERRET.



Société de Commerce International de matériel aéronautique - PARIS recherche

INGENIEUR COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU

Mission : par son action, promouvoir et développer les ventes à l'étranger d'avions civils neufs et d'occasion.

Exigences de la fonction :
- qualité de travail,
- expérience du marché aéronautique d'occasion et de ses spécialités techniques financières,
- bonnes connaissances techniques du matériel (petits et gros avions civils et d'affaires).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations s/réf. 5089 à **PIERRE LICHAU S.A.** - 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

INGENIEURS COMMERCIAUX TELECOM

ANDERSON JACOBSON spécialiste en matériel de transmission et de commutation de données, vous offre l'opportunité de rejoindre son équipe de gagnants et de participer au développement de ses activités en France : au siège de GENTILLY ou à TOULOUSE (création de poste).

Une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans la commercialisation de matériels de télécommunication et un goût certain de la vente de produits de haute technicité sont nécessaires.

Nous vous proposons une rémunération motivante fonction des résultats, une voiture de fonction, une ambiance de travail dynamique.

Envoyer C.V., détail et présentations en précisant le secteur choisi à **ANDERSON JACOBSON SA**, 36 avenue Léonie, 94230 GENTILLY.

ANDERSON JACOBSON

CLECIM, 1460 personnes, 900 millions de F. de CA dont 70 % à l'export, filiale de SPIE BATIGNOLLES conçoit,

CLECIM

fabrique et commercialise des équipements et ensembles, pour les industries sidérurgiques et métallurgiques.

JEUNE DIPLOME ECOLE D'INGENIEUR OU DE GESTION

Vous encadrez le développement de la micro-informatique et de la bureautique. Vous devrez faire preuve d'excellentes capacités de contact à tous les niveaux de l'entreprise. Une première expérience est nécessaire. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser votre dossier de candidature complet, sous réf. JDB/M, à **CLECIM**, Service Gestion des Ressources Humaines, 107 Bd de la Mission Marchand, 92400 Courbevoie.

INGENIEUR QUALITE

BRITAX Rétroviseurs recherche, en raison de son expansion internationale, un ingénieur qualité chargé d'assurer la qualité des produits destinés aux constructeurs automobiles. Il devra en outre promouvoir les méthodes nouvelles (cerce de qualité, zéro défaut, A.Q.F., etc.).

Sens du contact indispensable. Evolution possible. Poste à pourvoir région FONTAINEBLEAU.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et présentations : **Société BRITAX - Mme BADER**, 1, route d'Hericy, 77870 VULAINES SUR SEINE.

Direction bureau d'études en électronique et micro-informatique

SOCIÉTÉ NORD DE PARIS recherche pour la Direction de son bureau d'études en électronique et micro-informatique

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE OU ASSIMILÉ

Il aura la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et du budget de son service.

Ce poste conviendrait à un ingénieur électronicien ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine de l'électronique et les automatismes.

Envoyer C.V. et présentations à **MONDIE PUBLICITE**, sous n° 8 136, 5, rue Montmorency, 75007 PARIS.

مكتبة

AETA

APPLICATIONS ELECTRONIQUES TECHNIQUES AVANCEES
recrute pour ses laboratoires d'étude
Télécommunications - Automatismes - Sécurité

INGENIEURS GRANDES ECOLES
X, CENTRALE, TELECOM, SUPELEC...
Expérimentés ou débutants

AGENTS TECHNIQUES
IUT - DUT - BTS

Expérimentés en analogique - numérique - microprocesseurs - analyses
programmation.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et domaines souhaités à
A.E.T.A. - BP 34 - 78142 VELIZY.

INSPECTEUR REGIONAL DES VENTES

DRESSER M.T.P. FRANCE constructeur et distributeur d'engins de travaux publics (tracteurs, bulldozers, pelles mécaniques, palans hydrauliques sur pneus et chenilles, etc.) recherche pour sa région : une partie de l'Ile de France et du Rhône un inspecteur régional des ventes pour le territoire : une partie de la région de Lyon et du Rhône de 20 ans minimum, de formation technique commerciale vous avez une expérience professionnelle d'un an à cinq ans dans un secteur similaire. Vous avez le goût des négociations directes pour le placement d'engins auprès de la clientèle utilisatrice, et une connaissance de la saisonnalité des ventes. Vous savez rapidement vous intégrer dans une équipe de vente régionale déjà en place et tirer le meilleur profit du support de marketing de la maison mère. Récompensation comprise relative à son volume de vente sur les affaires. Solvabilité de bon à défaut en fonction de l'expérience professionnelle.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et prétentions au Service du Personnel
DRESSER M.T.P. FRANCE S.A. de la Vigne aux Lignes
8/12, avenue Arago, 91163 LONGJumeau Cedex.

DRESSER INDUSTRIES

BRED+X

IFP

INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

Pour son centre de recherche situé à RUEIL (92), l'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE recrute pour son Service MESURES ET AUTOMATISMES

INGENIEUR D'ETUDES
QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

Le candidat aura une bonne connaissance de la MESURE, de l'ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE, des AUTOMATES PROGRAMMABLES, de l'ANGLAIS TECHNIQUE.

Il assistera le responsable du service et aura pour tâche de développer des études d'appareillages prototypes, de suivre leur fabrication et d'assurer leur mise au point.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 15359 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

UN INGENIEUR SYSTEME (IBM) A LA POINTE DU PROGRES TECHNIQUE

Le GIA (Groupement Informatique de l'Assurance) regroupe depuis début 85 les moyens informatiques d'étude et d'exploitation des Associations Professionnelles d'Assurance. Des moyens importants ont été mis en place pour un développement rapide (actuellement un IBM 3083-JK3 sous MVS-XA). Cela implique le renforcement de l'équipe Système.

L'ingénieur système que nous recherchons sera responsable d'IMS et des SGBD DLI et DB2 ainsi que du réseau (SNA) et sera assisté par deux collaborateurs. Rattaché au responsable système, il participera aux décisions concernant les évolutions des systèmes et participera en particulier celles qui concernent ses domaines de compétence.

Il est diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole ou Université) et a si possible une première expérience de deux à trois ans dans la fonction « systèmes » dans un environnement IBM.

La poste est à Nanterre (92), à proximité immédiate du RER. Les perspectives d'évolution sont de nature à motiver une personnalité de premier plan.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature sous la référence 177 A à notre Conseil HB, 66 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

INGENIEUR ET MANAGER

Groupe International présent dans 93 pays, avec environ 70 % de son CA à l'export, THOMSON-CGR est un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale.

Dans un secteur très porteur, nous créons, réalisons et développons des équipements médicaux de haute technologie. Notre ambition de renforcer notre position internationale repose sur la maîtrise technologique et la compétence affirmée de nos équipes. Nous souhaitons intégrer un

CHEF DE PROJET

Vous êtes responsable de la conduite d'une importante étude concernant un matériel d'imagerie médicale, faisant appel à des techniques de pointe. Vous animez et coordonnez l'action de l'équipe pluridisciplinaire composée d'ingénieurs électroniciens, informaticiens, mécaniciens qui participent à ce projet.

Ce poste convient à un ingénieur de formation grande école, au tempérament de manager, ayant acquis 5 ans minimum d'expérience dans l'industrie.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Poste basé à BUC (près de Versailles-78).

THOMSON-CGR

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence PLX/LM à Françoise LEMAIRE - THOMSON CGR - 48 rue Camille-Desmoulins - 92130 ISSY LES MOULINEAUX.

PARIS ou QUIMPER

Nous avons des projets pour vous !

Nous sommes le deuxième groupe français de Télécommunications, leader européen en téléphonie, notre diversification nous a permis d'occuper une place de premier plan dans tous les domaines de la communication : communication (voix et données), télématique, radiocommunications.

Vous êtes ingénieur diplômé d'une Grande Ecole, ou de niveau équivalent, avec quelques années d'expérience dans des techniques de pointe. Vous souhaitez élargir votre horizon, en valorisant votre compétence et vos qualités d'animateur, de contact et d'organisation, au sein d'une société dynamique à taille humaine.

Nous avons des projets pour vous ! Nous menons nos programmes de développement de nouveaux produits avec des méthodes efficaces de « project management », mises en œuvre par notre Direction des Programmes : saisissez l'opportunité d'y devenir l'un des :

Chefs de Projets

que nous recherchons actuellement. Interlocuteur privilégié des Directions Technique, Industrielle et Commerciale, vous coordonnerez dès leur définition par le Marketing les études, l'industrialisation et le lancement des produits nouveaux.

Adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence choisie (Paris O/MH - Quimper O/MQ) ou téléphoner au 47.34.16.16 pour en parler en toute confidentialité avec Christine CHARBONNE ou Didier LESIEUR.

Raymond Poulain Consultants 74 rue de la Fédération - 75015 PARIS

MATRA COMMUNICATION

EI L'Entreprise Industrielle

Leader d'un groupe de dimension nationale - 9000 personnes - 3 milliards de CA.
recherche dans le cadre de la forte expansion de son

DEPARTEMENT INSTRUMENTATION ET AUTOMATISME

INGENIEUR COMMERCIAUX
Prospection clientèle pour l'installation et la maintenance d'équipements d'instrumentation et d'automatismes en sites industriels. Des introductions et des contacts personnels en région Est ou Sud Est seraient vivement appréciés.
Postes basés à DIJON (réf. H) et LYON (réf. J)

INGENIEURS D'AFFAIRES
Prise en charge de l'entière responsabilité de la conduite d'affaires sur les plans techniques (études, travaux, mises en service), commercial, financier et humain.
• 1 poste d'ingénieur d'affaires instrumentiste confirmé basé à ROUEN (réf. J)
• 1 poste d'ingénieur d'affaires automatisées confirmé Basé à NANTES (réf. K)
• 1 poste d'ingénieur d'affaires instrumentiste débutant Basé à ROUEN (réf. L).

TECHNICIEN SUPERIEUR
Formation BTS CIRA
2 à 4 ans d'expérience en études ou en travaux pour future responsabilité d'affaires.
Poste basé à CLERMONT-FERRAND (réf. M)

CHEF DE CHANTIER
Expérience de la conduite de travaux d'instrumentation en sites industriels
Poste basé à PIERRELATTE (réf. N)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant expressément la référence à Madame JEUNOT - L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE - 29, rue de Rome - 75008 PARIS.

Gagnez avec Dow !

Devenez notre ingénieur projet.

Dow est une entreprise aux dimensions internationales : 2ème groupe de chimie aux USA, 6ème dans le monde.

Dans chaque pays, sa structure est souple et adaptée aux réalités du "terrain", ce qui permet de noter et d'exploiter les capacités des dimensions humaines dans lequel chacun doit s'épanouir.

La philosophie d'entreprise de Dow est de miser sur des hommes et des femmes à haut potentiel qui se sentent totalement responsables et exigeants avec eux-mêmes. La priorité est donnée à l'initiative, à l'esprit d'équipe et à la compétence dans le cadre d'une grande disponibilité et d'une mobilité géographique compatibles avec une carrière internationale.

Implanté en France depuis 1963, Dow exerce les activités suivantes : Chimie de base et chimie fine. Produits d'origine. Produits pharmaceutiques. Produits phyto-sanitaires. Recherche. Fabrication.

• Vous êtes ingénieur de formation technique (AM, IN, ENSAIS...)
• Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et éventuellement une première expérience en milieu industriel.

Après une période d'adaptation sur le site

• Vous participerez à l'étude et au développement de projets d'ingénierie visant à améliorer les unités existantes en matière de sécurité, de qualité et de productivité.

• Vous assurerez le contrôle et le suivi des budgets de ces projets.

Notre site, situé à Drusenheim (25 km de Strasbourg) regroupe des unités de fabrication de haute technologie (moteurs, films et spécialités vitricoles) ainsi qu'un centre de recherche appliquée à vocation européenne.

Écrivez en envoyant CV + photo et précisez
REF : (LM/EP) - DOW CHEMICAL FRANCE
DEPARTEMENT RELATIONS HUMAINES
BP 20 67 410 DRUSENHEIM

DOW. NOTRE RICHESSE, LA QUALITE DE NOS HOMMES.

Membre depuis - The Dow Chemical Company

NOUVEAUX MÉTIERS

SECTEURS DE POINTE

DE L'INDUSTRIE



L'image de synthèse offre des capacités exceptionnelles et nouvelles de communication. TDI, premier en Europe dans ce secteur, mise sur le formidable potentiel d'innovation de cette technique. Pour le lancement d'une nouvelle activité, nous souhaitons recruter :

RESPONSABLE COMMERCIAL

De formation supérieure, vous avez la connaissance ou le goût pour les produits informatiques avec si possible une première expérience de la vente de matériel informatique. Vous serez chargé de commercialiser en France ou en Europe une nouvelle gamme de produits destinés à l'audiovisuel, la communication d'entreprises et l'imagerie industrielle. Référence 12/M.

RESPONSABLE SUPPORT

De formation Ingénieur, vous possédez une expérience dans la maintenance de systèmes matériel et logiciel. En liaison avec le commercial, vous serez chargé des problèmes liés à l'avant-vente : démonstrations, suivi de client, ainsi qu'à l'après-vente : formation et assistance. Référence 14/M.

INGÉNIEUR APPLICATION

Vous avez 2 à 3 ans d'expérience en CAO et en imagerie informatique. Vous serez chargé de mener les études dans le cadre des développements des logiciels graphiques. Référence 15/M.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la référence du poste souhaité à TDI, Relations Humaines, 41, rue Washington 75008 Paris.



nardeux
PME d'études et de construction électronique professionnelle très réputée dans son secteur recherche

INGENIEUR COMPOSANTS
TECHNOLOGUE

Sous l'autorité de la Direction Générale notre technologue est le maître de la recherche et des critères de choix des composants aussi bien classiques que composants de surface. Il gère à ce titre une documentation technique, et dialogue avec les achats, les études et les méthodes et la production.

- Ingénieur électronique, notre technologue a une formation spécifique en composants, acquise soit en école, soit par expérience. Personnalité de dialogue, il sait grâce à la qualité de ses dossiers favoriser l'homogénéité de la politique composants dans l'entreprise.
- Il connaît l'anglais ainsi que le travail dans un milieu en cours d'informatisation et d'automatisation.

Envoyez-nous votre C.V. + photo avec - mention confidentiel -
Secrétaire Général - NARDEUX S.A. - BP 249 - 37802 LOCHES Cedex.

CATIA : un standard au niveau mondial
INGENIEURS GRANDES ECOLES

Débutant ou première expérience. Parlant couramment anglais. Le service Qualité vous propose un métier de contact et d'organisation :

- Vous intervenez dans le plan de développement par la définition, la coordination, le contrôle et l'avancement des projets.
- Vous participez à la mise en place et au suivi de notre Plan de Qualité.
- Vous établirez un diagnostic et apporterez des solutions aux questions de nos utilisateurs.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à
Nicole MOUZARD, 40 bd, Henri Sellier, 92150 SURESNES.
dassault systemes

Nous réalisons des systèmes complexes de haute fiabilité et de haute sécurité et des produits d'informatique spécialisés. Nous employons 2.600 personnes, principalement en poche bordelais Sud de France. Notre établissement de PLAISEAU recherche :

INGENIEUR COMMERCIAL
vente terminaux graphiques
en région parisienne

Il développera la clientèle existante et recherchera une clientèle nouvelle pour des produits performants, au sein d'une petite équipe. Une première expérience de la vente dans le secteur de l'informatique industrielle et du processeur est particulièrement appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo, prétentions) svt. MOC : COMPAGNE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES - D.R.H. 99, av. A-téland 92201 Montreuil.

Arianespace recrute

Alin de renforcer la Division des Missions au sein de notre DIRECTION DES OPERATIONS, nous vous offrons d'être

ingénieur chef de mission

- Vous êtes ingénieur dans l'une des techniques de l'Aérospatial.
- Vous justifiez d'une expérience de l'ordre de 10 ans passés dans notre milieu et en particulier vous connaissez les moyens et les opérations de préparation de satellites et/ou les opérations liées à la mise en œuvre des lanceurs.
- Naturellement vous pratiquez couramment l'anglais et vous aimez les voyages car le plus clair de votre activité se partagera entre EVRY et KOUROU.
- Les qualités professionnelles qui vous sont reconnues sont le dynamisme, l'autorité, allée à un sens certain de la diplomatie.

C'EST POURQUOI NOUS SOUHAITONS VOUS CONFIER LA COORDINATION DES ACTIVITES LIEES AUX CAMPAGNES DE LANCEMENT :

- synthèse des activités spécifiques clients, en liaison avec la Direction Commerciale,
- organisation générale des campagnes de lancement et liaisons techniques avec la Direction Industrielle ou les aspects missions du lanceur,
- relations avec le Centre Spatial Guyanais pour tout ce qui concerne les activités opérationnelles Ariane,
- coordination, pendant les campagnes, des équipes engagées dans la préparation et l'exécution du lancement et suivi du budget correspondant.

Si vous vous reconnaissez dans un tel profil et si vous considérez que ce poste correspond à vos aspirations, merci d'adresser votre candidature à Bernard MALAGIE - Relations Humaines - ARIANESPACE Boulevard de l'Europe, B.P. 177, 91006 Evry cedex.

Le Monde CADRES

Spécialistes du commerce extérieur HF
Strasbourg - Lille - Paris.

Importante banque française à vocation internationale, nous recherchons pour notre réseau d'exploitation 3 spécialistes du commerce extérieur, auxquels nous confierons des postes sur les régions de Strasbourg, Lille et Paris.

Ils auront la responsabilité de l'animation et de la formation technique des exploitants dépendant de leur secteur, ainsi que du développement et du suivi d'une clientèle de PMI. Des déplacements à l'intérieur de leur secteur seront à envisager.

Ces postes de haut niveau impliquent une bonne connaissance des techniques du commerce extérieur, ainsi que de l'exploitation bancaire. Par ailleurs, une expérience de 4 à 5 ans d'une activité internationale serait souhaitée.

Notre taille et notre dynamisme permettent à des éléments de valeur d'envisager d'intéressantes perspectives d'évolution, éventuellement dans le domaine international.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3849 et le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à RSCG CARRIERES - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

Analyste Financier
... un bon investissement

De formation supérieure ESC ou similaire, votre DECS en poche, vous avez acquis 2 à 5 ans d'expérience dans un service financier d'une grande entreprise multinationale.

Vous maîtrisez la comptabilité anglo-saxonne, les transactions de trésorerie, les contrats de change, le reporting... et vous êtes familiarisé(e) avec l'outil informatique.

Nous vous proposons de prendre en charge :

- la comptabilité de la trésorerie européenne,
- le contrôle des flux financiers entreprise / banques dans les différentes devises,
- la mise en place d'un nouveau système de comptabilité sur informatique.

Nous metons sur des hommes et des femmes à fort potentiel de développement, responsables, capables de s'investir et d'évoluer rapidement, dans une société dont l'image est synonyme de réussite.

Nous espérons vous retrouver pour vous... un bon investissement. Bien sûr, vous parlez anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet, sous réf. 233A, à Alain Nervet, 15 rue du Louvre 75001 Paris.

nervet pont conseil

SEGESPAR IMMOBILIER recherche un(e)

Responsable programmes immobiliers

pour organiser et contrôler les aspects financiers, juridiques, administratifs et techniques des opérations de construction.

Le poste conviendrait à un(e) débutant(e) de formation supérieure commerciale ou SciencesPo.

Adresser votre lettre de candidature, CV détaillé,

photo et rémunération actuelle sous réf. GV.10.62 à CNCA - Service Gestion des Personnes 75710 PARIS BRUNE.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

L'INSPECTION GENERALE

X, Centrale, Mines, IEP, HEC, ESSEC, ESCP..., vous avez le goût des travaux d'analyse et de synthèse. Votre personnalité et votre sens des contacts vous permettent d'assumer des fonctions qui vous mettront en relation avec des responsables de tous niveaux. Vous êtes disponible pour des déplacements en France et à l'étranger d'une durée de 1 à 3 mois.

Intégré(e) dans des équipes d'inspection, vous acquérez les connaissances en technique bancaire et l'expérience nécessaires pour vous voir confier la direction des missions. A ce stade, vous participerez à l'information de la Direction Générale.

sur la gestion et le fonctionnement, dans tous les domaines, des unités du Siège comme des Succursales ou Filiales de la Banque. L'Inspection Générale est une voie privilégiée que vous propose la Banque Indosuez pour vous préparer à l'exercice de responsabilités dans les multiples domaines d'activité que peut offrir une grande Banque internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. IG 28

Banque Indosuez - Service recrutement, carrières, formation, 9 rue Louis Murat 75371 Paris Cedex 08

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités

Directeur région Champagne

COMPAGNIE D'AC

RESPON

JEUNE

DEVI

RESPON

AVAS CONTACT

مكتبة الأمل

Le Monde CADRES

Directeur d'usine Région Champagne

Une société filiale d'un important groupe français (10 000 personnes), rénove entièrement son usine en 1986 pour l'adapter à la création d'une nouvelle gamme de produits. Le Directeur d'usine recherché sera associé à ce plan d'investissement important. Relevé du Directeur Général, il sera responsable d'un site industriel fonctionnant en continu (effectif 150 personnes, CA 100 MF).

Ce poste conviendra à un ingénieur d'au moins 35 ans, de formation mécanique ou électromécanique type Arts et Métiers... désireux d'élargir son horizon. Il devra posséder une expérience confirmée de la Direction d'un service entretenu, acquise éventuellement en papeterie ou pétrochimie, et maîtriser parfaitement tous les problèmes de production et d'utilisation de la vapeur.

C'est une situation d'avenir pour un candidat qui a des qualités de technicien, mais aussi de meneur d'hommes, de gestionnaire et d'organisateur. Belle villa de fonction.



Ecrivez à notre Conseil. A. RUELLAN vous remercie de lui adresser CV, photo et présentations sous référence 3177 M. CORT, 65 Avenue Kléber, 75116 PARIS.

COMPAGNIE EUROPÉENNE D'ACCUMULATEURS

2.500 personnes, 1,3 Milliard de C.A., filiale du Groupe C.G.E. Leader sur le marché national et deuxième sur le marché européen, nous sommes spécialisés dans l'étude, la fabrication et la commercialisation de batteries au plomb. La qualité est notre principal projet de société. Dans ce but, nous recherchons pour notre usine de fabrication de batteries industrielles situées à LILLE, notre

RESPONSABLE QUALITÉ

Il animera le suivi qualité des lignes de produit de la phase étude jusqu'à la production en série. Il établira les dossiers de contrôle, il assurera les études de processus et audits de production, les "expertises", l'information qualité à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine.

Rattaché au Directeur Central Qualité, il sera responsable opérationnel d'une équipe et il supervisera fonctionnellement le service contrôle. Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur de Centrale, Arts et Métiers ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience à un poste similaire dans une unité de fabrication de petites et moyennes séries et vous avez de bonnes connaissances en statistiques industrielles.

Votre candidature nous intéresse. La connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire. Un candidat de bon potentiel aura de réelles possibilités d'évolution au sein des différentes unités de notre Société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre, C.V., détails, photo et présentations) à Madame THIELIN - C.E.A.C. 18, Quai de Clévy - 92111 CLICHY



VOTRE DESIR: ETRE DANS UN SECTEUR EN MOUVEMENT

Notre métier : la communication audiovisuelle par diffusion de films d'information éducative et culturels. Nous sommes une Société à dimension humaine et en pleine expansion et cherchons un (e)

attaché(e) commercial(e)

Vos interlocuteurs : les Directeurs de Communication de grandes Entreprises et Administrations.

Votre mission : gérer et développer un portefeuille existant.

Ce poste conviendra à un jeune de 25-35 ans, ayant une formation supérieure et (ou) commerciale et une expérience pratique de vente de services d'au moins 2 ans.

Une connaissance de l'audiovisuel serait "un plus".

Envoyer lettre de candidature, C.V., photo, rémunération actuelle sous réf. 5392-M à MARGRÈS, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Responsable sinistres RC et RD (sauf Auto)



vous proposons de créer ce poste, en prenant en charge les Sinistres RC et RD autres que l'automobile, dans le cadre d'un Service où l'informatisation est en plein développement. Vous devrez animer et dynamiser une équipe susceptible d'atteindre une dizaine de rédacteurs. Ce poste convient à un candidat ayant une formation supérieure et une expérience d'environ 5 ans dans le Service Sinistres d'une Mutuelle ou d'une Compagnie, avec au moins 2 ans d'expérience d'animation d'une équipe. Lieu de travail : Paris XIV. Si vous êtes capable d'autonomie et de rigueur dans l'organisation de votre travail personnel et de celui de votre groupe, nous vous remercions d'adresser lettre man. et CV détaillé, réf. 11742M en précisant votre niveau actuel de rémunération à D. de LARIVIERE, qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS Tour Cheronceaux 92156 BOULOGNE CEDEX.



FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE TEXTILE ALLEMAND entièrement intégré, nous renforçons notre structure et recherchons un

Responsable Commercial

Nous avons pour vocation de commercialiser les collections de tissus de ce groupe pour la chemise, le sportswear et le PAP féminin.

En étroite relation avec la direction de notre filiale, vous participerez à la conception de nouveaux produits. Vous serez responsable de la clientèle que vous prospecterez et que vous suivrez personnellement.

Ingénieur textile ou de formation commerciale supérieure (BAC + 5), vous aurez de préférence une première expérience commerciale. Vous parlerez si possible Allemand.

Attiré par le textile, motivé pour travailler en équipe dans un domaine qui se développe, aimant les déplacements (ce poste étant basé à Paris), nous vous remercions de répondre sous la réf. 572/M à A.L. CONSEIL, 102, boulevard Malesherbes 75017 PARIS.



Les Nouveaux Constructeurs

Important promoteur national recherche pour sa filiale rénovation un

DIRECTEUR DE PROGRAMMES

Agé de 35/40 ans, ingénieur, avec une formation complémentaire de type MBA ou grande école de commerce et une bonne expérience de l'immobilier, il assurera la complète responsabilité d'importantes opérations de rénovation dans Paris.

Sa rémunération très motivante sera fonction de sa performance dans le cadre d'objectifs précis.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + présentations à Madame Anny GALA Les Nouveaux Constructeurs Transactions Tour Montparnasse - 33, avenue du Maine 75755 PARIS Cedex 15.

Pierre Lichau

ESPACE EXPANSION PROMOTION

SOCIÉTÉ DE PROMOTION SPÉCIALISÉE DANS LA RÉALISATION DE CENTRES COMMERCIAUX ET DE GRANDES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT RECHERCHE

JEUNE ARCHITECTE H/F

Vous aurez à concevoir des projets en liaison avec les maîtres d'œuvre existants et avec les équipes commerciales et techniques intégrées, programmer de nouveaux projets, étudier leur faisabilité et leur constructibilité. Votre formation d'architecte appliquée aux centres commerciaux ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais et de l'italien seraient appréciées.

La trentaine environ, vous devez faire preuve d'imagination, de dynamisme et posséder la capacité d'organisation et de suivi de nombreux dossiers. Vous avez la volonté de réussir un grand nombre de contacts humains, celui de la négociation et vous êtes disponible pour de nombreux déplacements.

13* mois - Avantages sociaux - Restaurant d'entreprise.

Si vous êtes intéressé par ce poste, adressez-nous votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et présentations) à Espace Expansion Promotion, Direction du Personnel, 63, rue La Boétie 75008 Paris.

DEVELOPPEZ ANIMEZ GEREZ

Nous sommes la filiale de Crédit Immobilier d'un des plus grands groupes bancaires français. Nous recherchons pour certaines régions dont notamment la RÉGION PARISIENNE OUEST, nos

RESPONSABLES REGIONAUX

De formation supérieure, vous avez nécessairement acquis une solide expérience du financement et de l'immobilier.

Excellent animateur, homme de terrain et décisionnaire, vous êtes rompu à la négociation commerciale.

Vous aurez une large autonomie pour :

- développer une clientèle de prescripteurs immobiliers,
- dynamiser une équipe de commerciaux,
- être le garant des engagements de votre secteur et assurer la décentralisation d'une partie des risques.

Merci d'adresser votre candidature qui sera traitée en toute confidentialité, sous référence 70754 à



1, PLACE DU PALAIS ROYAL 75001 PARIS

FACTOFRANCE HELLER

ATTACHÉS(ES) DE CLIENTÈLE

Établissement financier leader sur son marché (financement, assurances et gestion de créances commerciales, offre à un jeune cadre AMBITIEUX ET VOLONTAIRE l'opportunité de se joindre à son Département exploitation.

Au sein d'une équipe jeune et dynamique, nous vous confierons le suivi et le développement d'un portefeuille très varié de PME-PMI tant sur le plan des relations commerciales que sous l'aspect analyse de risque. Vous devrez assurer l'animation d'une équipe ainsi que la responsabilité d'un centre de profits.

Ce poste exigeant mais PASSIONNANT, basé à Paris, requiert, outre une formation supérieure de type SUP de CO, MAÎTRISE DE GESTION, une expérience professionnelle réussie de 2 à 3 ans orientée vers la finance comptable.

Nous recherchons une personnalité affirmée : - Sens commercial et aptitude à la négociation à tous niveaux ; - Esprit d'analyse et de synthèse ; - Facilité d'adaptation ; - Rigueur et diplomatie.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France. La rémunération ne sera pas inférieure à 150 000 F +/an + intéressement et participation.

Envoyez c.v., photo et présentations sous réf. 8 140 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7*

RADIALL

Société de composants électroniques leader Européen dans sa spécialité

CONTROLEUR DE GESTION FILIALES ÉTRANGÈRES

- formation école de gestion, option finances, informatique,
- Reporting anglo-saxon,
- anglais courant,
- expérience minimum 5 ans si possible en cabinet d'Audit.

Possibilité d'évolution intéressante pour candidat de valeur. Envoyez C.V. et présentations 101, rue Philibert Hoffmann - 93116 ROSNY-SOUS-BOIS

Le Monde CADRES

Le F.R.A.C. Auvergne (Fonds Régional d'Art Contemporain)

recherche

UN ADMINISTRATEUR

Le profil du poste correspond aux critères suivants: - L'inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de conservateur de musée.

La rémunération mensuelle sera fonction du niveau de qualifications.

Les dossiers de candidature devront comprendre: - Un curriculum vitae.

La date limite de réception des dossiers de candidature est fixée impérativement au 15 novembre 1986.



recherche pour son Département Traitement Administratif de l'Épargne Salariale et de l'Assurance à CAEN (Calvados)

2 COLLABORATEURS (TRICES)

Bac + 2 (DUT - DEUG) chargés, en liaison avec les Responsables du Département, de concevoir et de mettre en œuvre une nouvelle organisation.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à BRED - FEO 9910

16 rue Basse - 14000 CAEN

PREMIÈRE BANQUE POPULAIRE FRANÇAISE 3000 COLLABORATEURS, 180 AGENCES

Pour unité basée Paris-Nord groupe multinational renforce son potentiel commercial ET RECRUTE

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

- Rattaché à la direction générale. - Participé à l'élaboration des objectifs.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + prétention sous n° 8135 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Consultant International pour l'Amélioration de la Qualité. CIAQ, 33, rue Galilée, 75116 Paris.

Société en plein développement recherche un

INGÉNIEUR CONSEIL

SA MISSION: - Animation de séminaires à haut niveau; - Conseil en entreprise;

L'HOMME: - Minimum 30 ans, grandes écoles ou DESS; - Parfait de préférence Français;

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à Arnette OLIVIER.

LA SEMURVAL TRANSPORTS URBAINS DE VALENCIENNES

recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR

IDN - ENSI - ICAM - ESI

rattaché au Chef du Service Développement.

Ce jeune cadre aura pour mission de suivre la mise en place du système informatique d'aide à l'exploitation du réseau d'autobus (régulation du trafic).

Cette mission nécessite une formation école d'ingénieur et des compétences en informatique, CAO, automatique.

Ce poste offre des perspectives d'évolution soit au sein de la société, soit dans un groupe important.

Env. C.V., photo, prés. à M. le Directeur de la SEMURVAL, Z.I. - 4, rue du Président-Lecuyer, 59880 SAINT-SAULVE.

SOFRES

Recherche pour ses départements

l'automobile

industrie hautes technologies

2 senior consultants (5 ans d'expérience minimum)

2 consultants (2 à 3 ans d'expérience)

Vous avez:

une double formation, grande école (Centrale, AM, ENSL) et formation complémentaire en marketing (MBA, ISA, CESMAI).

une expérience réussie du marketing dans une entreprise industrielle ou dans une société de services.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune et performante, intervenant dans un secteur en fort développement, au niveau international (anglais courant est indispensable).

Adresser votre curriculum vitae à Madame Jacqueline Thirion, SOFRES, 16-18, rue Barbès - 92129 Montrouge Cedex.



HOLDING DE SOCIÉTÉS

Région Parisienne Secteur Transport et Tourisme

recherche

RESPONSABLE CONSOLIDATION

Expérience de la fonction formation ESC + DECS

Adresser lettre de candidature et C.V. sous réf. 13179 M à BLEU Publicité

17, rue du Docteur Labél 94307 VINCENNES CEDEX

Nous sommes une société d'expertise comptable.

Nous recherchons dans le cadre de notre développement:

DES COLLABORATEURS CONFIRMÉS

Formation: école supérieure de commerce, 2 à 3 ans d'expérience en cabinet.

Ces postes conviendraient à des candidats à potentiel, souhaitant évoluer rapidement vers la fonction de CHEF DE MISSION.

Adresser lettre + C.V. s/réf. CCS à notre conseil en recrutement: DSA

6 bis, avenue Mac Mahon - 75017 PARIS.

Importante société de confection du SUD DE LA FRANCE - CA 420 millions - produits grande consommation - 8 unités de fabrication - 10.000 clients en France et dans le monde - recherche

adjoint au directeur des achats

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure ayant une expérience d'environ 5 ans des achats et, si possible, une connaissance de la grande distribution.

De réelles possibilités d'évolution existent pour un candidat de valeur.

responsable logistique

Homme de l'optimisation, votre savoir-faire sera déterminant pour rationaliser les approvisionnements, la gestion physique des encours de fabrication, l'emballage, le stockage, les transports...

Pour ce poste en création, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure ayant déjà une première expérience réussie, sachant travailler en équipe.

Pour un premier contact, veuillez adresser votre dossier de candidature en précisant le poste concerné et la référence 10234 M à H&C-System, 29 la Canetière 13071 Marseille qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS

recherche pour sa Direction de la Rédaction

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Traite toutes correspondances indépendantes

Horaires: 9 h 30 à 19 h 30

Libre rapidement

Envoyer C.V. + photo à Société Générale de Presse

13, avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE

recherche

DOCUMENTALISTE

Connaissances secteur communication (presse écrite, audiovisuel, publicité, relations publiques)

pour rédactions et tenu à jour de documentation monographique et bibliographique

Pratique de la dactylographie indispensable

Libre rapidement

Envoyer C.V. + photo à Société Générale de Presse

13, avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

Vous venez de terminer vos études et vous souhaitez entrer dans le vie active

DEVENEZ après un stage de formation l'un des CONSEILLERS COMMERCIAUX P.L.F. d'un important organisme.

Tél. pr rvs : 45-00-24-03.

Recrutement:

2 EXPERTS COMPTABLES

CONFIRMÉS

Rémunération offerte 250 à 380.000 F + avantages

Tél. au 87-78-48-00.

SOCIÉTÉ DE SERVICES

recherche

CHEF D'AGENCE NIMES

Chargé exploitation et développement de ses activités sur NIMES et région

De formation supérieure, âgé de plus de 25 ans, une expérience préalable dans le secteur des services serait appréciée.

Assisté d'une structure d'exploitation à 800 personnes. Il sera plus particulièrement chargé du suivi de la clientèle, du développement et de l'administration de l'Agence. Poste évolutif

Rémunération motivante + intéressement aux objectifs. Avantages sociaux

Adresser C.V., photo et prétentions à l'Agence NIMES à L.C.A. 3, rue d'Heureville, 76010 Paris, qui transmettra.

Le Département d'Eure-et-Loir

AVIS DE CONCOURS D'ATTACHÉ DU CADRE DÉPARTEMENTAL

Le Département d'Eure-et-Loir organise des concours pour le recrutement

d'ATTACHÉS DU CADRE DÉPARTEMENTAL d'EURE-ET-LOIR

Le nombre des places offertes est fixé à 2 réparties ainsi qu'il suit:

- concours externe: 1 place;

- concours interne: 1 place;

Le registre des inscriptions est ouvert jusqu'au 3 novembre 1986 inclus

délai de rigueur

La date des épreuves est fixée aux 18 et 19 novembre 1986

Pour tous renseignements les candidats doivent s'adresser à la Direction Générale des Services Départementaux

Service des concours 31 rue St-Martin, à Chartres 37000 Chartres

Tél. 06-90-90, p. 2519.

ASSOCIATION RECHERCHE

recherche

COMPTABLE UNIQUE

- Niveau B.P.

- Expérience comptable, générale et informatique, payés, déclarations, prep. bilan.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo

Direction Personnel F.F.C.C. - 76, rue de Rivoli 75004 PARIS.

PME REGION FOG-SUR-MER

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO COMMERCIAL

C.V. à envoyer au MONDE PUBLICITE

sous n° 137

5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

ÉCOLE D'INGÉNIEURS ROUEN

recherche

ENSEIGNANTS VACATAIRES

en:

- génie logiciel;

- architecture des systèmes informatiques centralisés et répartis.

Adresser candidatures avec C.V. s/réf. S.074 à P. LICHALU S.A.

10, rue de Louvois, 75002 PARIS, qui transmettra.

ÉDITEUR SCIENTIFIQUE

publie 500 livres par an

recherche

TECHNICIEN DE FABRICATION

pour traitement d'ouvrages, de matériaux, au bon à dire (relations auteurs et fournisseurs)

Formation niveau licence maths ou physique et/ou BTS Electronique. Expérience livre scientifique et édition sur micro appréciée

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo sous n° T.P.S. à SPAG, 120, bd St-Germain 75280 Paris Cedex 08.

103.5, Station FM Parisienne

recherche de toutes urgence

commerciaux - travailleurs indépendants pour vendre la publicité locale (commerces, restaurants, salles de gym, etc.) de la station

Merci de téléphoner au: 45-55-18-59.

Cherche SPÉCIALISTE FISCALITÉ des ENTREPRISES pour rédaction articles et ouvrages spécialisés

Envoyer C.V. sous n° 8138 M LE MONDE PUBLICITE

5, r. de Montessuy, Paris-7.

LES PETITS CHANTEURS DE PARIS

Maîtres Nationaux d'Enfants subventionnés par le Ministère de la Culture, le Maire de Paris et le Mécène Henkel

recrutement

UN ADMINISTRATEUR

(A TEMPS PARTIEL)

- Connaissances musicales et répertoire d'enfants.

- Connaissances administratives et gestion d'entreprises culturelles, bilans, contacts intervenants.

Adr. C.V. à Philippe GRISON 3, rue Emile-Aliot, 75017 Paris pour le vendredi 7 novembre 86 au plus tard.

Entreprise allemande renommée dans le secteur du jouet de montage, cherche d'urgence 1 spécialiste confirmé pour ses

RAYON JOUET aux Galeries Lafayette, Paris. La connaissance de la langue allemande est un avantage. Bonne rémunération garantie, séjours réél. exigés. Envoyer C.V. + photo sous le n° 7 014

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, PARIS-7.

Recherche instituteur cours CE2 privé, logé, nourri, au domicile, pour Andover.

Tél. : 026-27-7-72.

Filiale d'un grand groupe biophys laboratoires

recherche pour candidats de pilote industriel, région rouennaise.

JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE BIOCHIMISTE.

Initiative, disponibilité et anglais nécessaires.

Adr. C.V., motivation, photo à M^{me} LELU, B.P. 254, 76300 Sotteville-lès-Rouen Cedex.

PARISIENNE

A TAILLE HUMAINE

Filiale d'un groupe international recherche pour participer activement au développement de son Service TRESORERIE FRANC UN

OPERATIONNEL

Jeune Diplômé de l'Enseignement Supérieur ou de Formation équivalente possédant une bonne connaissance du marché monétaire et de ses nouveaux instruments.

L'embauche se fera au niveau de la classe V et la salaire sera fonction de l'expérience du candidat.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 4806/LM, à O.A.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS, qui transmettra.

services

PARISIENNE

recherche

pour participer à la mise en œuvre de son plan régional informatique:

UN CHEF DE PROJET

dans un environnement BULL DPS 7/65 (GC057-IDS) niveau souhaité: DESS expérience réseau appréciée.

Prérez d'adresser votre c.v. à Monsieur le Chef du Centre Informatique de l'Union Régionale des Sociétés de Secours Miniers de l'Est, 21, avenue Foch, 57018 METZ Cedex 1.

L'Union Régionale des Sociétés de Secours Miniers de l'Est

recherche

pour participer à la mise en œuvre de son plan régional informatique:

UN CHEF DE PROJET

dans un environnement BULL DPS 7/65 (GC057-IDS) niveau souhaité: DESS expérience réseau appréciée.

Prérez d'adresser votre c.v. à Monsieur le Chef du Centre Informatique de l'Union Régionale des Sociétés de Secours Miniers de l'Est, 21, avenue Foch, 57018 METZ Cedex 1.

recherche

Cabinet d'audit et de commissariat aux comptes

RECHERCHE D'URGENCE

RÉVISEURS

ayant au moins 2 ans d'expérience en audit Formation supérieure

Envoyer C.V. et photo à: CDD 114, av. Charles-de-Gaulle 92522 Neuilly-sur-Seine.

Importante société de promotion immobilière

Filiale d'un groupe leader

recherche

UN ADJOINT POUR LA GESTION DE GRANDS PROJETS

Formation supérieure exigée.

Proximité expérience souhaitée.

Capacité d'adaptation à des tâches diverses (administratives, juridiques, financières et techniques).

Poste à pourvoir en région parisienne.

Transmettre C.V. et prétentions sous n° 8101 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, PARIS-7.

SYGRAL PRODUCTIQUE GENIE LOGICIEL

Jeune société cherche

1 ingénieur technico-commercial

3 ingénieurs-concepteurs

Débuteurs ou ayant une première expérience en Automatismes Industriels.

Ambitieux, créatifs et dynamiques, adressez vos dossiers de candidature à

SYGRAL

ZA de Courtabouf, 4, av. de Québec 91940 Les Ulis

LE MONDE PUBLICITE

Dans le cadre de son expansion, une société d'ingénierie internationale spécialisée en travaux réseaux et internationaux recrute

DIRECTEURS D'AGENCE

capables d'assumer la responsabilité de leur centre de profit.

Dépendant directement de la direction générale ils maîtrisent l'ensemble des problèmes de leur agence dont ils sont les véritables responsables.

Formation supérieure et expérience dans fonction similaires souhaitées.

Prérez d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions annuelles s/réf. 22894 à

PIERRE LICHALU S.A. - 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

مكتبة الأمل

INTERNATIONAL



LE PLAISIR EGOISTE DU JEUNE HOMME D'AFFAIRES INTERNATIONAL

Celui qui préférera se battre sur une affaire à DUBLIN ou à KOWEIT le jour de Noël plutôt que réveiller à Combourg chez sa grand-mère ; celui qui après trois semaines de négociation non stop entre BOMBAY, SINGAPORE, SYDNEY saura apprécier BONDJ Beach ; celui pour qui travailler, voyager (70 % de son temps minimum) et réussir sont synonymes de plaisir, celui-là a de bonnes chances de se sentir bien chez nous.

marketing et de la négociation sont les atouts qui vous feront gagner des parts de marché dans les aéroports du monde entier avec nos matériels de servitude aéronautique. Le port d'attache est Paris. Your english should be really fluent. Les consultants de AIR étudieront votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite + photo) que vous leur enverrez, 93 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, sous réf. 1028.



ASSISTANCE INTERNATIONALE EN RECRUTEMENT

Société européenne d'ingénierie financière, nouvellement créée par les Instituts de Crédit à Long Terme de la Communauté Européenne - siège à Luxembourg - recherche un (m/f)

Ingénieur Financier

dont les fonctions seront : de conseiller ; d'étudier des plans de financement et de promouvoir des initiatives, de préférence transnationales, en faveur des PME dans les pays de la Communauté européenne et répondant aux conditions suivantes :

- être détenteur d'un diplôme universitaire en sciences économiques et financières ainsi que, si possible, en droit ; être âgé de 35 ans au moins et de 45 ans au plus ; connaître l'anglais, le français et une 3ème langue communautaire, de préférence l'allemand ou l'italien ; avoir une expérience financière de 5 à 10 ans dans le financement des entreprises (crédit à long, moyen et court termes, leasing, factoring, trading, prêts obligataires, crédit à l'exportation, capital à risque, joint ventures, etc.).

Envoyer références et curriculum vitae sous le n° de référence 418 à Universal Communication, chaussée de La Hulpe 122, B-1050 Bruxelles, qui transmettra.

BASE EN BELGIQUE

Pour un puissant groupe industriel multinational européen, commercialisant sur le plan international une gamme de produits de grande consommation largement connue du public, la Direction Générale engage un

INTERNATIONAL MARKETING TOP EXECUTIVE

En relation directe avec le Président du Comité Exécutif, il sera responsable à l'échelle internationale (Europe, Amérique du Nord, Outre-Mer) de la conception, de la mise en oeuvre et de la réalisation de la politique marketing générale et de options stratégiques du groupe. Cette fonction implique une mobilité opérationnelle, une expérience marquante dans une fonction de marketing international de produits de grande consommation, ainsi qu'une excellente maîtrise de l'anglais.

Cette belle opportunité de carrière s'adresse à un cadre universitaire (m/f), à personnalité d'entrepreneur, d'organisateur et de meneur d'hommes. Pour un premier contact, téléphonez-nous pendant les heures de bureau au 32/2649.81.35 ou adressez-nous votre cv en mentionnant la référence LM/NC/1043.

Trust Human Resources, rue du Beau-Site 21-23, B-1050 Bruxelles, Belgique.



Structure d'appui à PMI exportatrices.

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Capable de créer et d'élaborer un réseau de distribution des biens d'équipement (tous secteurs) en RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE.

Tel : M. HUSEMOLLER 47-64-29-98.

IMPORTANTE SOCIETE RECHERCHE POUR MISSION LONGUE DUREE EN FAMILLE OUTRE-MER

INGENIEUR

35-40 ans, diplômé d'une école d'électronique, possédant une grande expérience : 1) Vidéo professionnelle Noir et Blanc, Couleur PAL, SECAM, caméras, moniteurs, équipement de régie. 2) Emetteurs récepteurs (VHF, UHF, ELU) fixes et mobiles. Pour animer équipe de techniciens de maintenance.

Qualités requises : rigueur, disponibilité, grand sens de l'organisation. Anglais et permis B exigés.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations sous réf. 15098 à CONTESSÉ PUBLICITE 30, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. cherche emploi stable, STENO-DACTYLO Paris ou banlieue Sud Téléphone : 69-24-77-78.

CHERCHE POSTE USA : J.M. 27 ans, EP Paris, Maître Sciences anglaises courant, 4 ans d'exp. développement, promotion et vente systèmes informatiques. Disponibilité immédiate. Ecrire sous le n° 8.139 M. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, Paris-77. Téléphone : 48-83-04-31.

J.F. cherche emploi collige et montage. Ecrire à J. BOST 43, rue G.-Miquet, 75017 Paris.

J.P. 35 ans, 6c. sup., angl./esp., 10 ans exp. en tant que directeur commercial haut niveau cherche emploi créatif dans Edition de profils ou autre. Ecrire sous le n° B.123 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, Paris-77. Tél. : 890741.

Fabrics et exportateurs de produits cosmétiques, savons, shampoings et produits d'hygiène personnelle et agents. Ecrire ou envoyer télégramme à : W.A. & SONS - WSA - 10, Block 14 - Federal S. Area - KATACH-SB, PARIS. Tél. : 24788 FIELD PR. Tél. : 890741.



LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS organiza

UN concurso de méritos reservado a nacionales españolas para un puesto de JEFE DE SERVICIO ESPECIALIZADO en la Dirección General Agricultura

(formación universitaria indispensable - 12 años de experiencia profesional). Para los detalles solicitar los anuncios de concurso a: Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement, rue de La Loi 200, B-1049 BRUXELLES. Tél. : 02 / 255.11.11.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3° arrdt MARAIE, bel imm. pierre de t. apt 120 m², 5° ét., meublé, 2.100.000 F. - 48-87-34-27.

4° arrdt MARAIE. Pour célébrer grand succès, rez-de-chaussée, 17° 1.050.000. DORESSAY - 48-24-93-32.

5° arrdt AUSTRALITZ STUDETTE. Coin culs, salle d'eau, plain ap. 200.000 F. 43-25-81-06.

6° arrdt BAYLISSAP. P. de t. 2/3 p., 11° 945.000 F. 43-28-97-18.

7° arrdt ÉTOILE. magnifique 8 p., 200 m² partait dest. vue, idéal. Tél. le matin : 42-82-52-20.

10° arrdt 76 m². 790.000 F. 3 p., 11° 11° 945.000 F. 43-28-97-18.

11° arrdt AV. DE LA REPUBLIQUE. Soirée 11°, studio 10 et 1130. Prix : 182.000 F. BMO MARCADET 42-82-01-82.

13° arrdt Gobelins-Italie. 5 p., sur 3 niveaux, r.-de-ch. + 1° + 2° et deux étags. Bon état, cfr. 43-36-17-36.

14° arrdt Gobelins. 2 p., BAINS, REPAIT NEUF. 410.000 F. - 45-25-99-04.

17° arrdt MONTFARINASSE 2 PIÈCES. 45 m², bon plan, 5° ét., balc. ext. 850.000 F. 43-28-73-14.

20° arrdt DANIS HOTEL PARTIC. Merveilleux ATELIER 100 m². Châssis 2-NOU. DORESSAY - 48-24-93-32.

78-Yvelines ORIGINAL 2 P., 80 m², belle décoration, mtr. p. de t., part. 900.000 F. - 43-25-81-06.

ST-GERMAIN CENTRE. Hôtel part. XVIII° caractère. 4 p., 5° ét., piscine, charme. IMMO NEULLY 46-40-09-01.

CHAMBOURCY. magnifique maison, séjour 5 pièces, 3° ét., 3 voitures pleines, jardin 8.100 m². 3.500.000 F. GARDI 46-67-22-98.

appartements achats. Recherche 2 à 4 p., PARIS centre ou banlieue. PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-87, même le soir.

AGENCE LITRE. Rech. pour clientèle française et étrangère, aptes et hôtels part. dans quartiers résidentiels, paiement comptant chez nous. Tél. 45-44-44-45.

locations non meublées demandées. Région parisienne. Etude cherche pour cadres villes très bel. Loyer courant (1) 48-88-88-88 - 43-88-87-02.

immobilier information. Pour Ventes ou Achats Meublé - Appartement - Terrain - Commerce. Sur toute la France. AGENCE L'AMORCE. 5, rue Grégoire, 75008 Paris. Tél. : 78 (1) 42-88-46-40.

locations non meublées offres

Paris 3 P., 98 m², gde culs, équipé, bain, 2 w-c, pendores, carter, part. état neuf. Vue sur SEINE. 10° ét. 11.700 F. ch. comp. de l'au. 54. QUAI DE GRENELLE (TOTEI). Téléphone : 42-88-27-32.

2-3 pièces, tout confort 3.800 F. Châssis composé BMO MARCADET 42-82-97-82.

Région parisienne ST-GERMAIN-EN-LAYE. dans parc boisé, 5° F.R.E. A louer SANS COMMISSION. appartements dans imm. neuve studio à partir de 2.700 F. 2 P. à partir de 5.150 F. 3 P. à partir de 5.400 F. 4 P. à partir de 7.100 F. Loyer compris, part. et charp. ch. et eau chaude individ. s'aj. de meublé ou non. Tél. 15 à 17 h 30, 2 bis, rue de LA ROCHELAUREN ST-GERMAIN-EN-LAYE.

locations meublées demandées. Paris MONDIAL MERCURE. Pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour Ambassades et Sociétés. S'ad. à SERVICE ACCUEIL. Téléphones : 42-82-03-16.

EMBASSY SERVICE. 75008 PARIS recherche pour cadres multinationaux APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTELE ÉTRANGÈRE. Corps diplomatique et cadres de Stés Multinationales. TEL. 45-62-78-99.

SERVICE AMBASSADE. Pour cadres multinationaux. Rech. de STUDIO ou 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés. Téléphone : 46-20-19-06.

AGENCE DE L'ÉTOILE. met à votre disposition ses installations auprès de Stés Françaises et Multinationales. DIPLOMATES et HOMMES D'AFFAIRES à la recherche d'appart. STANDING. ACHAT ET LOCATION. 47-63-13-78.

échanges

Part. à part, propose échange d'un 3 p. à LEVALLOIS, métro Anvers-France, 12 ch. bien situé, cuisine 2 p. à Paris, étude des propositions. 47-48-16-78, apr. 20 h.

immeubles. STÉ D'INVESTISSEMENT ch. IMMOBILIERES PARIS. 120 conf., paiement ppt. Téléphone : 45-53-78-99.

terrains. A vendre St-Basile 97 terrain 2.885 m² avec permis de construire pour 1 maison, 4 hangars, piscine 400 m² constructible. Terrain bien situé, agréable, possibilité de louer le maison et les hangars de type hôtel de ville. Actuellement seule la citerne est construite. Prix terrain + construction : 1.250.000 F. Pour renseignements : Tél. 35-68-88-00.

bureaux bureaux. BUREAUX ÉQUIPÉS DE 15 à 100 m² STANDING OUVERT 24 H SUR 24. Location courte ou longue durée. Tous services. Tél. 16600. 75116, PARIS. 45-00-45-00. Tél. 648 489 F.

ÉTOILE très grand standing BUREAUX MEUBLÉS. toutes durées, tous services. Tél. (1) 47-27-15-69.

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS. SARL - RC - RH. Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques. 43-55-17-50.

DOMICILIATION. DEPUIS 90 F/MOIS. RUE ST-HONORE. 45-40-91-82. OU PARIS-12° : 43-40-88-50. CONSTITUT. SARL. 2.000 F/H.

Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL. bureaux, secrétariat, tél. CONSTITUTION STES. Prix compétitifs. Délais rapides. ASPAC 42-93-60-50 +

locaux commerciaux. Z.I. BANJEAUX EST et SUD. locaux aménagés et bureaux à louer. Surface 700 m². 1.000 m², 1.500 m². Téléphone : 48-82-18-88.

Le Monde « SPÉCIAL PARTICULIER » FORFAIT 5 LIGNES 2 mercredis de suite 593 F TTC

Particuliers : vous cherchez à vendre, à acheter ou louer un bien immobilier. Le Monde propose d'insérer votre annonce pendant 2 mercredis de suite, journaux de jeudi. Remplissez cette grille et renvoyez-la, accompagnée de votre règlement : chèque ou CCP. Échéé à l'ordre du Monde Publicité, 5, rue de Montesson, 75007 PARIS, avant le lundi 16 heures précédant la première parution.

Table with 5 columns and 10 rows for inserting ad information.

Le Monde se compose de 28 lettres minuscules, signes de ponctuation ou espaces. En utilisant des caractères de 2 lignes de hauteur, la ligne se compose de 18 lettres, signes de ponctuation ou espaces.

POUR TOUTE INFORMATION. Téléphonez à notre service 45-55-91-82, postes 4126, 4141 et 4137.

Après l'accord sur les licenciements

La CFDT reste unie

La CGPME intervient auprès de M. Séguin

Après 1986 risque de res-
sur, pour la CFDT, à un
dixième de l'année. Il y a
deux mois, la nou-
velle, sous la pression des
internationaux, du proto-
cole de la flexibilité de l'emploi
été suivie par de vives ten-
sions internes. En cette fin
re 1986, la signature,
liste, dès la fin des négocia-
tions, de l'accord sur le nou-
veau régime des licenciements
négociés, n'a provoqué, dans
mier temps, aucun soufre-
meur. Les temps chan-
... la CFDT aussi.

avec une relative sérénité et une
apparente unité que la CFDT a
donné, par sa signature, une nou-
velle manifestation de son orienta-
tion pragmatique. Un bon point pour
M. Edmond Maire comme pour
M. Notat et M. Kaspas, les négocia-
teurs.

Des avancées
concrètes

M. Héritier a même souligné
l'importance de cet accord en indi-
quant que la CFDT était l'« instigateur »
dans sa « pratique syndi-
cale ». Tout en se gardant de la
comparer avec la situation anté-
rieure à la loi du 3 juillet 1985 sup-
primant la procédure d'autorisation
administrative préalable, M. Héritier
a expliqué que la CFDT,
n'ayant « aucune raison d'attendre
un cadeau du gouvernement », avait
voulu prévoir des garde-fous. « Nous
avons fait, a-t-il souligné, notre
mieux de syndicalistes. Nous avons
cherché à colmater les brèches, à
réparer les dégâts. » Mettant en
avant des « mesures sociales bien
réelles » pour les salariés des petites
entreprises et la maintien d'une
intervention de l'inspection du tra-
vail, M. Héritier n'hésite pas à par-
ler d'« avancées nettes, concrètes,
capitalisables tout de suite ».

Pour M. Héritier qui s'était
opposé à la signature du protocole

de décembre 1984, ces avancées
immédiatement « capitalisables »
constituent la « différence essen-
tielle » avec le texte sur la flexibilité
qui ne comportait que des promesses
aléatoires à matérialiser et qui
« aurait affaibli et divisé la
CFDT ». Une pierre dans le jardin
des « modernistes ». Mais le
conseil national n'a jugé que « le point
le plus négatif » de l'accord était le
raccourcissement des délais pour la
consultation des comités d'entre-
prise, une situation que la négociation
tentera de corriger dans les négocia-
tions de branches.

Des interrogations demeurent
également quant à l'attitude de
M. Séguin : reprendra-t-il entière-
ment l'accord dans son second projet
de loi, qui sera discuté en décembre
par le Parlement, ou fera-t-il des
concessions par exemple aux PME ?
Une incertitude subsiste aussi au
sujet de l'article 12 qui prévoit
notamment que « quels que soient
l'effectif de l'entreprise ou de l'éta-
blissement et le nombre de salariés
sur lequel porte le projet de licen-
ciement pour raisons économiques,
la direction devra (à où il n'y a pas
obligation de plan social) déga-
ger (...) les moyens permettant la
conversion ». La CGPME refuse
une telle rédaction, voulant substi-
tuer à l'obligation (« devra ») une
simple possibilité (« pourra »). Elle
devait présenter une demande en ce

sens mardi 28 octobre en fin de
matinée à M. Séguin avant de se
décider à signer ou non. « Personne
n'est habilité à modifier le texte de
l'accord », a prévenu M. Notat,
tandis que M. Maire ajoutait : « Ce
n'est pas un point mineur ».
M. Maire a cependant admis que
les contrats de conversion étant obli-
gatoires et compris pour la PME,
celles-ci puissent être aidées en faire
appel à des formules de mutualisa-
tion.

M. Héritier n'a pas voulu donner
pour autant l'impression d'une
embellie du climat social par le
simple fait de la signature de cet
accord. Evoquant le « succès » de la
grève du secteur public du 21 octo-
bre, il n'a pas craint de grossir le
trait en mettant en avant « l'unité
d'action » - « on apprend à se passer
de la CGT » - et même plus
généralisant le « élan » de
l'action. « Le champ de nos désac-
cords avec le gouvernement s'étend
au fil des mois », a assuré M. Héritier
pour lequel « la politique pour-
suite conduira à des échecs à court
et à long terme si elle n'est pas
modifiée. C'est Reagan qui sert de
référence, mais c'est plutôt Thatcher
qui sert de modèle ». Serait-elle
syndicalement, la CFDT se veut
politiquement irréprochable.

MICHEL NOBLECOURT.

La CEE en appelle au GATT
contre le protectionnisme japonais

LUXEMBOURG
de notre envoyé spécial

Le conseil des ministres des
Douze a décidé de faire appel au
GATT (l'accord qui réglemente le
commerce international) pour amener
le Japon à davantage ouvrir son
marché aux vins et spiritueux pro-
duits dans la Communauté. En
1985, les ventes de boissons alcool-
iques de la CEE y ont dépassé
170 millions de dollars. Selon
M. Willy de Clercq, le commissaire
chargé des relations extérieures,
elles auraient pu atteindre le double
sans la fiscalité hyperprotectionniste
appliquée par Tokyo. Les taxes sont
calculées non pas, comme partout,
d'après le degré en alcool mais en
fonction du prix, ce qui avantage
considérablement les produits
locaux.

La Communauté presse depuis
longtemps les Japonais de modifier
leur fiscalité mais, jusqu'ici, sans
succès. Conformément à la procé-
dure que prévoit l'article 23, para-
graphe 2 du GATT, elle va deman-
der la création d'un « panel »
c'est-à-dire d'un comité d'experts
afin qu'il donne son avis sur
l'affaire. La CEE insistera pour que
le panel traite le dossier en urgence.
Son arbitrage devrait, de la sorte,
pouvoir être rendu d'ici trois ou qua-
tre mois. S'il confirme que la régle-
mentation japonaise est discriminatoire
et si le Japon ne régularise pas
sa situation, les Douze semblent

déterminés à prendre alors rapide-
ment des mesures de rétorsion. Le
conseil des ministres a en effet invité
la Commission à s'y préparer de
telle manière qu'elle puisse lui sou-
mettre des propositions concrètes
dans les trente jours qui suivront la
publication de l'avis du panel du
GATT.

C'est la première fois que la Com-
munauté engage ainsi une procédure
contentieuse à l'égard du Japon et
ne se contente pas d'une simple
déclaration de protestation. La répli-
que est cependant des plus modérées
à l'un praxé en compte tant la pro-
gression sensible des exportations
japonaises vers la CEE au cours des
derniers mois que le peu d'empressé-
ment que mettent les Japonais à
ouvrir leur marché. Afin d'accen-
tuer la pression, les Douze ont invité
la Commission à surveiller attentivement
l'évolution des importations de
produits japonais dans le Marché
commun et à « prendre, si néces-
saire, les mesures appropriées ».
L'idée est de mettre en œuvre avec
plus de détermination et surtout de
rapidité que dans le passé les procé-
dures antidumping autorisées par le
GATT lorsqu'un pays pratique des
prix à l'exportation inférieurs à ceux
appliqués sur le marché intérieur.
Or les industriels européens constan-
tent qu'en dépit de la hausse sensible
de yen leurs concurrents japo-
nais n'ont, le plus souvent, pas relevé
leurs prix...

Ph. L.

récentant, le lundi 27 octobre
vise, les travaux du conseil
côtière - qui regroupe les
ables des fédérations et des
régionales. - M. Pierre Héritier,
crétaire national, a fait état
mat « extrêmement positif ».
nt, seules trois organisations
Normandie, Union régionale
et Hérault), comme
oppositions avec la direc-
e la confédération; ont
leur « désaccord » avec le
re. D'autres se sont bornés à
en avant des « désaccords
els » mais « personne n'a
cause le mandat des négocia-
teurs tel qu'il avait été confié
bureau national. C'est donc

La CSMF pose ses conditions
l'occasion du bilan de la convention
rec les caisses d'assurance-maladie

occasion du premier bilan de
convention signé en début de
1985 avec les caisses natio-
d'assurance-maladie, la Confé-
des syndicats médicaux
(CSMF) vient de poser ses
conditions. Elle réclame notamment
l'abaissement de l'accès aux études
les (moins de quatre mille
par an en dix-huitième année)
et une amélioration du
cycle d'études de médecine
générale.

d'une compétence ou d'une qualité
particulière, notamment au travers
de la formation continue ».

Sur le plan fiscal, la CSMF se
félicite des dispositions de la loi de
finances pour 1987, mais demande
la prise en compte des frais profes-
sionnels réels, notamment pour le
transport.

Les médecins conventionnés doi-
vent décider avant la fin de l'année
s'ils maintiennent leur choix ou s'ils
passent dans le « deuxième sec-
teur » (praticiens autorisés à
demander des honoraires libres,
mais payant des cotisations sociales
plus élevées). Selon un sondage de
la CSMF auprès de mille cinq cents
médecins, 15 % auraient déjà décidé
de passer dans le deuxième secteur
et 30 % envisagent de le faire. La
CSMF, qui réclame aussi une
« dépolitisation » du deuxième sec-
teur, doit se prononcer sur ce pas-
sage au cours de son assemblée
générale le 30 novembre.

M. Bergeron justifie
la signature de FO

Voulant mettre un terme aux vifs
débats internes qu'a connus FO à
propos de l'accord sur les licen-
ciements, M. André Bergeron justifie
la signature dans un éditorial publié
par FO-Hédo du 29 octobre :
« Convincre qu'il n'était pas possi-
ble d'aller au-delà, refusant la
négotiation, à « garantir le
bureau de la confédération, avec
l'appui de l'ensemble des fédéra-
tions concernées, a considéré que
l'intérêt des salariés commandait la
signature de l'accord. C'est ce qui a
été fait ». Pour M. Bergeron, les
négociateurs de FO, « engagés dans
une des négociations les plus diffi-
ciles que l'on ait vécues, ont fait de
leur mieux pour garantir l'essen-
tiel ».

Pour M. Bergeron, « nous avons
obtenu du patronat, d'une part, des
garanties au maintien de conditions
des représentants du personnel et,
d'autre part, des assurances concer-
nant l'application des plans sociaux
en cas de licenciement économique
(...) ». Enfin - et c'est un aspect
important de l'accord - les sala-
riés des entreprises de moins de dix
salariés, outre le fait qu'ils pour-
ront exiger - en cas de licenciement
- le respect d'un délai de préve-
nance, devront obligatoirement être
informés des possibilités de béné-
ficier de contrat de conversion.
Jusqu'ici, cela n'existait pas. C'est
vraiment l'accord qui a permis de
moins de dix personnes dans une
même période de trente jours ».

La CFDT frappera
à la porte de la CISL
en 1988

La CFDT a saisi la pas : elle
va vraisemblablement demander
en 1988 son adhésion à la
Confédération internationale des
syndicats libres (CISL), à laquelle
elle est déjà affiliée FO (Le Monde du
16 septembre), mais aussi l'AF-
CIO américaine, et la DGB alle-
mande. A une très large majorité
(92 % des votants et 97 % des
exprimés), le conseil national de
la CFDT a décidé de proposer
au 41^e congrès un débat sur
l'affiliation internationale de la
CFDT, afin qu'il se prononce en
faveur de l'adhésion de la CFDT
à la CISL. La Basse-Normandie
a une partie de l'Union régionale
perennaise ont voté contre. Les
absentions viennent d'une partie
des mandats de la Loire, des
finances, des P et T et du SGEN.

En présentant les résultats de
ce vote à la presse, M. Albert
Mercier, secrétaire national, a
mis en avant « l'évolution » de la
CISL depuis 1979, date à
laquelle la CFDT avait quitté la
Confédération mondiale du tra-
vail (CMT). Pour M. Mercier,
« sur le terrain », et notamment
en Amérique latine et en Afrique
du Sud, l'action de la CISL
et rejoint » celle de la CFDT. Cette
dernière, déjà membre de tous
les secrariats professionnels
internationaux, devrait réconcilier
l'opposition de FO, mais elle
a suffisamment accru ses rela-
tions internationales pour ne pas
avoir à redouter un tel veto.

M. Chalandon veut réformer
la justice du travail

de des sceaux veut revoir le
système des tribunaux de
premier et des chambres qui
sont en appel et en cassation.
Les juges par ces tribunaux,
Chalandon a demandé à
M. Kirsch, conseiller à la
cassation, de lui remettre
et sur ce sujet à la fin de

Après d'autres, le garde des
sceaux s'attaque ainsi à un des plus
anciens et des plus importants de
la justice. La chambre sociale de la
Cour de cassation a actuellement
dix mille dossiers en stock. Il faut en
moyenne dix-huit mois à deux ans
pour obtenir d'elle une décision sur
un affaire de licenciement par
exemple.

A la cour d'appel de Paris,
9 770 affaires sont aussi en attente
et le délai moyen est de douze à
vingt mois malgré les rembourse-
ments apportés à cette situation par
M. Pierre Drai, premier président :
meilleure concertation entre les per-
sonnes parties au procès; augmenta-
tion de huit à dix des chambres traitant
des affaires sociales, etc.

M. Kirsch, ancien M. Chalandon
fait appel pour remodeler un fonc-
tionnement de la justice du travail,
est âgé de soixante ans. Il est le
doyen de la chambre sociale de la
Cour de cassation après avoir été
deux fois candidat malheureux à la
présidence de cette chambre. De
mars 1980 à mai 1981, il avait été
conseiller du président de la Répu-
blique pour les affaires africaines et
malgaches.

Les Editions Paule Marrot
OUVERTURE

DE LEUR
Première Boutique
16, rue de l'Arcade
008 PARIS - Tél. : 42-65-76-02
Nappes, sets, quilts, draps, trousseaux,
parapluies, table roulants.
du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30

OFFICIERS MINISTÉRIELS
VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 46-63-12-66

Vente s/mis. par. just. Paris jeudi 13 nov. 1986 à 14 h.
APPART. à PARIS 10^e
5 ét. loggia
46 à 58 bis, quai de Jemmapes - 23 à 23 bis, rue Richer - CAVE ET PARKING
M. à P. : 100 000 F
S'adr. M. VERGÈZ avocat 6, r. St-Philippe-de-Roche à Paris 9^e - Tél. : 42-25-13-20

Vente s/mis. ench. par. just. Nanterre (92) 179-191, av. Solferino-Curie
jeudi 20 nov. 1986 à 14 h
en un seul lot.
STUDIO
avec cave et cuisine, garage à NEUILLY-SUR-SEINE (92200)
M. à P. : 100 000 F
Renseign. cabinet de M. BEAULIEU et LEMOINE
avocats - Tél. : 47-49-38-38
5, rue Harvet à Nanterre-Mairie (92200) - Pour vis. M. PÉREAUJOL maître
34, r. Châteauneuf à Neuilly-Mairie (92200) - Tél. : 47-49-38-38

Vente s/mis. par. just. Fontaine (93) pl. N.-Flamand - Jeudi 6 nov. 1986 à 14 h.
PAVILLON A MONTMORENCY (95160)
4, rue Voltaire - Cox 3 à 55 ca. - pas de cheminée; entrée, 2 pces,
Cale, bureau - 1^{er} ét. : 2 pces, déb., s.-de-b., 1 pce mansardée
Cuisine au-dessus, Jardin clos de murs et de treillage - Cox. par. ench. 50 000 F
M. à P. : 525 000 F
(cet. ench. cert. byes)
Rens. : M. BURESSON avocat, 29, r. P.-Batis, Fontaine (93000) - Tél. : 38-32-31-42

Vente au Palais de Justice de Paris, jeudi 13 nov. 1986, 14 h.
EN UN SEUL LOT
UN IMMEUBLE DE RAPPORT
42, RUE VOLTA - PARIS (3^e)
Coup. au lit. s/mis. élevé sur s/mis. rez-de-ch. 5 ét. carré
et 6^e ét. loggia, déb. s/mis. sur s/mis. simple rez-de-ch.
M. à P. : 1 800 000 F - S'adr. M. BRAZIER
Avocat à Paris (9^e) - 178, bd Haussmann - Tél. : 45-62-39-43.

Assurance-maladie
Les dépenses s'accroissent

Les dépenses de la Caisse natio-
nale d'assurance-maladie des sala-
riés (CNAMTS) se sont accrues
en septembre : selon les statisti-
ques publiées par la caisse, en
moyenne annuelle, elles ont pro-
gressé de 8,3 %, contre 7,9 % fin
août. L'augmentation a concerné
presque tous les postes de méde-
cine ambulatoire : les honoraires
progressent de 9,1 % (contre 9 %
fin août), notamment les honoraires
dentaires (5,8 % contre 5 %) et les
actes médicaux techniques (la pro-
gression des consultations se ralentit
un peu) ; les prescriptions
(médicaments, analyses,
actes d'aides médicaux) ont
augmenté au rythme de 10,7 %
(contre 10,3 % fin août), en particu-
lier les actes d'aides médicaux
(+ 14 % contra + 13,2 % fin
août). En revanche, les indemnités
journalières versées continuent de
diminuer (- 2,2 %).

Changes
Baisse
des réserves
en septembre

Les avoirs officiels de change
s'élevaient à la fin du mois de sep-
tembre à 437 580 millions de
francs, soit une diminution de
4 413 millions de francs par rapport
au mois précédent. En un an, les
réserves de change de la France ont
baissé de 22,8 milliard de francs.

Chômage
Stabilité dans la CEE

Le nombre de demandeurs
d'emploi dans la Communauté
européenne a augmenté de
179 000 (en données brutes) en
septembre pour atteindre 15,8 mil-
lions contre 15,6 millions le mois
précédent (+ 0,7 %), selon Eurostat,
l'office statistique des Commu-
nautés européennes, mais cette
augmentation est due à des varia-
tions saisonnières. Le taux de chô-
mage par rapport à la population
active est resté à 11 % fin septem-
bre 1986, comme fin août et fin
septembre 1985 dans l'Europe des
Neuf (moins l'Espagne, le Portugal
et la Grèce). Toutefois, en un an, il a
progressé de 0,4 point en France
(taux actuel de 10,8 %), de
0,3 point en Irlande (18,1 %), de
0,5 point en Italie (13,3 %), mais il
a baissé de 0,4 point en RFA
(7,5 %), de 0,8 point en Belgique
(12,9 %), de 1 point au Danemark
(8,8 %) et de 1,1 point aux Pays-
Bas (12,3 %).

Commerce
extérieur
Excédent de 10,4 milliards
de deutschemarks en RFA

La RFA a enregistré un très fort
excédent commercial de 10,4 mil-

REPÈRES

fiards de deutschemarks (33,8 mil-
liards de francs) en septembre, à
peine inférieur au record absolu de
10,9 milliards enregistré en juillet
dernier, même l'Office fédéral des
statistiques. Sur neuf mois, l'Alle-
magne fédérale engrange ainsi un
solde positif de 78,7 milliards de
deutschemarks (259 milliards de
francs), un montant supérieur à
l'excédent de 73,3 milliards de
deutschemarks accumulé par
l'ensemble de la RFA. Sur cette
période, les exportations ont baissé
de 1,9 % par rapport aux trois pre-
miers trimestres de 1986 mais les
importations ont chuté de 11 %, en
raison, essentiellement, de la baisse
des prix des produits importés, de
22 % en moyenne par rapport au
sept premiers mois de 1986. En
volume, les importations ont, en
fait, augmenté de 7 %. Mais les
exportations n'ont pas décliné en
terme réel, leur progression, même
modeste, restant de 2 %. La RFA
continue de s'acheminer vers un
excédent sans précédent de son
commerce extérieur, de quelque
105 milliards de deutschemarks
(34,1 milliards de francs) pour cette
année.

Consommation
Léger repli
après le boom

La consommation des ménages
en produits industriels a légèrement
baissé en septembre par rapport à
août (- 1,8 %), mois au cours
duquel elle avait atteint un niveau
exceptionnellement élevé (+ 2,2 %
par rapport à juillet). En un an, la
consommation est en progression
de 8,4 %. Sur la période juin-
septembre comparée à juin-
septembre 1985, la consommation
des ménages en produits industriels
progressé de 5,3 %.

Production
La croissance
pourrait se ralentir

« L'amélioration de l'activité indus-
trielle n'est amplifiée et la production
a augmenté dans toutes les
branches », écrit l'INSEE au vu de
son enquête de conjoncture d'octo-
bre. « Les stocks de produits sont
jugés un peu plus lourds qu'à
l'enquête précédente. La demande
globale et la demande étrangère
diminuent dans toutes les branches
à l'exception de la construction
automobile. Même s'ils évoluent
dans un sens défavorable, ces indi-
cateurs restent à des niveaux com-
patibles avec une croissance de la
production pour les prochains mois.
Celle-ci pourrait toutefois être un
peu ralentie. » Selon les industriels,
la hausse de l'activité toucherait
toutes les branches à l'exception
des biens d'équipement profession-
nel. Les perspectives de hausse de
prix sont toujours modérées.

Etranger

Accord de pêche entre les Etats-Unis et les micro-Etats du Pacifique sud

Washington change de tactique pour faire pièce à Moscou

SYDNEY
Correspondance

Les Etats-Unis viennent de remporter un petit succès face à l'Union soviétique dans le Pacifique sud en concluant avec seize micro-Etats un accord sur la pêche dans leurs zones économiques, à l'issue de deux années et dix séries de pourparlers laborieux. Le contrat, d'un montant de 11 millions de dollars par an payés pendant les cinq prochaines années par Washington aux pays concernés, a été signé le 20 octobre à Nuku'alofa, aux îles Tonga, entre les Etats-Unis et l'Agence des pêcheries du Forum du Pacifique sud.

Les Etats-Unis avaient proposé, à la reprise des négociations le 11 octobre, le chiffre de 9,75 millions de dollars par an, alors que le Forum en réclamait 16,5 millions et n'était prêt à s'engager que pour un contrat de deux ans éventuellement renégociable. Lorsque les pourparlers furent sur le point de capoter, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, envoya l'un de ses conseillers particuliers, M. Derwinski, proposer le compromis finalement retenu.

L'approche nouvelle des Etats-Unis qui avaient tendance par le passé à considérer le Pacifique sud comme leur réserve de pêche privée,

visé à faire pièce aux jaloux que l'Union soviétique pose depuis quelque temps dans la région. Jusqu'à la conclusion de l'accord avec le Forum, Washington ne reconnaissait pas la zone économique du 100 milles marins délimitée par ces Etats en 1977.

Une révision des choix américains

Moscou, en revanche, avait déjà conclu un premier accord de pêche avec Kiribati (ex-Gilbert) en 1985, provoquant une révision des choix américains. Révision d'autant plus opportune qu'entre-temps le traité de pêche entre Moscou et Kiribati n'a satisfait aucune des deux parties et que l'URSS a décidé de reporter sa mise sur Vanuatu (ex-Nouvelles Hébrides) où elle a obtenu des avantages nettement plus importants : notamment aux termes d'un accord qui doit être signé d'ici la fin de l'année, un droit d'accostage pour les chalutiers soviétiques.

M. Walter Lini, le prêtre anglican qui dirige Vanuatu, devança les inquiétudes américaines en assurant qu'accueillir les chalutiers soviétiques ne signifiait nullement tourner le dos aux Etats-Unis, avec lesquels son pays vient d'établir des relations diplomatiques.

S. C.

Affaires

Le divorce entre M. De Benedetti et M. Pierre-Brossolette

Une partie de poker menteur

Sans succomber à « l'OPA-massive », cette vague d'offres publiques d'achat qui a d'abord déferlé aux Etats-Unis avant de gagner les rives britanniques, la France connaît, elle aussi, quelques belles unpuignades à la Bourse. La bataille que se sont livrée récemment les groupes d'assurances AXA (de M. Claude Bébéar) et Compagnie du Midi (de M. Bernard Pagay) pour le contrôle de la Providence, au bénéfice du premier, ou encore l'offensive déclenchée - avec succès - par BSN sur la Générale alimentaire, entrent dans cette catégorie. Généralement, dans ce type de lutte entre groupes industriels et financiers, tous les coups sont permis. Mais il est assez exceptionnel de voir l'un des deux combattants, contraint de tendre le sol des deux épauls, porter sur la place publique les différends qui l'ont opposé à son coéquipier.

C'est ce qui vient de se passer dans le cadre de « l'affaire » Presses de la Cité. On sait qu'une bataille boursière opposait depuis quelques semaines, d'une part l'équipe constituée par Cerus (ramification française du groupe De Benedetti, actionnaire à 40 %) et Pochelbronn, importante société holding de M. Worms et Cie (un groupe privé qui n'a plus rien à voir avec la banque du même nom) et, d'autre part, M. Jimmy Goldsmith, le patron de l'Express qui avait jeté dans l'opération tout le poids (20 milliards de francs de chiffres d'affaires consolidés) d'une autre de ses sociétés, la Générale occidentale.

En fait d'OPA, on s'affrontait surtout en termes d'OPE, c'est-à-dire une offre publique d'échange entre

les titres de la société convoitée et ceux de l'attaquant. Sans entrer dans le détail des modalités exactes de l'offre présentée par l'un et l'autre des belligérents, on retiendra qu'elles étaient sensiblement identiques en termes de montant. Ce n'est donc pas de ce côté-là qu'il faut aller chercher les raisons qui pouvaient inciter les actionnaires à effectuer leur choix : (Cerus, Pochelbronn, Générale occidentale, Presses de la Cité sont toutes des sociétés cotées en Bourse). D'autres facteurs étaient plus déterminants.

Franco-Loisirs : un écurie résérvé

Lorsqu'ils avaient lancé - les premiers - leur offensive, Cerus et Pochelbronn avaient clairement indiqué qu'ils détenaient dans un premier temps, une participation « saline » de 20 % dans Les Presses, laquelle pourrait ultérieurement être portée à la minorité de blocage (33 %). De façon à jouer, comme dans le cas de Valeo, le rôle d'opérateur dans le deuxième groupe d'édition français (derrière Hachette).

Grâce à un fichier composé de quatre millions d'adhérents, un réseau qui écoule une trentaine de millions de livres par an, auxquels il

fallait ajouter la vente d'un nombre impressionnant de disques et de cassettes, Franco-Loisirs assure, à elle seule, l'essentiel du bénéfice réalisé par l'ensemble du groupe des Presses de la Cité. Mais celui-ci n'est pas seul à en toucher les dividendes. Selon un pacte dont on ne veut révéler le contenu exact, le capital de Franco-Loisirs est, grosso modo, réparti moitié-moitié entre Les Presses et la société océanographique Bertelsmann. Numéro un de la communication en Europe ce groupe, présidé par M. Mark Wessner, se situe au deuxième rang mondial dans sa spécialité depuis qu'il vient d'établir « une tête de pont » aux Etats-Unis.

On comprend que cette double carte de visite ait séduit M. Carlo De Benedetti. Celui-ci n'a en revanche pas d'être le patron d'Olivetti et de Buitoni, une société dont il veut faire le pivot de sa politique agro-alimentaire européenne après avoir récemment pris le contrôle, au grand départ d'Antonio Riboldi, le président de BSN, il est entré en concours d'un autre Transalpin devenu célèbre en France, Sylvio Berlusconi l'un des principaux propriétaires des éditions Mondadori et du magazine italien l'Espresso.

L'édition et la presse, il est prêt à dynamiser (selon Cerus et Pochelbronn). Derrière ce reproche adressé à l'équipe dirigeante de la célèbre maison présidée par l'un des grands noms de l'édition, M. Claude Nielsen, se dissimulait en fait la volonté de mettre la main sur l'une des filiales du groupe Franco-Loisirs.

« Une belle affaire », qu'il convenait de dynamiser (selon Cerus et Pochelbronn). Derrière ce reproche adressé à l'équipe dirigeante de la célèbre maison présidée par l'un des grands noms de l'édition, M. Claude Nielsen, se dissimulait en fait la volonté de mettre la main sur l'une des filiales du groupe Franco-Loisirs.

Voilà pour les communiqués officiels. En sous-main, on s'en doute, les tractations avaient été laborieuses. C'est le dimanche 20 octobre lors d'une réunion secrète (chez l'avocat Jean Loyrette) entre les responsables de Cerus et Mme Gilberte Beaux, directeur général de la Générale occidentale - et, accessoirement, la seule Française - que les représentants de M. De Benedetti acceptaient de jeter l'éponge pour céder au futur conseil d'administration des Presses. Sur les quelque quinze clauses négociées, seul restait à régler « le prix du divorce », c'est-à-dire la clause de sortie qui permettait à Cerus d'abandonner - à moitié - son compte - son fauteuil d'administrateur - autour du tapis vert qu'il le souhaitait. Ce qui fut fait le mercredi suivant.

Jusqu'à là, les cartes étaient claires. Mais les événements qui ont suivi ont donné à plus d'un observateur l'impression d'assister à une partie de « poker menteur ». Entre le thème défendu par M. Minc, selon lequel la position industrielle du groupe De Benedetti, et l'optique purement financière de Pochelbronn étaient désormais inconciliables et l'affirmation de M. Pierre-Brossolette, selon laquelle le patron d'Olivetti était parfaitement au courant de l'accord, où est la vérité ?

« Formidable victoire à bas prix »

Une chose est sûre, M. De Benedetti n'a que mis longtemps à réagir dans l'imbricatio où ses deux commanditaires ont parfois donné l'impression d'être des « raiders ». Au lendemain de la publication de l'accord intervenu entre des adversaires devenus alliés, il invitait fermement M. Pierre-Brossolette à lui remettre la présidence de Cerus, qu'il assurément déclinait personnellement. Une façon à lui de régler les contradictions nées de la position occupée par l'ancien patron du Crédit Lyonnais puis de la banque Stern. Président de Cerus jusqu'à vendredi dernier (24 octobre), M. Pierre-Brossolette coiffait également la double casquette d'administrateur de Pochelbronn et d'associé-gérant du groupe Worms et Cie, lequel détenait 5 % de Cerus (et un peu moins de 2 % des Presses de la Cité), aux côtés de Suez, de l'UAP et de la BNP.

Dans ces conditions, on ne peut faire grief à l'ex-PDG de Cerus d'avoir - aussi - défendu les intérêts de ses deux autres « maisons » ; se battre jusqu'à un certain prix et, en désespoir de cause, réaliser une belle plus-value en vendant à l'adversaire. Pour l'instant, Cerus et Pochelbronn conservent cependant leurs 22,5 % des Presses de la Cité. « L'accord du 20 octobre négocié avec Mme Gilberte Beaux » tient toujours. M. De Benedetti a clairement fait savoir qu'il ne le remettait pas en cause, même s'il n'en approuve pas tous les termes.

En attendant que se dévoile éventuellement un troisième concurrent, M. Jimmy Goldsmith dispose d'une promesse de vente. Celle-ci lui permet de faire basculer dans son camp (avec seulement 0,30 % du capital) la filiale Franco-Loisirs, héritage de cinq années de relations étroites avec les dirigeants des Presses. Ce faisant, il a, semble-t-il, remporté une « formidable victoire à bas prix ». C'est en tout les cas ce que pense l'un de ses adversaires.

Quant à M. Alain Minc, qui continue à assurer la courtoisie de transmission avec Ivrea, siège italien d'Olivetti et du groupe De Benedetti, il lui reste à se lancer, toujours pour le compte de Cerus, dans d'autres batailles financières.

SERGE MARTIL

Une réunion secrète

Devant ce barrage, il ne restait plus à MM. Claude Pierre-Brossolette et Alain Minc, respectivement président et directeur général de Cerus, que deux solutions : poursuivre la bataille boursière, avec, en fin de compte, un prix bien supérieur à l'offre initiale, ou mettre bas les armes. C'est ce que décidèrent de faire Cerus et Pochelbronn en annonçant, trois jours plus tard, le retrait de leur OPE au bénéfice d'un accord conclu avec la Générale occidentale afin de constituer - ensemble - « le futur pôle d'actionnaires ayant choisi d'investir dans l'édition ».

20 ANS D'INFORMATIQUE VOUS CONTEMPLENT

Où en est votre INFORMATIQUE ?

Salaires ?

20 ANS D'INFORMATIQUE

01 conjugue ses 20 ans au futur

Le Premier journal français d'informatique

Je fais mes courses d'un coup de baguette

TeleMarket

Faites vos courses de votre fauteuil.

Le Monde sur Minitel

36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVE A QUI PARLER

مكتبة الأمل

Affaires

Le premier loueur de voitures d'occasion démarre sur les chapeaux de roue

Aux Etats-Unis, un slogan proclame « Louez une épave », et ça marche. En France, où Font est plus sage, Jean-Yves Vigouroux préfère dire : « Louez une voiture d'occasion et divisez votre facture par deux. » Et ça marche aussi, puisque ADA (1), premier loueur d'automobiles et de véhicules utilitaires d'occasion, n'en finit pas d'étendre son réseau d'agences en France et de développer son parc de « bonnes occasions ».

Le parcours professionnel de Jean-Yves Vigouroux, son fondateur, comporte, en quarante et un ans d'existence, quelques virages. Une formation universitaire littéraire mûrie de marketing a permis à ce Brestois de passer de l'enseignement de l'histoire et de la géographie à la banque, puis de la banque au marketing d'une société de construction de maisons individuelles, avant qu'il ne mène de front un portefeuille d'assurances et quatre centres MIDAS, qui offrent à l'automobiliste de changer sur-le-champ de pot d'échappement.

Des tarifs inférieurs de 40 %

Notre homme n'était pas particulièrement indécis, mais il voulait « monter quelque chose ». Et, pour cela, il préférait s'offrir un peu de tous les secteurs pour y découvrir « la » bonne idée. Il la trouve en 1983, et s'en va au Canada et aux Etats-Unis vérifier que la location de véhicules d'occasion est un pari raisonnable, et que l'opération est transposable en France. Parce que les Français restent très attachés à une certaine image de l'automobile, qui exclut « l'épave ».

En 1983, il ouvre donc, à Brest, une agence. Dès le mois de juin, il fonde le réseau ADA, avec une agence à Livry-Gargan (Seine-

Saint-Denis) et une autre à Perpignan (Pyrénées-Orientales). Le mouvement est lancé si activement qu'ADA annonce aujourd'hui 24 agences, dont une dernière-née à Orléans, 19 millions de chiffre d'affaires hors taxes, un parc de 500 véhicules et environ 26 000 clients.

Commercialement, la recette est simple à concevoir, mais plus délicate à réussir : « Il était impossible de copier les Américains », raconte Jean-Yves Vigouroux. « Leurs voitures sont plus robustes. Leurs occasions coûtent moins cher par rapport aux véhicules neufs. Leurs conducteurs sont plus soigneux. Nous avons donc adopté un soin extrême à notre parc automobile. Nous achetons des véhicules qui ont entre deux et cinq ans d'âge. Nous les gardons au maximum un an ou bien 15 000 kilomètres. Ils sont vérifiés à fond tous les 5 000 kilomètres, c'est-à-dire que 130 points de vérification sont garantis sur le véhicule. En achetant environ 30 % moins cher que les loueurs de neuf, et en revendant au bon moment notre parc, nous pouvons pratiquer des tarifs inférieurs de 40 % à 50 % aux prix les plus bas des grands réseaux de location. »

La Peugeot 104, la Renault 5 et la Visa Citroën sont proposées au tarif de 69 F par jour, toutes taxes comprises, et de 0,75 F du kilomètre. Dans le « haut de gamme », la R 30 TX et même certaines Mercedes affichent 145 F par jour, et 1,25 F du kilomètre. Chez les utilitaires, le fourgon Peugeot J 7 ou l'Estafette Renault atteignent 128 F par jour et 1,05 F du kilomètre.

Pour convaincre les locataires éventuels que l'occasion est aussi sûre que le neuf, ADA souscrit pour chacun de ses clients un contrat avec Mondial assistance,

afin que en cas de panne, cette société fournisse dans les deux heures une automobile de remplacement pendant cinq jours.

Un « plus » : aucun âge minimum n'est imposé en conducteur. Un « moins » : ADA ne pratique pas le « one way », c'est-à-dire que le véhicule doit être rendu dans l'agence où il a été loué.

Incontestablement, la formule a créé un marché. Ce n'est pas tant la croissance du chiffre d'affaires qui le prouve — bien que les agences de Brest ou de Perpignan aient doublé leur chiffre d'affaires en deux ans, — mais plutôt la répartition de la clientèle : la première année, l'agence ADA enregistre au tiers de contrats signés par des conducteurs n'ayant jamais loué de véhicule. Socio-professionnellement parlant, la clientèle se ventile selon les pourcentages suivants : 30 % de commerçants et artisans, 30 % de fonctionnaires, 10 % de salariés ordinaires, 10 % de chômeurs... qui louent des véhicules utilitaires pour travailler en noir. L'engagement pour les véhicules les moins coûteux confirme que le prix est bien le motif déterminant de la location d'occasion.

130 000 F de bénéfices

Un réseau de franchisés, en le monte avec mille soins. « Nous leur offrons le mode d'emploi de la location d'occasion, explique le fondateur. Nos franchisés bénéficient de l'effet de marque du réseau d'ADA. Nous les assistons dans tous les domaines : formation d'une durée de quinze jours, aide à l'achat des véhicules — dans l'étendu que c'est le franchisé qui signe le chèque — recherche de locaux bien situés, utilisation des services de la comptabilité d'ADA. »

Le réseau ADA pousse la conscience professionnelle jusqu'à suggérer à ses franchisés un schéma salarial et gestionnaire. « Avec dix véhicules à l'ouverture et vingt-cinq au bout d'un an, nécessitant un mécanicien à temps partiel et une hôtesses, nous leur conseillons de se rémunérer eux-mêmes 6 000 F par mois la première année, qui sera défalcatoire d'environ 50 000 F. La deuxième année, ils pourront se payer 9 000 F de salaire mensuel, et compter déjà sur un bénéfice avant frais financiers et avant impôts de 100 000 F. A partir du troisième exercice, et si le compte d'exploitation évolue de façon cohérente, ils seront rémunérés 15 000 F par mois et dégageront un bénéfice de 130 000 F par an. »

M. Vigouroux qui vise le chiffre de cent points de vente à l'horizon 1990, aimerait persuader, dans les petites villes, certains professionnels de l'automobile, comme les garagistes ou les assureurs, de se lancer dans la location d'occasion. Pour ces professions ayant déjà pignon sur rue ou sur route, la location apporte un surcroît de rentabilité à leurs locaux et à leurs personnes.

ADA devrait aussi investir Paris et sa banlieue. Peut-être en 1987. Et puis, surveiller et surveiller encore le service fourni par les franchisés, pour qu'ils assurent définitivement à l'occasion ses lettres de noblesse.

ALAIN FAUJAS.

(1) ADA, 13, rue Victor-Hugo, 29200 Brest. Téléphone : 16 98-44-63-64.

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission nous a fait écrire, dans l'article intitulé « L'Arabie saoudite et l'Iran se disputent le leadership de l'OPEP », paru dans nos éditions du 24 octobre, que le Koweït était « partisan de maintenir la stabilité des prix du pétrole. Il fallait lire : « Le Koweït est partisan de maintenir l'instabilité des prix afin de mieux paralyser les investissements des producteurs concurrents. »

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Béghin-Say entre chez Montedison

Les grandes manœuvres autour du capital de la Montedison se poursuivent. Béghin-Say, premier fabricant français de sucre, vient de racheter 4,15 % des actions de la firme chimique italienne. Le montant de la transaction n'a pas été rendu public. De façon détournée, cette opération permet au groupe agro-alimentaire de Ferruzzi, qui exerce un quasi-monopole sur Béghin-Say, de renforcer sa position d'actionnaire majoritaire au sein de la Montedison avec une participation désormais portée à 23 %.

Charbonnages de France s'associe à la société de négoce Montanay

Charbonnages de France et le groupe de négoce indépendant Montanay ont décidé de s'associer dans le négoce charbonnier en rachetant leurs filiales spécialisées. CDF prendra une participation de 15 % dans Montanay Turbo, et apportera en échange une partie des actifs de ses filiales SNVP et Charbogard. Montanay assurera la gestion de l'ensemble. Ce rapprochement est lié à la réforme attendue de l'Association technique de l'importation charbonnière (ATIC), qui détient jusqu'ici le monopole des importations de houille en France.

Alsthom rachète Climax Automation

Le groupe Alsthom a acheté au groupe britannique Fairley la société Climax Automation, spécialisée dans l'automatisation des manutentions, notamment le chargement et le déchargement des machines, et qui dispose d'une gamme de manipulateurs de pontiques et de robots. Alsthom étend ainsi ses activités dans le domaine de l'automatisation de production. Sa division robotique et matériaux comprend déjà plusieurs sociétés : Parvex (composants), Scemi (lignes d'assemblage), et Sefmatic (soudage).

SMH : premier dividende grâce à la Swatch

Pour la première fois depuis sa création en 1983, le groupe suisse SMH (société suisse de microélectronique et d'horlogerie), numéro trois mondial de l'horlogerie, versera à ses actionnaires au titre de l'année en cours un dividende de 5 %, soit 5 francs suisses (environ 20 francs français). Produit du regroupement des anciennes ASIJAG (marques Longines, Tissot, Certina...) et SSIH (Omega, Tascot), la SMH rasçoué l'an dernier avec les bénéfices, en très grande partie grâce à l'explosion du marché de la Swatch. Cette montre à quartz basse gamme, lancée il y a quatre ans,

a été vendue à près de 9 millions d'exemplaires (115 % de la production suisse de montres). La vingt-millième Swatch a été produite en juillet dernier (25 millions prévus fin décembre prochain). La SMH se propose d'émettre pour 90 millions de francs suisses de certificats de participation au prix unitaire de 300 francs suisses pour financer ses investissements.

Rachat de Western Airlines par Delta : feu vert de Washington

Le département américain des transports a donné, le 23 octobre, son accord de principe au rachat de Western Airlines par Delta Air Lines, en estimant que la fusion de ces deux compagnies aériennes ne menace pas la concurrence. Delta Air Lines, la cinquième compagnie américaine, avait annoncé en septembre son intention d'acheter pour 860 millions de dollars Western, une compagnie basée à Los Angeles en Californie. Plusieurs autres grandes fusions entre compagnies aériennes ont été annoncées au cours des derniers mois aux Etats-Unis : Northwest et Republic Airlines, TWA et Ozark Air Lines et surtout le rachat d'Eastern Airlines par Texas Air Corp., qui doit également prendre le contrôle de People Express. — (AFP.)

Le groupe des Arcs se diversifie et ouvre son capital

Le groupe des Arcs (spécialisé dans les sports d'hiver) va se diversifier dans le golf et ouvrir son capital. Le groupe a créé avec la Banque arabe et internationale d'investissements la société Parcours, chargée de concevoir des équipements intégrés autour du golf. D'autre part, le groupe ouvre son capital à des actionnaires extérieurs qui devront rester minoritaires. Le groupe des Arcs a réalisé pour l'exercice 1985-1986 un chiffre d'affaire de 483,7 millions de francs, soit une augmentation de 22 % par rapport à l'exercice précédent.

La Bourse c'est ma vie.

La Bourse sur Minitel. L'évolution de votre portefeuille personnel au jour le jour.

Le Monde sur Minitel 36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

MOSP MINISTERIO DE OBRAS Y SERVICIOS PUBLICOS SECRETARIA DE RECURSOS HIDRICOS



OBRAS SANITARIAS DE LA NACION

M.T. de Alvear 1840 - (C.P. 1122) - Buenos Aires - República Argentina
Télex: 21928 - OSN

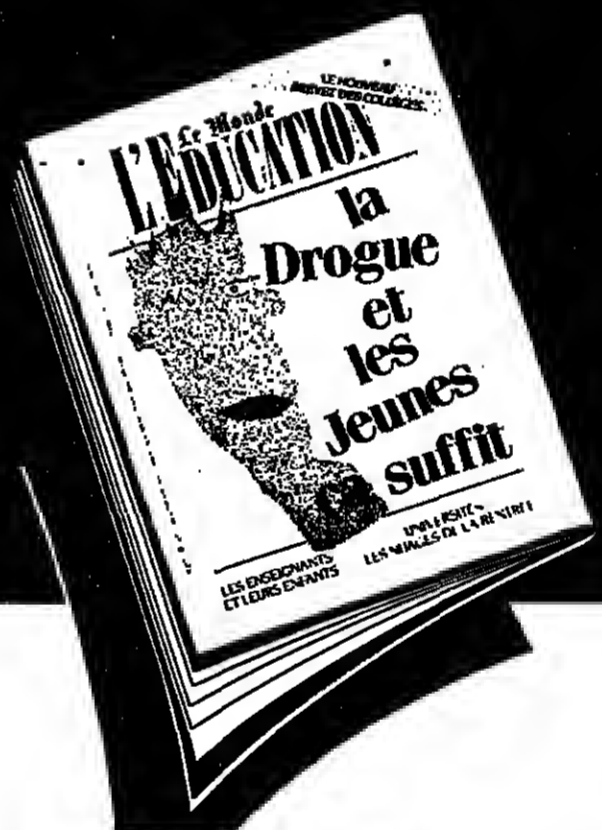
APPEL D'OFFRES PUBLIC INTERNATIONAL A DES ENTREPRISES DU SECTEUR PRIVE POUR LA MODERNISATION ET LE DEVELOPPEMENT DU RESEAU DES EGOUTS DU GRAND BUENOS-AIRES

Cet appel d'offres public international a pour objet de confier à des sociétés privées la construction et l'exploitation du système des Egoûts Nord et d'un Etablissement annexe d'épuration, conformément à la loi 17.520 relative aux Concessions de Travaux Publics de la République Argentine.

Il s'agit d'un très vaste projet dont bénéficieront 400 000 habitants des districts de San-Isidro, San-Fernando, San-Martin, Tigre et Vicente-Lopez, appartenant à la province de Buenos-Aires.

Dossier : 8.262-AG-86
Ouverture : 6-1-87 à 16 heures.
Adresse : Marcelo T. de Alvear 1840 (1122) Buenos-Aires (République Argentine)
Cahier des charges : Division Fournisseurs, adresse ci-dessus, rez-de-chaussée, de 12 h à 16 h.
Prix : A 3.000.

LA DROGUE ET LES JEUNES



Le Monde de l'éducation a enquêté auprès de médecins, de psychologues et d'éducateurs pour savoir pourquoi certains jeunes se droguent, et dans quelles conditions on peut les guérir. Il s'insurge contre le discours sécuritaire actuellement à la mode et montre que la répression des jeunes drogués est une voie sans issue.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- Le nouveau brevet des collèges. Les leçons à tirer des échecs trop nombreux de l'an dernier. L'autocritique du ministère. Les modalités du nouvel examen.
- Université : les nuages de la rentrée. La loi Devaquet généralise la sélection. Certains craignent que l'université ne cesse d'être un service public.
- Le président de Harvard juge les universités américaines et critique les excès de la concurrence entre établissements. Une analyse à méditer.
- Les enseignants et leurs enfants : Pour ces derniers, l'école continue à la maison ou en vacances. Seule compte la réussite scolaire.

Numéro de novembre, chez votre marchand de journaux. **L'Éducation**

Agriculture

Les Etats-Unis étendent leur programme de gel des terres

Le Département américain de l'Agriculture vient d'annoncer, moins de deux semaines avant les élections au Congrès, un nouveau programme de subventions pour les agriculteurs qui acceptent de laisser une partie de leur terre en jachère.

Il était déjà prévu des aides spécifiques à ceux qui ne cultivent pas la cinquième de leur terre pour lutter contre la surproduction. Le nouveau programme prévoit des primes (jusqu'à 2 dollars par hectare) pour les agriculteurs qui laisseront en jachère une surface supplémentaire de 15 %.

Le Département de l'Agriculture estime que ce nouveau programme qui concerne les céréales fourragères (maïs, sorgho, orge et avoine) coûtera de 1 à 1,5 milliard de dollars.

Mais paradoxalement, avec cette dépense, il espère une diminution du coût global des mises en jachère pour 1987, coût qui serait ramené de 6,2 à 5,7 milliards de dollars.

Avec les volumes céréaliers qui n'arriveront pas sur le marché du fait de l'extension de la jachère, Washington pense que les aides directes (qui compensent la différence entre le prix de marché et le prix d'objectif) ainsi que d'autres subventions assistent sur le volume des productions diminueront.

Jusqu'à lors la loi agricole adoptée en 1985 par les Etats-Unis n'a pas eu le succès escompté. La baisse des prix qu'elle recherchait n'a pas entraîné de reprise du marché mondial et donc des exportations américaines dont la part dans le marché des céréales est tombée de 59 % en 1981 à 41 % en 1986. En revanche, cette politique coûte plus cher que prévu. Alors qu'on estimait à

17,5 milliards de dollars, en décembre 1985, le montant des dépenses fédérales affectées au soutien de l'agriculture, la facture est aujourd'hui comprise entre 30 et 35 milliards de dollars. La balance commerciale agricole est devenue déficitaire pour la première fois aux mois de mai, juin et juillet.

Dès lors, que faire en 1987 ? L'administration a choisi de renforcer le programme du gel des terres, alors qu'il est déjà très contesté. Les réductions réelles de surfaces ne sont pas surveillées; les agriculteurs intensifient leur production sur les bonnes terres et gèrent les bords de fossés, les coins de champs, les coteaux érodés.

D'autres idées se font jour. De nombreux parlementaires défendent un projet de prêt commercial (*market loan*). Les agriculteurs qui auraient emprunté au gouvernement au prix du « loan rate » (équivalent d'un prêt de campagne par lequel un producteur hypothèque sa récolte) pourraient rembourser leurs emprunts au prix national moyen. Ce système aurait l'avantage d'aider les agriculteurs sans faire remonter les prix et porter ainsi atteinte à la compétitivité des produits américains. Il n'y a qu'un seul défaut : il coûterait aussi très cher.

Une autre idée avancée pour réduire les stocks soutève des tempêtes : certains envisagent de brûler le maïs qui, comme tous des fruits entrainés par le stockage, serait proche du prix actuel du charbon. Enfin, on parle aussi d'instaurer des quotas de production. Comme en Europe.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION (SEP)

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1986 s'élève à 1 119 millions de francs, en progression de 25 % par rapport à celui de la période correspondante de 1985. Cette évolution devrait se prolonger au deuxième semestre et le chiffre d'affaires annuel de l'exercice s'établir au-dessus de 2,5 milliards de francs.

Avant impôt, participation des salariés et provisions réglementées, le bénéfice semestriel est de 29 millions de francs. Ce résultat, en amélioration par rapport à celui du premier semestre 1985, est dû notamment à un allègement des charges financières. Ces évolutions permettent d'envisager pour l'ensemble de l'exercice 1986 une certaine progression du bénéfice net social.



La société Sivoilic, Sicom à vocation locative au capital de 100 millions de francs qui regroupe de nombreux investissements de la place, a tenu son premier conseil d'administration à son siège social : 4, place de Rio-de-Janeiro, 75008 Paris. Au cours de ce conseil, réuni sous la présidence de M. Claude

Alphandéry, Sivoilic a défini sa politique d'investissements pour les prochaines années; cette politique, tournée vers l'immobilier d'entreprise, sera mise en œuvre par la CGI dans le cadre notamment de l'exploitation et du développement de la chaîne Evolic.

RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE ET PERSPECTIVES 1986

Le Conseil d'Administration de BUTONI SA, réuni sous la Présidence de M. Henri HIERCHE, a examiné les résultats du premier semestre qui se présentent favorablement, ainsi que les perspectives globales de l'exercice 1986.

1^{er} SEMESTRE

Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 1,38 milliard de francs. Il intègre pour la première fois l'activité de DAVIGEL, qui a réalisé au 30 juin 1986 un chiffre d'affaires de 742,5 millions de francs, en hausse de 16,7 % par rapport à la période correspondante de 1985. Le résultat net du groupe BUTONI s'est établi à 32,2 millions de francs. BUTONI SA, société-mère, a réalisé pour la même période un chiffre d'affaires de 648,6 millions de francs (+ 10,7 %).

PERSPECTIVES 1986

Pour l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé devrait atteindre 2,8 milliards de francs et le résultat net (part des tiers exclue) serait de l'ordre de 60 millions de francs.

Le Conseil d'Administration a par ailleurs approuvé le projet d'apport de BUTONI U.K. (Grande-Bretagne) et BUTONI B.V. (Pays-Bas) à BUTONI SA. Lorsque cet apport sera réalisé, le Groupe BUTONI SA prendra une dimension européenne, avec un chiffre d'affaires supérieur à 4 milliards de francs.



Les banques continuent de se désengager du tiers-monde

Durant le premier semestre, les banques sont parvenues à réduire de 4 milliards de dollars leurs engagements dans les pays du tiers-monde, indique la Banque des règlements internationaux (BRI) dans sa dernière étude trimestrielle.

Ce phénomène est intervenu en dépit des prêts dits « non spontanés » accordés par les instituts de crédits dans la mouvance des programmes d'ajustement mis au point avec le Fonds monétaire international, dans les pays les plus lourdement endettés.

Il est encore plus frappant sur une plus longue période : entre la fin 1983 et la fin 1986, les nouveaux crédits aux pays endettés ont représenté quelque 15 milliards de dollars — on est très loin de la hausse annuelle de 2,5 % préconisée par les organisations multilatérales pour assurer le redressement de la croissance dans ces pays, — contre 35 milliards de dollars au reste du monde.

Aucune région n'a été à l'abri de ce processus durant les six premiers mois de 1986 : la baisse des crédits atteint 2,3 milliards de dollars vers l'Amérique latine, 1,8 milliard vers l'Afrique et 1,8 milliard vers l'Asie. Dans ce dernier cas, il semble que l'amassement des concours reflète plus la volonté de pays comme le

Chine, la Malaisie ou la Thaïlande de réduire le poids de leur endettement que la réticence des banques créancières.

La BRI indique enfin que, durant le deuxième trimestre 1986, 30 milliards de dollars ont été prêtés, dont 25 milliards aux principaux pays industriels. Sur les 5 milliards restants, les pays de l'Est ont absorbé 2,8 milliards, dont 2,4 milliards ont été consacrés à l'URSS, toujours considéré comme un « bon risque ».

Une panne d'ordinateur retarde le « Big Bang » de Londres

Le lundi 27 octobre, Big Ben devait se mettre à l'heure du Big Bang, expression choisie par les Britanniques pour désigner la grande réforme financière de la City. Mais à treize minutes avant l'ouverture officielle des marchés, le système informatique ultra-moderne mis en place par les autorités de la Bourse de Londres a rendu l'âme. Faute d'électricité informatique, le Big Bang a été reprogrammé pour ce mardi 28 octobre.

TRANSPORTS

Une filiale d'Air France vend des billets au prix des charters

Sous la marque Jumbo Charter, la SOTAIR, filiale tourisme d'Air France, commercialisera, à partir du 1^{er} novembre, des places vides d'avion de compagnies régulières internationales au prix des charters. Quelques exemples de prix aller-retour : Paris-New-York 2 490 F; Paris-Mexico : 4 900 F; Paris-Londres : à partir de 595 F; Paris-Marrakech : 1 270 F; Paris-Los Angeles : 4 590 F. Ces tarifs placent Jumbo parmi les organisateurs de voyages qui cassent les prix en revendisant les places inoccupées des avions, et notamment Go Voyages, Inter Charter, la Voyagierie, Forum Voyages, Pacific Holidays et Unidam.

Jumbo a sélectionné soixante-dix destinations qu'elle commercialise grâce aux deux mille cinq cents agences de voyages agréées. Les utilisateurs du Minutal pourront se renseigner sur les occasions sélectionnées en tapant « 3614 Jumbo » sur le clavier; la liste des destinations, des prix et des conditions à remplir sera mise à jour quotidiennement.

Jumbo s'était aperçu que sa clientèle, composée d'habités du voyage, rechignait de plus en plus à acheter des forfaits comprenant l'avion, l'hôtel et d'autres prestations. M. Joël Rottier, directeur de Jumbo, a persuadé les compagnies aériennes régulières d'utiliser les places vacantes que la surcapacité génère sur certaines destinations pour pratiquer des tarifs charters : « Nous n'avons fait affaire qu'avec les compagnies fiables, même si cela devait nous placer 100 F ou 200 F plus cher que la concurrence, dit-il, car nous voulons permettre au voyageur confirmé de voler à bas prix, certes, mais aussi en toute sécurité ».

La vente de ces places d'avion donnera à Jumbo l'occasion de diriger ses clients sur les « Relais », structures d'accueil installées dans les pays de destination qui conseillent le voyageur et qui sont en mesure de lui vendre mille d'hôtels, locations de voiture ou billets de transport complémentaires.

Pour M. Rottier, cette nouvelle formule prépare l'agence à mieux supporter la concurrence des voyagistes allemands ou britanniques, qui, à partir de 1992, pourront proposer à la clientèle française leurs charters.

FAITS ET CHIFFRES

● L'assurance-maladie des non-salariés. — Les dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie des non-salariés (CANAM) au premier semestre de 1986 ont augmenté de 6,08 % par rapport à la même période de l'année précédente. Si les versements aux établissements hospitaliers n'ont augmenté que de 3,47 %, la progression est beaucoup plus forte pour les honoraires médicaux (9,33 %), la pharmacie (9,93 %) et surtout les analyses médicales (13,05 %) et les analyses biologiques (14 %).

● La Fédération de la métallurgie CGT a perdu cent mille adhérents en cinq ans. — A l'ouverture du trente-deuxième congrès de la Fédération CGT de la métallurgie, le vendredi 24 octobre à Marseille, M. André Sainjon, son secrétaire général, a indiqué que l'organisation qui comptait environ deux cent cinquante mille adhérents en 1981 n'en avait plus aujourd'hui que cent cinquante mille. De 1981 à 1985, a-t-il ajouté, trois cent mille emplois industriels ont été perdus dans la métallurgie. « Nous voulons, a affirmé M. Sainjon, examiner ce qui freine et bloque l'adhésion à la CGT. Nous allons avancer au congrès des idées sur la syndicalisation à partir de nos résultats ».

● Pour soutenir la réinsertion sociale des handicapés. — L'Association pour l'adaptation sociale des déficients moteurs (ASDM), qui offre aux handicapés, dès l'âge de quatre ans, l'éducation et le soutien en institut médico-professionnel, le travail en milieu protégé et l'hébergement en internat ou en foyer, connaît de graves difficultés après l'incendie qui a ravagé une partie de ses ateliers en février dernier.

★ Les dons peuvent être adressés à : ASDM La Courmeille, 3630, rue du Général-de-Gaulle, BP 4, 45162 Olivet Cedex. A l'ordre de : Fondation de France, compte n° 060 630.

PARIS, 27 octobre ↓

REPLI TECHNIQUE

Ramonté en filière au cours de la semaine écoulée, le Bourse de Paris a été prise lundi d'un nouvel accès de faiblesse. Des ventes bénéficiaires se sont produites, et, avec la réimpression de l'activité, les valeurs françaises se sont redressées en assez grand nombre, comme par exemple Alcatel, Dassault, Hechtes, Schneider/Compagnie bancaire, etc. CSE, Moët, Esso et Total. A la clôture, l'indice boursier instantané s'élevait à 1,05 % en dessous de son niveau précédent, confirmant ainsi la tendance baissière.

Les professionnels ne se désistent pas sur cette réaction, d'origine essentiellement technique selon eux. « Nous ne sommes plus dans un contexte de reprise, et la rapidité de la hausse a incité des investisseurs à proposer leurs gains », dit l'un d'entre eux. « Par contre, on ne peut pas dire que l'on soit en train de vendre, c'est la valeur définitive ». Une chose est certaine : le redressement du foyer de l'argent au jour le jour a produit une impression désagréable.

Ajoutons que la décision de relever le niveau d'abonnement pour les actions et les obligations n'a eu pas succès immédiat et que les modalités du plan d'épargne-retraite, déjà connues dans les grandes lignes, ne comportent rien de nature à soulever l'enthousiasme.

Cela est grande incertitude aussi au premier étage avec de l'attente, sans sur les obligations qui ont le MATIF. Là aussi, les spécialistes parlent d'incertitude et de prudence quant aux ventes et des devis.

Pendant ce temps, la grande révolution de la City de Londres a mal commencé avec une spéculation pesante du système informatique. Paris n'est pas seul de ce côté-là à éprouver des difficultés.

La SOTAF, société du groupe Evolic, a porté sa participation dans Schneider à plus de 10 %.

NEW-YORK, 27 octobre ↑

Mieux orientés

De nouveau affaibli à la fin de la semaine écoulée, le marché new-yorkais a, lundi, fait quelques contournements. Malgré une forte interruption de la séance, il a réussi à progresser de façon non négligeable et l'indice des industriels, un instant retombé à 1 817,42 (+ 9,57 points).

Le bilan de la journée a toutefois été plus mitigé. Sur 1 978 valeurs traitées, 783 ont monté, 736 ont baissé et 433 n'ont pas varié.

En fait, l'essentiel de la hausse du « Dow » a été dû à la performance accomplie par Goodyear (+ 10,95), valeur la plus active de la journée avec 10,95 millions de dollars gagnés, tous jours en raison des rumeurs d'OPA circulant sur l'entreprise. La fermeté du marché obligataire, quoique pas surprenant vu l'immensité de l'opération de refinancement que le « Fed » a autorisé d'appeler à lancer, a également été un facteur d'encouragement. Le raffermissement du dollar, à cet égard, renforcé la conviction des investisseurs que le Fed pourrait procéder à une baisse des taux d'intérêt sans causer trop de mal à la machine américaine. Ajoutons que Wall Street est, depuis le début de l'année, dans une situation commerciale dont le montant devrait être publié cette semaine.

L'activité a porté sur 133,24 millions de titres, contre 137 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 24 oct.	Cours du 27 oct.
Alcoa	36 1/2	36 3/4
AT&T	52 1/2	52 1/2
Boeing	66 7/8	64 5/8
Chrysler	26 1/4	26 5/8
GenCorp	61 1/2	61 1/2
General Electric	66 1/2	66 3/4
General Motors	70 3/8	70 3/8
IBM	121 3/8	122 1/4
ITT	59 1/8	58 1/2
J&J	39 1/4	38 1/2
Kodak	32	31 7/8
Lockheed	88 1/4	88 1/4
McDonald's	21 7/8	22
Westinghouse	36 1/4	36 1/2
Yankee	54 1/2	54 1/2

INDICES BOURSISERS

PARIS 1986 : 31 oct. 1985 (INSEE, base 100) 27 oct. 24 oct. Valeurs françaises : 145 Valeurs étrangères : 198 C* des agents de change (base 100 : 31 oct. 1981) Indice général... 383 382,7

NEW-YORK (indice Dow Jones) 29 oct. 24 oct. Industriel... 1 832,25 1 841,82

LONDRES (indice Financial Times) 24 oct. 27 oct. Industriel... 1 251,6 1 257,8 Mines d'or... 362,9 368,6 Fonds d'Etat... 82,53 82,37

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 27 octobre
Nombre de contrats : 7 150

COURS	ÉCHÉANCES			
	Oct 86	Déc 86	Mars 87	Juin 87
Détailé	108,29	108,85	108,79	108,55
Précédent	108,59	109,49	109,39	109,25

AUTOUR DE LA CORBEILLE

MOULINEX : FORTES PERTES SEMESTRIELLES. — Moulinex, numéro 1 français du petit électroménager à usage, au premier semestre une perte de 199,8 millions de francs, en forte progression par rapport au résultat déficitaire de 17,1 millions de francs sur les six premiers mois de 1985. Selon la direction, cette dégradation est due « à l'impact financier négatif de mesures exceptionnelles contractées sur le premier semestre 1986, et non comparables aux dépenses du chiffre d'affaires ». Côté-e a diminué de 7,4 % au premier

semestre, clivant à 1,37 milliard de francs, alors que la société a dû faire face à près de 250 millions de francs de charges exceptionnelles.

SANOFI : DÉGRADATION DES RESULTATS. — Le bénéfice net consolidé de Sanofi a reculé en premier semestre de 17,1 %, à 191 millions de francs. Le fléchissement des ventes de produits et produits de base et le lancement de produits concurrents expliquent ce résultat.

Une étude future de l'Institut de la Recherche pour l'enseignement des Etats-Unis. Un ouvrage indispensable pour analyser les raisons du réajustement de l'industrie américaine.

LES FERTES UNIS LA TENDANCE INDUSTRIELLE

presses universitaires de Nancy

سكوان الدليل

BOURSE DE PARIS

27 OCTOBRE Cours relevés à 17 h 34

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for Règlement mensuel and various stock indices.

Comptant (à décaissement)

Second marché (à décaissement)

Table of Comptant market data, including Obligations, Actions, and various stock prices.

Table of Second marché market data, including various stock prices and indices.

SICAV (à décaissement) 27/10

Table of SICAV market data, listing various investment funds and their performance.

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

Table of exchange rates, gold market prices, and other financial indicators.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Après la rupture des relations diplomatiques entra la Grande-Bretagne et la Syrie. 4 Le sommet franco-allemand. 5 La visite à Paris du patriarche maronite. 8 Les scandales politico-financiers se succèdent en Argentine.	9 Le débat au Parti socialiste : M. Jojoïn met en garde M. Rocard. 10 Le budget de la justice adopté à l'Assemblée nationale. DÉBATS 2 Un congrès socialiste, pour quoi faire ?	11 La rencontre interreligieuse d'Assise. - La séance mensuelle du conseil de Paris. 12 Les expulsions au quotidien. - Sports.	15 Cinéma : Double Messieurs, de Jean-François Stevénil. - Musique : La Gioconda, à Montpellier. 16 FIAC 1986. 17 « Digressions », par Bernard Frank. 20 Communication.	35 Les suites de l'accord sur les licenciements. - La CEE en appelle au GATT contre le protectionnisme japonais. 36-37 Affaires. 38-39 Marchés financiers.	Radio-télévision 19 Petites annonces 24 à 33 Carnet 20 Météorologie 19 Mots croisés 19 Loto 20 Programmes des spectacles 18

Les nouveaux mystères de Paris Chez Edouard

Personne n'en discourt : M. Edouard Balladur est un homme courtisé. La ministre d'Etat reçoit beaucoup, sa table est devenue l'une des plus prisées de Paris. Ses déjeuners de Rivoli, sont plus fréquents mais plus discrets que les traditionnels déjeuners hebdomadaires du mardi à l'hôtel Matignon. Tout le monde y est déjà passé, et y repassera. Centristes, PR, radicaux, et même CNIP. Giscardiens, léotardiens, indépendants et même baristes : chacun peut y avoir son rond de serviette.

Mais on connaît le goût naturel pour le secret de M. Balladur, qui remercie toujours ses convives de savoir aussi manger de ce pain-là. Ces déjeuners étant devenus les nouveaux mystères de Paris, on peut donc supposer que, lorsque le ministre de l'économie met les petits plats dans les grands, ce n'est pas seulement pour évoquer les derniers arbitrages sur le budget, mais peut-être aussi pour envisager aussi ceux qui devront se faire, en vue de l'élection présidentielle de 1988.

Ces petits travaux de table de M. Balladur vont bon train. Exempla la semaine dernière. Mercredi : rencontre avec le trio de tête du Parti républicain, MM. François Léotard, Alain Madelin et Gérard Longuet. Rencontres presque mensuelles depuis mars. Confiance à la source : « Avec lui, les rapports sont toujours bons et cordiaux. Chacun peut avoir une position très franche et très libre. Il s'agit, en fait, de passer en revue les chances et les risques d'une candidature Léotard au premier tour de l'élection présidentielle. Le lendemain jeudi, déjeuner (comme il s'en produit tous les deux mois) avec la président du C.D.S. M. Pierre Méhaignier, et ses collègues ministres centristes. Au menu : l'Europe, la Sécurité sociale et... l'enseignement privé.

Officiellement, ces déjeuners doivent contribuer à maintenir la cohésion du gouvernement, à connaître et à prévenir les amers, turns et, pour M. Balladur, à M. Jacques Chirac. Fut-il question avec ces centristes-baristes de l'élection présidentielle ? « Il arrive qu'on en cause, confie l'un de ces ministres centristes, mais pas cette fois. » Un seul des invités de M. Balladur osera ne pas cacher qu'il a mis de mai dernier déjà le ministre d'Etat lui avait suggéré de manœuvrer pour que sa formation en arrive à soutenir M. Chirac dès le premier tour de l'élection présidentielle. Les autres admettent généralement que, sur ce terrain un peu miné, « M. Balladur sait très bien où s'arrêter ».

Le premier ministre de l'après-1988

Certains trouvent que « la politique politicienne n'est pas son job », d'autres ne sous-estiment pas son « côté Richelieu » qui lui fait un « redoutable politicien ». On loue son sens de la diplomatie : « C'est un homme équilibré, de bon sens, qui ne fait pas apparaître son esprit partisan. » On voit en lui « un vice-premier ministre » qui se pose déjà « en leader de substitution du RPR » ou à tout le moins qui est déjà « dans la peau d'un premier ministre d'après 1988 ».

Sans avoir eux, jusqu'à présent, les honneurs de sa table, certains des responsables du Front national ont même noté ces temps derniers que le ministre d'Etat faisait preuve, à leur égard, d'une « attitude de courtoisie manifeste ».

M. Balladur ratisse large et vise haut. Avec M. Valéry Giscard d'Estaing, « tout se passe convenablement », dit-on chez l'ancien

président. Les deux hommes se téléphonent, et M. Michal d'Ornano, de sa place de président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, peut aisément servir de boîte aux lettres. La semaine dernière, M. Balladur a déposé auprès de M. Giscard d'Estaing M. Alain Juppé, son ministre délégué ; mais quant à déjeuner ensemble, « Que voulez-vous, rappelle-t-on dans l'entourage de l'ancien président, Giscard n'a pas oublié que Balladur occupe le poste qu'il largait... »

Avec M. Raymond Barre, les plats passent mieux. Les deux hommes ont dîné, le mardi 8 octobre, au petit hôtel de la questure de l'Assemblée nationale. Un déjeuner organisé par le président du groupe UDF, M. Jean-Claude Gaudin, qui s'est offert ce jour-là son petit cadeau d'anniversaire. Le frère aîné de M. Balladur est « un de ses très bons amis de Marseille » et avec le frère ministre et le contact est passé d'entrée de jeu ». Usant de cette amitié, M. Gaudin a estimé nécessaire de « manifester sa volonté de rapprocher ces deux personnalités spécialistes de l'économie et des finances, sans passer par les voies traditionnelles de la presse ou celles des thuriféraires ».

M. Gaudin a, ce jour-là, « écouté beaucoup ». L'entretien n'aurait porté que sur l'économie mais il n'est pas exclu que M. Gaudin ait eu un trou de mémoire... « Ce fut une discussion franche et sympathique », s'est borné à commenter le ministre. M. Barra n'a d'ailleurs pas démenti. « Ce n'est pas, confie-t-il le lendemain, parce qu'on est de part et d'autre de la barrière qu'il faut se tirer des coups de pistolet. » Une conception de la cohabitation qui ne peut évidemment que ravir ce cher M. Balladur.

DANIEL CARTON.

Deuxième vol spatial franco-soviétique dans deux ans

Le deuxième vol d'un cosmonaute français à bord d'une station spatiale soviétique sera lieu au second semestre de 1988. Cette période a été choisie par la conférence spatiale franco-soviétique qui vient de se tenir à Erévan (Arménie soviétique).

La décision d'organiser ce second vol avait été formellement prise lors de la visite en France de M. Mikhaïl Gorbatchev, en octobre 1985. En principe, le cosmonaute français doit être Jean-Loup Chrétien, qui fut déjà l'acteur du premier vol franco-soviétique, à la fin de juin 1982. En cas d'indisponibilité, il sera remplacé par Michel Tognini, sa « doublure », qui s'entraîne actuellement avec lui à l'usage des étoiles, le centre de formation des cosmonautes soviétiques.

Le vol sera axé sur l'étude du comportement de l'homme en apesanteur, et spécialement l'étude du tissu osseux, la physiologie cardiovasculaire et l'activité des nerfs sensoriels. La mission de 1982 avait duré une semaine. Cette fois-ci, l'équipage séjournera un mois à bord de la station orbitale, l'Union soviétique a mis, en orbite en février dernier.

Une sortie dans l'espace est prévue pour le participant français, ce qui devrait donner aux responsables du Centre national d'études spatiales (CNES) d'utiles informations pour la préparation de futures missions habitées à bord de l'avion spatial Hermès.

Sur le vif Ragots

Moi, je l'aime bien Christine Ockrent, mais faut reconnaître, elle est lourde. Elle a de ces questions ! Tenez, ce matin, c'est au micro de RTL elle avait en direct de Luxembourg, un certain Bossion, le délégué aux affaires européennes qu'on a envoyé dire merde aux Brits, ces excités, ces fous dangereux venus réclamer des sanctions contre la Syrie sous le prétexte plus quel prétexte ridicule, une bombe dans un sac de voyage, une femme enceinte, un avion d'El Al, enfin des histoires à deux débats. Et vous savez ce qu'elle lui a demandé : pourquoi c'était lui et pas Ramadan, ou mon Jacquot, qui était allé découper le bout de gras avec le ministre des affaires étrangères de la Queen.

Elle insistait, elle mettait les pieds dans le plat : le terrorisme, c'est quand même un truc très embêtant, nous ici, à Paris, on a des petits-enfants encore tout réconfortés, alors je comprends pas...

Il en est resté sans voix, le Bossion. Stupéfait. Enfin qui, il est pas que ça à s'occuper ! Ils sont tous à la choucroute-party donnée par le père Kofi à Francofort, la ville de Gotha, dont mon Mimi vient d'être nommé citoyen d'honneur. C'est pas rien ça ! Et, en plus, c'est pas tout : ils envisagent la création d'un collège d'enseignement supérieur

franco-allemand, vous vous rendez compte, c'est vraiment impressionnant !

Je vais vous dire, c'est pas préparé, son émission, c'est bécoté. Elle devrait se rasseoir. Si on a voyé promener les Anglais : vos preuves vous pouvez vous les mettre où on pense, c'est pour une bonne raison. Non, ça tombe bien, on n'en a pas, ça tombe bien, pas trace. Alors on va pas faire un vilain procès d'intention à notre copain Assad. Il nous a demandé de lui filer des armes, il en a pas assez le pauvre chéri. Et pas assez ces crédits de journalistes vendent la mèche, orienter au scandale, font tout un ramdam. De ce côté-là, pour le moment, c'est un peu répété : va falloir laisser passer quelques semaines.

En attendant, pour le faire passer, attendez, pour bien lui montrer qu'on l'aime, qu'on croit pas à tous les ragots colportés de Londres à Washington, on va intensifier - je viens d'entendre ça à la radio - les échanges culturels entre Paris et Damas. On va organiser des voyages dans les deux sens avec visite des soutis là-bas et de la galerie Point Show ici. C'est pour ça qu'il y a pas d'attentat en ce moment, c'est parce qu'on attend deux ans de retraités syriens.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Philippe Séguin invité de l'émission « A-t-il répondu ? » sur RTL-Télévision

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, sera le premier invité de la nouvelle émission « A-t-il répondu ? » le mercredi 29 octobre à 21 heures sur RTL-Télévision. Après ses déclarations de cet été sur l'illusion qu'il aurait à vouloir retrouver à court terme le plein emploi productif et les nouvelles formes d'activité - propos qui ont lancé le débat sur les « petits boulots » - M. Séguin abordera trois questions fondamentales posées par des quotidiens associés à l'émission. Il commentera également l'accord intervenu sur les procédures de licenciement après la suppression de l'autorisation administrative.

L'émission, diffusée en Lorraine, sera animée par Alexandre Baloud et Marc Ullmann, avec le concours de Michel Valton (L'Est républicain), Jean-Louis This (Le Républicain lorrain), et Michel Noblecourt (Le Monde). Les trois questions présentées à M. Séguin sont les suivantes :

1. Vous avez supprimé l'autorisation administrative de licenciement, assoupli les conditions de recours au travail différencié... C'est ce que vous appelez « accompagner la politique économique du gouvernement ». En fait, est-ce que vous ne sacrifiez pas des acquis sociaux au confort des employeurs ?
2. Vous avez encouragé de tout ou partie des charges sociales les entreprises qui embauchent des jeunes de seize à vingt-cinq ans pour assurer leur formation, selon différentes formules. Est-ce que vous ne risquez pas de développer les emplois exécutés au détriment des emplois normaux ?
3. Vous cherchez à dégager de nouveaux emplois, appelés à tort ou à raison « petits boulots ». Est-ce que vous n'institutionnaliserez pas la débrouillardise ? N'allez-vous pas fausser le marché du travail sous prétexte de l'élargir ?

M. Séguin disposera de quinze minutes au maximum pour apporter une réponse à chacune des questions. Le public interviendra dans l'émission en téléphonant. Au bout de cinq minutes d'intervention, il indiquera s'il est satisfait ou non de l'explication du ministre. Celui-ci devra continuer à argumenter tant qu'il n'aura pas une majorité d'opinions favorables. Les téléspectateurs lorrains sont invités à réagir en composant un téléphone le 05-200-500 s'ils estiment que les réponses de M. Séguin correspondent à leurs interrogations et le 05-400-700 s'ils jugent qu'il n'est pas convaincu. La durée de l'émission est de soixante minutes.

Neuf morts dans un incendie à Cavalaire. - Dans la nuit du lundi 27 au mardi 28 octobre, neuf personnes, membres de trois familles différentes, ont péri asphyxiées dans l'incendie d'une villa à Cavalaire (Var). Selon les premiers éléments de l'enquête, les braves proviennent d'un feu de cheminée serait à l'origine du sinistre.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 octobre
Nouveau repli : - 0,44 %
La Bourse de Paris a enregistré le 28 octobre un nouveau repli, l'indice de séance perdant 0,44 %. Parmi des plus fortes baisses, on notait Sanofi (- 4,42 %), Schneider (- 2,74 %), Merlin (- 2,15 %), Eurocom (- 1,89 %). En hausse figurait Leroy-Somer (+ 3,49 %), Simco (+ 1,61 %), Crouzet (1,07 %), Générale des eaux (+ 0,74 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	418 90	420	420
Agence Havas	1990	1998	1996
Air Liquide (L.)	778	778	775
Banque (C)	1106	1100	1098
Banque (G)	2286	2298	2298
Canal	3685	3685	3685
Chèque S.A.	1298	1298	1290
Club Méditerranée	603	603	598
Crédit National	1950	1950	1950
Electricité	1330	1330	1346
ELF-Aquitaine	300 00	309	309
Essilor	3250	3260	3270
Lafarge-Capelle	1321	1321	1325
Michelin	2490	2496	2495
Mil (G)	1995	1998	1995
Mil (M)	2295	2295	2295
Henri Motin	1030	1030	1070
Oréal (L)	3485	3490	3490
Packard	1143	1143	1143
Parrot-Hercul	1018	1012	1010
Peugeot S.A.	1000	1000	1075
Safran	701	695	670
Saurin Parier	792	792	792
Télécoms	2720	2720	2720
Thomson-C.S.F.	1470	1471	1471
Toutat-C.F.P.	424	424	424
T.S.T.	2520	2520	2485
Veolia	513	514	514

Le numéro du « Monde » daté 28 octobre 1986 a été tiré à 508 952 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

A B C D E F G

Attentat contre un haut fonctionnaire de Berlin-Ouest

Berlin (AFP). - Un haut fonctionnaire de l'administration de Berlin-Ouest, M. Harald Hollenberg, a été blessé par balles aux jambes, mardi 27 octobre, devant son domicile de Berlin-Ouest. Les auteurs des coups de feu ont pris la fuite dans une voiture qui a été retrouvée incendiée peu après, a précisé la police. M. Hollenberg est notamment responsable de l'enregistrement des étrangers et donc des demandeurs d'asile.

Attentat à Cologne. - Un attentat à l'explosif a été perpétré le mardi 28 octobre à l'aube contre le siège de la compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa à Cologne. L'explosion n'a pas fait de blessés mais a causé d'importants dégâts. - (AFP)

Beyrouth-Ouest : assassinat d'un dirigeant du Baas pro-irakien. - Un responsable de la branche libanaise du parti Baas pro-irakien, M. Kamel Hussein Fakih, 35 ans, médecin originaire du Sud libanais, a été assassiné à Beyrouth-Ouest, a annoncé mardi un communiqué de ce parti. Le communiqué accuse des « services suspects » de l'avoir enlevé à Beyrouth-Ouest, puis torturé avant de l'achever et de jeter son corps dans le centre-ville.

PROMENADE CULTURELLE

ENSEIGNEMENT PRIVÉ À DISTANCE
A LA DÉCOUVERTE DU MONDE
pour occuper vos loisirs apprendre et connaître...
Beaux-arts | Musique
Littérature | Cinéma
Histoire | Techniques
etc.
Documentation gratuite sur demande
1 rue Thénard - 75005 Paris
Tél. : (1) 46.34.21.99

La chambre d'accusation renvoie au 12 novembre l'examen du dossier de Christine Villemin

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy qui devait examiner, mardi 28 octobre, le dossier de Christine Villemin a renvoyé son audience au mercredi 12 novembre. Les magistrats ont considéré que la partie civile n'avait pas eu le temps de prendre connaissance du mémoire de 300 pages qui avait été déposé trop tard par la défense.

M^{rs} Garaud, Moser, Robinet et Chastant, avocats de Christine Villemin, avaient en effet remis leur mémoire au greffe de la chambre d'accusation lundi à 18 h 30. M^{rs} Lombard et Lagrange ont protesté contre cette remise tardive dès l'ouverture de l'audience et le chambre, présidée par M. Antoine Vogtensperger, leur a donné raison.

Arrestation d'un « perrain » : des petits gitans voleurs. - Alexander Pavlovic, un Yougoslave de cinquante-huit ans, a été arrêté, le samedi 25 octobre, par la brigade de protection des mineurs (BPM) à son domicile de Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Il a reconnu que l'argent volé par les petits Gitans, dont il contrôlait le réseau, lui était remis. Les policiers ont saisi chez lui des coupures de monnaie de onze pays différents, 4 620 deutschemarks, et de nombreux bijoux.

C'est après l'interpellation d'une vingtaine de jeunes Gitans âgés de dix à quinze ans, au mois d'octobre, que les policiers ont pu remonter la filière.

DUCAU
Spécialiste du convertible
(Intéra 0,6 - 1,80 - 2,10 et 4,00)
Moteur, toutes laines ou polyéther Grand choix.
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37, av. de la République, 75011 PARIS
TÉL. : 43-57-46-36. Métro PARMENTIER

Je fais mes courses d'un coup de baguette
Faites vos courses de votre fauteuil.
Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

DE LA SIMPLE RETOUÇHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT.
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur.
PANTALONS
MESURE
A partir de **650 F**
COSTUMES
MESURE
A partir de **1950 F**
3000 tissus
Luxe draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
SUR MESURE
UNIFORMES ET DESIGNS MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue de Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
De lundi au samedi de 10 h à 18 h.

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN: LES PRIX!
TISSUS RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

DRÔLE DE DRAGUE
17 FAÇONS DE CONVAINCRE
V. IFFERCO
LES HOMMES DE VENTE
DUPOND

